

Budget des dépenses 2000–2001

Parties I et II

Plan de dépenses du gouvernement et Budget principal des dépenses

Table des matières

Les documents budgétaires vi

Partie 1 – Plan de dépenses du gouvernement 1-2

Partie II – Budget principal des dépenses

1 Introduction à la Partie II

Structure du Budget principal des dépenses 1-6

Présentation par portefeuille, ministère et organisme 1-7

Sociétés d'État 1-9

Définitions des articles courants de dépense 1-9

Tableaux sommaires

Sommaire général 1-16

Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépenses 1-24

Postes devant être inclus dans le projet de loi de crédits 1-32

Postes législatifs du Budget principal des dépenses 1-57

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure 1-68

Modifications concernant les autorisations (crédits) 1-68

Modifications à la présentation (structure du programme, objectifs, description des secteurs d'activité) 1-70

Ministères et organismes

2 Affaires étrangères et Commerce international

Ministère 2-4

Corporation commerciale canadienne 2-9

Agence canadienne de développement international 2-10

Société pour l'expansion des exportations 2-16

Centre de recherches pour le développement international 2-17

Commission mixte internationale 2-19

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne 2-20

Administration du pipe-line du Nord 2-21

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère 3-3

Commission canadienne des affaires polaires 3-10

4 Agence des douanes et du revenu du Canada 4-2

5 Agriculture et Agroalimentaire

Ministère 5-4

Commission canadienne du lait 5-8

Agence canadienne d'inspection des aliments 5-9

Commission canadienne des grains 5-10

6 Anciens combattants 6-2

7 Citoyenneté et Immigration

Ministère 7-3

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada 7-6

8 Conseil du Trésor

Secrétariat 8-3

9 Conseil privé

Ministère 9-4

Centre canadien de gestion 9-7

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes 9-9

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports 9-10

Directeur général des élections 9-11

Commissaire aux langues officielles 9-12

Bureau du Canada pour le millénaire 9-13

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie 9-14

Commission des relations de travail dans la fonction publique 9-15

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité 9-16

Le Réseau du leadership 9-17

Table des matières

Ministères et organismes

- 10 Défense nationale** 10-2
- 11 Développement des ressources humaines**
 - Ministère 11-3
 - Conseil canadien des relations industrielles 11-8
 - Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs 11-9
 - Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail 11-10
- 12 Environnement**
 - Ministère 12-3
 - Agence canadienne d'évaluation environnementale 12-6
- 13 Finances**
 - Ministère 13-4
 - Vérificateur général 13-9
 - Tribunal canadien du commerce extérieur 13-10
 - Bureau du surintendant des institutions financières 13-11
- 14 Gouverneur général** 14-2
- 15 Industrie**
 - Ministère 15-5
 - Agence de promotion économique du Canada atlantique 15-8
 - Agence spatiale canadienne 15-10
 - Tribunal de la concurrence 15-12
 - Commission du droit d'auteur 15-13
 - Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec 15-14
 - Société d'expansion du Cap-Breton 15-16
 - Conseil national de recherches du Canada 15-17
 - Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 15-19
 - Conseil de recherches en sciences humaines 15-20
 - Conseil canadien des normes 15-21
 - Statistique Canada 15-22
 - Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 15-24
- 16 Justice**
 - Ministère 16-4
 - Commission canadienne des droits de la personne 16-7
 - Tribunal canadien des droits de la personne 16-8
 - Commissaire à la magistrature fédérale 16-9
 - Cour fédérale du Canada 16-10
 - Commission du droit du Canada 16-11
 - Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada 16-12
 - Cour suprême du Canada 16-14
 - Cour canadienne de l'impôt 16-15
- 17 Parlement**
 - Sénat 17-3
 - Chambre des communes 17-5
 - Bibliothèque du Parlement 17-8
- 18 Patrimoine canadien**
 - Ministère 18-5
 - Conseil des Arts du Canada 18-9
 - Société Radio-Canada 18-10
 - Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne 18-12
 - Musée canadien des civilisations 18-13
 - Musée canadien de la nature 18-14
 - Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes 18-15
 - Archives nationales du Canada 18-16
 - Société du Centre national des Arts 18-18
 - Commission des champs de bataille nationaux 18-19
 - Commission de la capitale nationale 18-20
 - Office national du film 18-21

Table des matières

Ministères et organismes

- Office national du film 18-22
- Musée des beaux-arts du Canada 18-23
- Bibliothèque nationale 18-25
- Musée national des sciences et de la technologie 18-27
- Agence Parcs Canada 18-28
- Commission de la fonction publique 18-30
- Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice 18-33
- 19 Pêches et Océans** 19-2
- 20 Ressources naturelles**
 - Ministère 20-3
 - Commission de contrôle de l'énergie atomique 20-10
 - Énergie atomique du Canada limitée 20-12
 - Société de développement du Cap-Breton 20-13
 - Office national de l'énergie 20-14
- 21 Santé**
 - Ministère 21-3
 - Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses 21-7
 - Conseil de recherches médicales 21-9
 - Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés 21-10
- 22 Solliciteur général**
 - Ministère 22-3
 - Service canadien du renseignement de sécurité 22-5
 - Service correctionnel 22-6
 - Commission nationale des libérations conditionnelles 22-9
 - Bureau de l'enquêteur correctionnel 22-11
 - Gendarmerie royale du Canada 22-12
 - Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada 22-14
 - Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada 22-15
- 23 Transports**
 - Ministère 23-3
 - Office des transports du Canada 23-10
 - Tribunal de l'aviation civile 23-11
- 24 Travaux publics et Services gouvernementaux**
 - Ministère 24-3
 - Bureau d'information du Canada 24-14
 - Société canadienne d'hypothèques et de logement 24-15
 - Société canadienne des postes 24-16
- 24 Index**
 - Index 25-2

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le Budget des dépenses, qui est déposé à la Chambre des communes par la présidente du Conseil du Trésor, comporte trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement présente un aperçu des dépenses fédérales et résume les rapports entre les principaux éléments du Budget principal des dépenses et le Plan de dépenses (qui figure dans le budget).

Partie II – Le Budget principal des dépenses étaye directement la *Loi de crédits*. Le Budget principal des dépenses énonce les autorisations de dépenser (crédits) et les sommes à inclure dans les projets de loi de crédits que le Parlement doit adopter afin que le gouvernement puisse mettre en application ses plans de dépenses. Les Parties I et II du Budget des dépenses sont déposées simultanément le 1^{er} mars ou avant.

Partie III – Le Plan de dépenses du ministère est divisé en deux documents :

- 1) **Les rapports sur les plans et les priorités (RPP)** sont des plans de dépenses établis par chaque ministère et organisme (à l'exception des sociétés d'État). Ces rapports présentent des renseignements plus détaillés au niveau des secteurs d'activité et portent également sur les objectifs, les initiatives et les résultats prévus; il y est fait également mention des besoins connexes en ressources pour une période de trois ans. Les RPP contiennent également des données sur les besoins en ressources humaines, les grands projets d'immobilisations, les subventions et contributions, et les coûts nets des programmes. Ils sont déposés au Parlement par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables pour les ministères et organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Ces documents doivent être déposés au plus tard le 31 mars, pour renvoi aux comités qui font ensuite rapport à la Chambre des communes conformément au paragraphe 81(4) du Règlement.
- 2) **Les rapports ministériels sur le rendement (RMR)** rendent compte des réalisations de chaque ministère et organisme en fonction des attentes prévues en matière de rendement qui sont indiquées dans leur RPP. Ces rapports sur le rendement, qui portent sur la dernière année financière achevée, sont déposés au Parlement en automne par la présidente du Conseil du Trésor au nom des ministres responsables pour les ministères et organismes désignés aux annexes I, I.1 et II de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

Budget des dépenses 2000–2001

Partie I

Plan de dépenses du gouvernement

Partie I – Plan de dépenses du gouvernement

Aperçu du Plan de dépenses

Le Budget fédéral du 28 février 2000 du ministre des Finances fait état de dépenses prévues de 158 milliards de dollars, dont 116 milliards de dollars sont imputables aux dépenses de programmes et 42 milliards aux frais de la dette publique.

Budget principal des dépenses

Le Budget principal des dépenses de 2000–2001 présente des autorisations de dépenses budgétaires de 155,7 milliards de dollars. Cela représente plus de 98 p. 100 du plan des dépenses du Budget fédéral. Le budget principal des dépenses se distingue du plan des dépenses présenté dans le Budget fédéral de maintes façons :

- Le Budget des dépenses ne fait pas état des fonds qui, tout en faisant partie du plan des dépenses, sont réservés à différentes éventualités ou se rapportent à de nouvelles initiatives qui doivent être approuvées par le Parlement grâce à une législation ou qui doivent être planifiées et élaborées davantage avant qu'une autorisation de dépenser ne soit demandée au Parlement. Le gouvernement demandera une autorisation de dépenser pour de tels postes par une loi distincte ou par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses qui sera déposé au Parlement au cours de l'exercice 2000–2001.
- Une provision est établie à même le plan de dépenses du Budget fédéral afin de permettre la réévaluation de l'actif et du passif du gouvernement. Cette provision rend possible la prise en compte des variations de la valeur des créances et des placements ainsi que le rajustement du passif en fonction des indemnités de départ et de la rémunération de vacances accumulées des employés ainsi que d'autres programmes législatifs. Le Budget principal des dépenses n'inclut pas de telles provisions.
- Les crédits votés inscrits au Budget des dépenses constituent une limite juridique sur le montant qu'un ministère peut dépenser. Par conséquent, il y a souvent un écart entre cette limite et le montant réellement dépensé; cette différence représente une autorisation de dépenses non utilisée. Certaines différences sont inévitables pour maintes raisons, comme les retards dans la réalisation de projets de construction causés par la mauvaise température ou la livraison tardive de biens ou de services commandés. Et d'autres différences traduisent des décisions prises par la direction. Les prévisions de dépenses, énoncées dans le Budget fédéral, tiennent compte de ces différences prévues.

Partie I – Plan de dépenses du gouvernement

Tableau 1
Dépenses prévues par type de paiement – Budget principal des dépenses

2000–2001	(en millions de dollars)
Paiements de transfert	
<i>Transferts importants à d'autres paliers de gouvernement :</i>	
Péréquation*	9,522
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	13,500
Gouvernements territoriaux	1,479
Paiements de remplacement au titre de programmes permanents	(2,466)
Recouvrement ayant trait aux allocations des jeunes et subventions législatives	(513)
<i>Total partiel des transferts importants à d'autres paliers de gouvernement</i>	<u>21,522</u>
<i>Transferts importants aux particuliers :</i>	
Prestations aux personnes âgées	24,200
Assurance-emploi	11,787
<i>Total partiel des transferts importants aux particuliers</i>	<u>35,987</u>
<i>Autres paiements de transfert et subventions</i>	<u>19,452</u>
Total des paiements de transfert	76,961
Paiements aux sociétés d'État	4,181
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital	32,605
Frais de la dette publique	42,000
<i>Total du budgétaire du Budget principal des dépenses</i>	<u>155,747</u>
Ajustements à rapprocher au Budget fédéral	2,253
Total du budgétaire des dépenses	158,000

* Aux fins du budget, des prévisions de l'ordre de \$10,6 milliards ont été établies et traduisent une croissance des paiements de péréquation équivalente à la croissance du PIB nominal. Pour les besoins des prévisions, le montant cité ci-dessus est calculé en tenant compte de la loi régissant les accords fiscaux existants entre le fédéral et les provinces.

Partie I – Plan de dépenses du gouvernement

Autorisation de dépenser

Le Budget principal des dépenses expose les dépenses budgétaires et non budgétaires. Les dépenses **budgétaires** incluent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et de capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres paliers de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État. Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Autorisation des dépenses budgétaires

Ce budget principal des dépenses appuie la demande que le gouvernement a présentée pour obtenir du Parlement l'autorisation de dépenser 50.2 milliards de dollars au titre des autorisations de programme en vertu desquelles le Parlement doit approuver annuellement les limites de dépenses. Le reste des dépenses, soit 105.5 milliards de dollars ou 68 p. 100 du total, est affecté à des dépenses législatives. Les chiffres ne sont fournis qu'à titre d'information.

Autorisation des dépenses non budgétaires

Dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001, il y a une augmentation nette prévue de 410 millions de dollars au chapitre de la valeur des prêts, des investissements et des avances. Les autorisations des dépenses non budgétaires votées, qui sont indiquées dans le présent budget des dépenses, s'élèvent à 31 millions de dollars. Le reste, soit 379 millions de dollars, est conforme à une législation habilitante.

Tableau 2
Total du Budget principal des dépenses

(en millions de dollars)	2000–2001		
	Budgétaire	Non-budgétaire	Total
Crédits votés	50,097	31	50,128
Autorisations législatives	105,650	379	106,029
Total du Budget principal des dépenses	155,747	410	156,157

Nota : Les dépenses **votées** sont celles pour lesquelles une autorisation parlementaire est demandée par l'entremise d'un projet de loi de crédits. Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement au moyen d'une législation habilitante. Une ventilation plus détaillée de ces autorisations par ministère et organisme est présentée à la Partie II du Budget principal des dépenses.

Budget des dépenses 2000–2001

Partie II Budget principal des dépenses

Introduction à la Partie II

- Structure du Budget principal des dépenses
- Présentation par portefeuille, ministère et organisme
- Sociétés d'État
- Définitions des articles courants de dépense

Tableaux sommaires

- Sommaire général
- Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépense
- Postes devant être inclus dans le projet de loi de crédits
- Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

- Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure
- Modifications concernant les autorisations (crédits)
- Modifications à la présentation (structure du programme, objectifs, description des secteurs d'activité)

Ministères et organismes

Introduction à la Partie II

Structure du Budget principal des dépenses

Le Budget des dépenses a pour objet de fournir au Parlement des renseignements sur les autorisations des dépenses budgétaires et des dépenses non budgétaires par le biais de projets de loi de crédits. Ces autorisations sont de deux types, à savoir les dépenses votées et les dépenses législatives. Les dépenses votées sont celles que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement tous les ans au moyen d'une loi de crédits. Il s'agit des crédits que le gouvernement demande au Parlement de lui accorder par l'intermédiaire d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit et l'autorisation de dépenses s'y rattachant sont présentés dans une annexe à cette loi. Le libellé et les montants établissent les conditions dans lesquelles ces dépenses peuvent être effectuées, une fois approuvées. Chaque projet de dépenses est inclus dans les crédits afin d'autoriser les dépenses nécessaires pour remplir les divers mandats qui ont été confiés à chaque ministre et qui sont précisés dans les lois que le Parlement a approuvées. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le Budget des dépenses qu'à titre d'information.

Les éléments structurels de base de la **Partie II** sont les crédits et les postes législatifs, lesquels englobent l'ensemble des dépenses que le ministère ou l'organisme concerné se propose d'effectuer au titre d'un programme. On entend par programme un groupe d'activités ayant un objectif ou un ensemble d'objectifs commun.

En général, la structure des programmes et celle des crédits correspondent, en ce sens qu'ordinairement il n'y a qu'un crédit par programme. Le libellé d'un crédit et son montant figurent dans une loi de crédits qui précise l'autorisation et la limite des paiements imputables au crédit ; il ne s'agit pas d'un engagement à dépenser le montant total. Il y a toutefois des exceptions à la structure normale des crédits, lesquelles sont examinées ci-après.

On trouve dans le Budget des dépenses les types de crédits suivants :

- a) *Crédits pour dépenses de programmes* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « dépenses en capital » ou le crédit pour « subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses de programmes sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire de disposer d'un crédit pour dépenses en capital ou d'un crédit pour subventions et contributions, voire des deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Si ce n'est pas le cas, les dépenses en question sont incluses dans le crédit pour dépenses de programmes.
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense n° 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense n° 9) lorsqu'on prévoit que le montant du poste sera supérieur à \$10,000. Lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles ou retient les services d'experts pour créer des immobilisations, il doit aussi inclure les dépenses prévues à cette fin dans le crédit pour dépenses en capital.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme totalisent 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

Introduction à la Partie II

- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État ; et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organismes internationaux, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale, à cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit permet de couvrir certaines dépenses diverses qui ne peuvent être prévues au moment de la préparation du Budget des dépenses, et d'absorber les coûts salariaux additionnels, qui notamment découlent des conventions collectives qui entrent en vigueur durant l'année budgétaire et dépassent les sommes prévues aux crédits des ministères et organismes à l'égard de ces coûts.
 - ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit augmente les crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada, notamment l'initiative Service Canada, les programmes d'équité en matière d'emploi et la modernisation de la fonction de contrôleur.
 - iii) *Crédit pour les conventions collectives* – Ce crédit augmente les crédits afin de fournir du financement pour les frais accrus de personnel au titre des conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor du Canada et les unités de négociations collectives représentant des fonctionnaires, ainsi que pour les conventions collectives signées par des employeurs distincts.
 - iv) *Assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des primes d'assurance-emploi.

Présentation par portefeuille, ministère et organisme

Les programmes des ministères et organismes dont les ministres sont responsables ou comptables au Parlement ont été regroupés par portefeuille et représentent l'ensemble des portefeuilles. La présentation en ordre alphabétique des prévisions des portefeuilles forme le Budget principal des dépenses. Les ministères d'État, créés en application de la *Loi de 1970 sur l'organisation du gouvernement*, représentent une définition plus restreinte du terme « portefeuille », mais sont considérés comme des ministères pour les besoins de la présentation du Budget des dépenses.

Les prévisions de chaque portefeuille débutent par un tableau sommaire indiquant, pour chaque crédit ou poste législatif, le montant prévu dans le Budget principal des dépenses à l'égard de tous les programmes composant ce portefeuille. Ce tableau contient les libellés abrégés des crédits.

Introduction à la Partie II

Toutes les données du Budget des dépenses indiquées pour l'année précédente proviennent du Budget principal des dépenses de cette année budgétaire. On fait ainsi en sorte que toutes les données financières soient présentées de façon uniforme d'une année à l'autre, pour tous les ministères et organismes et dans le Budget principal des dépenses de l'année en cours. Au besoin, les montants de l'année budgétaire précédente sont rajustés en fonction des changements survenus dans la structure des organisations ou des programmes, notamment des changements dans les responsabilités ministérielles, afin de permettre des comparaisons pertinentes.

En général, la présentation de chaque programme se compose de quatre sections, lesquelles sont indiquées ci-après. Si l'une d'elles ne s'applique pas à un programme donné, elle est omise.

Objectifs

Cette section expose les objectifs de chaque programme.

Description du secteur d'activité

Cette section sert à expliquer le programme en décrivant le travail qui se fait dans chaque secteur d'activité pour atteindre les objectifs du programme.

Programme par secteur d'activité - tableau

Ce tableau indique l'ensemble des ressources financières qu'il est proposé d'engager au titre du programme. Les montants des crédits votés et des autorisations législatives sont combinés et répartis entre les secteurs d'activités de chaque programme. Les dépenses de chaque secteur d'activité sont présentées sous les rubriques Fonctionnement, Dépenses en capital, Paiements de transfert (subventions et contributions) et Prêts, placements et avances. Les recettes à valoir sur le crédit, pour les ministères et organismes autorisés à le faire, ainsi que les recettes associées aux fonds renouvelables sont également incluses dans ce tableau.

Les rentrées des recettes générales non fiscales et les services fournis gracieusement par d'autres ministères fédéraux sont présentés dans le **rapport sur les plans et les priorités**.

Paiements de transfert

Ce tableau fournit des précisions sur les paiements de transfert qu'il est proposé d'effectuer dans le cadre du programme. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement en contrepartie duquel aucun bien ni service n'est reçu et qui est accordé afin de faciliter la réalisation des objectifs d'un programme.

Les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert diffèrent sur plusieurs points :

- i) les contributions sont des paiements conditionnels qui sont soumis à la vérification, tandis que les subventions ne le sont pas ;
- ii) les contributions exigent un accord entre le bénéficiaire et le ministère donateur qui détermine les conditions régissant leur versement, ce qui n'est pas le cas des subventions ;
- iii) les autres paiements de transfert sont des paiements effectués en vertu de la loi ou d'un accord qui prévoit habituellement l'utilisation d'une formule ou d'un calendrier d'exécution des paiements pour établir le montant annuel ;
- iv) le libellé employé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention a un caractère législatif, tandis que celui qui décrit une contribution ou un autre paiement de transfert n'est donné qu'à titre indicatif.

Introduction à la Partie II

Fonds renouvelables

Un fonds renouvelable constitue une autorisation permanente ou continue donnée par le Parlement en vue d'effectuer des paiements sur le Trésor jusqu'à concurrence d'une limite déterminée. En vertu de cette autorisation, les besoins de fonds peuvent être compensés, dans la mesure du possible, par les recettes produites.

Un fonds renouvelable peut servir à financer des programmes, des activités de programmes ou des parties de ces activités. Le tableau Programme par secteur d'activité s'accompagne de notes qui montrent le revenu ou le déficit de fonctionnement prévu en rapprochant ce solde des besoins de trésorerie indiqués dans le Budget des dépenses et en renvoyant au **rapport sur les plans et les priorités** ceux qui désirent plus de renseignements.

Sociétés d'État

Le principe général appliqué dans la **Partie II** du Budget des dépenses est de donner des renseignements sur les opérations financées par voie de crédits plutôt que sur l'ensemble du plan financier des sociétés. Les sommaires des plans d'entreprise et des budgets des sociétés, qui sont déposés séparément, visent à fournir aux parlementaires des renseignements plus complets en prévision de l'examen des dépenses des sociétés d'État qu'ils feront.

Une présentation distincte s'applique aux sociétés d'État pour lesquelles des crédits sont demandés. Cette présentation comprend les trois sections normalisées suivantes :

- a) *Objectif* – Cette section décrit l'objectif de la société d'État.
- b) *Description du financement par voie de crédits* – Cette section décrit les principales entreprises et activités auxquelles le financement est destiné. Elle décrit aussi les principales catégories de dépenses.
- c) *Sommaire du financement par voie de crédits* – Ce tableau donne des précisions sur les besoins financiers qui doivent être satisfaits au moyen de crédits. Les présentations peuvent varier selon les circonstances propres à chacune des sociétés et selon les renseignements fournis dans le sommaire de leur plan d'entreprise et de leur budget, et dans leur état financier annuel. La présentation précise de façon distincte :
 - i) le financement budgétaire et le financement non budgétaire, selon les principales entreprises et activités de la société ;
 - ii) le montant du financement budgétaire nécessaire à l'exploitation, ainsi qu'à l'acquisition d'immobilisations et d'autres éléments d'actif à long terme ;
 - iii) les dépenses prévues, les recettes et les ajustements, hors caisse ou autres, permettant de justifier les fonds de fonctionnement demandés.

Définitions des articles courants de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des recettes et des dépenses fédérales sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'état par article courant. A cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire comme un débit aux articles courants 1 à 12 leurs dépenses d'achats auprès de fournisseurs externes. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans le Budget des dépenses et les Comptes publics.

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location

Introduction à la Partie II

6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Et, les Recettes à valoir sur le crédit. (Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les recettes tirées de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit. Ces sommes compensent les dépenses prévues à l'égard des articles courants 1 à 12, qui sont indiqués en chiffres bruts).

Des modifications aux systèmes d'information financière du gouvernement sont à l'origine des changements effectués au contenu de plusieurs articles courants de dépense. Ces modifications ont touché un nombre restreint de ministères en 1999-2000; cependant cette année plus de ministères seront touchés. La modification la plus importante est assurément celle relative aux articles courants 8 et 9 où toute mention au terme « construction » a été enlevée.

Une brève explication de chaque article courant est donnée dans ce qui suit.

1. *Personnel*

Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à temps plein) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que les membres des forces militaires et de la GRC. Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs, ainsi que les indemnités des membres des deux chambres du Parlement, et tout genre d'indemnité versée au personnel permanent ou engagé pour une période déterminée ou à leur intention : indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre. Y figurent aussi les allocations pour automobile aux ministres et les indemnités de dépenses aux sénateurs et aux députés.

Contributions de l'état à divers régimes d'avantages sociaux des employés (compte de pension de retraite de la fonction publique, compte de prestations de retraite supplémentaires, compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, compte de prestations de décès de la fonction publique et compte d'assurance-emploi), au compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, au compte de pension de retraite des Forces canadiennes et au compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; et les contributions de l'état aux régimes provinciaux et autres régimes d'assurance médicale et d'assurance-hospitalisation; y figurent aussi les frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

Frais de voyage et de transport d'employés du gouvernement, de membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, ainsi que frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés. Y figurent aussi le transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent d'arpentages, d'inspections et d'études sur le terrain. Sont aussi compris les frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'état, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.

Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous autres frais postaux. Frais de transport de marchandises, autres que le coût initial de livraison, à l'égard d'un achat

Introduction à la Partie II

(compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de courrier offerts par l'entreprise privée. Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.), et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de courrier assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. *Information*

Cet article courant comprend trois catégories principales de dépenses.

Service de promotion

Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés ou des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que les arts graphiques.

Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition

Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'état. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

Services des relations publiques et des affaires publiques

Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours, services des communiqués de presse, des séances d'information, des conférences de presse et des événements spéciaux. Services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinion, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles sont aussi inclus ici.

4. *Services professionnels et spéciaux*

Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, des commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement, paiements pour services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiements pour services de gestion, pour services d'informatique et toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.

Paiements de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiements de services d'informatique, paiement des frais de scolarité à des indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas de juridiction fédérale; achat de services de formation en vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes, et paiements à la Commission de la fonction publique pour des cours de formation.

Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage et d'entreposage, et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits aux TPSGC pour l'administration de marchés.

Introduction à la Partie II

5. *Location*

Crédits pour les locations de toutes sortes : location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement. Location et affrètement avec ou sans équipage - de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs. La location de services d'entreposage figure cependant à l'article courant n° 4. Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits.

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

Cet article courant comprend les travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant n° 8 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant n° 9. Cet article comprend également les paiements faits au ministère des Travaux publics pour les services offerts aux locataires. Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais entrant dans le coût des travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

En fait également partie l'achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'état. Sont inclus : essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage, etc.; provendes; aliments et autres fournitures pour navires et établissements; bestiaux achetés pour consommation ou revente; graines de semence; livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur; uniformes et fourniment; photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement; fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais; fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études, etc.; produits chimiques, approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux; œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives; fournitures du service de nettoyage; bois et charbon; fournitures électriques; pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

Les machines et le matériel, y compris les accessoires et dispositifs, coûtant moins de 1 000 \$ qui en faisaient auparavant partie figurent maintenant à l'article courant n° 9.

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

Cet article comprend toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre et aux améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération, etc. Y figurent aussi tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord. L'achat de terrains en fait également partie. Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à temps plein ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (Article courant 1 à 9).

Introduction à la Partie II

9. Acquisition de machines et de matériel

Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, tout le matériel, les fournitures et le mobilier de bureau, le matériel informatique et électronique ou tout autre accessoire de bureau; le matériel et les accessoires à microfilmer, le matériel de communication entre bureaux, les affranchisseuses à compteur, les cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau; les véhicules automobiles, les avions, les tracteurs, le matériel de voirie, le matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; le matériel scientifique et de laboratoire, les navires, les brise-glaces et le matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

Machines et matériel, y compris leurs accessoires et dispositifs sans égard à leur coût. Les machines et le matériel coûtant moins de 1 000 \$ ne figurent plus à l'article courant n° 7.

10. Paiements de transfert

Tous les paiements de transfert, c'est-à-dire les subventions et les contributions, les subsides et tous les paiements faits par l'état qui ne sont pas destinés à la location ou l'achat de biens ou de services.

Tous les paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants; les subventions et les paiements aux provinces et aux territoires en vertu des lois constitutionnelles et d'autres lois, le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et les langues officielles; paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones; paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires; les subventions et les capitaux consentis à l'industrie y compris les paiements d'indemnisation des importateurs de pétrole; les subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; les bourses d'études; les subventions de soutien consenties à de nombreux organismes national et international sans but lucratif; contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans le présent article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « subventions » ou « contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas limitées.

11. Service de la dette publique

Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux. Sont inclus également les frais d'émission de nouveaux emprunts, l'amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, les primes et commissions afférentes aux obligations et les frais afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

Paiements à des sociétés d'État et autres sociétés gouvernementales ou organismes, et versements à certains comptes non budgétaires, ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ». Les paiements faits aux sociétés d'État comprennent les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et incluent également les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État; les paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'état comprennent les versements à des organismes tels que le Centre national des Arts. Les paiements faits aux comptes non budgétaires comprennent les contributions de l'état au

Introduction à la Partie II

compte de stabilisation des prix des produits agricoles ainsi que les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*.

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de quaiage et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'état, la perte d'effets personnels, et les dépenses relatives à des petits articles et des services divers. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Recettes à valoir sur le crédit

Les recettes à valoir sur le crédit conformément à l'autorisation parlementaire comprennent toute une gamme de recettes provenant de sources externes et de sources internes. Les recettes provenant de sources externes comprennent : les loyers perçus à l'égard d'immeubles et de pièces d'équipement appartenant au gouvernement; les sommes reçues au titre de la prestation des services de police à d'autres paliers de gouvernement; les rentrées de fonds provenant de fonds renouvelables à la suite de transactions effectuées avec des intervenants de l'extérieur du gouvernement, ainsi que les coûts recouverts des administrations provinciales et d'autres gouvernements nationaux. Les recettes provenant de sources internes comprennent les recouvrements des coûts des biens et services fournis par un organisme à un autre et le produit des ventes effectuées au moyen de fonds renouvelables à des intervenants de l'administration fédérale.

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal des dépenses 2000–2001

		Budgetaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
2	Affaires étrangères et Commerce international			
	Ministère	1,345,564	83,686	1,429,250
	Corporation commerciale canadienne	10,664	.....	10,664
	Agence canadienne de développement international	1,527,211	331,718	1,858,929
	Société pour l'expansion des exportations	.....	130,000	130,000
	Centre de recherches pour le développement international	87,951	.....	87,951
	Commission mixte internationale	4,045	432	4,477
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,110	140	2,250
	Administration du pipe-line du Nord	237	22	259
3	Affaires indiennes et du Nord canadien			
	Ministère	4,637,011	167,570	4,804,581
	Commission canadienne des affaires polaires	882	68	950
4	Agence des douanes et du revenu du Canada	2,296,339	511,316	2,807,655
5	Agriculture et Agroalimentaire			
	Ministère	1,739,530	562,219	2,301,749
	Commission canadienne du lait	2,588	.....	2,588
	Agence canadienne d'inspection des aliments	225,465	41,429	266,894
	Commission canadienne des grains	18,651	1,377	20,028
6	Anciens combattants	1,973,706	31,069	2,004,775
7	Citoyenneté et Immigration			
	Ministère	842,466	36,007	878,473
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	75,241	10,697	85,938
8	Conseil du Trésor			
	Secrétariat	1,708,509	23,668	1,732,177
9	Conseil privé			
	Ministère	85,571	9,464	95,035
	Centre canadien de gestion	9,786	9,183	18,969
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,363	303	3,666
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	21,025	3,061	24,086
	Directeur général des élections	3,065	30,670	33,735
	Commissaire aux langues officielles	9,763	1,356	11,119

Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires			Total	Budget principal des dépenses 1999-2000
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	1,429,250	1,351,619
.....	10,664	10,549
.....	16,735	16,735	1,875,664	1,847,962
.....	125,100	125,100	255,100	238,200
.....	87,951	82,444
.....	4,477	6,178
.....	2,250	2,224
.....	259	259
22,303	22,303	4,826,884	4,573,943
.....	950	969
.....	2,807,655	2,533,507
.....	2,301,749	1,712,763
.....	2,588	2,538
.....	266,894	261,009
.....	20,028	.....
.....	2,004,775	1,969,618
.....	878,473	677,457
.....	85,938	81,868
.....	1,732,177	1,906,631
.....	95,035	81,603
.....	18,969	13,942
.....	3,666	3,089
.....	24,086	23,280
.....	33,735	35,300
.....	11,119	10,802

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal des dépenses 2000–2001

		Budgetaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
	Bureau du Canada pour le millénaire	92,980	507	93,487
	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	3,110	255	3,365
	Commission des relations de travail dans la fonction publique	5,142	661	5,803
	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,263	142	1,405
	Le Réseau du leadership	11,135	662	11,797
10	Défense nationale	10,408,684	790,316	11,199,000
11	Développement des ressources humaines			
	Ministère	1,452,315	26,080,642	27,532,957
	Conseil canadien des relations industrielles	7,837	1,155	8,992
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,559	138	1,697
	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	1,531	.....	1,531
12	Environnement			
	Ministère	520,975	50,250	571,225
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	10,418	1,021	11,439
13	Finances			
	Ministère	1,884,022	62,513,170	64,397,192
	Vérificateur général	47,540	6,494	54,034
	Tribunal canadien du commerce extérieur	7,438	1,169	8,607
	Bureau du surintendant des institutions financières	1,660	.....	1,660
14	Gouverneur général	12,034	1,662	13,696
15	Industrie			
	Ministère	1,042,978	125,109	1,168,087
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	314,934	15,232	330,166
	Agence spatiale canadienne	334,675	5,978	340,653
	Tribunal de la concurrence	1,365	135	1,500
	Commission du droit d'auteur	751	123	874
	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	199,869	63,261	263,130
	Société d'expansion du Cap-Breton	10,536	.....	10,536
	Conseil national de recherches du Canada	439,217	86,115	525,332
	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	547,359	2,088	549,447
	Conseil de recherches en sciences humaines	120,584	1,085	121,669
	Conseil canadien des normes	5,266	.....	5,266
	Statistique Canada	351,691	58,095	409,786
	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	167,390	24,088	191,478

Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	93,487	82,000
.....	3,365	3,308
.....	5,803	5,661
.....	1,405	1,409
.....	11,797	10,788
.....	11,199,000	10,304,500
.....	27,532,957	26,252,070
.....	8,992	8,658
.....	1,697	1,701
.....	1,531	1,728
.....	571,225	531,567
.....	11,439	10,227
.....	462,063	462,063	64,859,255	63,925,003
.....	54,034	53,537
.....	8,607	8,486
.....	1,660	1,660
.....	13,696	11,660
800	800	1,168,887	962,474
.....	330,166	280,031
.....	340,653	304,026
.....	1,500	1,270
.....	874	870
.....	263,130	314,366
.....	10,536	10,536
.....	525,332	508,361
.....	549,447	504,957
.....	121,669	106,726
.....	5,266	5,283
.....	409,786	309,129
.....	191,478	195,055

Sommaire général

Section Ministères ou organismes

Budget principal des dépenses 2000–2001

		Budgetaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
(en milliers de dollars)				
16	Justice			
	Ministère	621,820	35,723	657,543
	Commission canadienne des droits de la personne	14,349	2,024	16,373
	Tribunal canadien des droits de la personne	3,422	105	3,527
	Commissaire à la magistrature fédérale	4,656	259,825	264,481
	Cour fédérale du Canada	27,845	3,591	31,436
	Commission du droit du Canada	2,861	146	3,007
	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	7,325	1,158	8,483
	Cour suprême du Canada	11,767	4,936	16,703
	Cour canadienne de l'impôt	10,393	1,078	11,471
17	Parlement			
	Sénat	33,087	19,409	52,496
	Chambre des communes	164,610	84,878	249,488
	Bibliothèque du Parlement	19,798	2,968	22,766
18	Patrimoine canadien			
	Ministère	815,940	15,487	831,427
	Conseil des Arts du Canada	114,757	.....	114,757
	Société Radio-Canada	901,134	.....	901,134
	Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	79,397	.....	79,397
	Musée canadien des civilisations	47,516	.....	47,516
	Musée canadien de la nature	21,125	.....	21,125
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	.....	4,491	4,491
	Archives nationales du Canada	41,430	5,382	46,812
	Société du Centre national des Arts	21,491	.....	21,491
	Commission des champs de bataille nationaux	7,775	1,099	8,874
	Commission de la capitale nationale	77,119	.....	77,119
	Office national du film	59,243	375	59,618
	Musée des beaux-arts du Canada	33,285	.....	33,285
	Bibliothèque nationale	28,919	3,776	32,695
	Musée national des sciences et de la technologie	20,298	.....	20,298
	Agence Parcs Canada	254,154	91,591	345,745
	Commission de la fonction publique	94,596	13,250	107,846
	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	16,578	1,063	17,641
19	Pêches et Océans	1,235,865	96,898	1,332,763

Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
.....	657,543	540,533
.....	16,373	15,197
.....	3,527	4,018
.....	264,481	257,396
.....	31,436	31,264
.....	3,007	3,011
.....	8,483	6,402
.....	16,703	15,720
.....	11,471	12,156
.....	52,496	47,421
.....	249,488	242,323
.....	22,766	20,528
10	10	831,437	732,506
.....	114,757	116,456
.....	901,134	903,881
.....	79,397	78,732
.....	47,516	46,281
.....	21,125	20,537
.....	4,491	5,942
.....	46,812	45,160
.....	21,491	21,536
.....	8,874	8,447
.....	77,119	61,182
.....	59,618	59,545
.....	33,285	32,535
.....	32,695	30,415
.....	20,298	19,677
.....	345,745	347,249
.....	107,846	106,954
.....	17,641	17,051
.....	1,332,763	1,314,065

Sommaire général

Section	Ministères ou organismes	Budget principal des dépenses 2000–2001		
		Budgétaire		
		Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total
	(en milliers de dollars)			
20	Ressources naturelles			
	Ministère	534,992	56,106	591,098
	Commission de contrôle de l'énergie atomique	44,455	5,328	49,783
	Énergie atomique du Canada limitée	104,800	.....	104,800
	Société de développement du Cap-Breton	85,975	.....	85,975
	Office national de l'énergie	25,346	3,894	29,240
21	Santé			
	Ministère	2,013,252	66,695	2,079,947
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,665	264	1,929
	Conseil de recherches médicales	307,434	1,199	308,633
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3,250	461	3,711
22	Solliciteur général			
	Ministère	80,194	2,553	82,747
	Service canadien du renseignement de sécurité	170,361	.....	170,361
	Service correctionnel	1,193,314	127,121	1,320,435
	Commission nationale des libérations conditionnelles	21,840	3,434	25,274
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,568	195	1,763
	Gendarmerie royale du Canada	1,163,300	268,606	1,431,906
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	750	61	811
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	3,758	361	4,119
23	Transports			
	Ministère	769,349	108,999	878,348
	Office des transports du Canada	18,719	2,723	21,442
	Tribunal de l'aviation civile	885	100	985
24	Travaux publics et Services gouvernementaux			
	Ministère	1,951,837	43,291	1,995,128
	Bureau d'information du Canada	19,558	1,090	20,648
	Société canadienne d'hypothèques et de logement	1,893,524	.....	1,893,524
	Société canadienne des postes	257,210	.....	257,210
	*Total des ministères et organismes	50,096,892	93,156,742	143,253,634
	Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	12,493,000	12,493,000
	Total des prévisions budgétaires	50,096,892	105,649,742	155,746,634

* Ces chiffres ne correspondent pas aux totaux figurant aux tableaux intitulés « Postes devant être inclus dans le projet de loi de crédits » et « Postes législatifs du Budget principal des dépenses » parce qu'ils ont été arrondis.

Prêts, dotations en capital et avances non budgétaires			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
Crédits à voter	Autorisations précédentes (législatives)	Total		
7,826	7,826	598,924	563,877
.....	49,783	49,123
.....	104,800	110,300
.....	85,975	.....
.....	29,240	29,110
.....	2,079,947	1,882,664
.....	1,929	1,169
.....	308,633	275,019
.....	3,711	3,161
.....	82,747	81,307
.....	170,361	168,629
.....	1,320,435	1,257,169
.....	25,274	24,600
.....	1,763	1,768
.....	1,431,906	1,188,043
.....	811	799
.....	4,119	4,878
.....	878,348	889,791
.....	21,442	21,109
.....	985	972
.....	1,995,128	1,887,944
.....	20,648	20,280
.....	(224,400)	(224,400)	1,669,124	1,666,785
.....	257,210	14,210
30,939	379,498	410,437	143,664,071	137,451,628
.....	12,493,000	14,107,600
30,939	379,498	410,437	156,157,071	151,559,228

Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	545,790	136,893	11,868	138,293	133,383
Corporation commerciale canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international	86,252	8,362	514	13,159	685
Société pour l'expansion des exportations	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	2,643	595	164	589	324
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	856	340	10	971	2
Administration du pipe-line du Nord	134	10	.....	100	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	213,656	43,967	12,399	115,476	13,039
Commission canadienne des affaires polaires	418	221	30	160	73
Agence des douanes et du revenu du Canada	2,263,799	125,816	27,159	130,283	8,350
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	301,557	27,596	4,785	65,616	6,292
Commission canadienne du lait	.....	.....	.....	.....	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments	244,673	14,584	1,171	18,144	890
Commission canadienne des grains	55,081	4,949	222	5,958	3,584
Anciens combattants	188,922	18,500	1,060	205,035	10,030
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	220,310	80,318	22,837	121,413	5,007
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	65,551	3,226	454	7,795	958
Conseil du Trésor					
Secrétariat	1,139,852	2,172	2,797	14,577	1,200
Conseil privé					
Ministère	56,863	6,050	3,535	16,171	1,331
Centre canadien de gestion	7,452	832	129	9,195	142
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	1,858	523	40	655	400
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	18,756	1,312	239	2,348	350
Directeur général des élections	13,776	1,390	2,850	10,509	2,350
Commissaire aux langues officielles	8,307	800	255	1,300	95
Bureau du Canada pour le millénaire	3,107	147	1,083	2,302	103
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	1,442	445	320	985	30
Commission des relations de travail dans la fonction publique	4,048	390	67	660	36
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	872	88	18	371	32
Le Réseau du leadership	4,057	745	2,038	4,115	347

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)*	(9)*	(10)	(11)	(12)		
55,235	64,038	37,300	49,938	330,628	.....	5,153	79,269	1,429,250
.....	.....	.....	.....	.....	.....	10,664	.....	10,664
1,576	1,097	.....	8,602	1,738,408	.....	274	.....	1,858,929
.....	.....	.....	.....	.....	.....	130,000	.....	130,000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	87,951	.....	87,951
32	76	.....	53	.....	.....	1	.....	4,477
4	20	.....	45	.....	.....	2	.....	2,250
12	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....	259
14,288	13,336	21,824	6,689	4,320,294	.....	29,613	.....	4,804,581
3	7	.....	20	18	.....	.....	.....	950
40,536	37,374	13,727	64,371	213,000	.....	24,066	140,826	2,807,655
10,634	41,713	25,063	52,749	1,787,399	.....	12,542	34,197	2,301,749
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2,588	.....	2,588
2,615	11,043	9,444	8,301	1,744	.....	1,679	47,394	266,894
765	2,912	.....	3,540	.....	.....	317	57,300	20,028
4,025	142,152	.....	4,725	1,429,824	.....	502	.....	2,004,775
11,681	12,071	.....	17,213	387,305	.....	318	.....	878,473
879	1,604	.....	5,456	.....	.....	15	.....	85,938
1,000	1,600	.....	742	23,962	.....	658,621	114,346	1,732,177
1,001	1,957	.....	2,430	5,697	.....	.....	.....	95,035
140	385	.....	519	175	.....	.....	.....	18,969
15	60	.....	115	.....	.....	.....	.....	3,666
390	586	.....	100	.....	.....	5	.....	24,086
658	453	.....	1,749	.....	.....	.....	.....	33,735
45	270	.....	45	.....	.....	2	.....	11,119
15	149	.....	81	86,500	.....	.....	.....	93,487
25	43	.....	75	.....	.....	.....	.....	3,365
45	20	.....	218	.....	.....	319	.....	5,803
3	12	9	.....	.....	.....	.....	.....	1,405
30	86	.....	379	.....	.....	.....	.....	11,797

* Veuillez vous reporter à la section "Définitions des articles courants de dépense" pour consulter les notes explicatives révisées.

Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Défense nationale	5,044,801	474,479	31,373	839,753	132,662
Développement des ressources humaines					
Ministère	1,126,625	112,067	36,355	486,196	192,482
Conseil canadien des relations industrielles	7,074	841	45	505	183
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	846	140	125	479	7
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	5,199	315	290	1,060	50
Environnement					
Ministère	308,264	44,751	8,397	123,132	19,661
Agence canadienne d'évaluation environnementale	6,256	1,788	391	5,676	260
Finances					
Ministère	50,255	5,574	2,322	10,350	697
Vérificateur général	39,793	3,600	700	7,200	500
Tribunal canadien du commerce extérieur	7,163	242	70	613	74
Bureau du surintendant des institutions financières	37,561	2,031	228	7,134	2,349
Gouverneur général	7,489	1,400	1,000	1,412	145
Industrie					
Ministère	335,038	39,603	58,876	132,990	6,181
Agence de promotion économique du Canada atlantique	32,063	5,200	2,049	12,487	939
Agence spatiale canadienne	36,635	5,504	1,312	90,786	744
Tribunal de la concurrence	828	145	70	334	20
Commission du droit d'auteur	755	35	30	15	12
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	19,984	2,300	2,500	5,000	2,000
Société d'expansion du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada	212,755	16,176	6,315	35,768	7,917
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	12,797	2,660	1,328	3,675	328
Conseil de recherches en sciences humaines	6,650	1,011	242	1,349	131
Conseil canadien des normes	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	356,024	35,705	8,249	49,873	12,189
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	25,055	3,600	2,615	6,200	600
Justice					
Ministère	217,573	20,519	9,587	74,503	3,265
Commission canadienne des droits de la personne	12,400	868	400	1,878	143
Tribunal canadien des droits de la personne	642	550	40	1,754	50
Commissaire à la magistrature fédérale	195,164	13,623	.....	1,524	38
Cour fédérale du Canada	22,002	1,698	94	3,774	283
Commission du droit du Canada	897	218	392	1,412	33
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	7,106	330	130	497	40
Cour suprême du Canada	9,982	909	330	1,914	140
Cour canadienne de l'impôt	6,606	514	46	3,222	113

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)*	(9)*	(10)	(11)	(12)		
818,112	778,947	188,646	2,401,089	619,945	.....	160,346	291,153	11,199,000
13,285	20,600	.....	60,485	26,828,892	.....	7,317	1,351,347	27,532,957
51	158	.....	135	.....	.....	.....	.....	8,992
25	75	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,697
175	183	.....	100	.....	.....	.....	5,841	1,531
20,039	24,068	262	40,876	55,832	.....	4,496	78,553	571,225
43	347	.....	174	95	.....	.....	3,591	11,439
1,626	50,555	.....	4,500	22,265,926	42,000,000	12,500	7,113	64,397,192
400	700	.....	756	380	.....	5	.....	54,034
138	231	.....	70	.....	.....	6	.....	8,607
462	587	.....	598	.....	.....	21	49,311	1,660
25	1,300	.....	560	365	.....	.....	.....	13,696
8,916	23,060	.....	19,667	630,132	.....	1,000	87,376	1,168,087
1,047	504	.....	1,252	274,625	.....	.....	.....	330,166
1,044	1,594	605	172,323	32,224	.....	1,882	4,000	340,653
20	58	.....	25	.....	.....	.....	.....	1,500
2	25	.....	.....	.....	.....	.....	.....	874
250	588	.....	650	229,833	.....	25	.....	263,130
.....	.....	.....	.....	.....	.....	10,536	.....	10,536
14,645	34,364	10,040	40,453	136,302	.....	10,597	.....	525,332
359	223	.....	504	527,573	.....	.....	.....	549,447
126	58	.....	60	112,042	.....	.....	.....	121,669
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5,266	.....	5,266
6,213	24,553	.....	4,870	.....	.....	.....	87,890	409,786
316	932	.....	1,548	150,612	.....	.....	.....	191,478
2,172	8,503	.....	2,962	318,459	.....	.....	.....	657,543
121	184	.....	377	.....	.....	2	.....	16,373
10	400	.....	80	.....	.....	1	.....	3,527
50	205	.....	.....	51,600	.....	2,552	275	264,481
472	1,038	.....	2,075	.....	.....	.....	.....	31,436
19	27	.....	9	.....	.....	.....	.....	3,007
20	200	.....	160	.....	.....	.....	.....	8,483
270	1,324	.....	555	1,279	.....	.....	.....	16,703
175	420	.....	375	.....	.....	.....	.....	11,471

* Veuillez vous reporter à la section "Définitions des articles courants de dépense" pour consulter les notes explicatives révisées.

Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Parlement					
Sénat	34,379	7,896	136	6,111	226
Chambre des communes	180,380	29,289	5,606	9,504	7,602
Bibliothèque du Parlement	18,286	343	7	1,179	241
Patrimoine canadien					
Ministère	85,387	9,761	5,559	17,906	1,155
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	27,524	1,800	1,500	2,200	300
Archives nationales du Canada	32,985	1,436	262	5,570	182
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	1,670	45	75	1,710	35
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	30,341	4,000	16,858	3,000	8,000
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque nationale	23,131	827	232	2,806	98
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Agence Parcs Canada	193,012	17,026	6,356	41,274	5,568
Commission de la fonction publique	85,754	5,257	1,803	16,348	1,718
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	6,507	575	360	1,550	35
Pêches et Océans	591,558	73,549	8,293	175,404	20,333
Ressources naturelles					
Ministère	259,063	24,151	13,683	89,419	8,935
Commission de contrôle de l'énergie atomique	32,647	3,525	540	8,115	541
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Société de développement du Cap-Breton	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	23,864	2,250	114	1,800	340
Santé					
Ministère	408,755	151,799	9,278	326,156	4,709
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	1,618	94	34	110	13
Conseil de recherches médicales	7,350	2,450	600	1,940	240
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	2,828	160	73	414	10

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)*	(9)*	(10)	(11)	(12)		
941	1,233	.....	1,116	457	.....	1	.....	52,496
3,668	7,746	.....	5,469	754	.....	347	877	249,488
43	2,266	.....	603	.....	.....	1	203	22,766
1,484	6,961	36	5,965	699,603	.....	1,713	4,103	831,427
.....	.....	.....	.....	.....	.....	114,757	.....	114,757
.....	.....	.....	.....	.....	.....	901,134	.....	901,134
.....	.....	.....	.....	.....	.....	79,397	.....	79,397
.....	.....	.....	.....	.....	.....	47,516	.....	47,516
.....	.....	.....	.....	.....	.....	21,125	.....	21,125
453	600	.....	200	.....	.....	.....	30,086	4,491
1,054	1,448	.....	2,082	1,765	.....	28	.....	46,812
.....	.....	.....	.....	.....	.....	21,491	.....	21,491
275	1,283	105	.....	.....	.....	3,676	.....	8,874
.....	.....	.....	.....	.....	.....	77,119	.....	77,119
1,000	5,000	.....	.....	319	.....	.....	8,900	59,618
.....	.....	.....	.....	.....	.....	33,285	.....	33,285
501	2,499	.....	2,540	46	.....	15	.....	32,695
.....	.....	.....	.....	.....	.....	20,298	.....	20,298
6,829	36,067	37,926	4,892	212	.....	12,000	15,417	345,745
1,066	1,956	.....	2,716	.....	.....	890	9,662	107,846
75	125	.....	39	8,250	.....	125	.....	17,641
89,650	66,691	49,145	128,000	176,111	.....	4,640	50,611	1,332,763
6,412	24,665	4,280	20,162	112,998	.....	66,846	39,516	591,098
887	543	.....	2,325	642	.....	18	.....	49,783
.....	.....	.....	.....	.....	.....	104,800	.....	104,800
.....	.....	.....	.....	.....	.....	85,975	.....	85,975
275	350	.....	247	.....	.....	.....	.....	29,240
25,133	309,027	553	3,731	864,401	.....	25,918	49,513	2,079,947
8	52	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,929
428	500	.....	450	294,675	.....	.....	.....	308,633
5	101	.....	30	.....	.....	90	.....	3,711

* Veuillez vous reporter à la section "Définitions des articles courants de dépense" pour consulter les notes explicatives révisées.

Budgétaire du Budget principal des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Solliciteur général					
Ministère	15,367	1,548	491	3,843	140
Service canadien du renseignement de sécurité	112,866	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	801,704	29,183	1,569	213,445	6,416
Commission nationale des libérations conditionnelles	21,028	1,981	170	1,200	100
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,195	300	.....	200	.....
Gendarmerie royale du Canada	1,586,230	151,339	984	135,177	47,849
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	373	52	15	320	9
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	2,209	285	145	1,170	89
Transports					
Ministère	296,756	33,745	5,049	79,244	3,280
Office des transports du Canada	16,686	1,415	314	1,489	170
Tribunal de l'aviation civile	613	95	5	232	9
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Ministère	560,753	229,011	6,473	696,195	746,037
Bureau d'information du Canada	6,682	496	6,050	2,130	15
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Société canadienne des postes	.....	.....	.....	.....	.....
Total pour tous les ministères et organismes	19,071,815	2,064,350	364,579	4,645,806	1,437,664
Comptes à des fins déterminées consolidés	(537,400)	.....	.....	.....	.....
Total du Budget principal des dépenses de 2000–2001	18,534,415	2,064,350	364,579	4,645,806	1,437,664
Moins : dépenses internes du gouvernement	.....	84,253	13,319	492,780	393,416
Total des dépenses concernant les tiers	18,534,415	1,980,097	351,260	4,153,026	1,044,248
*Total du Budget principal des dépenses de 1999–2000	17,479,680	1,937,629	314,449	4,286,267	1,696,870

* Les paiements de transfert et les recettes à valoir sur le crédit ont été rajustés afin de tenir compte des coûts administratifs consolidés du programme de l'assurance-emploi. La consolidation des coûts résulte du redressement de montants recouvrés plutôt que d'une augmentation des paiements de transfert.

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total net des dépenses
(6)	(7)	(8)*	(9)*	(10)	(11)	(12)		
350	450	.....	.....	60,558	.....	.....	.....	82,747
.....	.....	.....	.....	.....	.....	57,495	.....	170,361
17,835	132,368	125,200	29,110	1,077	.....	48,993	86,465	1,320,435
100	400	.....	250	35	.....	10	.....	25,274
.....	68	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,763
47,766	16,480	57,356	203,762	40,490	.....	38,382	893,909	1,431,906
2	25	.....	15	.....	.....	.....	.....	811
44	97	.....	80	.....	.....	.....	.....	4,119
18,856	17,733	54,686	35,027	343,583	.....	266,718	276,329	878,348
131	125	.....	1,108	4	.....	.....	.....	21,442
6	25	.....	.....	.....	.....	.....	.....	985
294,916	151,138	398,309	29,422	1,696	.....	281,399	1,400,221	1,995,128
75	190	.....	35	4,900	.....	75	.....	20,648
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1,893,524	.....	1,893,524
.....	.....	.....	.....	.....	.....	257,210	.....	257,210
1,556,548	2,097,290	1,034,516	3,464,819	65,173,646	42,000,000	5,648,195	5,305,594	143,253,634
.....	.....	.....	.....	11,787,000	.....	.....	(1,243,400)	12,493,000
1,556,548	2,097,290	1,034,516	3,464,819	76,960,646	42,000,000	5,648,195	4,062,194	155,746,634
113,679	62,759	276,356	11,672	31,497	.....	232,174	1,711,905	.....
1,442,869	2,034,531	758,160	3,453,147	76,929,149	42,000,000	5,416,021	2,350,289	155,746,634
1,479,948	2,588,192	1,302,313	2,644,157	74,815,510	42,500,000	5,536,182	5,315,441	151,265,756

* Veuillez vous reporter à la section "Définitions des articles courants de dépense" pour consulter les notes explicatives révisées.

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser à dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires et aux Centres canadiens d'éducation; de services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; de services de développement des investissements; de services de télécommunication; de publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; et des services consulaires spécialisés	929,737,000	
5	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital	85,449,000	
10	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas \$50,000,000, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 1999 à.....	330,378,000	
			1,345,564,000
	CORPORATION COMMERCIALE CANADIENNE		
15	Corporation commerciale canadienne – Dépenses du Programme .....	.....	10,664,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>suite</i>)		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
20	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement et autorisation : a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition; b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en voie de développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne : (i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (ii) le soutien de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard, (iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en voie de développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en voie de développement et des pays en transition	106,403,342	
25	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à la condition que le montant des contributions puisse être augmenté ou diminué, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, aux fins de l'aide au développement international et de l'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	1,420,808,000	
L30	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$136,000,000, conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
L35	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser \$11,178,000 US conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales	1	
			1,527,211,344
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
40	Versements au Centre de recherches pour le développement international		87,951,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>fin</i>)		
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
45	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		4,045,000
	SECRETARIAT DE L'ALÉNA, SECTION CANADIENNE		
50	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – Dépenses du Programme		2,110,000
	ADMINISTRATION DU PIPE-LINE DU NORD		
55	Administration du pipe-line du Nord – Dépenses du Programme.....		237,000
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION		
1	Administration – Dépenses du Programme et contributions	71,790,000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES INDIENNES ET INUITES		
5	Affaires indiennes et inuites – Dépenses de fonctionnement et : a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel situés sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; b) dépenses recouvrables en vertu d'accords approuvés par le gouverneur en conseil et conclus avec les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales en vue du versement de prestations sociales à des non-Indiens habitant des réserves indiennes et de l'instruction de non-Indiens fréquentant des écoles indiennes; c) autorisation au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de conclure des accords avec les gouvernements provinciaux, les commissions scolaires, les organismes de bienfaisance ou autres pour la prise en charge et l'entretien des enfants; d) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer des services d'enseignement et d'orientation aux Indiens et aux Inuits, pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel, et pour l'achat des produits finis et la vente de ces derniers; e) autorisation de vendre le courant électrique, le mazout et les services qui s'y rattachent, de même que les services municipaux, aux consommateurs particuliers qui vivent dans les centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, et de fournir les mêmes services et biens aux ministères et organismes fédéraux installés au Nouveau-Québec	256,315,000	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN (<i>suite et fin</i>)		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME D'ADMINISTRATION (<i>fin</i>)		
10	Affaires indiennes et inuites – Dépenses en capital et : <i>a</i>) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b</i>) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumée par les gouvernements provinciaux et les commissions scolaires locales pour des routes et ouvrages connexes, ainsi que pour l'éducation, y compris l'instruction de non-Indiens fréquentant les écoles indiennes; <i>c</i>) autorisation de construire et d'acquérir, pour les Indiens et les Inuits, des logements qui devront être occupés par des Indiens et des Inuits contre le versement, s'il y a lieu, de montants que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut fixer, et qu'ils achèteront ou loueront aux conditions et au prix, soit coûtant, soit réduit, approuvés par le gouverneur en conseil, et d'effectuer des paiements aux Indiens et aux bandes indiennes en vue de la construction de logements et d'autres bâtiments.....	21,824,000	
15	Affaires indiennes et inuites – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions...	4,140,651,000	
L20	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	22,303,000	
	PROGRAMME DES AFFAIRES DU NORD		
25	Affaires du Nord – Dépenses de fonctionnement et autorisation de consentir des avances recouvrables pour services rendus au nom des gouvernements des Territoires, y compris l'autorisation d'engager des dépenses et de consentir des avances recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral, et l'autorisation de contribuer aux travaux de construction exécutés par des autorités locales ou des groupes privés.....	80,832,000	
30	Affaires du Nord – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	49,998,900	
35	Paievements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord	15,600,000	
			4,659,313,900
	COMMISSION CANADIENNE DES AFFAIRES POLAIRES		
40	Commission canadienne des affaires polaires – Dépenses du Programme et contributions ....	.....	882,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice	432,435,000	
5	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital	33,271,000	
10	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1,273,824,000	
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le Ministre d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de \$1,700,000,000 payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières pour l'exercice 2000-2001	1	
			1,739,530,001
	COMMISSION CANADIENNE DU LAIT		
20	Commission canadienne du lait – Dépenses du Programme .....	.....	2,588,000
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
25	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions .	216,021,000	
30	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses en capital.....	9,444,000	
			225,465,000
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
35	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....	.....	18,651,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
	PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS		
1	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède.....	535,841,000	
5	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.....	1,429,627,000	
	TRIBUNAL DES ANCIENS COMBATTANTS (RÉVISION ET APPEL)		
10	Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme.....	8,238,000	
			1,973,706,000
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement.....	445,161,000	
5	Citoyenneté et Immigration – Dépenses en capital.....	10,000,000	
10	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ...	387,304,784	
			842,465,784
	COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA		
15	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		75,241,000
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1	Conseil du Trésor – Secrétariat – Dépenses de fonctionnement et le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor.....	84,566,000	
2	Conseil du Trésor – Secrétariat – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	23,668,000	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)		
	SECRETARIAT (<i>suite et fin</i>)		
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ajout de sommes à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer diverses menues dépenses imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les primes attribuées en vertu de la <i>Loi sur les inventions des fonctionnaires</i> ; autorisation de réemployer toutes les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	550,000,000	
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprise dans la fonction publique du Canada, notamment l'initiative Service Canada, les programmes d'équité en emploi et la modernisation de la fonction de contrôleur	103,421,000	
15	Conventions collectives – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués avant le 1 ^{er} février 2000 aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique	81,296,000	
20	Assurances de la fonction publique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser toutes recettes ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	865,558,000	1,708,509,000
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an; et la subvention inscrite au Budget des dépenses et contributions		85,571,000
	CENTRE CANADIEN DE GESTION		
5	Centre canadien de gestion – Dépenses du Programme et contributions		9,786,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ <i>(suite et fin)</i>		
	SECRETARIAT DES CONFÉRENCES INTER GOUVERNEMENTALES CANADIENNES		
10	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes – Dépenses du Programme.....		3,363,000
	BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS		
15	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		21,025,000
	DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS		
20	Directeur général des élections – Dépenses du Programme.....		3,065,000
	COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES		
25	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme		9,763,000
	BUREAU DU CANADA POUR LE MILLÉNAIRE		
30	Bureau du Canada pour le millénaire – Dépenses de fonctionnement.....	6,480,000	
35	Bureau du Canada pour le millénaire – Contributions	86,500,000	
			92,980,000
	TABLE RONDE NATIONALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET L'ÉCONOMIE		
40	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie – Dépenses du Programme		3,110,000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
45	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme ...		5,142,000
	COMITÉ DE SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
50	Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité – Dépenses du Programme ..		1,263,000
	LE RÉSEAU DU LEADERSHIP		
55	Le Réseau du leadership – Dépenses du Programme		11,135,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
DÉFENSE NATIONALE			
1	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant \$16,558,840,000 aux fins des crédits 1, 5 et 10 du ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle tombera le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de \$5,851,000,000 deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations, et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, de dépenser les recettes de l'exercice aux fins de n'importe lequel de ces crédits	7,724,106,000	
5	Défense nationale – Dépenses en capital.....	2,081,732,920	
10	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions aux budgets militaires, au programme d'infrastructure commun et au système aéroporté de détection lointaine et de contrôle aérien de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , transfert de matériel et d'équipement de défense, prestation de services et fourniture d'installations aux fins de la défense	602,845,080	
			10,408,684,000
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES			
MINISTÈRE			
1	Dépenses de fonctionnement	460,180,000	
5	Subventions et contributions	992,135,000	
			1,452,315,000
CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES			
10	Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme .....	.....	7,837,000
TRIBUNAL CANADIEN DES RELATIONS PROFESSIONNELLES ARTISTES-PRODUCTEURS			
15	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs – Dépenses du Programme .....	.....	1,559,000
CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL			
20	Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail – Dépenses du Programme .....	.....	1,531,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;</i> <i>b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;</i> <i>c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;</i> <i>d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;</i> <i>e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;</i> <i>f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit.....</i>	441,207,000	
5	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	23,936,000	
10	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	55,831,794	
			520,974,794
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	.....	10,418,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET FINANCIÈRES		
1	Politiques économiques, sociales et financières – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	75,022,000	
5	Politiques économiques, sociales et financières – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	330,000,000	
L10	Politiques économiques, sociales et financières – Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser \$202,334,000 en faveur de l'Association internationale de développement	1	
	PROGRAMME FÉDÉRAL DE TRANSFERTS AUX PROVINCES		
15	Transferts fédéraux aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux – Paiements au gouvernement de chaque territoire calculés conformément aux accords conclus par le ministre des Finances, avec l'approbation du gouverneur en conseil, et le ministre des Finances du territoire concerné; et autorisation de paiements provisoires pour l'exercice en cours au gouvernement de chaque territoire avant la signature d'un tel accord, le montant total payable en vertu de l'accord devant être réduit du total des paiements provisoires au gouvernement territorial concerné pour l'exercice en cours ...	1,479,000,000	1,884,022,001
	VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL		
20	Vérificateur général – Dépenses du Programme et contributions	47,328,100	
25	Traitement du vérificateur général (L.R.C. 1985, ch. A-17)	211,900	
			47,540,000
	TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR		
30	Tribunal canadien du commerce extérieur – Dépenses du Programme		7,438,000
	BUREAU DU SURINTENDANT DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES		
35	Bureau du surintendant des institutions financières – Dépenses du Programme		1,660,000
	GOUVERNEUR GÉNÉRAL		
1	Gouverneur général – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et dépenses faites à l'égard des anciens gouverneurs généraux, y compris celles effectuées à l'égard de leur conjoint, durant leur vie et pendant les six mois suivant leur décès, relativement à l'accomplissement des activités qui leur ont été échues par suite de leurs fonctions de gouverneur général		12,034,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1	Industrie – Dépenses de fonctionnement, et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice et provenant de la recherche en communications et des faillites de même que des services et processus de réglementation, notamment le dépôt d'avis de préfusion, les certificats de décision préalable, les avis consultatifs et les photocopies fournis en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i>	493,846,000	
5	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	549,132,000	
L10	Paielements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300,000	
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500,000	
			1,043,778,000
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
20	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement.....	50,309,000	
25	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	264,625,000	
			314,934,000
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
30	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement.....	114,212,000	
35	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital	188,239,000	
40	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ...	32,224,000	
			334,675,000
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme .....	.....	1,365,000
	COMMISSION DU DROIT D'AUTEUR		
50	Commission du droit d'auteur – Dépenses du Programme .....	.....	751,000
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
55	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement	30,036,000	
60	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	169,833,000	
			199,869,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	SOCIÉTÉ D'EXPANSION DU CAP-BRETON		
65	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>		10,536,000
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
70	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	264,139,000	
75	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	38,776,000	
80	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	136,302,000	
			439,217,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
85	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	19,786,000	
90	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	527,573,000	
			547,359,000
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	8,542,000	
100	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses ...	112,042,000	
			120,584,000
	CONSEIL CANADIEN DES NORMES		
105	Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>		5,266,000
	STATISTIQUE CANADA		
110	Statistique Canada – Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice		351,691,000
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
115	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement	36,778,000	
120	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	130,612,000	
			167,390,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1	Justice – Dépenses de fonctionnement	303,361,000	
5	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	318,459,232	
			621,820,232
	COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE		
10	Commission canadienne des droits de la personne – Dépenses du Programme .....	.....	14,349,000
	TRIBUNAL CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
15	Tribunal canadien des droits de la personne – Dépenses du Programme.....	.....	3,422,000
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du territoire du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	4,149,000	
25	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	507,000	
			4,656,000
	COUR FÉDÉRALE DU CANADA		
30	Cour fédérale du Canada – Dépenses du Programme .....	.....	27,845,000
	COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
35	Commission du droit du Canada – Dépenses du Programme .....	.....	2,861,000
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
40	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme .....	.....	7,325,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	COUR SUPRÊME DU CANADA		
45	Cour suprême du Canada – Dépenses du Programme.....	.....	11,767,000
	COUR CANADIENNE DE L'IMPÔT		
50	Cour canadienne de l'impôt – Dépenses du Programme.....	.....	10,393,000
	PARLEMENT		
	SÉNAT		
1	Sénat – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice .....	.....	33,087,000
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et le pouvoir de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.....	.....	164,609,667
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
10	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris le pouvoir de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement.....	.....	19,798,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les recettes produites au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens	117,069,000	
5	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	698,871,478	
L10	Prêts à des établissements et à des administrations sis au Canada, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux fins prévues à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10,000	
			815,950,478
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
15	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi...	.....	114,757,000
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement de son service de radiodiffusion	783,415,000	
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000,000	
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital de son service de radiodiffusion	113,719,000	
			901,134,000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CINÉMATOGRAPHIQUE CANADIENNE		
35	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne</i>.....	.....	79,397,000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
40	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	47,516,000
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
45	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	21,125,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite</i>)		
	CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES		
50	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours de l'exercice des recettes provenant : <i>a</i>) de la fourniture de services de réglementation aux compagnies de télécommunications en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> ; <i>b</i>) des droits de radiodiffusion et des autres activités connexes jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor .....	.....	1
	ARCHIVES NATIONALES DU CANADA		
55	Archives nationales du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	.....	41,430,000
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
60	Paiements à la Société du Centre national des Arts.....	.....	21,491,000
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
65	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme .....	.....	7,775,000
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement.....	40,108,000	
75	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	23,751,000	
80	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions.....	13,260,000	
			77,119,000
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
85	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement, dépenses en capital, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	.....	59,243,000
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
90	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	30,285,000	
95	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000,000	
			33,285,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite et fin</i>)		
	BIBLIOTHÈQUE NATIONALE		
100	Bibliothèque nationale – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses.....		28,919,000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
105	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		20,298,000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
120	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme.....		94,596,000
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
125	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement.....	8,328,000	
130	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	8,250,000	
			16,578,000
	PÊCHES ET OCÉANS		
1	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne.....	905,562,000	

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PÊCHES ET OCÉANS (<i>suite et fin</i>)		
5	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	154,392,000	
10	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	175,911,000	
			1,235,865,000
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes de l'alinéa 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de biens et de la prestation de services dans le cadre des activités du Ministère.....	437,727,000	
5	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	97,265,844	
L10	Prêt à Nordion International Inc. pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux.....	7,826,000	
			542,818,844
	COMMISSION DE CONTRÔLE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE		
15	Commission de contrôle de l'énergie atomique – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	.....	44,455,000
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
20	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	.....	104,800,000
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU CAP-BRETON		
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital .....	.....	85,975,000
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
30	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme .....	.....	25,346,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux.....	1,148,851,342	
5	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	864,401,000	
			2,013,252,342
	CONSEIL DE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES		
10	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Dépenses du Programme .....	.....	1,665,000
	CONSEIL DE RECHERCHES MÉDICALES		
15	Conseil de recherches médicales – Dépenses de fonctionnement.....	12,759,000	
20	Conseil de recherches médicales – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	294,675,000	
			307,434,000
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
25	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme .....	.....	3,250,000
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL		
	MINISTÈRE		
1	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement.....	19,636,000	
5	Solliciteur général – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	60,558,200	
			80,194,200
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
10	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme .....	.....	170,361,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (<i>suite</i>)		
	SERVICE CORRECTIONNEL		
15	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et : <i>a</i>) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les recettes tirées, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b</i>) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les recettes provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c</i>) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d</i>) autorisation au Solliciteur général du Canada, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1,041,114,000	
20	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital, y compris les paiements : <i>a</i>) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi; <i>b</i>) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	152,200,000	1,193,314,000
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
25	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme.....	.....	21,840,000
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
30	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....	.....	1,568,000
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
35	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice.....	1,012,559,880	
40	Application de la loi – Dépenses en capital.....	150,740,000	
			1,163,299,880

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (<i>suite et fin</i>)		
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		750,000
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		3,758,000
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1	Transports – Dépenses de fonctionnement et : a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de recettes conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	145,963,000	
5	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés.....	81,395,000	
10	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	284,668,000	
15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les recettes de la Société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain, et Mercier et du tunnel Melocheville à Montréal.....	38,641,000	
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la Société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service	48,378,000	
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	170,304,000	
			769,349,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS (<i>suite et fin</i>)		
	OFFICE DES TRANSPORTS DU CANADA		
30	Office des transports du Canada – Dépenses du Programme et contributions .....	.....	18,719,000
	TRIBUNAL DE L'AVIATION CIVILE		
35	Tribunal de l'aviation civile – Dépenses du Programme .....	.....	885,000
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1	Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , contributions, et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux	1,645,045,000	
5	Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	303,792,000	
	PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT		
10	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	3,000,000	1,951,837,000
	BUREAU D'INFORMATION DU CANADA		
15	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions .....	.....	19,558,000
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
20	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en vertu du pouvoir de toute loi du Parlement, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , conformément au pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .....	.....	1,893,524,000

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2001)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX (<i>suite et fin</i>)		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES		
25	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales .....	.....	257,210,000
			47,577,339,468*

* Ce chiffre ne correspond pas aux totaux figurant au tableau intitulé « Sommaire général » parce qu'il a été arrondi.

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 du projet de loi de crédits

(pour l'année financière se terminant le 31 mars 2002)

Tous les libellés des crédits sont tels qu'ils figuraient dans les lois de crédits antérieures, à moins d'avoir été précisément mentionnés dans la section **Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001**.

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA			
1	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2,187,612,000	2,296,339,000
5	Agence des douanes et du revenu du Canada – Dépenses en capital	13,727,000	
10	Agence des douanes et du revenu du Canada – Contributions.....	95,000,000	
PATRIMOINE CANADIEN			
AGENCE PARCS CANADA			
110	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières	243,054,000	254,154,000
115	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	11,100,000	
			2,550,493,000*

* Ce chiffre ne correspond pas aux totaux figurant au tableau intitulé « Sommaire général » parce qu'il a été arrondi.

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
2	Affaires étrangères et Commerce international	
	Ministère	
	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R., ch. D-5, art. 1)	250,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84,752,000
	Fonds renouvelable des passeports, <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> (S.R., ch. R- 8)	(1,420,000)
	Agence canadienne de développement international	
	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	317,600,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,066,000
	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non budgétaire)	16,735,000
	Société pour l'expansion des exportations	
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	130,000,000
	Versements à la Société pour l'expansion des exportations afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i> (non budgétaire)	125,100,000
	Commission mixte internationale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	432,000
	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	140,000
	Administration du pipe-line du Nord	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,000
3	Affaires indiennes et du Nord canadien	
	Ministère	
	<i>Programme d'administration</i>	
	Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7,851,000
	<i>Programme des affaires indiennes et inuites</i>	
	Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15,000
	Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2,000,000
	Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1,400,000
	Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	127,786,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20,495,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
<i>Programme des affaires du Nord</i>		
	Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales pour des redevances sur les ressources	1,462,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,509,000
Commission canadienne des affaires polaires		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68,000
4	Agence des douanes et du revenu du Canada	
	Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	23,866,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	369,398,000
	Versements d'allocations spéciales pour enfants	118,000,000
5	Agriculture et Agroalimentaire	
Ministère		
	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4)	200,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34)	65,500,000
	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 (3 ^e suppl.))	4,000,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	750,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	3,175,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte (L.C., 1991, ch. 22)	227,300,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (L.C., 1991, ch. 22)	212,600,000
	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	50,000
	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48,592,000
Agence canadienne d'inspection des aliments		
	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6)	1,500,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39,929,000
Commission canadienne des grains		
	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(252,000)
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,629,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
6	Anciens combattants	
	<i>Programme des anciens combattants</i>	
	Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C. 1970, ch. W-4), de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4)	12,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000
	Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29,352,000
	<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,468,000
7	Citoyenneté et Immigration	
	Ministère	
	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,955,000
	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,697,000
8	Conseil du Trésor	
	Secrétariat	
	Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,566,000
	Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	50,000
9	Conseil privé	
	Ministère	
	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	76,583
	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	23,460
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,260,000
	Centre canadien de gestion	
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7,967,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,216,000
	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	303,000
	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,061,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
Directeur général des élections		
	Traitement du directeur général des élections	178,100
	Dépenses d'élections	29,900,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	592,000
Commissaire aux langues officielles		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,356,000
Bureau du Canada pour le millénaire		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	507,000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie		
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	235,000
Commission des relations de travail dans la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	661,000
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	142,000
Le Réseau du leadership		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	662,000
10	Défense nationale	
	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Pensions et rentes versées à des civils (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	100,000
	Pensions et autres bénéfices pour les employés – Membres militaires	637,050,342
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153,114,000
11	Développement des ressources humaines	
Ministère		
	Ministre du Développement des ressources humaines – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	34,825,000
	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	62,500,000
	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	673,375,000
	Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études aux termes de la partie III.I de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	744,000,000
	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (L.R., 1994, ch. 28) – Subventions canadiennes pour études	120,100,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35,000
	Paiements de prestations d'adaptation pour les travailleurs (L.R., 1985, ch. L-1)	1,950,000
	Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985, ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985, ch. M-6)	50,104,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
	Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	23,000,000
	Versements de sécurité de la vieillesse (L.R., ch. O-9)	18,746,000,000
	Versements du supplément de revenu garanti (L.R., ch. O-9)	5,064,000,000
	Versements d'allocations au conjoint (L.R., ch. O-9)	390,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170,649,000
	Conseil canadien des relations industrielles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,155,000
	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138,000
12	Environnement	
	Ministère	
	Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50,198,000
	Agence canadienne d'évaluation environnementale	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,021,000
13	Finances	
	Ministère	
	<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>	
	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Paiements à l'Association internationale de développement	365,726,000
	Paiements à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international	48,200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,192,000
	Achat de la monnaie canadienne	48,000,000
	Émission de billets à vue dont le montant ne doit pas dépasser US\$5,829,760, nonobstant que le paiement peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens estimé à \$8,540,597 en date du 15 février 2000, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions (non budgétaire)	8,540,597
	Émission de billets à vue dont le montant ne doit pas dépasser US\$1,457,440, nonobstant que le paiement peut dépasser l'équivalent en dollars canadiens estimé à \$2,135,149 en date du 15 février 2000, conformément au paragraphe 6(2) de la <i>Loi sur l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement</i> pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions et paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non budgétaire)	13,522,000
	Émission d'un prêt à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international (non budgétaire)	440,000,000
	<i>Programme du service de la dette publique</i>	
	Frais d'intérêt et autres coûts	42,000,000,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>		
	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	30,000,000
	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9,522,000,000
	Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13,500,000,000
	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(543,000,000)
	Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,466,000,000)
	Vérificateur général	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,494,000
	Tribunal canadien du commerce extérieur	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,169,000
14	Gouverneur général	
	Traitement du gouverneur général (L.R.C. 1985, ch. G-9)	103,000
	Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i> (L.R.C. 1985, ch. G-9)	354,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,205,000
15	Industrie	
	Ministère	
	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000
	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(5,001,000)
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	69,000,000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	2,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	49,058,000
	Agence de promotion économique du Canada atlantique	
	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	8,000,000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	1,000,000
	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	1,000,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,232,000
	Agence spatiale canadienne	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,978,000
	Tribunal de la concurrence	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
Commission du droit d’auteur		
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	123,000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	58,000,000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	2,000,000
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	3,261,000
Conseil national de recherches du Canada		
	Dépense des recettes conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	53,442,000
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	32,673,000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie		
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	2,088,000
Conseil de recherches en sciences humaines		
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	1,085,000
Statistique Canada		
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	58,095,000
Diversification de l’économie de l’Ouest canadien		
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	18,000,000
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	2,000,000
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	4,088,000
16	Justice	
	Ministère	
	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	35,671,000
	Commission canadienne des droits de la personne	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	2,024,000
	Tribunal canadien des droits de la personne	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	105,000
	Commissaire à la magistrature fédérale	
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints de juges qui décèdent pendant leur mandat	259,346,000
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	479,000
	Cour fédérale du Canada	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	3,591,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
Commission du droit du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146,000
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,158,000
Cour suprême du Canada		
	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	3,630,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,306,000
Cour canadienne de l'impôt		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,078,000
17	Parlement	
	Sénat	
	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i> (L.R., 1985 ch. M-5)	15,358,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,051,000
	Chambre des communes	
	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	62,218,324
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,659,801
	Bibliothèque du Parlement	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,968,000
18	Patrimoine canadien	
	Ministère	
	Traitements des lieutenants-gouverneurs	930,000
	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	550,000
	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	182,000
	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,773,000
	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,491,000
	Archives nationales du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,382,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
Commission des champs de bataille nationaux		
	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	850,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249,000
Office national du film		
	Fonds renouvelable de l'Office national du film	375,000
Bibliothèque nationale		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,776,000
Agence Parcs Canada		
	Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	62,300,000
	Fonds renouvelable des unités d'entreprises de l'Agence Parcs Canada	(1,754,000)
	Fonds renouvelable des périmètres urbains de l'Agence Parcs Canada	416,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,629,000
Commission de la fonction publique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,250,000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,063,000
19	Pêches et Océans	
	Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i> (L.R., ch. F-22)	200,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96,646,000
20	Ressources naturelles	
Ministère		
	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41,457,000
	Fonds de développement Canada - Nouvelle-Écosse	2,036,000
	Fonds de développement Canada - Terre-Neuve	3,000,000
	Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2,172,000
	Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	1,325,000
	Paiements au compte des recettes extracôticières de la Nouvelle-Écosse	6,000,000
	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1,200,000
	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	(1,136,000)
Commission de contrôle de l'énergie atomique		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,328,000
Office national de l'énergie		
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,894,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
21	Santé	
	Ministère	
	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66,643,000
	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	264,000
	Conseil de recherches médicales	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,199,000
	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	461,000
22	Solliciteur général	
	Ministère	
	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,501,000
	Service correctionnel	
	Pensions et autres avantages sociaux des employés (L.R., 1985, ch. R-11)	201,000
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127,400,000
	Fonds renouvelable CORCAN	(480,000)
	Commission nationale des libérations conditionnelles	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,434,000
	Bureau de l'enquêteur correctionnel	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195,000
	Gendarmerie royale du Canada	
	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	245,236,100
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,369,900
	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61,000
	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	
	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	361,000

Postes législatifs du Budget principal des dépenses

Sections	Ministère ou organisme (dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001
23	Transports	
	Ministère	
	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Le pont Victoria, Montréal – Versement à la suite de l’abolition des péages et pour la réfection de la voie de circulation routière du pont (Crédit 107, <i>Loi n° 5 de 1963, L.C. 1963, ch. 42 portant affectation de crédits</i>)	11,315,000
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	48,401,000
	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, c. 10)	1,631,000
	Paiement de subvention pour l’ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l’ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, c. 43)	47,600,000
	Office des transports du Canada	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	2,723,000
	Tribunal de l’aviation civile	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	100,000
24	Travaux publics et Services gouvernementaux	
	Ministère	
	<i>Programme des services gouvernementaux</i>	
	Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	51,658
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	59,266,000
	Fonds renouvelable d’aliénation des biens immobiliers	(18,884,000)
	Fonds renouvelable des Services optionnels	563,000
	Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(1,100,000)
	Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	3,394,000
	Bureau d’information du Canada	
	Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	1,090,000
	Société canadienne d’hypothèques et de logement	
	Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l’habitation</i> (non-budgétaire)	(224,400,000)
	Total*	93,536,231,657

* Ce chiffre ne correspond pas aux totaux figurant au tableau intitulé «Sommaire général» parce qu’il a été arrondi.

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

Cette section comprend deux volets. Comme par les années passées, elle décrira les changements survenus en ce qui concerne la présentation des crédits, des programmes et d'autres éléments, afin de permettre de rapprocher le Budget principal des dépenses de 2000–2001 et celui de 1999–2000. De plus, cette section exposera en détail les crédits qui renferment une autorisation précise, distincte de celle qui est incluse dans le Budget principal des dépenses de l'année précédente, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses paraissant pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du Budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure :

Agriculture et Agroalimentaire – Commission canadienne des grains – La Commission, qui auparavant faisait partie du ministère, est inscrite pour la première fois comme une entité distincte dans le Budget principal des dépenses. Son objectif est « d'Offrir un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs. »

Revenu national – Avec l'adoption du projet de loi C-29, le nom du ministère a été remplacé par *Agence des douanes et du revenu du Canada*. Le titre du ministre reste le même, soit « ministre du Revenu national ».

Modifications concernant les autorisations (crédits) :

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international – Le niveau des dépenses en capital de cet organisme a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; en conséquence, il ne sera pas nécessaire de prévoir un crédit distinct pour les dépenses en capital dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001.

Le libellé du crédit L30 est modifié comme suit : « Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 136 000 000 \$, conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux fonds d'institutions financières internationales. »

Le libellé du crédit L35 est modifié comme suit : « Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 11 178 000 \$ US conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de souscriptions au capital des institutions financières internationales. »

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère – Le libellé du crédit régissant les dépenses de fonctionnement du « Programme des affaires du Nord » est modifié comme suit : « ... rendus au nom des gouvernements des Territoires, y compris l'autorisation ... ». De plus, les crédits « Prêts aux Anciens du Yukon » et « Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique » ont été supprimés parce qu'il n'existe aucun besoin financier dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001.

Agence des douanes et du revenu du Canada – Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Dépenses des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la *Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada* ».

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère – Trois nouveaux crédits législatifs ont été ajoutés comme suit : « Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole - Programmes de transition pour les viandes rouges* », « Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole - Programme d'innovation en agroalimentaire* », et « Paiements relatifs à la *Loi sur la protection du revenu agricole - Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole* ». Un nouveau crédit budgétaire a été ajouté comme suit : « Aux termes de l'article 29 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser le ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières pour l'exercice 2000-2001. »

Agriculture et Agroalimentaire – Commission canadienne des grains – Compte tenu de son statut de nouvelle agence, la Commission a aussi son propre crédit pour dépenses du programme.

Conseil du Trésor – Secrétariat – Le libellé du crédit 10 régissant les Initiatives pangouvernementales a été modifié par l'ajout de l'expression « l'initiative Service Canada ».

Le libellé du crédit 15 régissant les Conventions collectives se lit maintenant comme suit : « Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits, qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral, par suite de rajustements effectués avant le 1^{er} février 2000 aux modalités de service ou d'emploi de la fonction publique. »

Le libellé du crédit 20 régissant les Assurances de la fonction publique est modifié comme suit : « Subventions inscrites au Budget des dépenses et paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor et autorisation de dépenser toutes recettes ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la *Loi sur l'assurance-emploi*. »

Le titre des crédits 1 et 5 a été changé; étant auparavant « Administration centrale de la fonction publique », il est maintenant « Secrétariat du Conseil du Trésor ».

Défense nationale – Le montant de l'engagement autorisé pour les crédits 1, 5 et 10 de la Défense nationale a été réduit, passant de 17 704 999 117 \$ à 16 158 840 000 \$, dont 5 851 000 000 \$ seront payables dans les années à venir. Le libellé de ce crédit législatif « Pensions militaires » a été modifié à « Pensions et autres avantages sociaux – personnel militaire ».

Développement des ressources humaines – Ministère – Le niveau des dépenses en capital de cet organisme a chuté sous le seuil des 5 millions de dollars; en conséquence, il ne sera pas nécessaire de prévoir un crédit distinct pour les dépenses en capital dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001. Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* ». À la suite de compressions dans ses programmes, le Ministère a réduit le nombre de ses programmes de quatre à un. Ils sont tous contenus maintenant dans le Programme Développement des ressources humaines et la structure des secteurs d'activité a été révisée en fonction de la modification au nombre de crédits.

Environnement – Ministère – Le libellé du crédit 1(f) est modifié comme suit : « aux termes du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère, financées à même ce crédit »

Finances – Ministère – Dans le « Programme des politiques économiques, sociales et financières », il n'est pas nécessaire de prévoir un crédit pour un « Prêt à la Banque de Thaïlande » dans le Budget principal des dépenses de 2000-2001. Le crédit L15 pour « Paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement » n'est plus nécessaire. Le crédit législatif « Délivrance ... Facilité d'ajustement structurel renforcée » a été modifié comme suit : « Émission ... Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance ». Trois nouveaux crédits législatifs ont été ajoutés comme suit : « Paiements à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international », « Émission de billets à vue ... pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions (non budgétaire) » et « Émission de billets à vue ... pour le compte de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à titre de souscriptions d'actions et paiements à de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non budgétaire) ».

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

Industrie – Ministère – Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* ».

Industrie – Agence de promotion économique du Canada atlantique – Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* ».

Industrie – Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* ».

Industrie – Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Un nouveau crédit législatif a été ajouté comme suit : « Obligations contractées en vertu de la *Loi sur le financement des petites entreprises du Canada* ».

Justice – Commissaire à la magistrature fédérale – Le libellé du crédit pour dépenses de fonctionnement se lit maintenant comme suit : «... Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut ...».

Ressources naturelles – Ministère – Il ne sera pas nécessaire de prévoir un crédit distinct pour les « Paiements de péréquation compensatoires à la Nouvelle-Écosse ».

Ressources naturelles – Société de développement du Cap-Breton – Un nouveau crédit a été ajouté comme suit : « Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital. »

Patrimoine canadien – Ministère – Il ne sera pas nécessaire de prévoir un crédit distinct pour les « Versements à la Société canadienne des postes » dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001.

Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère – Il ne sera pas nécessaire de prévoir un crédit distinct pour les « Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc. » dans le Budget principal des dépenses de 2000–2001.

Travaux publics et Services gouvernementaux – Bureau d'information du Canada – Le crédit 20 a été modifié comme suit : « Dépenses du programme, les subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ».

Modifications à la présentation (structure du programme, objectifs, description des secteurs d'activité) :

Agriculture et Agroalimentaire – Commission canadienne du lait – Une modification a été apportée à la Description du financement par voie de crédits afin de supprimer les renvois au « Programme d'aide à l'alimentation animale ».

Conseil du Trésor – Secrétariat – D'importantes modifications ont été apportées à la structure du programme : les trois programmes en place ont été remplacés par un nouveau programme, soit le « Programme du conseil de gestion ». Ce nouveau programme comprendra les six secteurs d'activité suivants : « Gestion et planification des dépenses », « Fonction de contrôleur », « Service et Innovation », « Gestion de l'information et des technologies de l'information », « Gestion des ressources humaines » et « Administration des services ministériels du SCT ».

Conseil privé – Ministère – D'importantes modifications ont été apportées au libellé de la description du secteur d'activité des « Commissions d'enquête et groupes de travail » pour le rendre plus clair et plus compréhensible.

Conseil privé – Le Réseau du leadership – La description du secteur d'activité a été légèrement modifiée pour la rendre plus claire et plus compréhensible.

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

Développement des ressources humaines – Ministère – À la suite de compressions dans ses programmes, le Ministère a réduit le nombre de ses programmes de quatre à un. Ils sont tous contenus maintenant dans le Programme Développement des ressources humaines et la structure des secteurs d'activité a été révisée en conséquence.

Finances – Ministère – La description du secteur d'activité pour les « Pièces de monnaie » a été modifiée comme suit : « Paiement des coûts de production des pièces de monnaie en circulation ».

Industrie – Agence spatiale canadienne – Des modifications importantes ont été apportées à la structure du programme : les trois secteurs d'activité en place ont été remplacés par un nouveau secteur d'activité, soit la « Connaissance de l'espace, applications et développement industriel ».

Industrie – Commission du droit d'auteur – La description du secteur d'activité a été légèrement modifiée pour la rendre plus claire et plus compréhensible.

Parlement – Bibliothèque du Parlement – L'exposé de l'objectif a été réécrit comme suit : « Offrir au Parlement, en temps opportun, des services complets et fiables d'information, de recherche et d'analyse, ainsi que des collections riches et pertinentes pour appuyer les fonctions de législation et de représentation, et fournir au public de l'information sur le Parlement du Canada. » Des modifications importantes ont été apportées à la structure du programme : les trois secteurs d'activité en place ont été remplacés par cinq nouveaux secteurs d'activité, soit « Services aux parlementaires », « Services aux clients autorisés », « Mettre des collections à la disposition du Parlement », « Services au public » et « Services liés à l'infrastructure ».

Patrimoine canadien – Agence Parcs Canada – L'exposé de l'objectif a été réécrit comme suit : « Protéger et présenter des aspects représentatifs du patrimoine culturel et naturel du Canada afin d'en favoriser la compréhension, l'appréciation et la jouissance par le public, de manière à en assurer à long terme l'intégrité commémorative et écologique. »

Patrimoine canadien – Musée des beaux-arts du Canada – Des modifications importantes ont été apportées à la structure du programme : les quatre secteurs d'activité en place ont été remplacés par sept nouveaux secteurs d'activité, soit « Collections et recherches », « Affaires publiques », « Rayonnement », « Développement », « Expositions et gestion des collections », « Installations », et « Administration ».

Ressources naturelles – Commission de contrôle de l'énergie atomique – La Commission a apporté d'importantes modifications à la structure de son programme : elle a supprimé l'objectif du programme et a remplacé le secteur d'activité en place par deux nouveaux secteurs d'activité, soit « Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale », et « Non-prolifération et garanties ».

Ressources naturelles – Énergie atomique du Canada Limitée – De légères modifications ont été apportées à la description du financement par voie de crédits pour la rendre plus claire et plus compréhensible.

Santé – Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses – Des modifications importantes ont été apportées à la structure du programme : le secteur d'activité en place a été remplacé par trois nouveaux secteurs d'activité, soit « Conformité des fiches signalétiques », « Services à la clientèle » et « Règlement des différends ».

Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère – D'importantes modifications ont été apportées à l'exposé de l'objectif du « Programme des services gouvernementaux ». Le secteur d'activité « Gestion de l'information/Technologie de l'information (GI/TI) » a été rebaptisé « Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique » et totalement modifié. De plus, des changements considérables ont été apportés aux libellés des descriptions des secteurs d'activité pour les rendre plus clairs et plus compréhensibles, particulièrement celui de « Conseils et Vérification Canada » et de « Services de coordination des communications ».

Changements au Budget principal des dépenses de 2000–2001

Travaux publics et Services gouvernementaux – *Société canadienne des postes* – La description du secteur d'activité « Paiements concernant les programmes publics » a été modifiée comme suit : « ... et pour soutenir, pendant la période de transition, la mise en œuvre de(s) régime(s) de pension de la Société canadienne des postes ».

2 Affaires étrangères et Commerce international

Ministère 2-4
Corporation commerciale canadienne 2-9
Agence canadienne de développement international 2-10
Société pour l'expansion des exportations 2-16
Centre de recherches pour le développement international 2-17
Commission mixte internationale 2-19
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne 2-20
Administration du pipe-line du Nord 2-21

Affaires étrangères et Commerce international

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Affaires étrangères et Commerce international			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	929,737	869,966
5	Dépenses en capital	85,449	87,690
10	Subventions et contributions	330,378	312,367
(L)	Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250	250
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	84,752	82,883
(L)	Fonds renouvelable des passeports	(1,420)	(1,635)
Total du Ministère		1,429,250	1,351,619
Corporation commerciale canadienne			
15	Dépenses du Programme	10,664	10,549
Total de l'organisme		10,664	10,549
Agence canadienne de développement international			
20	Dépenses de fonctionnement	106,403	100,717
25	Subventions et contributions	1,420,808	1,347,121
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Paiements aux fonds d'institutions financières internationales	317,600	325,835
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14,066	13,543
	Postes non requis		
–	Dépenses en capital	.....	17,500
Total du budgétaire		1,858,929	1,804,765
L30	Délivrance de billets aux fonds d'institutions financières internationales	.....	.....
L35	Paiement et délivrance de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	.....	3,362
(L)	Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital	16,735	39,835
Total du non-budgétaire		16,735	43,197
Total de l'organisme		1,875,664	1,847,962
Société pour l'expansion des exportations			
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	130,000	130,000
Total du budgétaire		130,000	130,000
(L)	Versements à la Société pour l'expansion des exportations	125,100	108,200
Total du non-budgétaire		125,100	108,200
Total de l'organisme		255,100	238,200

Affaires étrangères et Commerce international

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Centre de recherches pour le développement international			
40	Versements au Centre de recherches pour le développement international	87,951	82,444
Total de l'organisme		87,951	82,444
Commission mixte internationale			
45	Dépenses du Programme	4,045	5,750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	432	428
Total de l'organisme		4,477	6,178
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne			
50	Dépenses du Programme	2,110	2,086
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	140	138
Total de l'organisme		2,250	2,224
Administration du pipe-line du Nord			
55	Dépenses du Programme	237	237
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22	22
Total de l'organisme		259	259

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Objectifs

Agir au nom du Canada et de tous les Canadiens pour accroître la prospérité économique, l'emploi et la sécurité et travailler à la promotion de la paix dans le monde en diffusant la culture et les valeurs canadiennes.

Description des secteurs d'activité

Promotion du commerce international

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada en encourageant les entreprises canadiennes à exploiter tous les débouchés commerciaux à l'échelle internationale et en instaurant au pays un climat favorable aux investissements étrangers et aux échanges technologiques.

Politique commerciale et économique

Créer des emplois et promouvoir la prospérité au Canada grâce à la gestion efficace des relations commerciales du Canada avec les États-Unis et à la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux dans le monde, par l'adoption de règles claires et équitables.

Coopération et sécurité internationales

Instaurer un régime international pacifique, fondé sur le droit et reflétant les valeurs canadiennes, au sein duquel le Canada est à l'abri de menaces émanant de l'étranger.

Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)

Répondre aux besoins d'aide officielle des Canadiennes et des Canadiens voyageant ou habitant à l'étranger.

Diplomatie ouverte

Susciter de l'intérêt et de la confiance à l'égard du Canada à l'étranger et faire en sorte que l'opinion publique internationale soit favorable aux intérêts politiques et économiques du Canada et aux valeurs canadiennes.

Services ministériels

Permettre au Ministère d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Prestation de services aux autres ministères

Permettre aux autres ministères d'exécuter leurs programmes à l'étranger grâce à la prestation de services de soutien efficaces sur le plan des coûts.

Services de passeports

Délivrer des titres de voyage respectés à l'échelle internationale aux citoyens canadiens et autres résidents canadiens qui y ont droit. Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,000,000 au titre du fonds renouvelable des passeports. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	18,435
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – excédent	1,420
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2001	19,855

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001					Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire				Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Promotion du commerce international	226,360	5,179	16,910	8,050	240,399	221,807
Politique commerciale et économique	98,850	2,179	17,859	.....	118,888	120,591
Coopération et sécurité internationales	161,555	5,432	270,736	.....	437,723	419,975
Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)	50,959	1,285	60	2,230	50,074	45,317
Diplomatie ouverte	69,573	1,147	24,798	1,103	94,415	87,591
Services ministériels	214,364	64,228	265	12,290	266,567	246,833
Prestation de services aux autres ministères	216,605	5,999	.....	.....	222,604	211,140
*Services de passeports	54,176	.....	.....	55,596	(1,420)	(1,635)
	1,092,442	85,449	330,628	79,269	1,429,250	1,351,619

*Ce secteur d'activité est financé au moyen d'un fonds renouvelable. Les prévisions de dépenses qui figurent dans ce tableau renvoient aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice. Elles ne reflètent pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certains décaissements inscrits dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en espèces. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	2,700
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	5,920
Moins :	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	1,670
Changement dans le fonds de roulement	130
Total des prévisions – excédent	1,420

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable des passeports, se reporter au rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Promotion du commerce international</i>		
Subventions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	100,000	100,000
Subventions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	2,000,000	2,000,000
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture	25,000	25,000
Subventions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	500,000	500,000
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	5,392,000	5,392,000
Subventions en vue du paiement des taxes foncières et des coûts d'amélioration locale afférents aux propriétés diplomatiques secondaires au Canada	16,000	16,000
Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	4,359,000	.....
<i>Diplomatie ouverte</i>		
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	13,500,000	13,600,000
Subventions dans le domaine des relations culturelles	9,294,000	5,494,000
Office du baccalauréat international	4,000	4,000
<i>Services ministériels</i>		
Association de la communauté du service extérieur	15,000	15,000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250,000	250,000
Total des subventions	35,455,000	27,396,000
Contributions		
<i>Promotion du commerce international</i>		
Développement de la technologie avec l'Europe	90,000	90,000
Contributions en vertu du Programme de développement des marchés d'exportation	9,520,000	9,520,000
Contributions en vertu de Programme de développement des marchés d'exportation-Investissement	4,900,000	.....
Contributions pour l'expansion du commerce international en Asie-Pacifique	300,000	300,000
<i>Politique commerciale et économique</i>		
Organisations internationales de produits de base (3,490,335 francs belges)	135,000	151,000
Organisation mondiale des douanes (9,505,250 francs belges)	369,000	397,000
Agence internationale de l'énergie (4,013,911 francs français)	959,000	1,072,000
Organisation mondiale du commerce (5,236,405 francs suisses)	5,281,000	5,285,000
Organisation de coopération et de développement économiques (39,932,000 francs français)	9,544,000	7,724,000
Organisation de coopération et de développement économiques – Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (495,913 francs français)	119,000	154,000
Agence de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'énergie nucléaire (1,599,596 francs français)	382,000	402,000
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (455,676 francs suisses)	460,000	603,000
Secrétariat de coopération économique avec l'Asie-Pacifique (373,786\$ US)	557,000	579,000
Entente de Wassenaar (457,251 schillings autrichiens)	53,000	53,000

Affaires étrangères et Commerce international Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones (51,087,356 francs français)	12,210,000	13,042,000
Fondation du Commonwealth (585,448 livres sterling)	1,393,000	1,477,000
Secrétariat du Commonwealth (2,096,333 livres sterling)	4,989,000	5,410,000
Programme du Commonwealth pour la jeunesse (667,673 livres sterling)	1,589,000	1,674,000
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (9,387,900\$ US)	13,988,000	14,408,000
Organisation de l'aviation civile internationale (1,213,542\$ US)	1,808,000	1,934,000
Organisation internationale du travail (9,770,030 francs suisses)	9,854,000	10,799,000
Organisation maritime internationale (169,862 livres sterling)	404,000	467,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Administration civile (270,186,556 francs belges)	10,483,000	12,087,000
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord – Programmes scientifiques (55,640,000 francs belges)	2,159,000	2,517,000
Activités de la francophonie internationale	792,000	792,000
Secrétariat technique permanent des conférences ministérielles de l'éducation, de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (26,075,165 CFA)	63,000	66,000
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones	30,000	30,000
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (36,484,753 francs français) (4,092,336\$ US)	14,818,000	15,970,000
Organisation des Nations Unies (37,317,762\$ US)	55,603,000	52,375,000
Organisation mondiale de la santé (12,400,470\$ US)	18,477,000	18,071,000
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies (16,009,070\$ US)	23,854,000	48,165,000
Projets et activités de développement découlant des sommets de la Francophonie	5,550,000	5,550,000
Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (3,183,297 Florins)	2,299,000	3,586,000
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (12,698,500 ECU)	19,966,000	10,036,000
Non-prolifération des armes nucléaires, contrôle des armements et désarmement (408,474\$ US)	609,000	619,000
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (2,684,564\$ US)	4,000,000	4,412,000
Secrétariat permanent de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies	1,100,000	1,100,000
Soutien des intérêts du Canada à l'étranger	600,000	600,000
Appui de la consultation, de la recherche et de l'information sur la politique étrangère	1,553,000	1,553,000
Fonds volontaire des Nations Unies pour l'environnement	925,000	925,000
Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (3,400,073\$ US)	5,066,000	.....
Commission du parc international Roosevelt de Campobello (650,000\$ US)	969,000	985,000
Organisation des États américains (9,411,628\$ US)	14,023,000	13,984,000
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix (668,000 ECU)	1,050,000	1,192,000
Cour permanente d'arbitrage (38,650 florins)	28,000	32,000
Commission internationale d'établissement des faits (13,992 francs suisses)	14,000	11,000
Contributions pour les mesures visant l'Asie-Pacifique	1,381,000	1,669,000
Fondation canadienne pour les Amériques	200,000	.....

Affaires étrangères et Commerce international
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Programme de stages internationaux pour les jeunes	5,952,000	.....
Autorité internationale des fonds marins (160,000\$ US)	238,000	242,000
Programme de consolidation de la paix	2,550,000	850,000
Accords environnementaux internationaux	1,788,000	1,788,000
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	1,500,000	.....
Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	600,000	.....
Fonds canadien sur les mines antipersonnel	6,678,000	350,000
Société royale du Commonwealth du Canada	20,000	.....
Fonds international pour l'Irlande	333,000	.....
Agence internationale de l'énergie atomique (1,023,230\$ US) (63,956,887 schillings autrichiens)	8,938,000	9,863,000
<i>Aide aux Canadiens à l'étranger (services consulaires)</i>		
Service social international Canada	60,000	60,000
<i>Diplomatie ouverte</i>		
Forum des fédérations	2,000,000	.....
Total des contributions	295,173,000	285,021,000
Postes non requis		
Initiatives internationales de préparation à l'an 2000	.....	200,000
Total des postes non requis	.....	200,000
Total	330,628,000	312,617,000

Affaires étrangères et Commerce international

Corporation commerciale canadienne

Objectifs

Offrir en matière de marchés d'exportation un service intergouvernemental qui réponde efficacement aux besoins des secteurs privé et public au Canada au moindre coût possible pour le contribuable canadien; et offrir aux clients gouvernementaux étrangers un service efficace en matière de gestion des contrats.

Description du financement par voie de crédits

Corporation commerciale canadienne

Obtention et traitement des appels d'offres des gouvernements étrangers; appel et évaluation des soumissions et propositions des fournisseurs canadiens; négociation et acceptation de marchés de gouvernements étrangers et adjudication, ou accords relatifs aux marchés conclus avec des fournisseurs canadiens; rétribution des fournisseurs canadiens et recouvrement des montants dus par les clients gouvernementaux étrangers.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Corporation commerciale canadienne		
Dépenses	15,454	13,754
Moins :		
Intérêt et autres revenus	4,790	3,205
Total des besoins budgétaires	10,664	10,549

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Objectifs

Encourager les efforts des peuples des pays en développement et des pays en transition en vue d'un développement économique et social autonome compatible avec leurs besoins et leur environnement, en collaborant avec eux à la réalisation d'activités de développement et accorder une aide humanitaire pour favoriser les intérêts politiques et économiques du Canada à l'étranger grâce à la promotion de la justice sociale, de la stabilité internationale et des relations économiques à long terme, au profit de la communauté mondiale.

Description des secteurs d'activité

Programmes géographiques

Les programmes géographiques comportent des relations directes entre le gouvernement du Canada et les gouvernements des pays en développement. Ils sont élaborés en consultation et en collaboration avec les partenaires de ces pays. Ils constituent le principal mécanisme de soutien qu'utilise le gouvernement pour investir à long terme dans des secteurs essentiels du développement durable. Les programmes géographiques représentent environ le tiers du budget de l'aide internationale.

Les projets financés tiennent compte des besoins des pays en développement et de la capacité du Canada de répondre à ces besoins. La valeur des projets, et celle des contrats et des accords de contribution nécessaires à leur exécution, va de milliers de dollars à des dizaines de millions. L'approche et l'objet des projets varient aussi considérablement. À de rares exceptions près, l'aide consentie dans le cadre des programmes géographiques est versée en nature directement par les fournisseurs et agents d'exécution canadiens ou par l'entremise des achats effectués par les pays bénéficiaires, dans le cadre des politiques canadiennes d'aide liée (fonds alloués pour l'achat de biens et de services au Canada) et conformément aux exigences quant au contenu canadien.

Trois directions de programmes géographiques, à savoir les directions générales de l'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Asie et des Amériques, se chargent de planifier et de fournir l'aide bilatérale canadienne aux pays admissibles. Les programmes mis en œuvre dans ces régions sont fondés sur l'objectif et les six volets prioritaires de l'aide publique au développement (APD).

Pays en transition

Le programme de l'Europe centrale et de l'Est (ECE) est conçu pour répondre aux initiatives et pour aider les pays de la région pendant la période critique de transition. Une petite part de l'aide fournie au moyen de ce programme relève de l'APD. Le programme permet de transférer des connaissances et les compétences aux pays de la région grâce au perfectionnement des ressources humaines, au renforcement des institutions, à l'assistance humanitaire et multilatérale, et aux conseils en matière de politiques. Les activités sont mises en œuvre en collaboration avec le secteur privé, les organisations non gouvernementales (ONG), les milieux universitaires, les communautés ethniques et tous les paliers de gouvernement au Canada. Ces partenariats servent de catalyseurs pour susciter, au niveau des projets, des contributions tant chez les partenaires canadiens que chez les partenaires des pays bénéficiaires.

Programmes multilatéraux

Dans le cadre des programmes multilatéraux, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) collabore avec une vaste gamme d'organisations et d'institutions internationales, dont les agences des Nations Unies (comme l'UNICEF), le Commonwealth et la Francophonie, et les banques de développement régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. La plus grande partie de l'aide humanitaire et des secours d'urgence fournis par l'ACDI est acheminée par l'intermédiaire des programmes multilatéraux.

L'ACDI emploie différents mécanismes pour obtenir des résultats dans les six secteurs prioritaires. De concert avec d'autres organismes donateurs, elle fournit un financement de base à des organisations et institutions multilatérales œuvrant dans ces secteurs. Elle cherche également à influencer sur les pratiques et politiques de ces organisations afin de maximiser l'efficacité des programmes et des opérations. De plus, elle surveille et évalue le rendement des organisations et institutions internationales et fait rapport sur ce rendement.

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

La Direction générale des programmes multilatéraux vise aussi à améliorer les politiques et pratiques des institutions multilatérales, plus particulièrement pour la coordination des initiatives au niveau des pays, et pour le suivi et l'évaluation des activités sur le terrain. L'accroissement de l'efficacité des organisations internationales est un élément important des programmes multilatéraux.

Partenariat canadien

Le Programme de partenariat canadien verse des subventions et des contributions à des organisations canadiennes et internationales pour appuyer leurs activités dans les pays en développement. Il soutient les initiatives de ces organisations (à but lucratif et à but non lucratif) et vise l'établissement de partenariats durables entre le Canada et les pays en développement par l'entremise de projets à coûts partagés. En outre, la Direction générale du partenariat canadien est responsable de la politique en matière de consultations et représente l'Agence dans les relations et les consultations avec les partenaires.

Le Programme de partenariat canadien comporte trois sous-programmes principaux, à savoir le Soutien au secteur bénévole, la Coopération industrielle et les Bourses. Le Programme de coopération industrielle (PCI) encourage les initiatives de développement du secteur privé et favorise la croissance économique dans les pays en développement en appuyant l'établissement de liens à long terme et mutuellement avantageux entre le secteur privé canadien et les pays bénéficiaires.

Le Programme de soutien au secteur bénévole est axé sur le développement communautaire et le renforcement de la capacité des organisations et institutions des pays en développement afin de promouvoir un développement durable dans des secteurs socio-économiques clés. Il favorise la création de liens entre les ONG au Canada et dans les pays en développement, et appuie les organisations et institutions canadiennes qui œuvrent aux niveaux de l'environnement, de la réforme du secteur public, des droits de la personne, de la démocratie et du bon gouvernement afin de promouvoir le transfert de technologie et le renforcement des capacités.

Le Programme de bourses est chargé de gérer différents programmes, ainsi que les règlements et politiques régissant la sélection et le recrutement des coopérants et experts en assistance technique et des stagiaires au pays.

Politiques

La Direction générale des politiques élabore et tient à jour les politiques de l'ACDI dans le cadre de l'objectif et des priorités de l'APD, ainsi que des intérêts et des objectifs de la politique étrangère du Canada. Elle fournit au Ministre, à l'ACDI et à d'autres ministères des conseils et de l'information sur les questions de politiques et de stratégies, ainsi qu'une expertise scientifique et technique. Il arrive également qu'elle vérifie le respect des normes à l'ACDI, comme dans le cas des évaluations environnementales. La Direction générale gère également les consultations sur les questions stratégiques avec des groupes d'intérêt et le grand public.

La Direction générale gère l'Enveloppe de l'aide internationale et les fonds alloués au nom de l'ACDI. Elle gère également la bibliothèque et la documentation de l'Agence, ainsi que plusieurs bases de données nationales et internationales. Elle produit l'information générale requise pour la rédaction des rapports nationaux et internationaux sur les dépenses au titre de l'APD.

À l'échelle internationale, la Direction générale des politiques veille à coordonner les politiques de développement du Canada et celles d'autres pays donateurs, par exemple de concert avec le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Elle représente également les intérêts du Canada aux réunions internationales et veille à ce que les politiques en matière de développement tiennent compte des engagements internationaux pris par le Canada.

Communications

Conformément à la stratégie du gouvernement en matière de communications, la Direction générale des communications aide le Ministre, la Présidente et les directions générales de l'ACDI à s'acquitter de leurs responsabilités à ce niveau. Elle fournit des conseils d'experts, procède à des recherches sur l'opinion publique et à l'analyse des reportages, et produit des documents imprimés et audiovisuels.

Affaires étrangères et Commerce international

Agence canadienne de développement international

Par ses activités de communications, l'Agence souhaite montrer à des publics choisis, dont les jeunes, les décideurs et les façonneurs de l'opinion, que l'ACDI est un organisme d'aide efficace. Elle veut sensibiliser davantage les Canadiens au développement international et à ses impacts et renforcer la collaboration avec les partenaires nationaux et internationaux en matière de communications. La Direction générale est responsable de l'application de la politique de l'ACDI en matière de communications.

Avec le programme d'information sur le développement, la Direction des communications travaille en collaboration avec les particuliers, les organismes non gouvernementaux et le secteur privé afin d'informer les Canadiens des programmes et des questions connexes de développement, en mettant particulièrement l'accent sur l'importance du rôle et de la contribution que les Canadiens apportent dans les pays en développement.

Services généraux

Les Services généraux fournissent à l'Agence des services de soutien qui ne sont pas directement liés à un mécanisme d'exécution en particulier. Ces services sont assurés par les Services à la haute direction de l'Agence, ainsi que par la Direction générale des ressources humaines et services corporatifs et la Direction générale de l'examen du rendement. Leur coût est comptabilisé comme une dépense administrative indirecte plutôt que comme une dépense directe qui peut être facilement imputée à un mécanisme d'exécution.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001					Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		Prêts, dotations en capital et avances		
Programmes géographiques	43,980	624,300	668,280	.....	668,280	722,917
Pays en transition	8,336	156,787	165,123	.....	165,123	96,593
Programmes multilatéraux	5,411	709,725	715,136	16,735	731,871	691,561
Partenariat canadien	11,386	242,982	254,368	.....	254,368	266,443
Politiques	8,457	.....	8,457	.....	8,457	8,042
Communications	6,670	4,614	11,284	.....	11,284	11,142
Services généraux	36,281	.....	36,281	.....	36,281	51,264
	120,521	1,738,408	1,858,929	16,735	1,875,664	1,847,962

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Pays en transition</i>		
Subventions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	250,000	250,000
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	117,035,000	35,936,000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par le biais des institutions internationales de développement et d'alimentation, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	92,322,000	82,958,000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	96,632,000	92,910,000
<i>Partenariat canadien</i>		
Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	71,611,000	71,000,000
Aide au développement pour l'éducation et la formation des particuliers et dépenses spéciales liées directement à des programmes et à des projets	8,288,000	8,288,000
Total des subventions	386,138,000	291,342,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Programmes géographiques</i>		
Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à des pays en développement et à des organismes et institutions de ces pays, ainsi que des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux et régionaux, à des gouvernements provinciaux, à leurs organisations et organismes, et à des sociétés canadiennes du secteur privé, à l'appui de projets, de programmes et d'activités visant des pays ou des régions donnés, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	615,555,000	679,093,000
<i>Pays en transition</i>		
Contributions pour la coopération avec les pays en transition de l'Europe centrale et de l'Est et de l'ancienne Union soviétique	156,537,000	89,730,000
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes généraux et des programmes et projets particuliers d'institutions et d'organisations de développement international, et des institutions financières internationales et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	100,000	100,000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par l'entremise des institutions internationales de développement, des organisations non gouvernementales internationales ou du Centre de recherches pour le développement international, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	100,000	100,000
Contribution à la Banque interaméricaine de développement	1,300,000	1,800,000
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition par l'entremise des pays en développement, des organismes et des personnes de ces pays, des organisations non gouvernementales canadiennes ou des institutions de développement, au profit de bénéficiaires dans des pays en développement, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	93,281,000	103,550,000
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'activités et de programmes généraux de même que de programmes, projets, activités et appels particuliers, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	100,000	100,000

Affaires étrangères et Commerce international
 Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
<i>Partenariat canadien</i>		
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	107,416,000	112,000,000
Encouragements à des investisseurs, institutions et organismes canadiens, internationaux et de pays en développement, ainsi qu'à des gouvernements, à l'appui de programmes, de projets et d'activités de coopération industrielle, et des dépenses spéciales liées directement à ces programmes et à ces projets	55,667,000	59,947,000
<i>Communications</i>		
Contributions à l'appui du programme d'information sur le développement versées aux organisations canadiennes ou internationales de communications, à d'autres ministères fédéraux, ou des gouvernements provinciaux ou municipaux, à des radiodiffuseurs, des producteurs et d'autres institutions et gouvernements donateurs concernant la production et la diffusion d'information sur le développement, de matériel éducatif et d'activités connexes	4,614,000	5,000,000
Total des contributions	1,034,670,000	1,051,420,000
Autres paiements de transfert		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	317,600,000	325,835,000
Total des autres paiements de transfert	317,600,000	325,835,000
Postes non requis		
Subvention au Centre international des droits de la personne et du développement démocratique	.....	4,359,000
Total des postes non requis	.....	4,359,000
Total	1,738,408,000	1,672,956,000

Affaires étrangères et Commerce international

Société pour l'expansion des exportations

Objectifs

Soutenir et développer le commerce d'exportation du Canada et la capacité du pays de s'engager dans ce commerce.

Description du financement par voie de crédits

Expansion des exportations

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) offre aux exportateurs toute une gamme de services financiers répartis en cinq grandes catégories : l'assurance-crédit, qui protège les titulaires de police contre le défaut de paiement de leurs acheteurs; les services de financement, notamment les prêts directs aux acheteurs étrangers, le financement préexpédition à long terme, le crédit-bail et le financement de projets; les services de cautionnement, couvrant le dépôt de la soumission, la bonne fin du contrat et la restitution des acomptes par un exportateur; l'assurance risques politiques, offerte aux entreprises canadiennes qui investissent à l'étranger; et le financement par actions ou sous d'autres formes d'investissements connexes dans des projets ou des sociétés.

Le financement à l'égard des transactions portées au Compte du Canada de la SEE, ainsi que tous les capitaux propres dont la SEE a besoin, sont fournis par le gouvernement du Canada conformément à la *Loi sur l'expansion des exportations*.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Expansion des exportations		
Versements sur prêts de faveur et provision pour pertes sur prêts (Compte du Canada)	130,000	130,000
Total partiel budgétaire	130,000	130,000
Compte du Canada :		
Versements	300,000	300,000
Moins : Remboursements	174,900	191,800
Total partiel non budgétaire	125,100	108,200
Total des besoins	255,100	238,200

Affaires étrangères et Commerce international

Centre de recherches pour le développement international

Objectifs

Entreprendre, encourager, soutenir et poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions, et dans la poursuite de ces objectifs :

- s'assurer les services de scientifiques et de techniciens des sciences naturelles et sociales au Canada et à l'étranger;
- aider les régions en développement à se constituer le potentiel et les institutions de recherche de même que les capacités d'innovation dont elles ont besoin pour résoudre leurs problèmes;
- encourager en règle générale la coordination de la recherche en développement international;
- promouvoir la coopération en matière de recherche portant sur les problèmes de développement entre les régions développées et les régions en développement, à leur avantage réciproque.

Description du financement par voie de crédits

Activités de recherche pour le développement

Les projets de recherche scientifique et technique s'inscrivent dans les six thèmes suivants : sécurité alimentaire, utilisation équitable des ressources naturelles, protection de la biodiversité, emploi durable, stratégies et politiques pour des sociétés en santé, information et communication. Le Centre pratique et prône une approche holistique de la mise en valeur des ressources du savoir en faveur du développement durable et équitable. La recherche pour le développement englobe les activités d'expansion des ressources dans lesquelles les travaux de recherche sont pris en charge et administrés par le CRDI pour le compte d'autres institutions.

Diffusion de l'information et bibliothèque

La diffusion de l'information et le maintien d'une bibliothèque spécialisée dans la recherche pour le développement représentent un élément constitutif du rôle de promotion de la recherche assumé par le CRDI.

Soutien technique

Le personnel de soutien technique seconde l'élaboration de nouveaux projets, assure le suivi des projets de recherche en cours et procure une aide spécialisée aux bénéficiaires.

Gestion des bureaux régionaux

Les bureaux régionaux établis à l'étranger créent les conditions propices à l'acquisition de connaissances spéciales et sensibilisent à l'évolution de la R-D dans les régions en développement. Le CRDI a ses bureaux régionaux en Égypte, en Inde, au Kenya, au Sénégal, à Singapour, en Afrique du Sud et en Uruguay.

Gestion du siège social

La direction du siège social a pour rôle d'assurer l'orientation et l'encadrement du programme des travaux du CRDI.

Administration

Le Conseil des gouverneurs, le Bureau du président et la Direction générale des ressources assument les fonctions stratégiques, exécutives, administratives et de services du Centre.

Affaires étrangères et Commerce international
Centre de recherches pour le développement international

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
<i>Programme</i>		
Activités de recherche pour le développement	96,191	94,456
Diffusion de l'information et bibliothèque	3,338	4,450
Total du Programme	99,529	98,906
<i>Budget de fonctionnement</i>		
Soutien technique	10,196	9,147
Gestion des bureaux régionaux	5,887	4,904
Gestion du siège social	5,820	3,692
Administration	15,390	13,593
Total du budget de fonctionnement	37,293	31,336
Total (Programme et budget de fonctionnement)	136,822	130,242
<i>Moins :</i>		
Fonds pour les activités d'expansion des ressources	38,510	35,080
Crédit parlementaire supplémentaire (subvention)	3,623	3,658
Revenus de placements	1,700	1,100
Autres revenus	2,299	800
	46,132	40,638
Utilisation du surplus opérationnel	2,739	7,160
	48,871	47,798
Total des besoins budgétaires	87,951	82,444

Affaires étrangères et Commerce international

Commission mixte internationale

Objectifs

Mettre en application les responsabilités, fonctions et pouvoirs confiés à la Commission à la suite de traités et d'ententes internationaux; à la demande des gouvernements canadien et américain, étudier les questions ou les différends liés à la frontière commune, et formuler les recommandations appropriées. Étudier et, s'il y a lieu, approuver aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, toute utilisation, dérivation ou obstruction des eaux limitrophes, d'un côté ou de l'autre de la frontière, susceptible de changer le niveau ou le cours naturel des eaux dans l'autre pays.

Description des secteurs d'activité

Opération et administration du bureau de la section canadienne

Commissaires et personnel; dépenses connexes de fonctionnement; part des dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés conjoints assumée par le Canada en vertu des demandes d'approbation et des renvois soumis aux termes du Traité des eaux limitrophes de 1909, y compris la coordination des travaux des comités d'enquête internationaux; surveillance du travail des comités de contrôle internationaux établis par la Commission; paiement des dépenses résiduelles des enquêtes et des relevés.

Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs

Surveillance, contrôle, coordination et aide aux gouvernements pour l'application de l'Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs; personnel et fonctionnement du bureau régional selon les ententes à frais partagés conclues avec les États-Unis; aide requise par le Conseil de la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, le Conseil consultatif scientifique des Grands Lacs, le Conseil des gestionnaires de la recherche des Grands Lacs et les groupes de travail traitant des questions liées à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Opération et administration du bureau de la section canadienne	2,387	2,387	4,142
Opération et administration du bureau régional des Grands Lacs	2,090	2,090	2,036
	4,477	4,477	6,178

Affaires étrangères et Commerce international

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Objectifs

L'objectif du programme de la Section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA consiste à mettre en application les dispositions de règlement des différends de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), de l'Accord de libre-échange Canada-Israël et de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, en appuyant les groupes spéciaux mis sur pied en vertu de chacun des accords et en maintenant un système de greffe de type judiciaire où seront déposées les procédures des groupes spéciaux, des comités et des tribunaux établis aux termes de chacun des accords.

Description des secteurs d'activité

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Afin de régler les différends résultant de décisions finales sur le dumping, la compensation et le préjudice, on peut substituer à l'examen judiciaire la procédure de révision par groupe spécial prévue au chapitre 19 de l'ALÉNA. Les différends sur l'interprétation et l'application de l'ALÉNA (chapitre 20) peuvent être renvoyés à un groupe spécial de cinq membres. Les différends concernant les dispositions de l'ALÉNA sur l'investissement (chapitre 11) et sur les services financiers (chapitre 14) peuvent être soumis au mécanisme de règlement prévu par l'Accord.

La Section canadienne s'occupera de régler les différends aux termes des dispositions de règlement des différends du chapitre 8 de l'Accord de libre-échange Canada-Israël et du chapitre N de l'Accord de libre-échange Canada-Chili.

Pour l'administration des dispositions sur le règlement des différends, la Section canadienne du Secrétariat de l'ALÉNA fournit des services juridiques, professionnels et consultatifs aux groupes spéciaux et aux comités, administre un greffe et coordonne tous les aspects financiers du processus.

Le Secrétariat fournit aussi, au besoin, une aide aux Commissions et appuie les divers comités et groupes de travail non liés au règlement des différends.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2,250	2,250	2,224
	2,250	2,250	2,224

Affaires étrangères et Commerce international

Administration du pipe-line du Nord

Objectifs

Faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz au mieux des intérêts du Canada, tel que décrit dans la *Loi sur le pipe-line du Nord*.

Description des secteurs d'activité

Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel

Donner effet à l'Accord entre le Canada et les États-Unis en date du 20 septembre 1977; faciliter la planification et la construction expéditives et efficaces du pipe-line, en tenant compte des intérêts locaux, régionaux et nationaux, y compris ceux des peuples autochtones, et satisfaire aux obligations du gouvernement fédéral à l'égard du pipe-line; faciliter les consultations avec les gouvernements des provinces et des territoires et assurer avec eux une meilleure coordination des activités; maximiser les avantages sociaux et économiques tout en minimisant toutes les répercussions fâcheuses sur le milieu social et sur l'environnement; promouvoir les intérêts économiques et énergétiques nationaux et assurer la plus grande participation possible des Canadiens à tous les aspects de la planification du pipe-line, de sa construction et des fournitures nécessaires tout en veillant à ce que la fourniture des biens et services se fasse sur une base généralement concurrentielle.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
Règlement concernant la construction du pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel	259	259	259
	259	259	259

3 Affaires indiennes et du Nord canadien

Ministère 3-3

Commission canadienne des affaires polaires 3-10

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère		
<i>Programme d'administration</i>		
1	71,790	66,264
(L) 1		
	52	49
(L)	7,851	7,354
	79,693	73,667
<i>Programme des affaires indiennes et inuites</i>		
5	256,315	226,987
10	21,824	13,750
15	4,140,651	3,891,398
(L)		
	15	15
(L)		
	2,000	2,000
(L)		
	1,400	1,400
(L)		
	127,786	127,786
(L)	20,495	19,851
	4,570,486	4,283,187
L20	22,303	28,053
–	.....	22,840
–	.....	402
	22,303	51,295
	4,592,789	4,334,482
<i>Programme des affaires du Nord</i>		
25	80,832	84,782
30	49,999	57,117
35	15,600	15,600
(L)		
	1,462	1,458
(L)	6,509	6,837
	154,402	165,794
	4,826,884	4,573,943
Commission canadienne des affaires polaires		
40	882	882
(L)	68	87
	950	969

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme d'administration

Objectifs

Donner une orientation générale et une saine gestion au Programme des affaires indiennes et inuites et au Programme des affaires du Nord ainsi qu'à l'efficacité et à l'efficience de la planification, de la comptabilité, du personnel, des communications et d'autres services de soutien administratif.

Description des secteurs d'activité

Soutien ministériel

Fournit des directives en matière de politiques et assure le soutien administratif au Programme des affaires indiennes et inuites et au Programme des affaires du Nord grâce à la haute direction, aux politiques et à l'orientation stratégique, et aux services ministériels.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Soutien ministériel	79,235	458	79,693	73,667
	79,235	458	79,693	73,667

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Soutien ministériel</i>		
Contributions à la Fondation de l'art inuit pour aider les artistes et les artisans inuits des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Nouveau-Québec et du Labrador à perfectionner leurs capacités professionnelles et à commercialiser leur art	458,000	458,000
Total	458,000	458,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuites

Objectifs

Aider les Indiens et les Inuits à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à la culture, à l'éducation, aux affaires sociales et au développement communautaire; régler les revendications indiennes reconnues au moyen de la négociation; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuits.

Description des secteurs d'activité

Revendications

Régler les revendications globales reconnues; faire en sorte que le gouvernement respecte, en réglant des revendications particulières, les obligations exposées dans la *Loi sur les Indiens* et les traités et surveiller les ententes de mise en œuvre; fournir du financement de recherche pour le compte des bandes indiennes revendicatrices; et soutenir le ministère de la Justice au sujet des litiges liés aux Premières nations.

Services aux Indiens et Inuits

Aider les Indiens et les Inuits à répondre à leurs aspirations de même qu'à leurs besoins en ce qui a trait à l'autonomie gouvernementale, à l'économie, à l'éducation, à la culture, aux affaires sociales et au développement communautaire; et assurer le respect des obligations et des responsabilités constitutionnelles et législatives du Canada à l'égard des Indiens et des Inuits.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001						Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire				Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Total	Prêts, dotations en capital et avances		
Revendications	79,593	.....	355,884	435,477	22,303	457,780	399,878
Services aux Indiens et Inuits	199,232	21,824	3,913,953	4,135,009	.....	4,135,009	3,934,604
	278,825	21,824	4,269,837	4,570,486	22,303	4,592,789	4,334,482

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuites

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Revendications</i>		
Subvention aux Cris de la Baie-James, aux Cris Oujé-Bougoumou et aux Naskapis du Québec	45,781,000	41,908,000
Subventions en capital aux bandes cries et naskapiques du Québec	11,711,000	15,022,000
Subvention à la Société Makivik dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	302,000	292,000
Subventions à des bandes indiennes pour le règlement de revendications particulières	85,308,000	31,508,000
Subventions aux bénéficiaires de règlements de revendications territoriales globales ou aux organismes chargés de leur mise en œuvre	8,009,000	5,861,000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	127,786,000	127,786,000
Subventions aux bandes visées par le règlement de revendications territoriales portant sur des droits fonciers issus des traités des provinces de la Saskatchewan et du Manitoba	23,775,000	23,775,000
Subvention à l'Association des municipalités rurales de la Saskatchewan pour le paiement aux municipalités rurales d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	3,280,000	1,917,000
Subvention à la province de Saskatchewan pour le paiement aux districts scolaires d'une indemnité ayant trait à la perte de leur assiette fiscale par suite du règlement de revendications relatives à des droits fonciers issus des traités en Saskatchewan	3,623,000	2,182,000
<i>Services aux Indiens et Inuits</i>		
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1,400,000	1,400,000
Subventions aux bandes de la Colombie-Britannique tenant lieu d'une rente par habitant	300,000	300,000
Subventions à des particuliers indiens et inuits et à des organismes pour favoriser l'essor de l'enseignement primaire et secondaire et l'essor de leur culture	400,000	400,000
Subventions à des particuliers indiens et inuits et à des organismes pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire	4,500,000	4,500,000
Subventions à des particuliers et à des organismes pour soutenir l'avancement de la culture indienne et inuite	45,000	45,000
Paiements d'aide sociale à des particuliers, Indiens, Inuits et non-Indiens qui habitent dans des réserves	11,000,000	11,000,000
Subventions à des particuliers pour protéger les enfants, les familles et les particuliers indiens et inuits qui habitent dans des réserves	5,621,000	5,621,000
Subventions aux étudiants et à leurs chaperons pour promouvoir la sensibilisation à la protection contre les incendies dans les écoles dont les bandes et le gouvernement fédéral assurent le fonctionnement	136,000	136,000
Subventions aux bandes indiennes, à leurs conseils de district et aux collectivités inuites pour soutenir leur administration	188,168,000	185,803,000
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale	22,489,000	16,889,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuites

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions à la bande indienne Sechelte en vertu de la <i>Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte</i>	3,200,000	3,200,000
Subvention à la bande indienne Miawpukek pour appuyer des programmes désignés	7,900,000	7,745,000
Subventions à des organismes indiens représentatifs pour appuyer leur administration	5,608,000	5,608,000
Subvention à la Fondation nationale des réalisations autochtones	1,248,000	1,233,000
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	25,463,000	. . . . .
Total des subventions	587,053,000	494,131,000
Contributions		
<i>Revendications</i>		
Contributions aux requérants autochtones pour la préparation et la présentation de leurs revendications	8,229,000	8,229,000
Contribution à la Commission des Cris et des Naskapis pour la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec</i>	566,000	395,000
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre des règlements de revendications territoriales globales	23,655,000	28,029,000
Contributions à des particuliers, des bandes et des associations indiennes pour le financement de causes types	300,000	300,000
Contributions à des particuliers (y compris des non-Indiens) ou à des groupes de particuliers, des organisations et des bandes au titre de causes types concernant le projet de loi C-31	200,000	200,000
Contribution fédérale à la Commission des traités de la Colombie-Britannique pour les coûts de fonctionnement	2,359,000	2,359,000
Financement s'adressant aux entités ou aux organisations des revendicateurs autochtones pour développer la capacité de négocier	11,000,000	. . . . .
<i>Services aux Indiens et Inuits</i>		
Contributions aux bandes indiennes pour la sélection des terres	505,000	505,000
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions	14,377,000	11,387,000
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription	5,806,000	5,806,000
Contributions aux provinces, à des sociétés, à des administrations locales, à des Indiens, aux bandes indiennes et à d'autres organismes pour assurer des services de lutte contre les incendies de forêt sur les terres des réserves	6,933,000	6,245,000
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement	14,500,000	17,500,000
Contributions destinées à la mise en valeur des ressources	2,879,000	2,879,000
Contributions à la province de Terre-Neuve pour la prestation de programmes et de services aux Autochtones de Terre-Neuve et du Labrador	8,325,000	8,033,000

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires indiennes et inuites

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
* Paiements aux Indiens, Inuits et Innus, totalisant \$3,479,681,000 devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, du développement social, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien aux administrations indiennes :		
Développement économique	70,204,000	69,499,000
Éducation	1,209,785,000	1,152,944,000
Développement social	1,126,889,000	1,065,362,000
Immobilisations et entretien	960,563,000	918,589,000
Soutien aux administrations indiennes	112,240,000	116,162,000
Contributions aux bandes indiennes et aux collectivités inuites, aux conseils tribaux, conseils de district et autres organismes indiens et inuits, destinées à aider les collectivités à planifier l'autonomie gouvernementale, à se préparer aux négociations de fond en élaborant un mandat en vue des négociations et en élaborant des accords d'autonomie gouvernementale	1,200,000	1,200,000
Contributions aux bandes indiennes et inuites, aux collectivités, aux conseils tribaux, aux conseils de district et autres organismes indiens et inuits destinées à aider les collectivités à préparer leurs négociations sur l'autonomie gouvernementale	1,007,000	1,903,000
Contributions aux collectivités des Premières nations et des Inuits pour faciliter leur participation aux négociations sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale	17,700,000	18,200,000
Contributions à des commissions indiennes provinciales	602,000	.....
Contribution à la Commission indienne de l'Ontario	384,000	384,000
Contribution à la province de Québec, en matière d'éducation crie et inuite, selon les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois	64,919,000	64,919,000
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques	17,657,000	22,064,000
Total des contributions	3,682,784,000	3,523,093,000
Postes non requis		
Contribution aux commissaires de la Commission des traités de la Colombie-Britannique dans le but de favoriser la participation des Premières nations au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	.....	3,360,000
Total des postes non requis	.....	3,360,000
Total	4,269,837,000	4,020,584,000

* Le financement est distribué par l'entremise d'une variété d'ententes de financement, incluant des contributions, des paiements de transfert souples et des modes optionnels de financement. Ces derniers offrent un montant global, dans le but de permettre aux Premières nations de fournir un éventail de services de base et aucun montant spécifique n'est déterminé par service. En conséquence, la ventilation des dépenses pour les programmes spécifiques n'est qu'une estimation.

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Objectifs

Promouvoir le développement politique, économique, scientifique et social du nord du Canada; aider les résidents du Nord, y compris les groupes autochtones, à mettre sur pied les institutions politiques et économiques qui leur permettront d'assumer des responsabilités croissantes au sein de la fédération canadienne; gérer efficacement le développement durable des ressources naturelles du Nord en préparation du transfert des responsabilités aux gouvernements territoriaux; préserver, maintenir, protéger et restaurer l'environnement nordique et gérer les intérêts fédéraux, y compris la politique sur le Nord, les relations fédérales-territoriales et le processus de mise en œuvre des ententes relatives aux revendications territoriales, à l'autonomie gouvernementale et aux activités circumpolaires.

Description des secteurs d'activité

Services aux affaires du Nord

Ce secteur d'activité élabore et met en œuvre les politiques et les programmes relatifs au développement politique, économique, social et durable du Nord canadien; gère les volets constitutionnels des relations entre le Ministère et les gouvernements territoriaux; négocie et met en œuvre les ententes de transfert de ressources aux gouvernements nordiques; assure la coordination et l'orientation continues de la gestion des intérêts fédéraux dans le Nord; gère les ressources naturelles du Nord et favorise la protection et l'assainissement de l'environnement arctique à l'échelle nationale et internationale; coordonne la mise en œuvre des ententes relatives aux revendications territoriales dans le Nord et met en valeur les intérêts des Autochtones dans le développement du Nord et dans l'industrie de la fourrure partout au Canada; fait la promotion de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes à caractère scientifique et technologique à l'échelle nationale et internationale.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Services aux affaires du Nord	104,403	49,999	154,402	165,794
	104,403	49,999	154,402	165,794

Affaires indiennes et du Nord canadien
 Ministère
Programme des affaires du Nord

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Subventions		
<i>Services aux affaires du Nord</i>		
Subventions aux universités et instituts canadiens pour la formation en matière de recherche scientifique sur le Nord	636,000	636,000
Subvention à l'Association universitaire canadienne d'études nordiques aux fins de la coordination des activités scientifiques sur le Nord entreprises par les universités canadiennes	76,000	76,000
Subventions aux particuliers et aux organisations au titre de la promotion du développement, de l'utilisation et de la conservation sécuritaires des ressources naturelles du Nord	5,000	5,000
Subvention sous forme de prix accordé à une personne considérée comme ayant apporté une contribution remarquable au domaine des sciences nordiques	4,500	4,500
Total des subventions	721,500	721,500
Contributions		
<i>Services aux affaires du Nord</i>		
Contributions au gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et au gouvernement du Nunavut pour les services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits	39,602,000	38,825,000
Contributions aux gouvernements territoriaux et aux organisations autochtones aux fins de la mise en application de la Convention finale des Inuvialuits	4,627,000	4,536,000
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres niveaux de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, de formation, de création d'emplois et autres, liées à la promotion des intérêts dans le développement politique, social, économique et culturel du Nord	1,258,300	1,258,300
Contributions au titre des services de consultation fournis aux Inuits dans le Sud	80,000	80,000
Contributions aux gouvernements des Territoires dans le cadre de projets de développement et d'infrastructure régionaux	1,674,000	1,674,000
Contributions aux particuliers, organisations et autres niveaux de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord	2,036,100	2,036,100
Total des contributions	49,277,400	48,409,400
Postes non requis		
Contributions à la Commission de mise en œuvre du Nunavut en vue de fournir des conseils sur la création du Nunavut	.....	250,000
Contributions pour les organismes de mise en œuvre du Nunavut aux fins de l'établissement du gouvernement du Nunavut	.....	7,736,000
Total des postes non requis	.....	7,986,000
Total	49,998,900	57,116,900

Affaires indiennes et du Nord canadien

Commission canadienne des affaires polaires

Objectifs

Favoriser le développement et la diffusion des connaissances relatives aux régions polaires.

Description des secteurs d'activité

Commission canadienne des affaires polaires

Pour s'acquitter de son mandat, la Commission organisera, parrainera et financera des conférences, des ateliers et des réunions; aidera à mettre en place un réseau d'information polaire qui sera le principal outil pour diffuser de l'information concernant les régions polaires; appuiera et effectuera des études spéciales relatives aux questions polaires; reconnaîtra et soulignera les réalisations et les contributions dans les domaines liés à son mandat; et déposera un rapport annuel au Parlement.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Commission canadienne des affaires polaires	932	18	950	969
	932	18	950	969

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Commission canadienne des affaires polaires</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations, aux associations et aux institutions pour soutenir la recherche et des activités qui ont trait aux régions polaires	18,000	18,000
Total	18,000	18,000

4 Agence des douanes et du revenu du Canada

Ministère 4-2

Agence des douanes et du revenu du Canada

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Agence des douanes et du revenu du Canada		
1 Dépenses de fonctionnement	2,187,612	2,002,664
5 Dépenses en capital	13,727	18,727
10 Contributions	95,000	95,000
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	23,866	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	369,398	342,067
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	118,000	75,000
Total de l'Agence	2,807,655	2,533,507

Objectifs

Faire en sorte que toutes les taxes, tous les droits et tous les autres frais et prélèvements connexes soient, de façon équitable et en temps voulu, imposés, perçus et, s'il y a lieu, remboursés; accroître la compétitivité des entreprises canadiennes en appliquant divers instruments de la politique commerciale du gouvernement ainsi qu'en facilitant le tourisme, le commerce et les échanges internationaux; faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières, et protéger la société canadienne en général, notamment les entreprises et les particuliers, contre l'entrée des personnes et des marchandises dangereuses ou non admissibles; appuyer les programmes et les objectifs sociaux et économiques du gouvernement, tels que la compétitivité, en appliquant de façon juste et équitable la législation pertinente, notamment les accords et traités internationaux ainsi que les lois et règlements fédéraux et provinciaux.

Description des secteurs d'activité

Aide aux clients et établissement des cotisations

Sensibiliser les clients à leurs droits et obligations; leur fournir les formulaires et les renseignements nécessaires pour la production de déclarations exactes dans les délais prescrits; répondre à leurs demandes de renseignements; traiter leurs déclarations et établir leurs cotisations; leur faire part des résultats par l'envoi d'avis de cotisation; acheminer leurs versements; reporter à leurs comptes toutes les cotisations et tous les versements; et faire une vérification limitée de déclarations choisies après la cotisation; et ce faisant, établir et maintenir à jour une liste d'enregistrement des clients. L'activité comprend aussi un rôle consultatif auprès des autres ministères et organismes de l'État à l'égard de la faisabilité administrative de nouvelles mesures législatives et de nouvelles conventions fiscales en voie de négociation; des activités relatives à l'enregistrement des organismes de bienfaisance et à l'agrément des régimes de pension et de revenu différé et à la prise de décisions anticipées sur les conséquences fiscales de transactions éventuelles.

Ce secteur d'activité contribue à l'initiative du gouvernement fédéral visant la réforme de la politique sociale, par l'administration des paiements sociaux et économiques versés aux particuliers et aux familles à faibles et modestes revenus, sous la forme de la prestation fiscale pour enfants, des allocations spéciales pour enfants, du crédit pour la taxe sur les produits et services, de la prestation familiale de la Colombie-Britannique et d'autres prestations provinciales.

Douanes et administration des politiques commerciales

Faire en sorte que la souveraineté et les lois canadiennes soient respectées aux frontières et assurer la prestation des services des douanes à la frontière et au secteur commercial conçus pour faire valoir et appuyer les objectifs du gouvernement en matière de politique étrangère et socio-économique du pays, et de ce fait, protéger l'industrie et la société canadiennes en contrôlant la circulation des gens, des marchandises et des biens qui entrent au Canada ou qui en sortent et en dépistant la contrebande; favoriser la compétitivité de l'industrie canadienne en assurant que lui soient accordés tous les avantages prévus dans les divers accords internationaux et autres instruments des politiques commerciales du gouvernement; et appuyer la politique économique intérieure, telle que le développement industriel, en appliquant les mesures concernant le dégrèvement tarifaire sur l'importation de certaines marchandises exonérées de l'application des politiques commerciales du gouvernement.

Vérification et exécution

Réaliser un ensemble de programmes liés à la vérification et à l'exécution de l'observation des lois administrées par l'Agence. Ces programmes comprennent divers examens, vérifications et enquêtes destinés à améliorer l'observation et à assurer l'équité du régime d'autocotisation.

Recouvrement des recettes

Percevoir les taxes, les prélèvements, les droits et les autres montants, y compris le recouvrement des sommes retenues à la source par les employeurs pour le compte des employés, et les soldes impayés résultant de la cotisation ou de la nouvelle cotisation de revenus, de la TPS, ainsi que les prélèvements et les droits impayés. Ce secteur d'activité comprend également l'émission de décisions à savoir si les particuliers ont droit à des prestations en vertu du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*, et d'autres déterminations à la demande du ministère du Développement des ressources humaines.

Agence des douanes et du revenu du Canada

Appels

Procurer aux clients une voie de recours, y compris la résolution des avis d'opposition et les appels en effectuant un examen impartial des cotisations ou des nouvelles cotisations contestées par un client; y compris aussi le traitement des demandes de détermination de l'admissibilité présentées par les employeurs ou les employés en vertu des dispositions du *Régime de pensions du Canada* et de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Administration et technologie de l'information

Assurer une direction administrative et une gamme de services d'appui et de services centralisés aux autres secteurs d'activité. Ceux-ci comprennent les services de traitement électronique des données et la technologie de l'information, la vérification interne et l'évaluation des programmes, la gestion financière, la gestion des ressources, les systèmes de bureau, la sécurité, les ressources humaines, la formation, les laboratoires et les services juridiques.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert			
Aide aux clients et établissement des cotisations	589,572	.....	213,000	.....	802,572	696,271
Douanes et administration des politiques commerciales	440,532	13,727	.....	.....	454,259	412,114
Vérification et exécution	624,799	.....	.....	.....	624,799	604,273
Recouvrement des recettes	284,415	.....	.....	.....	284,415	249,968
Appels	74,768	.....	.....	.....	74,768	73,385
Administration et technologie de l'information	707,668	.....	.....	.....	707,668	636,036
Recettes à valoir sur le crédit	.....	.....	.....	140,826	(140,826)	(138,540)
	2,721,754	13,727	213,000	140,826	2,807,655	2,533,507

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Aide aux clients et établissement des cotisations</i>		
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants	118,000,000	75,000,000
Total des subventions	118,000,000	75,000,000
Contributions		
<i>Aide aux clients et établissement des cotisations</i>		
Contributions à la province de Québec pour les frais de l'administration commune des taxes de vente fédérale et provinciale	95,000,000	95,000,000
Total des contributions	95,000,000	95,000,000
Total	213,000,000	170,000,000

5 Agriculture et Agroalimentaire

Ministère 5-4

Commission canadienne du lait 5-8

Agence canadienne d'inspection des aliments 5-9

Commission canadienne des grains 5-10

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	432,435	369,689
5	Dépenses en capital	33,271	28,771
10	Subventions et contributions	1,273,824	764,052
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser le Ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada et conformément aux modalités approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité, la somme de \$1,700,000,000 payable sous la forme de garanties de remboursement fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières pour les années 2000-2001	.....	.....
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200	200
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65,500	65,500
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000	4,000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	750	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	3,175	.....
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	227,300	222,600
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net	212,600	212,600
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	50	.....
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés Postes non requis	48,592	45,780
–	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	.....	(525)
–	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	.....	47
Total du Ministère		2,301,749	1,712,763
Commission canadienne du lait			
20	Dépenses du Programme	2,588	2,538
Total de l'organisme		2,588	2,538

Agriculture et Agroalimentaire

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Agence canadienne d'inspection des aliments			
25	Dépenses de fonctionnement et contributions	216,021	210,577
30	Dépenses en capital	9,444	9,424
(L)	Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1,500	2,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39,929	39,008
Total de l'organisme		266,894	261,009
Commission canadienne des grains			
35	Dépenses du Programme	18,651	.....
(L)	Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains	(252)	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,629	.....
Total de l'organisme		20,028	.....

Nota : En 1999–2000, la Commission canadienne des grains relevait du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Objectifs

Notre objectif est de promouvoir et d'appuyer, de façon durable, une industrie agricole et agroalimentaire en pleine croissance, concurrentielle et axée sur les marchés et de promouvoir également le développement économique de la collectivité rurale.

Description des secteurs d'activité

Croissance des marchés

Par son secteur d'activité, Croissance des marchés, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) fait la promotion de l'accès aux marchés, du développement des marchés et des investissements. Ce secteur d'activité réunit les activités du Ministère et des organismes du portefeuille et contribue de façon dynamique à Équipe Canada - un réseau canadien de promotion du commerce international qui aide les compagnies canadiennes à vendre leurs produits et leurs services dans le monde entier et à promouvoir l'investissement au Canada. La Croissance des marchés vise à améliorer et à garantir l'accès aux marchés, afin d'offrir aux clients des possibilités d'accroissement du commerce, particulièrement des produits agroalimentaires transformés, sur les marchés nationaux et internationaux. Elle vise également à créer de nouveaux débouchés commerciaux, à assurer une plus grande disponibilité des marchés dans le secteur agricole et agroalimentaire canadien, et à aider l'industrie à attirer de nouveaux investissements en préparant la voie pour un meilleur climat d'investissement dans le secteur et ainsi améliorer notre capacité de fournir des produits de compétitivité mondiale.

Innovations pour un avenir durable

Le secteur d'activité, Innovations pour un avenir durable, touche les activités de recherche et de développement, ainsi que celles de transfert de technologie d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ce secteur d'activité contribue activement à réduire les coûts de production et de transformation des produits agricoles et agroalimentaires, à améliorer la qualité et la sécurité de ces produits, de même qu'à concevoir et à promouvoir des pratiques de production et de transformation qui sont sécuritaires et durables pour l'environnement. Ce secteur d'activité touche également la participation directe aux programmes axés sur la conservation et la gestion des ressources agricoles. Un élément majeur est la promotion d'une meilleure compréhension des questions environnementales qui touchent le secteur et l'élaboration de politiques et de programmes appropriés qui appuient un environnement durable à long terme. Ce secteur d'activité poursuit ses objectifs par le truchement d'un important réseau de centres de recherches et d'autres installations de la Direction générale de la recherche, en travaillant de pair avec l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP), la Direction générale des politiques (le Bureau de l'environnement), les provinces, les universités, les collectivités du secteur de l'agriculture et le secteur privé.

Fondation solide pour le secteur et les collectivités rurales

Ce secteur d'activité comprend les activités ministérielles qui rehaussent la viabilité économique et l'autonomie du secteur agricole et agroalimentaire et qui font la promotion du développement économique des collectivités rurales. Ces activités comprennent les programmes nationaux de sécurité du revenu qui s'occupent de la gestion des risques de production et de commercialisation, les initiatives qui aident le secteur à s'adapter à un climat commercial en pleine évolution, les politiques de réglementation et d'encadrement surtout en ce qui a trait au secteur des grains et aux secteurs soumis à la gestion de l'offre et la promotion du secteur des coopératives et du développement de l'infrastructure des Prairies. Ce secteur d'activité comprend aussi des initiatives qui font en sorte que les programmes, les avantages et les services fédéraux sont autant accessibles dans les régions rurales que dans les autres.

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Saine gestion ministérielle

Ce secteur d'activité réunit les politiques et l'infrastructure ministérielles dont AAC a besoin pour remplir son mandat envers les Canadiens de la façon la plus efficace et la plus efficiente possible, tout en créant pour ses employés un milieu de travail positif. Les activités de gestion dans des domaines comme les ressources humaines, les finances et l'administration, les communications et l'examen des programmes sont l'apanage de ce secteur, mais il incombe en fait à tous les employés de renforcer la capacité d'AAC d'obtenir des résultats au profit du secteur agricole et agroalimentaire et des contribuables canadiens.

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement de \$2,000,000 au titre du fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	4,051
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	4,051

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Croissance des marchés	45,289	.....	143,483	.....	188,772	136,342
Innovations pour un avenir durable	288,273	33,271	12,019	12,500	321,063	299,259
Fondation solide pour le secteur et les collectivités rurales	112,104	.....	1,631,889	7,800	1,736,193	1,232,758
* Saine gestion ministérielle	69,610	.....	8	13,897	55,721	44,404
	515,276	33,271	1,787,399	34,197	2,301,749	1,712,763

* Le secteur d'activité, Saine gestion ministérielle, comprend le fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel. Pour plus de renseignements, veuillez vous reporter au rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Nota : Le Budget principal des dépenses 1999–2000 comprend le fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.

Agriculture et Agroalimentaire Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Croissance des marchés</i>		
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200,000	200,000
<i>Innovations pour un avenir durable</i>		
Recherches agricoles dans les universités et dans d'autres organisations scientifiques au Canada	999,000	999,000
Subventions aux organisations dont les activités appuient l'aménagement et la conservation des sols et de l'eau	38,000	38,000
<i>Fondation solide pour le secteur et les collectivités rurales</i>		
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	36,891,000	1,620,000
Total des subventions	38,128,000	2,857,000
Contributions		
<i>Croissance des marchés</i>		
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65,500,000	65,500,000
Contributions d'aide au revenu agricole pour les collectivités agricoles: Programme des avances de crédit printanières	59,500,000	.....
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4,000,000	4,000,000
Contributions au titre du Programme de commerce agroalimentaire	12,916,000	12,816,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes de transition pour les viandes rouges	750,000	.....
Initiatives en vertu des ententes sur le développement économique et régional	617,000	1,425,000
<i>Innovations pour un avenir durable</i>		
Contributions à l'appui des organisations participant à la recherche et au développement agricoles	715,000	715,000
Contribution à la Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA)	1,710,000	2,500,000
Contributions aux agriculteurs et éleveurs véritables, aux groupements d'agriculteurs et aux petites collectivités du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la région de la Rivière-de-la-Paix en Colombie-Britannique pour la mise en place de sources d'approvisionnement fiables en eau	5,382,000	5,632,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'innovation en agroalimentaire	3,175,000	.....
<i>Fondation solide pour le secteur et les collectivités rurales</i>		
Contributions aux termes du Programme d'aide en cas de catastrophe lié au revenu agricole (ACRA) en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	479,400,000	600,000,000
Contributions d'aide au revenu agricole pour les collectivités agricoles	435,500,000	.....
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	227,300,000	222,600,000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net (CSRN)	212,600,000	212,600,000
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes complémentaires de sécurité du revenu	145,227,000	47,000
Paiements versés aux agriculteurs pour des produits agricoles par le gouverneur en conseil en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>	60,300,000	76,600,000
Contributions en vertu du Programme canadien d'agro-infrastructure	20,678,000	36,114,300

Agriculture et Agroalimentaire
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	13,443,000	10,352,000
Contributions au titre de l'Initiative de partenariat rural canadien	500,000	.....
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Fonds de développement Canada/Nouvelle-Écosse pour le secteur pomicole	50,000	.....
<i>Saine gestion ministérielle</i>		
Contribution au Conseil canadien de la sécurité à l'appui de la Semaine nationale de la sécurité à la ferme	8,000	5,000
Total des contributions	1,749,271,000	1,250,906,300
Postes non requis		
Subventions à des particuliers pour leur participation à la diffusion nationale de l'information agricole fédérale	.....	3,000
Contribution à l'égard du programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles	.....	2,000,000
Contributions relatives au Programme national de la conservation du sol et de l'eau	.....	1,655,000
Contributions en vertu du Programme national de l'adaptation à l'analyse des risques et à la maîtrise des points critiques	.....	1,545,000
Contributions en vertu du Programme canadien de gestion d'entreprise agricole	.....	1,033,000
Contribution en vertu du Programme de relance de l'activité économique (Tempête de verglas de 1998)	.....	9,000,000
Total des postes non requis	.....	15,236,000
Total	1,787,399,000	1,268,999,300

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne du lait

Objectifs

Offrir aux producteurs de lait et de crème qui sont efficaces l'occasion d'obtenir une juste rétribution de leur travail et de leur investissement, et assurer aux consommateurs de produits laitiers un approvisionnement continu et suffisant de produits laitiers de bonne qualité.

Description du financement par voie de crédits

Administration et opérations

La Commission canadienne du lait est autorisée à acheter, à entreposer, à transformer et à écouler des produits laitiers; à effectuer des paiements aux producteurs de lait et de crème dans le but de stabiliser le prix du lait de transformation et de la crème; à faire des recherches sur toute question relative à la production, à la transformation et à la mise en marché de tout produit laitier; à participer à la promotion des produits laitiers; et à recevoir des fonds pour l'administration de ses programmes. La Commission canadienne du lait détermine les prix de soutien selon lesquels elle fera l'achat de beurre et de poudre de lait écrémé. Ces prix servent de référence à l'échelon provincial pour l'établissement des prix des composants du lait vendus aux transformateurs. La Commission travaille aussi en étroite collaboration avec les provinces en fournissant un leadership soutenu et son appui technique au Comité canadien de gestion des approvisionnements de lait, un comité mixte du gouvernement et de l'industrie qui coordonne la gestion de l'offre du lait de transformation et de la crème sur une base nationale.

Le financement des coûts de mise en marché et d'administration de la Commission provient du gouvernement du Canada, des producteurs et du marché.

La Commission administre le programme du gouvernement fédéral de paiement mensuel de subsides aux producteurs admissibles. Au nom de l'industrie, la Commission exporte surtout du beurre, du lait évaporé et des poudres de lait directement à d'autres gouvernements et contribue à l'administration des programmes de commercialisation tels que le Programme d'innovation en matière de produits laitiers et le Programme optionnel d'exportation. La Commission est également responsable des dépenses des commissaires et des soixante-dix membres du personnel administratif requis pour gérer ses activités au nom du secteur laitier.

Au nom des producteurs laitiers, la Commission administre le Système de permis et de mise en commun du lait de la classe 5.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Administration et opérations		
Allocations de soutien direct aux producteurs	60,300	76,600
Frais d'administration	2,588	2,538
Total partiel	62,888	79,138
Moins :		
Financement provenant du Ministère	60,300	76,600
Total des besoins budgétaires	2,588	2,538

Agriculture et Agroalimentaire

Agence canadienne d'inspection des aliments

Objectifs

Rehausser l'efficacité et l'efficience de l'inspection fédérale et des services connexes en ce qui concerne les aliments, la protection des végétaux et la santé des animaux.

Description des secteurs d'activité

Innocuité des aliments, accès au marché et protection des consommateurs

L'Agence canadienne d'inspection des aliments offre des services d'inspection et des services connexes comme ceux liés à la politique d'inspection, à l'évaluation et à la vérification, à la recherche, à l'établissement de normes, aux enquêtes sur les fraudes commerciales, à la promotion du commerce, à l'enregistrement et à la certification, ainsi qu'à la conformité et à l'application. Ces services ont pour but de s'assurer que les produits alimentaires destinés aux consommateurs canadiens et étrangers satisfont aux normes de salubrité, de qualité, de manutention, d'identité, de transformation et d'étiquetage des marchés intérieurs ou extérieurs, ou d'aider à protéger l'éventail de ressources animales et végétales du Canada contre l'introduction ou la propagation de ravageurs et de maladies d'importance économique et sanitaire.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001					Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgetaire				Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Innocuité des aliments, accès au marché et protection des consommateurs	303,100	9,444	1,744	47,394	266,894	261,009
	303,100	9,444	1,744	47,394	266,894	261,009

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Innocuité des aliments, accès au marché et protection des consommateurs</i>		
Versement aux provinces conformément aux règlements édictés par le gouverneur en conseil sur l'indemnisation des victimes de la rage, de montants ne dépassant pas les deux cinquièmes des montants payés par les provinces aux propriétaires d'animaux morts de la rage	112,000	112,000
Indemnités versées, conformément aux dispositions approuvées par le gouverneur en conseil, aux propriétaires d'animaux morts des suites de la fièvre charbonneuse	7,000	7,000
Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection	125,000	125,000
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1,500,000	2,000,000
Total	1,744,000	2,244,000

Agriculture et Agroalimentaire

Commission canadienne des grains

Objectifs

Offrir un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

Description des secteurs d'activité

Commission canadienne des grains

Le secteur d'activité et l'objectif principal de la CCG se résument en un régime d'assurance-qualité qui valorise la commercialisation du grain au bénéfice des producteurs.

La CCG assure ses fonctions et la prestation de ses programmes dans le but de :

- favoriser la mise en marché du grain, en garantissant que les expéditions de grain répondent régulièrement aux stipulations de contrats visant la qualité et la quantité et qu'elles sont salubres et conformes aux tolérances en matière de contaminants;
- mieux comprendre les qualités recherchées par les transformateurs des grains et la façon dont ces qualités peuvent être évaluées, et de s'adapter aux nouvelles technologies et aux aléas du marché;
- maintenir la qualité du grain lorsque celui-ci est acheminé par les réseaux de commercialisation, et de veiller au traitement équitable des producteurs de grain, ainsi qu'à l'honnêteté des opérations sur le grain;
- répondre aux besoins des producteurs et des autres membres de l'industrie du grain de la façon la plus efficace et efficiente possible.

Le Parlement a déjà approuvé un prélèvement total de \$12,000,000 pour le fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains. On projette d'en faire les utilisations suivantes dans le cadre des estimations actuelles :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	12,000
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001	252
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	12,252

De plus, environ 6 millions de dollars des coûts de la Commission ont été financés par crédit parlementaire.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
* Commission canadienne des grains	77,328	57,300	20,028	. . . . .
	77,328	57,300	20,028	. . . . .

Nota : En 1999–2000, la Commission canadienne des grains relevait du ministère d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

* Comprend le fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (CCG). Pour plus de renseignements, veuillez vous reporter au Rapport sur les plans et les priorités de CCG.

6 Anciens combattants

Ministère 6-2

Anciens combattants

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Anciens combattants		
<i>Programme des anciens combattants</i>		
1	535,841	543,659
5	1,429,627	1,389,426
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8, et remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	12	12
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10	10
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175	175
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	29,352	28,217
<i>Total du Programme</i>	1,995,069	1,961,548
<i>Tribunal des anciens combattants (révision et appel)</i>		
10	8,238	6,844
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,468	1,226
<i>Total du Programme</i>	9,706	8,070
Total du Ministère	2,004,775	1,969,618

Anciens combattants

Programme des anciens combattants

Objectifs

Contribuer au bien-être financier, physique et social des anciens combattants et d'autres personnes admissibles, en reconnaissance des sacrifices qu'ils ont consentis au service de leur pays; et garder le souvenir de ces sacrifices à la mémoire de tous les Canadiens.

Description des secteurs d'activité

Prestations et services

Le secteur d'activité, Prestations et services, comprend quatre secteurs de services constitutifs : pensions et allocations, services juridiques des pensions, soins de santé et commémoration. Ces secteurs de services permettent d'offrir, de façon équitable et rapide, une compensation pour les souffrances associées à l'invalidité et à la perte de possibilités d'enrichissement; de l'aide de conseillers juridiques professionnels; l'exécution de programmes de soins de santé et sociaux novateurs et de programmes visant à reconnaître davantage les exploits et les sacrifices consentis par les groupes de clients du portefeuille, et de les honorer.

Administration ministérielle

Le secteur d'activité, Administration ministérielle, comprend les fonctions ministérielles suivantes : bureaux du ministre, du sous-ministre, de la sous-ministre déléguée, du sous-ministre adjoint des Services ministériels, du règlement des conflits et d'accès à l'information et protection des renseignements personnels; ainsi que des services de secrétariat exécutif (y compris les lois et les règlements); communications; planification ministérielle; finances (y compris les fonctions de gestion de l'immobilier); ressources humaines; gestion de l'information; services de soutien de la gestion; vérification et évaluation; et services de sécurité. Ces fonctions fournissent la gestion ministérielle et le soutien administratif qui habiliteront le portefeuille à déterminer l'orientation, à gérer le changement et à évaluer le rendement.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Prestations et services	527,784	1,429,812	1,957,596	1,915,215
Administration ministérielle	37,461	12	37,473	46,333
	565,245	1,429,824	1,995,069	1,961,548

Anciens combattants
Programme des anciens combattants

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Prestations et services</i>		
Traitement et indemnités connexes	1,500,000	1,500,000
Pensions d'invalidité et de décès, y compris les pensions accordées en vertu de l'ordonnance sur l'indemnisation des employés civils (Guerre) de l'État, C.P. 45/8848 du 22 novembre 1944, qui sont régies par les dispositions de la <i>Loi sur les pensions</i> ; indemnisation pour les anciens prisonniers de guerre en vertu de la <i>Loi sur les pensions</i> ; et allocations spéciales dans le cas de Terre-Neuve	1,199,247,000	1,167,137,000
Paiements effectués en vertu du Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation	750,000	750,000
Paiements de prestations pour bravoure	71,000	71,000
Allocations aux anciens combattants et allocations de guerre pour les civils	36,900,000	40,900,000
Assistance accordée en conformité avec les dispositions du Règlement sur le fonds de secours	2,000,000	2,000,000
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni	1,000	1,000
Autres prestations :		
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	25,000	50,000
Formation universitaire et professionnelle	25,000	50,000
Aide aux anciens combattants canadiens – District d'outre-mer	390,000	390,000
Remboursement, en vertu du paragraphe 10(3) de la <i>Loi sur la réadaptation des anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-5)	2,000	2,000
Société dite Last Post Fund	16,319,000	16,319,000
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	7,648,000	6,648,000
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée	70,000	70,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10,000	10,000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175,000	175,000
<i>Administration ministérielle</i>		
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4):		
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8	2,000	2,000
(L) Remboursement, en vertu de l'article 15, de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10,000	10,000
Total des subventions	1,265,145,000	1,236,085,000
Contributions		
<i>Prestations et services</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	163,300,000	151,000,000
Contributions aux provinces respectives, conformément aux accords relatifs à la cession des hôpitaux du Ministère	1,379,000	2,538,000
Total des contributions	164,679,000	153,538,000
Total	1,429,824,000	1,389,623,000

Anciens combattants

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Objectifs

Donner aux clients la possibilité d'obtenir une audience de révision et d'appel pour assurer l'équité dans le processus de décision en matière de pensions d'invalidité et d'allocations aux anciens combattants.

Description des secteurs d'activité

Tribunal des anciens combattants (révision et appel)

Le Tribunal des anciens combattants (révision et appel) est un organisme quasi judiciaire indépendant qui rend des décisions en matière de révision et d'appel des pensions, et qui se prononce sur les appels interjetés dans des dossiers d'allocations aux anciens combattants.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	9,706	9,706	8,070
	9,706	9,706	8,070

7 Citoyenneté et Immigration

Ministère 7-3

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du
Canada 7-6

Citoyenneté et Immigration

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Citoyenneté et Immigration Ministère		
1 Dépenses de fonctionnement	445,161	304,572
5 Dépenses en capital	10,000	10,627
10 Subventions et contributions	387,305	328,193
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,955	34,016
Total du Ministère	878,473	677,457
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada		
15 Dépenses du Programme	75,241	71,646
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10,697	10,222
Total de l'organisme	85,938	81,868

Citoyenneté et Immigration

Ministère

Objectifs

Les objectifs du programme sont de faire en sorte que les personnes qui entrent au Canada et qui font ensuite partie de la société canadienne contribuent aux intérêts économiques et sociaux du Canada, tout en s'assurant que la santé et la sécurité des Canadiens soient préservées. Les politiques et les programmes de citoyenneté et d'immigration doivent être gérés en fonction des besoins et des capacités du Canada ainsi que de ses responsabilités et engagements internationaux.

Description des secteurs d'activité

Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales

Le secteur d'activité, Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales, élabore des politiques et des programmes pour la sélection des immigrants et l'évaluation des visiteurs; recommande au Ministre le nombre prévu d'immigrants qui seront admis au Canada annuellement; évalue les qualités des personnes souhaitant s'établir de façon permanente au Canada à la lumière des critères s'appliquant aux immigrants; évalue les étudiants étrangers et les travailleurs temporaires éventuels à la lumière des critères pertinents; et évalue le risque que les immigrants, les visiteurs, les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers éventuels présentent pour la santé des Canadiens et la durabilité du système de santé canadien.

Maintenir la tradition humanitaire du Canada

Le secteur d'activité, Maintenir la tradition humanitaire du Canada, assure un leadership international pour ce qui est de trouver des solutions durables aux problèmes liés aux réfugiés, notamment au moyen du rapatriement volontaire, de l'intégration locale, de la réinstallation dans un autre pays, ou de l'adoption d'approches régionales à l'égard du partage des responsabilités; élabore et met en œuvre des politiques et des programmes de nature à aider le Canada à respecter ses engagements ainsi que ses obligations en matière de protection, sur les plans national et international; sélectionne à l'étranger des réfugiés parrainés par le gouvernement et le secteur privé, conformément aux niveaux présentés annuellement au Parlement; offre des services de santé essentiels et d'urgence aux revendicateurs du statut de réfugié et aux réfugiés au sens de la Convention qui sont dans le besoin et qui ne sont pas couverts par un régime d'assurance-maladie provincial (Programme fédéral de santé intérimaire); dans le cadre du programme de prêts aux immigrants et du programme d'aide à la réinstallation, offre une aide financière aux réfugiés dont la demande de réinstallation a été acceptée; et aide la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à prendre des décisions éclairées et en temps opportun en lui fournissant, relativement aux problèmes concernant les réfugiés, de l'information portant sur des cas et des pays en particulier, dans le cadre d'un protocole d'entente conclu entre le CIC et la CISR.

Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants

Le secteur d'activité, Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants, élabore des politiques et des programmes qui assurent la promotion de l'intégration et de la citoyenneté; offre une aide de base aux nouveaux arrivants dès leur entrée au Canada; s'assure que le gouvernement fédéral s'acquitte de ses responsabilités à l'égard des immigrants auxquels il accorde la résidence permanente; informe les nouveaux Canadiens éventuels sur les droits et les responsabilités attachés à la citoyenneté canadienne; assure la promotion de la valeur de la citoyenneté canadienne auprès des nouveaux arrivants; et applique et interprète la *Loi sur la citoyenneté*.

Gérer l'accès au Canada

Le secteur d'activité, Gérer l'accès au Canada, élabore des politiques et des programmes afin d'empêcher qu'on recoure abusivement aux programmes du Canada concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés, et d'assurer la protection des Canadiens ainsi que la sécurité du Canada; contribue à la gestion des migrations et des déplacements internationaux en luttant contre les migrations clandestines, y compris le trafic des personnes, tout en facilitant le mouvement des voyageurs légitimes; admet au Canada les personnes respectant les dispositions de la *Loi sur l'immigration* et ses règlements; refuse l'admission aux personnes ne respectant pas ces dispositions, y compris les criminels et les terroristes; détecte les cas où l'on recourt abusivement aux programmes concernant la citoyenneté, l'immigration et les réfugiés; gère les cas soumis à la CISR, à la Cour fédérale et à d'autres tribunaux; détient les personnes qui posent un risque grave pour les Canadiens ou qui refusent de comparaître aux fins de poursuites judiciaires en matière d'immigration; et renvoie les personnes n'ayant pas légalement le droit de demeurer au Canada.

Citoyenneté et Immigration Ministère

Offrir des services ministériels

Le secteur d'activité, Offrir des services ministériels, coordonne les processus de planification et d'examen de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC); gère la façon dont les deniers publics sont dépensés et utilisés; développe et supervise des activités de recouvrement des coûts/de production de recettes; offre des services administratifs, financiers et du personnel au Ministère, ainsi qu'une orientation fonctionnelle aux directeurs généraux des secteurs de service et de l'exécution des programmes; gère, coordonne et maintient l'infrastructure des technologies de l'information afin d'aider à la prise de décisions et à la mesure du rendement, et d'améliorer la prestation des services; mène des recherches sur des questions liées à la citoyenneté et à l'immigration, et diffuse les résultats de ces recherches; coordonne l'élaboration d'une politique de citoyenneté et d'immigration et positionne le Ministère au sein du programme socio-économique du gouvernement; conçoit et diffuse de l'information sur les objectifs, les politiques, les programmes et les activités de CIC; influence l'environnement opérationnel du programme pour en favoriser le succès, notamment en favorisant la participation des nouveaux arrivants à la vie de la société canadienne; répond aux demandes de renseignements sur les cas et aux autres demandes d'information; et coordonne les relations du Ministère avec les gouvernements provinciaux, les organismes non gouvernementaux, les organisations internationales et d'autres ministères et organismes gouvernementaux.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Paiements de transfert		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			
Maximiser les avantages offerts par les migrations internationales	130,206	.....	.....	130,206	79,179
Maintenir la tradition humanitaire du Canada	62,930	.....	98,784	161,714	81,195
Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants	31,862	.....	288,521	320,383	312,083
Gérer l'accès au Canada	171,953	.....	.....	171,953	105,946
Offrir des services ministériels	84,217	10,000	.....	94,217	99,054
	481,168	10,000	387,305	878,473	677,457

Citoyenneté et Immigration
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Subventions		
<i>Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants</i>		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	99,318,000	90,000,000
Total des subventions	99,318,000	90,000,000
Contributions		
<i>Maintenir la tradition humanitaire du Canada</i>		
Aide à la réinstallation	91,607,586	44,990,186
Organisation internationale pour les migrations	2,000,000	2,000,000
<i>Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants</i>		
Établissement et adaptation des immigrants	15,990,500	14,300,000
Cours de langue pour les immigrants au Canada	102,335,898	99,402,598
Programme d'accueil	2,752,800	2,200,000
Contributions aux provinces pour satisfaire aux besoins croissants des immigrants qui veulent s'intégrer à la société canadienne	73,300,000	.....
Total des contributions	287,986,784	162,892,784
Postes non requis		
Subventions aux provinces pour satisfaire aux besoins croissants des immigrants qui veulent s'intégrer à la société canadienne	.....	75,300,000
Total des postes non requis	.....	75,300,000
Total	387,304,784	328,192,784

Citoyenneté et Immigration

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Objectifs

L'objectif de la Commission est de satisfaire aux obligations définies dans la *Loi sur l'immigration* dont le Canada doit s'acquitter en matière d'immigration et de détermination du statut de réfugié à titre de signataire de la *Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés* et du *Protocole de 1967* s'y rapportant. À cette fin, la Commission : statue sur les revendications du statut de réfugié présentées par des personnes au Canada; entend les appels de certaines personnes qui se sont vu refuser l'admission au Canada ou dont on a ordonné le renvoi du Canada; entend les appels de citoyens canadiens et de résidents permanents dont des parents se sont vu refuser le statut de résident permanent au Canada; entend les appels de la Ministre contre la décision d'un arbitre; procède à des enquêtes sur des personnes qui ne seraient pas admissibles au Canada ou qui pourraient en être renvoyées; et révisé les motifs de détention de personnes mises sous garde pour des raisons liées à l'immigration.

Description des secteurs d'activité

Détermination du statut de réfugié

En sa qualité de signataire de la *Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés*, le Canada a l'obligation d'offrir une protection aux personnes qui craignent avec raison d'être persécutées dans leur pays d'origine. À cette fin, ce secteur d'activité statue sur les revendications du statut de réfugié présentées au Canada. La Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié s'occupe uniquement de la détermination des revendications présentées par des personnes se trouvant déjà au Canada.

Appels en matière d'immigration

Ce secteur d'activité met en disponibilité un tribunal quasi judiciaire pour entendre les appels interjetés par les personnes qui se sont vu refuser l'entrée au Canada ou qui ont été frappées d'une mesure d'expulsion ainsi que par les citoyens canadiens et les résidents permanents dont la demande de résidence permanente d'un parent a été refusée. Ce tribunal entend les appels du rejet de demandes parrainées de résidence permanente, les appels de mesures de renvoi prises contre des résidents permanents, des réfugiés au sens de la Convention ou des personnes détenant des visas valides et les appels par la Ministre d'une décision d'un arbitre d'accorder l'admission ou de ne pas ordonner le renvoi.

Enquêtes et examens des motifs de détention

Le secteur d'activité, Enquêtes et examens des motifs de détention, aide à garantir la sécurité au Canada et, à cette fin, procède à des enquêtes sur les personnes demandant l'admission à un point d'entrée au Canada qui ne seraient pas admissibles ou sur des personnes se trouvant au Canada qui pourraient être renvoyées; et procède à l'examen des motifs de détention des personnes détenues pendant les processus d'interrogatoire, d'enquête ou de renvoi.

Gestion et services généraux

Le secteur d'activité, Gestion et services généraux, fournit à la Commission des processus de gestion et des services administratifs efficaces.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Détermination du statut de réfugié	47,701	47,701	41,568
Appels en matière d'immigration	5,151	5,151	4,762
Enquêtes et examens des motifs de détention	4,040	4,040	6,201
Gestion et services généraux	29,046	29,046	29,337
	85,938	85,938	81,868

8 Conseil du Trésor

Secrétariat 8-2

Conseil du Trésor

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Conseil du Trésor		
Secrétariat		
1	84,566	100,785
2	23,668	37,528
(L)	52	49
(L)	23,566	67,158
5	550,000	550,000
10	103,421	24,800
15	81,296	280,000
20	865,558	846,241
(L)	50	70
Total du Secrétariat	1,732,177	1,906,631

Conseil du Trésor

Secrétariat

Objectifs

Appuyer le Conseil du Trésor dans son rôle de conseil de gestion du gouvernement en partenariat avec les ministères, les organismes, les sociétés d'État et les autres organismes centraux, en vue d'offrir un excellent service au gouvernement, au Parlement et à la population canadienne.

Description des secteurs d'activité

Gestion et planification des dépenses

Le Secrétariat appuie le Conseil du Trésor en lui fournissant des analyses et des conseils au sujet de l'affectation et de la gestion des dépenses de programme directes dans les trois secteurs suivants :

- les budgets de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et organismes fédéraux;
- les versements aux sociétés d'État dépendantes;
- les paiements de transfert aux organisations, aux particuliers et aux entreprises.

Le ministère des Finances Canada s'occupe de la gestion des autres dépenses principales se rattachant aux programmes législatifs.

Fonction de contrôleur

Le rôle de ce secteur d'activité consiste à fournir un leadership stratégique aux ministères fédéraux, aux autres organismes centraux et au Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) pour tout ce qui a trait à la fonction de contrôleur, notamment : la gestion financière, les achats et la gestion des biens, la vérification interne, l'évaluation des programmes, la gestion des risques, la gestion fondée sur les résultats et la présentation de rapports au Parlement (Budget des dépenses, projets de loi de crédits et Comptes publics).

Service et innovation

Ce secteur d'activité a pour mandat de diriger les initiatives lancées à l'échelle de l'administration fédérale pour améliorer la prestation des services de l'État aux Canadiens et aux Canadiennes et, à cette fin :

- exercer le leadership nécessaire pour améliorer la prestation des services et favoriser l'innovation et le rendement organisationnel;
- développer et transmettre les connaissances, les recherches, l'information et le savoir-faire en matière de services et d'innovation;
- faciliter la libre circulation des renseignements, établir un lien visuel clair entre les citoyens et les programmes et services du gouvernement du Canada et élaborer une présentation commune pour toutes les filières utilisées par le public.

Gestion de l'information et des technologies de l'information

Ce secteur d'activité a comme but de fournir une orientation et un leadership stratégiques en ce qui concerne le recours à la Gestion de l'information et des technologies de l'information (GI-TI) pour améliorer l'accès du public aux services de l'État et atteindre les objectifs relatifs au renouvellement de la fonction publique.

Gestion des ressources humaines

Il incombe au SCT de donner une orientation stratégique à la gestion des ressources humaines dans la fonction publique, de remplir le rôle d'employeur du Conseil du Trésor, d'exercer certaines responsabilités et d'exécuter certains programmes et initiatives qui touchent l'ensemble de la fonction publique, et de collaborer avec les ministères en vue d'améliorer la qualité de la gestion des ressources humaines et de mesurer les progrès.

Administration des services ministériels du SCT

L'Administration des services ministériels du SCT englobe les cabinets de la présidente, du secrétaire et contrôleur général et du sous-secrétaire; elle fournit des services d'orientation et de conseil aux niveaux exécutif et ministériel, ainsi que des services juridiques, financiers et administratifs et des services d'affaires publiques et de gestion des ressources humaines.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Paiements de transfert			
Gestion et planification des dépenses	563,029	.....	.....	563,029	623,097
Fonction de contrôleur	22,665	.....	100	22,565	26,268
Service et innovation	6,776	.....	.....	6,776	.....
Gestion de l'information et des technologies de l'information	87,838	10	500	87,348	18,112
Gestion des ressources humaines	1,117,680	23,952	113,746	1,027,886	1,212,954
Administration des services ministériels du SCT	24,573	.....	.....	24,573	26,200
	1,822,561	23,962	114,346	1,732,177	1,906,631

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Gestion des ressources humaines</i>		
Paiements, sous forme d'indemnités pour des accidents du travail, conformément aux régimes de la fonction publique de prestations versées aux survivants des employés décédés dans l'exercice de leurs fonctions	242,000	242,000
Régime spécial d'indemnisation pour les conjoints des attachés des Forces canadiennes	2,000	2,000
(L) <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	50,000	70,000
Total des subventions	294,000	314,000
Contributions		
<i>Gestion de l'information et des technologies de l'information</i>		
Contribution à l'Association canadienne de normalisation	10,000	10,000
<i>Gestion des ressources humaines</i>		
Programme de stages pour les jeunes	23,658,000	37,518,000
Total des contributions	23,668,000	37,528,000
Total	23,962,000	37,842,000

9 Conseil privé

- Ministère 9-4
- Centre canadien de gestion 9-7
- Secrétariat des conférences intergouvernementales
canadiennes 9-9
- Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport
et de la sécurité des transports 9-10
- Directeur général des élections 9-11
- Commissaire aux langues officielles 9-12
- Bureau du Canada pour le millénaire 9-13
- Table ronde nationale sur l'environnement et
l'économie 9-14
- Commission des relations de travail dans la fonction
publique 9-15
- Comité de surveillance des activités de renseignement de
sécurité 9-16
- Le Réseau du leadership 9-17

Conseil privé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Conseil privé			
Ministère			
1	Dépenses du Programme	85,571	73,154
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	77	73
(L)	Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	52	50
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	52	50
(L)	Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	23	22
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9,260	8,254
Total du Ministère		95,035	81,603
Centre canadien de gestion			
5	Dépenses du Programme	9,786	9,725
(L)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	7,967	3,095
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,216	1,122
Total de l'organisme		18,969	13,942
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes			
10	Dépenses du Programme	3,363	2,793
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	303	296
Total de l'organisme		3,666	3,089
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports			
15	Dépenses du Programme	21,025	20,294
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,061	2,986
Total de l'organisme		24,086	23,280
Directeur général des élections			
20	Dépenses du Programme	3,065	2,787
(L)	Traitement du directeur général des élections	178	162
(L)	Dépenses d'élections	29,900	31,800
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	592	551
Total de l'organisme		33,735	35,300
Commissaire aux langues officielles			
25	Dépenses du Programme	9,763	9,474
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,356	1,328
Total de l'organisme		11,119	10,802
Bureau du Canada pour le millénaire			
30	Dépenses de fonctionnement	6,480	4,480
35	Contributions	86,500	77,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	507	520
Total de l'organisme		93,487	82,000

Conseil privé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie			
40	Dépenses du Programme	3,110	3,057
(L)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20	20
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	235	231
Total de l'organisme		3,365	3,308
Commission des relations de travail dans la fonction publique			
45	Dépenses du Programme	5,142	4,993
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	661	668
Total de l'organisme		5,803	5,661
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité			
50	Dépenses du Programme	1,263	1,263
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	142	146
Total de l'organisme		1,405	1,409
Le Réseau du leadership			
55	Dépenses du Programme	11,135	10,280
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	662	508
Total de l'organisme		11,797	10,788

Conseil privé

Ministère

Objectifs

L'objectif stratégique du Bureau du Conseil privé consiste à assurer le fonctionnement du mécanisme central de prise de décisions du gouvernement et à le soutenir.

Description des secteurs d'activité

Cabinet du Premier ministre

Le secteur d'activité, Cabinet du Premier ministre, donne des conseils, communique des renseignements et dispense des services spéciaux afin d'appuyer le Premier ministre en tant que chef du gouvernement et président du Cabinet; cela comprend notamment les services de liaison avec d'autres ministres, la gestion ponctuelle, les communications gouvernementales, la planification et la mise en pratique des activités de représentation du Canada sur la scène internationale, et le soutien relatif à certaines responsabilités politiques dont les relations avec le Caucus. Les coûts de fonctionnement des résidences officielles du Premier ministre relèvent aussi de ce secteur d'activité. Toutefois, la Commission de la capitale nationale se charge de l'ameublement, de l'entretien, du chauffage et de la réparation de ces résidences.

Cabinets de ministres

Le secteur d'activité, Cabinets de ministres, comprend : le Cabinet du Vice-premier ministre, qui assume des fonctions particulières déléguées par le Premier ministre, y compris celle d'agir comme Premier ministre en l'absence de ce dernier; le Cabinet du président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, qui est chargé de la gestion des relations fédérales-provinciales; le Cabinet du Leader du gouvernement au Sénat, qui est responsable de la gestion du programme législatif du gouvernement au Sénat, et le Cabinet du Leader du gouvernement à la Chambre des communes, qui assume la responsabilité du programme législatif à la Chambre des communes.

Ce secteur d'activité s'occupe de l'administration des cabinets en offrant des services de soutien et des conseils à ces ministres et en leur communiquant les renseignements pertinents. Un adjoint exécutif se charge de la gestion de chacun des cabinets susmentionnés.

En outre, sont reliés à ce secteur d'activité les salaires et allocations pour automobile des secrétaires d'État qui aident les ministres du Cabinet à assumer leurs responsabilités. Les budgets de fonctionnement des cabinets de ces secrétaires d'État sont inclus dans le budget des ministères concernés.

Bureau du Conseil privé

Le secteur d'activité, Bureau du Conseil privé, réunit la Direction de la planification et de la consultation, la Direction des opérations, la Direction de la sécurité et du renseignement, la Direction du sous-greffier et conseiller juridique, le Secrétariat des priorités de gestion et du personnel supérieur, le Secrétariat de la politique étrangère et de la défense et la Direction des affaires intergouvernementales.

Les responsabilités globales du Bureau du Conseil privé peuvent se résumer de la façon suivante :

- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre en ce qui concerne son rôle de chef du gouvernement et de conseiller de la Couronne;
- coordonner la préparation et la diffusion du matériel dont ont besoin le Premier ministre ainsi que les présidents et les membres des comités pour les réunions du Cabinet et des comités du Cabinet;
- servir de liaison avec les ministères et organismes gouvernementaux afin de leur communiquer les questions dont doit se saisir le Cabinet et d'autres sujets importants pour le Premier ministre et le gouvernement;
- assurer la prestation de services de soutien et de conseils au Premier ministre au sujet de ses prérogatives et de ses responsabilités à l'égard de l'organisation du gouvernement du Canada, d'une part, et des recommandations qu'il doit faire au gouverneur en conseil sur les nominations de haut niveau, d'autre part;
- donner des conseils au Premier ministre sur les questions concernant la sécurité nationale et le renseignement de sécurité.

Conseil privé Ministère

Le Bureau du Conseil privé doit aussi appuyer le Premier ministre et le ministre des Affaires intergouvernementales à l'égard des aspects fédéraux-provinciaux des politiques fédérales. Il donne aussi son appui au leader du gouvernement à la Chambre des communes et au leader du gouvernement au Sénat en ce qui concerne la coordination et la gestion du programme parlementaire du gouvernement et il donne des conseils stratégiques liés aux questions parlementaires et électorales. Plus particulièrement, il assume les fonctions suivantes :

- formuler des orientations pertinentes à long terme en ce qui concerne les affaires fédérales-provinciales et le développement constitutionnel;
- assurer l'inclusion d'une perspective fédérale-provinciale à l'élaboration des politiques et programmes fédéraux et constituer une source d'information et d'analyses lorsqu'émergent des questions intergouvernementales qui demandent l'établissement d'une politique;
- promouvoir et faciliter la coopération et la consultation fédérales-provinciales et coordonner les activités fédérales entreprises à la suite d'engagements ou de projets provenant des premiers ministres provinciaux;
- coordonner la préparation des conférences et réunions des premiers ministres ainsi que des réunions bilatérales et multilatérales du Premier ministre avec ses homologues provinciaux et assurer un soutien administratif lors de ces occasions;
- donner des conseils concernant les affaires autochtones et entretenir des relations efficaces avec les représentants des peuples autochtones, des gouvernements provinciaux et territoriaux et des ministères fédéraux pour traiter les questions autochtones, y compris les affaires constitutionnelles autochtones.

Le Bureau du Conseil privé appuie également le ministre désigné comme interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits.

Bien que les fonctions susmentionnées soient susceptibles de demeurer stables durant la période de référence actuelle, les priorités du Bureau du Conseil privé peuvent être profondément et subitement modifiées par une décision du gouvernement de changer ses priorités, politiques ou orientations établies pour répondre à des pressions extérieures ou tout simplement de poursuivre d'autres objectifs politiques.

Commissions d'enquête et groupes de travail

Le secteur d'activité, Commissions d'enquête et groupes de travail, se rapporte au financement, au besoin, de commissions d'enquête nommées pour faire des recommandations sur des sujets donnés et de groupes de travail et autres personnes ou organismes qui doivent exercer leurs activités de façon indépendante du Bureau du Conseil privé, tout en recevant tout de même le niveau approprié de services administratifs du Ministère.

En raison de leur caractère indépendant et aux fins de l'administration, les commissions d'enquête établies en vertu de la *Loi sur les enquêtes* font partie du programme du Conseil privé.

Services ministériels

Le secteur d'activité, Services ministériels, faisant partie du programme du Conseil privé se rapporte à la prestation régulière et permanente de services administratifs et aussi de services spécialisés que l'on n'offre pas dans d'autres ministères. Les services communs sont offerts au Cabinet du Premier ministre, au président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, à d'autres cabinets de ministres liés au programme ainsi qu'au Bureau du Conseil privé. Ils portent notamment sur la gestion financière, administrative et de l'information, l'informatique, les services techniques, la traduction et les ressources humaines ainsi que les demandes d'accès à l'information soumises dans le cadre des lois sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Les Services spécialisés comprennent les coûts du fonctionnement du standard téléphonique du Premier ministre, une unité de correspondance chargée de la correspondance non politique et non personnelle adressée au Premier ministre, et s'il y a lieu, à d'autres ministres du portefeuille, ainsi que le soutien technique associé aux déplacements des membres du Cabinet du Premier ministre. En outre, le secteur d'activité comporte certains services administratifs rendus aux commissions d'enquête et aux groupes de travail.

Conseil privé Ministère

Les Services ministériels sont assurés par les divisions suivantes : Bureau du sous-ministre adjoint (Services ministériels), Services financiers, Administration, Informatique et services techniques, Services d'information, Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, Services de la correspondance de la haute direction et Services des ressources humaines.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Cabinet du Premier ministre	6,901	.....	6,901	6,204
Cabinets de ministres	8,481	.....	8,481	7,707
Bureau du Conseil privé	39,360	5,697	45,057	38,377
Commissions d'enquête et groupes de travail	8,643	.....	8,643	4,889
Services ministériels	25,953	.....	25,953	24,426
	89,338	5,697	95,035	81,603

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's	53,000	48,000
Total des subventions	53,000	48,000
Contributions		
<i>Bureau du Conseil privé</i>		
Forum international des fédérations	500,000	500,000
Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones	1,894,000	1,894,000
Consultation avec les Métis et les Autochtones hors réserve	1,000,000	1,000,000
Rassembler nos forces : Le plan d'action du Canada pour les questions autochtones	2,250,000	700,000
Total des contributions	5,644,000	4,094,000
Total	5,697,000	4,142,000

Conseil privé

Centre canadien de gestion

Objectifs

Aider les gestionnaires à parfaire leurs capacités de concevoir, d'analyser, de décider, de résoudre et de mettre en œuvre qui sont cruciales pour relever les défis actuels et futurs de gestion au sein de l'administration fédérale, y compris l'adaptation aux changements qui touchent le caractère social, culturel, racial et linguistique de la société canadienne; les aider à comprendre les politiques, le fonctionnement, l'organisation, la dynamique et les traditions de l'administration fédérale, et à gérer de façon efficace et efficiente les programmes et services de l'État ainsi que son personnel, dans un contexte d'équité en matière d'emploi; accroître l'ensemble des connaissances sur la théorie et la pratique de la gestion dans le secteur public; et encourager les échanges entre hauts fonctionnaires, cadres supérieurs du secteur privé et universitaires en matière de gestion.

Description des secteurs d'activité

Contribuer à l'élaboration d'un programme de gestion pour la fonction publique de demain

En collaboration avec d'autres organismes centraux, offre un programme de recherche qui permet de repérer les problèmes névralgiques soulevés par la gestion et de réunir des dirigeants clés de la fonction publique, des universitaires et des grands théoriciens pour qu'ils échangent sur la façon de les régler selon un mode d'apprentissage en réseau basé sur la recherche-action et fournit un forum de discussions afin de mieux comprendre et de concevoir une vision d'une fonction publique renouvelée.

Renforcer la capacité organisationnelle de leadership par l'apprentissage

Crée des occasions d'apprentissage de niveau mondial qui appuient les priorités du greffier; valorise le service aux Canadiens et aux Canadiennes dans l'élaboration et l'exécution des politiques; utilise des techniques de gestion et de leadership modernes; et valorise la création de partenariats avec les secteurs public, privé et bénévole. Ces occasions d'apprentissage sont créées afin d'aider les gestionnaires de la fonction publique à perfectionner leurs habiletés en leadership pour améliorer le service aux Canadiens et Canadiennes et de mettre en œuvre le renouveau à la fois au niveau du personnel et au niveau du système, horizontalement dans la fonction publique et verticalement dans les ministères. Appuie l'apprentissage continu par le biais des réseaux, d'encadrement et du mentorat et offre une tribune pour explorer des idées nouvelles et s'inspirer de l'expérience des autres pour résoudre les difficultés intersectorielles.

Soutenir les leaders du changement et de la transformation

Appuie les programmes de changement des ministères, en offrant des programmes de perfectionnement en gestion adaptés aux besoins particuliers des ministères. Transfert des expériences d'apprentissage pour appuyer les gestionnaires dans l'amélioration du travail d'équipe afin de mettre en œuvre les programmes de changement ministériel.

Soutien aux programmes

Dirige et appuie les orientations stratégiques du CCG. Fournit des services de gestion et d'administration efficaces et efficaces dans les domaines financiers, administratifs, de la technologie et de gestion de l'information, des communications et de l'évaluation, pour faciliter l'exécution des programmes et soutenir les orientations futures.

Conseil privé
Centre canadien de gestion

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Contribuer à l'élaboration d'un programme de gestion pour la fonction publique de demain	1,458	175	1,633	1,303
Renforcer la capacité organisationnelle de leadership par l'apprentissage	6,808	.....	6,808	5,876
Soutenir les leaders du changement et de la transformation	5,126	.....	5,126	2,367
Soutien aux programmes	5,402	.....	5,402	4,396
	18,794	175	18,969	13,942

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Contribuer à l'élaboration d'un programme de gestion pour la fonction publique de demain</i>		
Contribuer à l'élaboration d'un programme de gestion pour la fonction publique de demain	175,000	175,000
Total	175,000	175,000

Conseil privé

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Objectifs

Exceller en matière de planification et d'organisation de conférences intergouvernementales aux niveaux les plus élevés ainsi qu'au chapitre de la prestation de services à de telles réunions en vue de soulager les ministères clients, dans quasiment tous les secteurs d'activité gouvernementale, des nombreuses tâches techniques et administratives associées à la planification et à la tenue de telles conférences, et de leur permettre de se concentrer sur les questions fondamentales.

Description des secteurs d'activité

Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes est un petit organisme qui n'a qu'un seul programme et qu'un seul secteur d'activité consistant à fournir des services administratifs pour la planification et l'organisation de conférences intergouvernementales de niveau supérieur qu'il est appelé à servir dans pratiquement tous les secteurs de l'activité gouvernementale.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	3,666	3,666	3,089
	3,666	3,666	3,089

Conseil privé

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Objectifs

Promouvoir la sécurité des transports.

Description des secteurs d'activité

Promotion de la sécurité des transports

Exécution d'enquêtes indépendantes, d'analyses, d'études et de rapports publics portant sur des accidents de transport, des incidents ou des conditions et situations dangereuses liés au fonctionnement d'un aéronef, d'un navire, de matériel ferroviaire ou de pipelines dans les éléments réglementés par le gouvernement fédéral des systèmes canadiens de transport aérien, maritime, ferroviaire et de pipelines, dans le but d'en déterminer les causes et les facteurs contributifs, d'identifier les manquements à la sécurité et de formuler des recommandations visant à éliminer ou à réduire ces manquements à la sécurité des transports.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Promotion de la sécurité des transports	24,086	24,086	23,280
	24,086	24,086	23,280

Conseil privé

Directeur général des élections

Objectifs

Assurer à l'électorat canadien l'exercice de son droit de suffrage aux élections des députés de la Chambre des communes, en conformité avec la *Loi électorale du Canada*; assurer le respect et l'application de toutes les dispositions de la *Loi électorale du Canada*; calculer le nombre de députés de la Chambre des communes à attribuer à chacune des provinces, aux termes de la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* et conformément aux dispositions des lois constitutionnelles, pour chaque exercice de révision des limites des circonscriptions électorales; et fournir l'aide technique, administrative et financière aux 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales, une pour chaque province, établies en conformité avec la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*.

Description des secteurs d'activité

Élections

- *Loi électorale du Canada* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative des élections, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel d'élection à transmettre aux directeurs du scrutin lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux candidats et aux partis politiques, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers d'élection, aux vérificateurs, aux partis politiques et aux candidats dans les cas précisés par la Loi.
- *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales* – Assigner par province le nombre de députés à la Chambre des communes et transmettre ces renseignements à ces 10 commissions de délimitation des circonscriptions électorales. Fournir aux 10 commissions des données statistiques, des cartes géographiques et de la documentation. Fournir la compétence financière et taxer tout compte relatif aux salaires ou à d'autres dépenses soumis par les 10 commissions afin d'être payés à même le Trésor.
- *Législation référendaire* – Direction et surveillance générales de la conduite administrative d'un référendum, y compris la formation des directeurs du scrutin des circonscriptions fédérales, la révision des limites des sections de vote et l'approvisionnement en matériel de référendum à transmettre aux directeurs du scrutin. Lorsqu'il y a lieu, l'émission de directives et de lignes directrices aux comités référendaires, l'application de toutes les dispositions de la Loi et le versement des paiements réglementaires aux officiers référendaires, dans les cas précisés par la Loi.

Administration

La gestion des opérations de l'administration centrale et des fonctions légales assignées au Directeur général des élections en dehors d'une période électorale. Celles-ci incluent l'examen et l'étude des mécanismes électoraux et des dispositions de la Loi relatives aux dépenses d'élection, la compilation et la préparation de rapports réglementaires et statistiques et de manuels d'instructions à l'intention du personnel électoral, des candidats et des partis politiques et le paiement des dépenses administratives et réglementaires.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
Élections	29,900	29,900	31,800
Administration	3,835	3,835	3,500
	33,735	33,735	35,300

Conseil privé Commissaire aux langues officielles

Objectifs

Assurer la reconnaissance de chacune des langues officielles et faire respecter l'esprit de la *Loi sur les langues officielles*.

Description des secteurs d'activité

Plaintes et enquêtes

Réaliser des enquêtes et des études spéciales et faire des recommandations sur les mesures correctives pour assurer une mise en œuvre intégrale de la *Loi sur les langues officielles*.

Information, recherche et analyse

Définir les orientations stratégiques pour le Commissariat au moyen de travaux de recherche et d'analyse en matière de politiques linguistiques. Assurer la liaison avec les divers organismes gouvernementaux et les différentes associations œuvrant dans le domaine et informer les parlementaires et le public sur la Loi et le rôle de la Commissaire.

Services généraux

Fournir le leadership au Commissariat aux langues officielles et l'appuyer dans l'exécution des programmes afin de permettre à l'organisation de remplir pleinement son mandat et de s'acquitter de ses responsabilités.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Plaintes et enquêtes	5,884	5,884	5,324
Information, recherche et analyse	1,861	1,861	2,446
Services généraux	3,374	3,374	3,032
	11,119	11,119	10,802

Conseil privé
Bureau du Canada pour le millénaire

Objectifs

Contribuer à la création de partenariats entre les gouvernements, les collectivités et les citoyens pour marquer le nouveau millénaire.

Description des secteurs d'activité

Initiatives du millénaire

Inciter les Canadiens à entreprendre des initiatives pour célébrer nos réussites, explorer notre patrimoine et bâtir notre avenir, en faisant la promotion de partenariats locaux, nationaux et internationaux et en participant à des programmes et des projets qui auront des répercussions durables au cours du prochain millénaire.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Initiatives du millénaire	6,987	86,500	93,487	82,000
	6,987	86,500	93,487	82,000

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Initiatives du millénaire</i>		
Contributions pour appuyer les activités et les projets du millénaire visant à célébrer les réalisations et la diversité du Canada et sa place dans le monde	86,500,000	77,000,000
Total	86,500,000	77,000,000

Conseil privé

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Objectifs

Tenir le rôle de catalyseur pour déterminer, expliquer et promouvoir les principes et les pratiques du développement durable dans tous les secteurs de la société canadienne et dans toutes les régions du Canada.

Description des secteurs d'activité

Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie

La TRNEE est un organisme multilatéral composé d'un président et d'un maximum de 24 membres qui sont des leaders d'opinion issus de différentes régions et divers secteurs de la société canadienne, dont le monde des affaires, les syndicats, l'enseignement, les organismes de protection de l'environnement et les Premières nations. La TRNEE préconise fortement la méthode multilatérale et la formule de la table ronde pour analyser les problèmes de développement durable, et elle sert de forum où tous les points de vue peuvent être librement exprimés et débattus. Les membres et les participants de la TRNEE qui sont engagés dans ses programmes s'efforcent de définir le rapport entre l'environnement et l'économie, aux fins de déterminer les points sur lesquels il y a entente quant aux solutions à adopter, et de signaler tout obstacle au consensus. Ces informations sont ensuite rassemblées, évaluées et communiquées aux intervenants, aux décideurs intéressés et aux médias.

La TRNEE répartit ses activités entre plusieurs programmes. Le thème d'un programme éventuel fait l'objet d'une orientation et d'une définition, et un groupe de travail est chargé de superviser les activités qui s'y rattachent. Les problèmes nouveaux sont soumis à un examen constant et, s'ils sont considérés comme une priorité, ils donnent naissance à un nouveau programme lorsque les fonds nécessaires sont disponibles.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Fournir des opinions et des informations objectives touchant l'état du débat sur l'environnement et l'économie	3,365	3,365	3,308
	3,365	3,365	3,308

Conseil privé

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Objectifs

Établissement d'une jurisprudence au moyen des décisions de la Commission et de la mise en œuvre d'une série de procédures intégrées qui permettent aux employeurs, agents négociateurs et fonctionnaires qu'ils représentent et d'autres d'exercer leurs droits aux termes de la Loi.

Description des secteurs d'activité

Relations de travail dans la fonction publique

La Commission des relations de travail dans la fonction publique administre un régime dans le cadre duquel les droits et responsabilités des parties aux négociations collectives dans la fonction publique doivent s'exercer.

La Commission rend des décisions motivées en temps opportun et vient en aide aux parties, et contribue ainsi aux objectifs suivants :

- favoriser des relations de travail harmonieuses au lieu de travail;
- réduire au minimum les possibilités de conflits de travail susceptibles de perturber la mise en œuvre des programmes gouvernementaux.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Relations de travail dans la fonction publique	5,803	5,803	5,661
	5,803	5,803	5,661

Conseil privé

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Objectifs

Assurer une surveillance externe de la façon dont le Service canadien du renseignement de sécurité exerce ses fonctions; et examiner les plaintes déposées par des particuliers ou les rapports présentés par des ministres relativement à des habilitations de sécurité ou à la sécurité nationale du Canada.

Description des secteurs d'activité

Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

Le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) assure deux types de services différents et distincts : il effectue un examen indépendant du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et il étudie les plaintes de particuliers ou les rapports de ministres concernant les habilitations de sécurité, l'immigration, la citoyenneté et d'autres questions touchant les enquêtes du SCRS.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1,405	1,405	1,409
	1,405	1,405	1,409

Conseil privé

Le Réseau du leadership

Objectifs

Promouvoir, développer et maintenir des réseaux regroupant les leaders de toute la fonction publique du Canada ainsi que les aider à continuer de relever les défis du renouvellement de la fonction publique.

Description des secteurs d'activité

Le Réseau du leadership

Le secteur d'activité, Le Réseau du leadership, comprend des activités qui soutiennent le développement de réseaux, le renouvellement de la fonction publique ainsi que la gestion de la collectivité des SMA. Ces activités comprennent les services d'orientation et les services consultatifs pour les SMA, l'aide aux organismes fédéraux pour appliquer les principes du renouvellement de la fonction publique en offrant du leadership, des conseils et du soutien. Le secteur d'activité comprend également la promotion pour la formation de nouveaux réseaux de leadership ainsi que la culture des réseaux actuels dans le but d'enrichir le dialogue et l'échange d'information entre les leaders et de raffermir la capacité de diffuser l'information au sein de la fonction publique.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Le Réseau du leadership	11,797	11,797	10,788
	11,797	11,797	10,788

10 Défense nationale

Ministère 10-2

Défense nationale

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Défense nationale		
1 Dépenses de fonctionnement	7,724,106	6,995,351
5 Dépenses en capital	2,081,733	2,026,609
10 Subventions et contributions	602,845	553,698
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Pensions et rentes versées à des civils	100	100
(L) Pensions et autres bénéfices pour les employés – Membres militaires	637,050	564,477
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153,114	164,216
Total du Ministère	11,199,000	10,304,500

Défense nationale

Objectifs

Protéger le Canada, contribuer à la paix dans le monde et promouvoir les intérêts canadiens à l'étranger.

Description des secteurs d'activité

Forces maritimes

Cette activité englobe le maintien de forces maritimes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent protéger la souveraineté maritime du Canada et les intérêts de juridiction maritime; assurer la défense de voies d'accès maritimes du Canada, y compris les mers adjacentes, les eaux territoriales et les autres secteurs de juridiction maritime; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces maritimes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les Forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois et des règlements maritimes du Canada; aider les autorités civiles en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces terrestres

Cette activité englobe le maintien de forces terrestres prêtes au combat, flexibles et polyvalentes qui doivent défendre le territoire et la souveraineté du Canada; faire régner l'ordre public en secondant les autorités civiles dans l'application des lois canadiennes; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces terrestres prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe.

Forces aériennes

Cette activité englobe le maintien de forces aériennes prêtes au combat, flexibles et polyvalentes, y compris des éléments aériens maritimes et d'aviation tactique à l'appui des forces maritimes et terrestres qui doivent protéger la souveraineté du Canada et les juridictions aéronautiques; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux en cas d'urgence ou de catastrophe; participer, de concert avec les forces américaines, à la défense collective de l'Amérique du Nord; fournir des forces aériennes prêtes au combat à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord; soutenir les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les forces qui participent à des opérations d'urgence, de maintien de la paix et d'aide humanitaire et aérienne; seconder les autres ministères et organismes gouvernementaux dans l'application des lois canadiennes.

Opérations interarmées et protection civile

Cette activité englobe le maintien d'éléments d'état-major qui, au nom du chef d'état-major de la Défense, doivent assurer, au besoin, le contrôle des opérations militaires au plan national; planifier, commander et diriger les opérations interarmées; fournir des ressources de planification d'état-major pour soutenir les opérations militaires; fournir des installations de planification et d'état-major aux unités des Forces canadiennes qui sont contrôlées par le quartier général de la Défense nationale; favoriser et coordonner la protection civile en cas de situations d'urgence au Canada.

Gestion des communications et de l'information

Cette activité englobe le maintien de forces qui doivent fournir des installations de communications stratégiques nationales aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion de l'information au Ministère et aux Forces canadiennes à l'appui des fonctions de commandement et de contrôle, de soutien décisionnel, de gestion des ressources, d'administration et de renseignements; fournir des services de gestion des communications et de l'information pour appuyer les intérêts du Canada à l'étranger, y compris les services à l'appui des opérations d'urgence mixtes, ainsi que des missions de maintien de la paix et d'aide humanitaire et militaire.

Défense nationale

Appui à la fonction du personnel

Cette activité englobe le maintien d'état-major et de forces qui doivent fournir des services de recrutement, d'instruction individuelle, de gestion du personnel ainsi que des services du personnel à tout le personnel des Forces canadiennes; fournir l'instruction spécialisée et les institutions d'éducation nécessaires au soutien des Forces canadiennes; fournir les services de gestion du personnel et les services du personnel civil du ministère de la Défense nationale (MDN); fournir les services médicaux et dentaires aux membres des Forces canadiennes et aux personnes à charge du personnel militaire et des employés civils du MDN désignés en poste à l'extérieur du Canada; surveiller les affectations du personnel nécessaires au soutien de l'instruction militaire et de la gestion des grands projets d'immobilisations.

Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement

Cette activité englobe la prestation d'état-major et de forces qui doivent fournir des services d'achat des équipements, d'approvisionnement, de génie et de maintenance, de transport et d'assurance de la qualité aux Forces canadiennes; fournir des services de gestion des biens immobiliers et de gestion environnementale pour l'infrastructure du Ministère; fournir du soutien logistique à l'ensemble des éléments des Forces canadiennes déployés à l'étranger; fournir du soutien en matière de recherche et de développement aux Forces canadiennes et aux activités du Ministère.

Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes

Cette activité englobe le personnel et les installations conçues pour assurer le contrôle et la direction des Forces canadiennes et la gestion générale du Ministère; gérer le Programme des services de la Défense; formuler et gérer tous les aspects de la politique de défense; fournir des services ministériels spécialisés comme des services d'examen comprenant la vérification interne et l'évaluation de programme, des services juridiques, des avis juridiques et de la formation, ainsi que des services d'affaires publiques; fournir des lignes directrices concernant la fonction de contrôle, des systèmes de comptabilité, ainsi que le cadre d'autorisations financières et les avis nécessaires au soutien du processus de gestion des ressources; fournir des services ministériels de gestion et de soutien.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Forces maritimes	1,616,269	358,979	.....	16,820	1,958,428	1,813,251
Forces terrestres	2,515,074	780,018	.....	119,806	3,175,286	2,896,227
Forces aériennes	2,455,439	592,084	.....	118,897	2,928,626	2,527,379
Opérations interarmées et protection civile	353,667	77,566	447,831	2,093	876,971	739,318
Gestion des communications et de l'information	259,644	121,410	.....	2,035	379,019	392,144
Appui à la fonction du personnel	722,555	53,976	17,100	7,192	786,439	800,266
Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement	516,589	88,801	4,850	3,264	606,976	677,563
Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes	349,238	8,899	150,164	21,046	487,255	458,352
	8,788,475	2,081,733	619,945	291,153	11,199,000	10,304,500

Défense nationale

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Subventions		
<i>Opérations interarmées et protection civile</i>		
Bourses de recherches - planification d'urgence	54,000	54,000
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	100,000	100,000
<i>Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes</i>		
Pensions et rentes versées à des civils :		
M. R.P. Thompson	13,500	13,300
Congrès des Associations de la Défense	50,000	50,000
Ligue des cadets de l'armée du Canada	250,000	205,000
Ligue des cadets de l'air du Canada	250,000	205,000
Ligue navale du Canada	250,000	205,000
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada	10,285	10,285
Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada	12,090	12,090
Forum sur la sécurité et la défense	1,700,000	1,700,000
Institut canadien d'études stratégiques	89,250	89,250
Centre d'étude sur les conflits	60,000	60,000
Institut canadien des affaires internationales	40,000	40,000
Institut pour la surveillance environnementale et la recherche	1,125,000	1,125,000
Instituts militaires et des services unis	24,056	. . . . .
Total des subventions	4,028,181	3,868,925
Contributions		
<i>Opérations interarmées et protection civile</i>		
Contributions aux provinces et aux municipalités en vertu de la <i>Loi sur la protection civile</i>	4,672,100	4,672,100
Contributions aux provinces pour l'aide financière en cas de catastrophes naturelles	441,000,000	376,500,000
Contribution à l'Organisation internationale de surveillance maritime par satellite	215,000	215,000
Contribution à l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens	1,889,799	1,716,892
<i>Appui à la fonction du personnel</i>		
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., c. D-3)	3,500,000	3,500,000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	13,500,000	13,500,000
<i>Soutien du matériel, de l'infrastructure et de l'environnement</i>		
Contributions aux provinces et aux municipalités pour des projets d'aide économique	4,650,000	4,650,000
Gouvernement régional de Kativik	200,000	700,000

Défense nationale

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
<i>Haute direction du Ministère et des Forces canadiennes</i>		
Budgets militaires et organismes de l'OTAN	95,385,000	102,870,000
Infrastructure de l'OTAN – dépenses en capital	34,500,000	40,000,000
Aide mutuelle	3,246,000	5,343,000
Commandement allié de l'OTAN, Quartier général du corps d'intervention rapide	132,000	158,000
État-major de l'Air – Force de réponse	52,000	100,000
Programme d'aide à l'entraînement militaire	3,376,000	3,223,000
Centre canadien d'entraînement au maintien de la paix internationale	4,801,000	4,973,000
Brigade d'intensité élevée de la force d'alerte des Nations Unies	280,000	280,000
Comité de revue de la défense biologique et chimique	85,000	85,000
Projet d'aéronef pour force de frappe interarmée	4,433,000	3,998,000
Total des contributions	615,916,899	566,483,992
Postes non requis		
Mme Mary Whittington	.....	200
Contribution à la Société royale du Canada	.....	45,000
Partenaires en protection civile	.....	100,000
Association des Collèges communautaires canadiens	.....	300,000
Total postes non requis	.....	445,200
Total	619,945,080	570,798,117

11 Développement des ressources humaines

Ministère 11-3
Conseil canadien des relations industrielles 11-8
Tribunal canadien des relations professionnelles
artistes-producteurs 11-9
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au
travail 11-10

Développement des ressources humaines

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Développement des ressources humaines			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	460,180	360,170
5	Subventions et contributions	992,135	769,779
(L)	Ministre du Développement des ressources humaines – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Paiements d'intérêts aux termes de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	34,825	22,567
(L)	Obligations aux termes de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	62,500	259,225
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	673,375	632,408
(L)	Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études aux termes de la partie III.I de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	744,000	385,000
(L)	<i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> – Subventions canadiennes pour études	120,100	112,200
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35	35
(L)	Paiements de prestations d'adaptation pour les travailleurs	1,950	3,923
(L)	Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	50,104	49,015
(L)	Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur l'administration financière</i>	23,000	.....
(L)	Versements de sécurité de la vieillesse	18,746,000	18,172,000
(L)	Versements du supplément de revenu garanti	5,064,000	4,938,000
(L)	Versements d'allocations au conjoint	390,000	390,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170,649	157,650
Total du Ministère		27,532,957	26,252,070
Conseil canadien des relations industrielles			
10	Dépenses du Programme	7,837	7,535
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,155	1,123
Total de l'organisme		8,992	8,658
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs			
15	Dépenses du Programme	1,559	1,559
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	138	142
Total de l'organisme		1,697	1,701
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail			
20	Dépenses du Programme	1,531	1,728
Total de l'organisme		1,531	1,728

Nota : Le Budget principal des dépenses du Ministère du Développement des ressources humaines de 1999-2000 a été remanié pour refléter la structure unique du programme de l'exercice 2000-2001.

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme du Développement des ressources humaines

Objectifs

L'objectif de Développement des ressources humaines Canada est de permettre aux Canadiens de contribuer pleinement à leur milieu de travail et à leur collectivité.

Description des secteurs d'activité

Investissement dans les ressources humaines (IRH)

Ce secteur d'activité porte sur :

- la promotion de la transition et de la réintégration au marché du travail, et des liens avec celui-ci;
- l'accroissement de la capacité du secteur privé et des organismes bénévoles à promouvoir le développement de la personne;
- la promotion de l'apprentissage et de l'acquisition de compétences;
- la promotion de l'insertion sociale afin de permettre à tous de jouer un rôle au sein du marché du travail et de la collectivité, en accordant la priorité aux enfants, aux jeunes à risque, aux travailleurs âgés, aux Autochtones et aux personnes handicapées.

Ces objectifs seront atteints, en partie, en adoptant une approche intégrée et horizontale en matière de développement de la personne et en insistant sur les mesures préventives telles que la formation et le renforcement des partenariats de DRHC avec les entreprises du secteur privé et les organismes bénévoles.

Le secteur d'activité d'IRH comprend des subventions, des contributions, des prêts et des programmes prévus par la loi ainsi qu'une gamme de services d'information, de coordination et de consultation conçus pour offrir des programmes et des services de haute qualité. Les activités d'IRH sont conçus pour aider les canadiens à apprendre, à gérer les changements qui surviennent dans leur vie et à développer leur potentiel. Elles le feront en aidant tant les individus que les entreprises, les collectivités et les secteurs industriels et professionnels à déterminer et à répondre à leurs besoins en matière de développement personnel, social et professionnel.

Le public peut également accéder à de l'information ainsi qu'à des renseignements concernant l'acquisition de compétences et les possibilités d'emploi, la création d'emplois et le marché du travail, par le truchement de DRHC ou des partenariats conclus avec les provinces et les territoires, les organisations autochtones et les organismes des secteurs privé ou communautaire. De l'aide financière peut aussi être mise à la disposition des particuliers pour qu'ils atteignent leurs objectifs sur le plan du développement personnel.

Prestations de revenu de l'assurance-emploi

Ce secteur d'activité est axé sur l'administration du programme de l'assurance-emploi, y compris le traitement des appels, l'émission de numéros d'assurance sociale, l'administration du registre d'assurance sociale et le versement de rentes gouvernementales.

Travail

Ce secteur d'activité comprend quatre secteurs de service :

Le secteur des relations industrielles a pour objectif d'aider à régler les conflits entre les employeurs, les syndicats et les travailleurs qui relèvent de la compétence fédérale et d'appuyer et de financer les initiatives patronales-syndicales en matière de collaboration sur les questions touchant le milieu de travail tout en effectuant des recherches sur les priorités actuelles et nouvelles relatives aux relations industrielles.

Le secteur des opérations du travail encourage le client à accepter les programmes obligatoires et législatifs du fédéral conçus pour instaurer un milieu de travail juste, sans danger, sain et équitable. En outre, il règle les cas de non-conformité à ces programmes.

Le secteur de l'indemnisation fédérale des accidentés, par des ententes administratives conclues avec les autorités provinciales en matière d'indemnisation des accidents de travail, assure aux personnes admissibles l'octroi des prestations prévues par la loi sur les blessures subies au travail.

Développement des ressources humaines

Ministère

Programme du Développement des ressources humaines

Le secteur s'intéresse à la législation, à la politique, à la recherche et à la gestion, élabore des politiques et des lois qui répondent aux nouveaux besoins des travailleurs et des employeurs, ainsi qu'à ceux d'un milieu de travail et d'une société en constante évolution; améliore la collaboration sur des questions en matière de travail entre les syndicats, les entreprises et les gouvernements du Canada ainsi qu'à l'échelle internationale; effectue de la recherche puis fournit et favorise l'accès à des renseignements liés au milieu du travail.

Sécurité du revenu

Ce secteur d'activité englobe deux principaux programmes de la sécurité du revenu soit le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV). Le RPC se compose des prestations suivantes : la pension de retraite, les prestations d'invalidité, les prestations pour enfants, les prestations au conjoint survivant et les prestations de décès. La SV comprend la pension de la SV de base, le supplément de revenu garanti (SRG) et l'allocation au conjoint.

Ce secteur d'activité s'occupe du règlement des demandes de prestations d'invalidité et d'une étape de la procédure administrative d'appel. Le tribunal d'appel et la Commission d'appel des pensions, qui travaillent de façon autonome, traitent les appels subséquents. Le secteur d'activité négocie et administre également les ententes internationales de sécurité sociale pour s'assurer que les migrants qui viennent au Canada, ainsi que ceux qui en sortent soient en mesure d'exercer les droits en matière de sécurité sociale qu'ils ont acquis dans les deux pays, dans la plus grande mesure possible.

Soutien à la prestation de services

Ce secteur d'activité comprend la gestion et les activités appuyant la prestation des services et les versements à nos clients. Il comprend également les services directs à la clientèle, comme la réception et l'orientation des clients soit en personne, soit par téléphone aux Centres des ressources humaines du Canada, le soutien administratif de même que des services conseils et d'orientation en matière de programmes par l'élaboration de politiques et de procédures appuyant une exécution conjointe des programmes à l'échelle locale, sectorielle et régionale.

Services ministériels

Ce secteur d'activité comprend quatre secteurs de services :

- La Direction ministérielle est responsable de donner des conseils aux ministres et de la gestion globale du Ministère, ce qui comprend la gestion des activités et la coordination des réseaux de prestation des services.
- Le secteur Politique et communications élabore et évalue les politiques et les programmes, coordonne les affaires internationales, et fournit des conseils et des services structurés et stratégiques en matière de communication visant à permettre au Ministère d'atteindre ses objectifs généraux et ceux relatifs aux secteurs d'activité.
- Le secteur Services financiers et administratifs fournit des services administratifs et financiers pour appuyer les clients du Ministère et leur permettre d'atteindre les objectifs de leurs secteurs d'activité, conformément aux politiques gouvernementales générales.
- Le secteur Ressources humaines fournit des services en matière de ressources humaines, en plus de favoriser et de faciliter l'utilisation de pratiques exemplaires de gestion des ressources humaines pour permettre au Ministère d'atteindre ses objectifs opérationnels et d'assurer le bien-être de ses employés.

Développement des ressources humaines
Ministère
Programme du Développement des ressources humaines

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000	
	Budgétaire		Total		
	Fonctionnement	Paiements de transfert			Moins : Recettes à valoir sur le crédit
Investissement dans les ressources humaines	495,115	4,803,282	256,305	5,042,092	4,422,032
Prestations de revenu d'assurance-emploi	507,917	.....	447,276	60,641	57,443
Travail	147,311	3,860	47,250	103,921	100,960
Sécurité du revenu	277,404	24,200,000	164,752	24,312,652	23,600,947
Soutien à la prestation de services	270,137	.....	192,361	77,776	53,075
Services ministériels	357,528	.....	243,403	114,125	103,436
Prestations d'emploi et mesures de soutien autorisées en vertu de la Partie II de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> (L.C., 1996)	.....	(2,178,250)	.....	(2,178,250)	(2,085,823)
	2,055,412	26,828,892	1,351,347	27,532,957	26,252,070

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999-2000 a été remanié pour refléter la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation de l'exercice 2000-2001. Les ressources associées aux anciens Centres de ressources humaines du Canada (CRHC) – Gestion et services conjoints sont comprises dans celles du nouveau secteur d'activité Soutien à la prestation de services.

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Investissement dans les ressources humaines (IRH)</i>		
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux conditions prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie, de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	1,950,000	3,923,000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes du <i>Règlement de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	120,100,000	112,200,000
Subventions aux particuliers, aux organisations et aux sociétés en vue d'aider les particuliers à améliorer leur aptitude au travail et de promouvoir les possibilités d'emploi en favorisant la création d'entreprises à l'échelle locale	7,167,000	10,000,000
(L) Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du Règlement de la Subvention canadienne pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	744,000,000	385,000,000
Subventions à des organismes bénévoles, à des professionnels, à des universités, à des institutions postsecondaires ainsi qu'à des gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation	28,150,000	28,350,000
Subventions aux organisations sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	7,045,000	7,045,000

Développement des ressources humaines
Ministère
Programme du Développement des ressources humaines

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subvention pour assurer la sécurité du revenu et toute autre aide financière aux pêcheurs et aux travailleurs d'usine touchés par la crise dans le secteur de la pêche du poisson de fond de l'Atlantique	1,000,000	5,000,000
<i>Travail</i>		
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies	7,000	7,000
Prévention des incendies du Canada	19,000	19,000
(L) Indemnisation des marins marchands – Indemnités supplémentaires versées à certaines veuves de marins marchands	7,000	7,000
Appui aux activités qui contribuent aux objectifs du Programme de sécurité et de santé au travail	15,000	15,000
Appui aux organismes responsables de l'élaboration des normes	12,000	12,000
<i>Sécurité du revenu</i>		
(L) Versements de sécurité de la vieillesse	18,746,000,000	18,172,000,000
(L) Versements du supplément de revenu garanti	5,064,000,000	4,938,000,000
(L) Versements d'allocations au conjoint	390,000,000	390,000,000
Total des subventions	25,109,472,000	24,051,578,000
Contributions		
<i>Investissement dans les ressources humaines (IRH)</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	580,496,000	461,232,000
Aide à l'employabilité des personnes handicapées – Versements aux gouvernements provinciaux et territoriaux, selon les ententes bilatérales, afin de pourvoir au financement de différentes mesures qui faciliteront l'intégration des adultes handicapés au marché du travail en les aidant à se préparer, à trouver un emploi et à le garder	192,000,000	195,000,000
Contributions aux organisations, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux institutions postsecondaires et aux particuliers afin d'encourager et d'appuyer les initiatives qui contribueront à l'élaboration d'un système d'apprentissage davantage axé sur les résultats et plus accessible, pertinent et responsable	3,400,000	2,775,000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	34,825,000	22,567,000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	62,500,000	259,225,000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	673,375,000	632,408,000
Contributions à des organismes sans but lucratif, aux groupes communautaires, aux établissements d'enseignement, aux associations professionnelles, aux gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi qu'aux organisations inuites et des Premières nations sans but lucratif œuvrant à l'échelle locale, régionale ou nationale à l'appui des initiatives de garde d'enfants	46,224,000	41,224,000

Développement des ressources humaines
 Ministère
Programme du Développement des ressources humaines

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions aux organismes, aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux particuliers afin d'encourager des initiatives liées à l'élaboration, à l'application, à l'utilisation et à la diffusion de nouvelles techniques d'acquisition du savoir et de formation (Bureau des technologies d'apprentissage)	2,800,000	3,300,000
Sans-abri – Contributions aux provinces, aux territoires, aux municipalités et autres organismes public, de même qu'à des organismes, des groupes communautaires, des employeurs et des particuliers à l'appui d'activités visant à atténuer et à prévenir le problème de l'itinérance au Canada	120,000,000	.....
<i>Travail</i>		
Programme de partenariat syndical-patronal	1,600,000	1,600,000
Commission du travail	2,200,000	2,200,000
Total des contributions	1,719,420,000	1,621,531,000
Postes non requis		
Contributions aux ministères et aux organismes gouvernementaux provinciaux et territoriaux, aux administrations municipales, aux entreprises, aux établissements de santé publique et d'enseignement, aux organismes autochtones, y compris aux bandes indiennes et aux conseils tribaux, ainsi qu'aux particuliers pour appuyer les nouvelles orientations stratégiques découlant de la réforme de la sécurité sociale et pour faire l'essai de méthodes innovatrices pour rendre les programmes sociaux plus efficaces et les adapter à nos moyens financiers	.....	12,000,000
Total des postes non requis	.....	12,000,000
Total	26,828,892,000	25,685,109,000

Développement des ressources humaines

Conseil canadien des relations industrielles

Objectifs

Contribuer au développement de relations industrielles efficaces et les promouvoir dans toute entreprise, toute affaire ou tout travail relevant du Parlement du Canada.

Description des secteurs d'activité

Conseil canadien des relations industrielles

Exercer des pouvoirs légaux au chapitre des droits de négociation et de leur structuration; faire des enquêtes et régler, par voie de médiation et d'arbitrage, les plaintes alléguant qu'il y a eu violation des dispositions du *Code canadien du travail*; interpréter les dispositions portant sur les changements technologiques qui influent sur les conditions de travail et la sécurité des employés et ordonner les mesures de redressement qui s'imposent; exercer le pouvoir de rendre des ordonnances de ne pas faire de grèves ou de lock-out illégaux; réviser, lorsqu'il en est saisi, les décisions qui portent sur la sécurité; régler les modalités d'une première convention collective; donner des conseils et faire des recommandations en ce qui concerne les pouvoirs légaux du Conseil; et se pourvoir des services administratifs nécessaires à ces activités.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Conseil canadien des relations industrielles	8,992	8,992	8,658
	8,992	8,992	8,658

Développement des ressources humaines

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Objectifs

Contribuer au mieux-être de la communauté culturelle canadienne en favorisant de bonnes relations professionnelles entre les artistes, comme entrepreneurs indépendants, et les producteurs relevant de la compétence fédérale.

Description des secteurs d'activité

Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs

Mise en œuvre des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste* afférentes aux relations professionnelles entre les entrepreneurs indépendants dans le milieu culturel et les producteurs relevant de la compétence fédérale. Ceci consiste notamment à définir les secteurs appropriés aux fins de la négociation d'accords-cadres dans le milieu culturel; accréditer les associations d'artistes pour représenter ces secteurs; enquêter et statuer sur les plaintes alléguant une violation des dispositions de la *Loi sur le statut de l'artiste*, et exercer des pouvoirs de redressement accessoires; aviser et faire des recommandations ayant trait à la compétence législative et aux pouvoirs du Tribunal; et dispenser les services administratifs nécessaires.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	1,697	1,697	1,701
	1,697	1,697	1,701

Développement des ressources humaines

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Objectifs

Fournir aux Canadiens des renseignements sur les questions d'hygiène et de sécurité au travail. Cette information doit être complète, intelligible et fiable. L'information facilite les prises de décisions, favorise les changements sur les lieux de travail, sensibilise le public à la nécessité de jouir d'un environnement de travail sain et sécuritaire, et soutient l'éducation et la formation.

Description des secteurs d'activité

Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

Le Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail (CCHST) est l'institut national du Canada chargé de promouvoir le droit fondamental des Canadiens à un milieu de travail salubre et sécuritaire. Le CCHST est indépendant des autres ministères fédéraux et provinciaux. Il maintient un conseil d'administration tripartite (travailleurs, employeurs, gouvernements) pour assurer la prestation aux Canadiens, dans leurs lieux de travail, d'une information compréhensible et impartiale. La prestation de cette information est assurée d'une part au moyen d'une ligne téléphonique sans frais pour répondre aux demandes de renseignements, et d'autre part au moyen d'un service payant qui fait appel à la plus récente technologie électronique et sur papier. L'information est fournie par de nombreux organismes canadiens et mondiaux voués à l'hygiène et à la sécurité au travail, ce qui met à la disposition des Canadiens l'information la plus détaillée, la plus actuelle et la plus fiable qui soit. Cette information est diffusée partout au Canada et dans plus de 50 pays.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	7,372	5,841	1,531	1,728
	7,372	5,841	1,531	1,728

12 Environnement

Ministère 12-3
Agence canadienne d'évaluation
environnementale 12-6

Environnement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Environnement		
Ministère		
1	441,207	417,752
5	23,936	23,601
10	55,832	41,443
(L)	52	49
(L)	50,198	48,722
Total du Ministère	571,225	531,567
Agence canadienne d'évaluation environnementale		
15	10,418	9,364
(L)	1,021	863
Total de l'organisme	11,439	10,227

Environnement Ministère

Objectifs

Le Programme de l'environnement a pour but de concrétiser l'idée du développement durable au Canada, en aidant les Canadiens à vivre et à prospérer dans un environnement qu'il y a lieu de respecter, de protéger et de conserver.

Description des secteurs d'activité

Un environnement sain

Les Canadiens sont touchés par des polluants de sources et de formes diverses. L'objectif du secteur d'activité, Environnement sain, est de protéger les Canadiens des sources de pollution intérieures et mondiales. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : définir les menaces liées aux polluants, ainsi que leurs sources et les méthodes permettant de les contrôler par le recours à des connaissances scientifiques fiables; élaborer des normes, des directives et des codes de pratiques pour garantir des niveaux adéquats de protection de la qualité de l'environnement; choisir et mettre en œuvre des stratégies de prévention ou de réduction de la pollution; administrer et appliquer les règlements pour la prévention et le contrôle de la pollution dans les sphères de compétence fédérale; surveiller les niveaux de contaminants dans l'air, l'eau et les sols; représenter les intérêts du Canada dans l'élaboration d'ententes et d'accords internationaux pour la réduction de la pollution; fournir des conseils et des outils permettant de prévenir la pollution et d'appuyer le développement et la diffusion des technologies vertes.

Nature

Les écosystèmes sont précieux pour les Canadiens en ce qu'ils leur fournissent un grand nombre de ressources et de services, qu'il s'agisse de l'oxygène nécessaire à notre existence ou de loisirs de toutes sortes. L'objectif du secteur d'activité, Nature, est de préserver la diversité biologique dans les écosystèmes sains. Les activités que mène Environnement Canada, en collaboration avec les provinces et d'autres partenaires, sont les suivantes : développer les connaissances et les outils scientifiques nécessaires pour comprendre et atténuer les effets de l'activité humaine sur les écosystèmes; contrôler les oiseaux migrateurs et les habitats d'oiseaux migrateurs d'importance nationale; élaborer et mettre en œuvre des plans de rétablissement des espèces en péril; faire preuve de leadership dans la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique; mettre en pratique une approche intégrée de la conservation et de la restauration d'écosystèmes importants et fournir des outils pour développer la capacité des intervenants locaux à poursuivre ce travail; défendre les intérêts du Canada dans les instances internationales concernant la faune, la santé des écosystèmes et la biodiversité; assurer le leadership fédéral dans la conservation et la protection des ressources en eau du Canada.

Prévisions météorologiques et environnementales

Les Canadiens sont touchés par les conditions environnementales à diverses échelles dans le temps et l'espace : qu'il s'agisse de minutes ou de siècles, de villes ou de continents. L'objectif du secteur d'activité, Prévisions météorologiques et environnementales, est d'aider les Canadiens à s'adapter à leur environnement de manière à sauvegarder leur santé et leur sécurité, à optimiser l'activité économique et à améliorer la qualité de l'environnement. Les activités que mène Environnement Canada sont les suivantes : surveiller l'état de l'atmosphère (conditions météorologiques, climat, qualité de l'air et rayonnements ultraviolets), de l'hydrosphère (l'eau) et de la cryosphère (la glace et la neige); fournir de l'information sur les états passé, présent et futur de l'environnement physique; émettre des avertissements de conditions météorologiques et de risques environnementaux extrêmes; s'engager dans la recherche scientifique sur les causes des phénomènes atmosphériques extrêmes, sur les mécanismes de transport des produits chimiques et des conditions climatiques dans l'atmosphère et dans le monde et, enfin, sur l'incidence de l'activité humaine sur l'environnement atmosphérique; formuler des avis sur l'adaptation aux changements météorologiques et climatiques.

Environnement Ministère

Gestion, administration et politique

Pour répondre à des questions complexes et de portée générale, le Ministère doit maintenir une forte capacité à formuler des politiques et une aptitude à fournir des services efficaces et novateurs. L'objectif du secteur d'activité, Gestion, administration et politique, est d'assurer une gestion ministérielle stratégique et efficace permettant la réalisation de résultats sur le plan environnemental. En particulier, ce secteur d'activité est chargé des aspects suivants : leadership ministériel; conseils stratégiques en matière d'orientation; analyses socio-économiques; coordination des activités internationales du Ministère; leadership et coordination dans la mise en place de partenariats avec le secteur privé, les organismes non gouvernementaux, les peuples autochtones, les provinces et d'autres ministères du gouvernement; communications et services de sensibilisation du public; services de soutien en ce qui concerne les prises de décisions, la gestion et les responsabilités, y compris les systèmes et les services de planification et de finances, la technologie de l'information, les dossiers et les fonds de renseignements, les ressources humaines, la sécurité et la gestion de l'actif et des locaux ainsi que les systèmes de gestion environnementale.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert			
Un environnement sain	133,436	5,206	33,833	7,329	165,146	133,810
Nature	125,698	2,765	14,975	6,896	136,542	136,533
Prévisions météorologiques et environnementales	208,923	14,816	5,260	63,823	165,176	166,941
Gestion, administration et politique	101,953	1,149	1,764	505	104,361	94,283
	570,010	23,936	55,832	78,553	571,225	531,567

Environnement
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Un environnement sain</i>		
Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d’ozone	2,000,000	2,000,000
<i>Prévisions météorologiques et environnementales</i>		
Subventions à l’appui des activités de recherche-développement en environnement	850,000	850,000
Total des subventions	2,850,000	2,850,000
Contributions		
<i>Un environnement sain</i>		
Contributions à l’appui des activités de recherche-développement en environnement	1,097,000	1,097,000
Contribution pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l’environnement et au développement durable	150,000	150,000
Contributions à l’appui des engagements internationaux du Canada	2,078,000	125,000
ÉcoAction 2000 - Initiative de financement communautaire	2,522,000	2,522,000
Contribution du Canada au Budget de la Commission de coopération environnementale	4,200,000	4,200,000
Fonds d’action pour le changement climatique (FACC)	10,500,000	12,000,000
Contributions relatives à l’assainissement des étangs de goudron de Sydney et des sites de fours à coke situés dans le bassin hydrographique du Ruisseau Muggah	11,286,000	.....
<i>Nature</i>		
Contributions à l’appui des activités de recherche-développement en environnement	640,000	990,000
Contributions à l’appui des projets liés à l’environnement et au développement durable	7,517,494	7,510,400
Contribution pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l’environnement et au développement durable	1,133,000	17,000
Contributions à l’appui des engagements internationaux du Canada	962,300	1,285,300
ÉcoAction 2000 - Initiative de financement communautaire	2,522,000	2,522,000
Contribution à la Fondation Habitat faunique Canada	2,200,000	.....
<i>Prévisions météorologiques et environnementales</i>		
Contributions à l’appui des activités de recherche-développement en environnement	2,500,000	2,500,000
Contribution pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l’environnement et au développement durable	17,000	17,000
Contributions à l’appui des engagements internationaux du Canada	1,693,000	1,693,000
Contribution à la province de Québec – Accord sur les relevés hydrométriques	200,000	200,000
<i>Gestion, administration et politique</i>		
Contribution pour mieux faire connaître et comprendre les enjeux liés à l’environnement et au développement durable	800,000	800,000
Contributions à l’appui des engagements internationaux du Canada	162,000	162,000
ÉcoAction 2000 - Initiative d’engagement publique	50,000	50,000
Contribution au Conseil canadien des ministres de l’Environnement, équivalente au tiers de son budget de fonctionnement	752,000	752,000
Total des contributions	52,981,794	38,592,700
Total	55,831,794	41,442,700

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999-2000 a été rajusté pour regrouper un certain nombre de subventions et de contributions dans des catégories plus générales.

Environnement

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Objectifs

Fournir des évaluations environnementales de haute qualité qui contribuent à une prise de décision éclairée au profit du développement durable.

Description des secteurs d'activité

Agence canadienne d'évaluation environnementale

L'Agence est chargée de fournir des conseils et des recommandations auprès des décideurs qui respectent les valeurs exprimées par la population et les principes du développement durable. L'Agence facilite également la coordination et l'harmonisation des approches en évaluation environnementale à tous les niveaux du gouvernement et avec d'autres instances, y compris avec les régimes autochtones, grâce à de meilleurs partenariats. L'Agence améliore continuellement l'efficacité, l'efficience, la prévisibilité et la cohérence du processus d'évaluation environnementale, tout en maintenant les normes de qualité les plus élevées. De plus, l'Agence fournit des cours et de la formation aux ministères fédéraux en vue d'améliorer la compréhension et la conformité de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* et de la directive du Cabinet sur l'évaluation des projets de programmes et de politiques. Enfin, l'Agence représente les intérêts du Canada en matière d'évaluation environnementale sur les tribunes internationales.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Fonctionnement	Budgétaire Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Agence canadienne d'évaluation environnementale	14,935	95	3,591	11,439	10,227
	14,935	95	3,591	11,439	10,227

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Agence canadienne d'évaluation environnementale</i>		
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	95,000	95,000
Total	95,000	95,000

13 Finances

Ministère	13-4
Vérificateur général	13-9
Tribunal canadien du commerce extérieur	13-10
Bureau du surintendant des institutions financières	13-11

Finances

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Finances		
Ministère		
<i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i>		
1	75,022	68,307
5	330,000	297,300
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Paiements à l'Association internationale de développement	365,726	361,300
(L) Paiements à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international	48,200	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8,192	8,548
(L) Achat de la monnaie canadienne	48,000	49,000
Total du budgétaire	875,192	784,504
L10 Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement	.....	.....
(L) Émission de billets à vue à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	8,541	7,460
(L) Émission de billets à vue et paiements à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	13,522	.....
(L) Émission de prêts à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international	440,000	161,000
Postes non requis		
– Prêt à la Banque de la Thaïlande	.....	104,039
Total du non-budgétaire	462,063	272,499
<i>Total du Programme</i>	1,337,255	1,057,003
<i>Programme du service de la dette publique</i>		
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	42,000,000	42,500,000
<i>Total du Programme</i>	42,000,000	42,500,000
<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>		
15 Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,479,000	1,299,000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> et autres autorisations législatives)	30,000	30,000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9,522,000	9,288,000
(L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13,500,000	12,500,000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(543,000)	(498,000)
(L) Paiements de remplacement au titre des Programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,466,000)	(2,251,000)
<i>Total du Programme</i>	21,522,000	20,368,000
Total du Ministère	64,859,255	63,925,003

Finances

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Vérificateur général		
20 Dépenses du Programme	47,328	46,819
25 Traitement du vérificateur général	212	209
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6,494	6,509
Total de l'organisme	54,034	53,537
Tribunal canadien du commerce extérieur		
30 Dépenses du Programme	7,438	7,312
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,169	1,174
Total de l'organisme	8,607	8,486
Bureau du surintendant des institutions financières		
35 Dépenses du Programme	1,660	1,660
Total de l'organisme	1,660	1,660

Finances Ministère

Programme des politiques économiques, sociales et financières

Objectifs

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement; administrer de façon responsable les obligations et souscriptions financières internationales; financer de manière économique le programme de la monnaie canadienne; financer de manière responsable les projets spéciaux et assurer de manière efficace et efficiente l'administration du Ministère.

Description des secteurs d'activité

Politiques et conseils

Élaborer des politiques appropriées et fournir des conseils judicieux concernant la situation économique, sociale et financière ainsi que le programme d'action du gouvernement;

- Politique économique et financière : la situation et les perspectives économiques et financières intérieures et internationales, le cadre budgétaire global du gouvernement, le plan de dépenses, l'affectation des ressources et le cadre global de politique économique du gouvernement;
- Commerce et finances internationaux : plus particulièrement dans le contexte des droits à l'importation, des recours commerciaux, des investissements directs étrangers, de la coopération économique, de la politique et des dépenses dans le domaine de la défense, de l'aide au développement international et des relations financières internationales;
- L'élaboration et l'évaluation de politiques et de lois fiscales fédérales à l'égard du revenu, des ventes et des taxes d'accise;
- Politique du secteur financier : les emprunts du gouvernement et la gestion de la dette publique, la législation applicable aux institutions financières réglementées au niveau fédéral, ainsi que les questions de finance, d'investissement et d'emprunt des sociétés d'État, des ministères et des organismes ainsi que les politiques d'investissement à l'égard des régimes de pension du gouvernement;
- Relations fédérales-provinciales et politique sociale : les relations économiques et financières fédérales-provinciales de même que les politiques et programmes sociaux canadiens;
- Développement économique et finances intégrées : les conséquences économiques, fiscales et financières des politiques et programmes microéconomiques du gouvernement, y compris les prêts, placements et garanties de l'État, les propositions d'aide à de grands projets ou à des initiatives de restructuration de sociétés émanant du secteur privé, ainsi que la gestion et, le cas échéant, la privatisation de sociétés d'État et d'autres participations, ou la commercialisation ou privatisation de services gouvernementaux.

Organismes financiers internationaux

Administrer de façon responsable les souscriptions du Canada aux organismes financiers internationaux et les obligations qui s'y rattachent.

Monnaie canadienne

Paiement des coûts de production et de distribution des pièces de monnaie canadienne en circulation.

Administration générale

Assurer une bonne gestion du Ministère; fournir des conseils stratégiques en matière de communication; fournir un appui convenable en matière d'affaires publiques; fournir des conseils juridiques judicieux; et gérer de manière efficace et efficiente les ressources financières et humaines, les technologies de l'information, les systèmes de sécurité et d'administration, et offrir l'expertise voulue dans ces domaines.

Finances

Ministère

*Programme des politiques économiques, sociales et financières***Programme ventilé par secteur d'activité**

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001						Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Total	Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		Prêts, dotations en capital et avances		
Politiques et conseils	55,752	.....	620	55,132	.....	55,132	45,704
Organismes financiers internationaux	.....	743,926	.....	743,926	462,063	1,205,989	931,099
Monnaie canadienne	48,000	.....	.....	48,000	.....	48,000	49,000
Administration générale	34,627	.....	6,493	28,134	.....	28,134	31,200
	138,379	743,926	7,113	875,192	462,063	1,337,255	1,057,003

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction de la dette	160,000,000	127,300,000
Total des subventions	160,000,000	127,300,000
Contributions		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Respecter les engagements que le Canada a pris en vertu des ententes multilatérales de réduction du service de la dette	170,000,000	170,000,000
Total des contributions	170,000,000	170,000,000
Autres paiements de transfert		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
(L) Encaissement de billets à vue par l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	365,726,000	361,300,000
(L) Paiements à la Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international	48,200,000	.....
Total des autres paiements de transfert	413,926,000	361,300,000
Total	743,926,000	658,600,000

Finances
 Ministère
Programme du service de la dette publique

Objectifs

Assurer le paiement des intérêts et des frais de service de la dette publique, de même que des coûts de nouveaux emprunts, au besoin.

Description des secteurs d'activité

Frais d'intérêt et autres coûts

Gestion du programme d'emprunt du gouvernement.

Placements Épargne Canada

À titre d'organisme de service spécial au sein du ministère des Finances, élaboration et commercialisation de titres de détail tels que les Obligations d'épargne du Canada et les Obligations à prime du Canada, entre autres produits, directement auprès des Canadiens et Canadiennes, par l'entremise de leurs employeurs et en collaboration avec les institutions financières.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Frais d'intérêt et autres coûts	41,835,000	41,835,000	42,335,000
Placements Épargne Canada	165,000	165,000	165,000
	42,000,000	42,000,000	42,500,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de transferts aux provinces

Objectifs

Procéder aux paiements de transfert prévus par les lois relatives au Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, de péréquation et d'autres transferts, et conformément aux accords régissant le financement global des territoires.

Description des secteurs d'activité

Paiements de transfert

- Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux : versement des transferts aux provinces, en espèces et sous forme de points d'impôt, conformément à la législation;
- Péréquation fiscale : paiements aux provinces effectués conformément à des formules précises, inscrites dans la loi et les règlements;
- Financement global des territoires : paiements aux gouvernements des Territoires effectués selon des formules inscrites dans les accords fédéraux-territoriaux;
- Autres paiements de transfert : les fonds sont versés aux gouvernements provinciaux ou récupérés conformément à divers pouvoirs législatifs.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Paiements de transfert	Total	
Paiements de transfert	21,522,000	21,522,000	20,368,000
	21,522,000	21,522,000	20,368,000

Finances
Ministère
Programme fédéral de transferts aux provinces

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements de transfert</i>		
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1,479,000,000	1,299,000,000
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives</i>)	30,000,000	30,000,000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9,522,000,000	9,288,000,000
(L) Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (Partie V – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13,500,000,000	12,500,000,000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(543,000,000)	(498,000,000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(2,466,000,000)	(2,251,000,000)
Total	21,522,000,000	20,368,000,000

Nota : Les montants qui figurent dans ce tableau montre la contribution en espèces autorisée en vertu de la Partie V de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Le tableau qui suit montre la contribution totale du gouvernement fédéral au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) autorisée par la loi, y compris le transfert fiscal prévu par la loi :

	(en milliers de dollars)
Total des paiements de transfert en espèces – Budget principal des dépenses	13,500,000
Plus transferts fiscaux	15,694,000
Total	29,194,000

Finances

Vérificateur général

Objectifs

Transmettre des données de vérification et d'autres données pertinentes à la Chambre des communes aux fins de son examen minutieux des programmes, des activités financières et des questions environnementales et de développement durable du gouvernement.

Description des secteurs d'activité

Vérification législative

Les activités du Bureau du vérificateur général consistent en la vérification des comptes du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et en des examens et enquêtes portant sur l'environnement et le développement durable, de façon à faire rapport selon les exigences de la *Loi sur le vérificateur général*. Le vérificateur général émet des opinions de vérification sur les états financiers du gouvernement du Canada, de certaines sociétés d'État et d'autres entités et signale à la Chambre des communes tout sujet qui, à son avis, doit être porté à la connaissance de la Chambre. Le commissaire à l'environnement et au développement durable établit, au nom du vérificateur général et à l'intention de la Chambre des communes, un rapport annuel sur toute question environnementale ou autre relative au développement durable qui est jugée importante.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Vérification législative	53,654	380	54,034	53,537
	53,654	380	54,034	53,537

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Vérification législative</i>		
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	380,000	380,000
Total	380,000	380,000

Finances

Tribunal canadien du commerce extérieur

Objectifs

Dans un contexte économique et juridique rationnel, faire des études, mener des enquêtes, rendre des conclusions, faire des recommandations, comme il est prescrit, sur les questions touchant le commerce au Canada et le commerce extérieur, et rendre des décisions sur les appels des contribuables interjetés à l'égard de cotisations et de déterminations du gouvernement en matière de douanes et d'accise.

Description des secteurs d'activité

Tribunal canadien du commerce extérieur

Le Tribunal effectue des recherches et mène des enquêtes, reçoit des éléments de preuve et tient des audiences publiques afin de pouvoir rendre des décisions, des conclusions ou des déterminations ou faire des recommandations à la suite :

- d'enquêtes menées aux termes de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), dans le but d'établir si le dumping ou le subventionnement constatés par le ministère du Revenu national causent un dommage matériel à la production nationale;
- d'enquêtes menées en vertu de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur* (Loi sur le TCCE), à la suite de plaintes déposées par des producteurs de biens canadiens au sujet d'un dommage grave causé par les importations;
- d'appels de décisions rendues par le ministre ou le sous-ministre du Revenu national aux termes de la *Loi sur les douanes*, de la *Loi sur la taxe d'accise* et de la LMSI, y compris les nouveaux appels interjetés aux termes de la *Loi sur les douanes*, découlant des nouvelles attributions conférées au Tribunal en vertu de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain*;
- de demandes présentées par des producteurs nationaux qui souhaitent obtenir des allègements tarifaires sur les intrants textiles importés aux fins de production;
- de plaintes reçues de fournisseurs potentiels portant sur n'importe quel aspect de la procédure d'adjudication des marchés publics, aux termes de l'*Accord de libre-échange nord-américain* (ALÉNA), de l'*Accord sur le commerce intérieur* (ACI) et de l'*Accord sur les marchés publics* de l'Organisation mondiale du commerce (OMC);
- de saisines, aux termes de la Loi sur le TCCE, par le gouverneur en conseil, sur toute question économique ou commerciale, y compris la question de préjudice causé aux producteurs de produits et de services canadiens, ou par le ministre des Finances, sur toute question tarifaire;
- de questions soulevées aux termes d'autres lois du Parlement ou de règlements connexes, y compris les opinions sur la question de l'intérêt public, les réexamens et les décisions portant sur l'identité de l'importateur aux termes de la LMSI.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Tribunal canadien du commerce extérieur	8,607	8,607	8,486
	8,607	8,607	8,486

Finances

Bureau du surintendant des institutions financières

Objectifs

Maintenir la confiance du public dans le système des services financiers canadiens, grâce à l'élaboration et à l'application d'un cadre de réglementation qui vise à assurer que les institutions financières et les régimes de pension réglementés aux termes de lois fédérales puissent faire face à leurs engagements au fur et à mesure qu'ils deviennent échus; et fournir au gouvernement des services et des avis de nature actuarielle relativement aux programmes en cours ou en voie d'élaboration.

Description des secteurs d'activité

Surveillance des institutions financières et services actuariels

La réglementation des institutions financières et des régimes de pension d'employeurs qui relèvent de la compétence fédérale ainsi que la prestation de services actuariels aux autres ministères.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Surveillance des institutions financières et services actuariels	50,971	49,311	1,660	1,660
	50,971	49,311	1,660	1,660

14 Gouverneur général

Ministère 14-2

Gouverneur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Gouverneur général		
1 Dépenses du Programme	12,034	10,217
(L) Traitement du gouverneur général	103	92
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	354	254
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,205	1,097
Total du Ministère	13,696	11,660

Gouverneur général

Objectifs

Permettre au gouverneur général du Canada d'exercer ses fonctions constitutionnelles et traditionnelles, et assurer la remise des distinctions honorifiques.

Description des secteurs d'activité

Gouverneur général

Traitement du gouverneur général et dépenses à l'égard du programme annuel du gouverneur général, y compris les frais de déplacement au Canada ainsi que les frais de représentation à l'étranger, le programme d'accès et les services aux visiteurs à Rideau Hall, de même que les dépenses de fonctionnement du cabinet et des résidences.

Distinctions honorifiques

Administrer le régime national de distinctions honorifiques, notamment l'Ordre du Canada, l'Ordre du mérite militaire, les décorations canadiennes pour actes de bravoure, les médailles pour services distingués, la Croix du service méritoire, les médailles du service spécial, les médailles commémoratives et autres; assurer le financement des médailles académiques et le Prix du gouverneur général pour l'entraide. Administrer également l'Autorité héraldique du Canada.

Anciens gouverneurs généraux

Dépenses à l'égard des activités accomplies par les anciens gouverneurs généraux, lesquelles leur incombent en raison de leurs anciennes fonctions de gouverneur général et les pensions aux anciens gouverneurs généraux ou à leurs conjoints.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Gouverneur général	9,736	.....	9,736	8,679
Distinctions honorifiques	2,970	.....	2,970	2,297
Anciens gouverneurs généraux	625	365	990	684
	13,331	365	13,696	11,660

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Anciens gouverneurs généraux</i>		
Subventions versées aux conjoints survivants d'anciens gouverneurs généraux afin de couvrir les dépenses engagées pour l'accomplissement de fonctions officielles	11,000	11,000
(L) Pensions payables en vertu de la <i>Loi sur le gouverneur général</i>	354,000	254,000
Total	365,000	265,000

15 Industrie

- Ministère 15-5
- Agence de promotion économique du Canada atlantique 15-8
- Agence spatiale canadienne 15-10
- Tribunal de la concurrence 15-12
- Commission du droit d'auteur 15-13
- Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec 15-14
- Société d'expansion du Cap-Breton 15-16
- Conseil national de recherches du Canada 15-17
- Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie 15-19
- Conseil de recherches en sciences humaines 15-20
- Conseil canadien des normes 15-21
- Statistique Canada 15-22
- Diversification de l'économie de l'Ouest canadien 15-24

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Industrie			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	493,846	428,903
5	Subventions et contributions	549,132	424,247
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000	10,000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	(5,001)	(4,891)
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	69,000	57,000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises</i>	2,000	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	49,058	46,366
Total du budgétaire		1,168,087	961,674
L10	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300	300
L15	Prêts conformément à l'alinéa 14(1) a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500	500
Total du non-budgétaire		800	800
Total du Ministère		1,168,887	962,474
Agence de promotion économique du Canada atlantique			
20	Dépenses de fonctionnement	50,309	44,303
25	Subventions et contributions	264,625	223,435
(L)	Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	8,000	7,000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises</i>	1,000	.....
(L)	Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	1,000	1,000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,232	4,293
Total de l'organisme		330,166	280,031
Agence spatiale canadienne			
30	Dépenses de fonctionnement	114,212	63,686
35	Dépenses en capital	188,239	216,854
40	Subventions et contributions	32,224	18,886
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,978	4,600
Total de l'organisme		340,653	304,026
Tribunal de la concurrence			
45	Dépenses du Programme	1,365	1,152
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	135	118
Total de l'organisme		1,500	1,270
Commission du droit d'auteur			
50	Dépenses du Programme	751	745
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	123	125
Total de l'organisme		874	870

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec			
55	Dépenses de fonctionnement	30,036	27,893
60	Subventions et contributions	169,833	190,291
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	58,000	93,000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	2,000	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,261	3,182
Total de l'organisme		263,130	314,366
Société d'expansion du Cap-Breton			
65	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	10,536	10,536
Total de l'organisme		10,536	10,536
Conseil national de recherches du Canada			
70	Dépenses de fonctionnement	264,139	238,861
75	Dépenses en capital	38,776	34,816
80	Subventions et contributions	136,302	152,566
(L)	Dépense des recettes conformément au paragraphe 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	53,442	51,420
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	32,673	30,698
Total de l'organisme		525,332	508,361
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie			
85	Dépenses de fonctionnement	19,786	18,228
90	Subventions	527,573	484,780
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,088	1,949
Total de l'organisme		549,447	504,957
Conseil de recherches en sciences humaines			
95	Dépenses de fonctionnement	8,542	7,765
100	Subventions	112,042	97,956
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,085	1,005
Total de l'organisme		121,669	106,726
Conseil canadien des normes			
105	Paiements au Conseil canadien des normes	5,266	5,283
Total de l'organisme		5,266	5,283
Statistique Canada			
110	Dépenses du Programme	351,691	258,533
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58,095	50,596
Total de l'organisme		409,786	309,129

Industrie

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien			
115	Dépenses de fonctionnement	36,778	31,824
120	Subventions et contributions	130,612	138,452
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	18,000	21,000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	2,000	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,088	3,779
Total de l'organisme		191,478	195,055

Industrie Ministère

Objectifs

Encourager la compétitivité internationale et l'excellence dans l'industrie, les sciences et la technologie dans toutes les régions du Canada, favoriser le développement économique régional en Ontario, faciliter l'essor des entreprises autochtones, veiller au fonctionnement équitable et efficace du marché au Canada, et établir des règles du marché et faire en sorte qu'elles soient efficacement mises en application.

Description des secteurs d'activité

Politique microéconomique

Ce secteur d'activité définit les priorités et l'orientation d'ensemble du programme microéconomique du Ministère dans les quatre « volets » – climat du marché, commerce, technologie et infrastructure – présentés dans le document cadre du gouvernement « L'Innovation : La clé de l'économie moderne (ICEM) » conformément aux priorités énoncées dans le discours du Trône. Les principales difficultés à surmonter dans l'élaboration de la politique microéconomique consisteront à reconnaître les grandes tendances qui se manifestent, à réunir les indices analytiques permettant d'y réagir au moyen d'initiatives politiques appropriées et d'obtenir l'engagement d'un groupe divers de ministères et d'organismes faisant partie ou non du portefeuille de l'Industrie afin de les mettre en œuvre. Il faudra également intégrer une stratégie et des concepts de développement durable dans les activités du Ministère.

Règlements et services axés sur le marché

Le secteur d'activité ministériel, Règlements et services axés sur le marché, s'occupe d'une importante partie des mécanismes d'intervention du gouvernement destinés à maintenir l'efficacité et l'équité du marché, ce qui rehausse l'attrait du Canada aux yeux des investisseurs. Une vingtaine de lois délimitent le cadre décisionnel et législatif afférent au marché, notamment en ce qui touche à la concurrence, aux corporations et à la régie d'entreprises, à la propriété intellectuelle, aux faillites, à l'inspection et à l'approbation des appareils de mesure, à l'inspection des produits de consommation, aux codes de pratique volontaires ainsi qu'à la délivrance de licences pour l'utilisation des fréquences radioélectriques et à la surveillance du spectre.

C'est par l'intermédiaire de ce secteur d'activité qu'Industrie Canada élabore, évalue et révisé les règles, règlements et normes régissant le fonctionnement équitable, efficace et concurrentiel du marché canadien. Ces règles permettent de soutenir et d'interpréter les lois régissant le marché qui sont élaborées dans le cadre de la gamme de services rattachée à la promotion d'un climat du marché sain dans le secteur d'activité que constitue la politique microéconomique.

Dans le cadre des règlements et services axés sur le marché, le Ministère cherche en outre à maintenir la confiance des consommateurs et des entreprises en administrant efficacement les lois, règles, règlements et normes du marché et en veillant à les faire respecter. Il fait également la promotion à l'échelle internationale de ces normes régissant le marché, afin d'aider les Canadiens à être plus concurrentiels sur les marchés mondiaux.

Les organismes qui jouent un rôle dans ce secteur d'activité aident également les entreprises et les consommateurs à contribuer et à profiter pleinement des règles régissant le marché et à mieux s'adapter à l'évolution de la conjoncture en offrant un vaste éventail d'informations et de services visant le marché.

Est compris dans ce secteur d'activité le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada. Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$15,000,000 au titre du fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à compter du 1^{er} avril 1997. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	27,451
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – excédent	5,001
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2001	32,452

Industrie Ministère

Développement sectoriel de l'industrie

Le secteur d'activité ministériel, Développement sectoriel de l'industrie, assure leadership et soutien à l'industrie canadienne pour l'aider à s'adapter aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités de l'économie mondiale. À cette fin, le secteur élabore et met en œuvre des stratégies, de concert avec les principaux partenaires et intervenants, pour la promotion du commerce, de l'investissement, de la technologie, des possibilités pour la jeunesse, des technologies de l'information et des télécommunications et le perfectionnement des ressources humaines. La création de produits et services d'information de calibre mondial est destinée à répondre aux besoins de l'industrie canadienne. L'élaboration de politiques, de règlements et de recherches favorisera l'industrie canadienne des technologies de l'information et des télécommunications et l'octroi d'une aide financière stimulera l'investissement et les technologies de pointe.

Tourisme

La Commission canadienne du tourisme (CCT) est un partenariat de travail entre des entreprises et des associations de l'industrie touristique, les gouvernements provinciaux et territoriaux et le gouvernement du Canada. La CCT est habilitée à planifier, à diriger, à gérer et à mettre en œuvre des programmes destinés à développer et à promouvoir le tourisme au Canada. À titre d'organisme de service spécial, la CCT est un exemple du nouveau modèle de partenariat du gouvernement fédéral. Elle est composée de représentants de l'industrie venus de tous les coins du Canada pour veiller à ce que le tourisme demeure un secteur dynamique et rentable de l'économie canadienne.

Services ministériels et de gestion

Ce secteur d'activité est chargé de la prestation des services ministériels, y compris les services consultatifs de gestion et les produits et services stratégiques de communication, les services de ressources humaines et de développement de l'organisation ainsi que les services financiers, administratifs et communs, et est responsable des fonctions du conseiller en éthique.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001						Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire				Non-budgétaire	Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total	Prêts, dotations en capital et avances		
Politique microéconomique	29,105	9,208	.....	38,313	.....	38,313	41,906
*Règlements et services axés sur le marché	193,750	1,045	77,707	117,088	.....	117,088	116,239
Développement sectoriel de l'industrie	238,270	619,879	9,669	848,480	800	849,280	677,302
Tourisme	69,222	.....	.....	69,222	.....	69,222	34,112
Services ministériels et de gestion	94,984	.....	.....	94,984	.....	94,984	92,915
	625,331	630,132	87,376	1,168,087	800	1,168,887	962,474

* Le secteur d'activité, Règlements et services axés sur le marché, comprend le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	(3,912)
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	11,014
Moins :	
Changement dans le fonds de roulement	1,170
Dépenses en espèces non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	931
Total des prévisions – excédent	5,001

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, se reporter au Rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Industrie
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Règlements et services axés sur le marché</i>		
Subvention au Conseil consultatif canadien de la radio	45,000	45,000
Total des subventions	45,000	45,000
Contributions		
<i>Politique microéconomique</i>		
Contribution à l'Union internationale des télécommunications, Genève (Suisse)	6,808,000	6,808,000
Contributions en vertu du Plan d'investissement communautaire du Canada	2,400,000	2,400,000
<i>Règlements et services axés sur le marché</i>		
Contributions à divers organismes œuvrant dans l'intérêt du consommateur	1,000,000	1,000,000
<i>Développement sectoriel de l'industrie</i>		
Contributions aux technologies stratégiques	1,767,000	4,741,000
Contribution au Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement	12,422,000	2,049,000
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	10,810,000	10,810,000
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional	10,000,000	10,000,000
Contributions en vertu du Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario	857,000	1,435,000
Contributions en vertu du Programme d'Entreprise autochtone Canada	32,215,000	32,800,000
Contributions dans le cadre du Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario	33,900,000	5,508,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	69,000,000	57,000,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises</i>	2,000,000	.....
Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada	315,903,000	253,435,000
Contributions en vertu de l'entente Canada–Québec sur le développement industriel	6,982,000	15,570,000
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire/Rescol	95,278,000	71,500,000
Contributions en vertu du Programme Camps de l'inforoute, des sciences et de l'entrepreneurship	345,000	.....
Contributions en vertu du Programme Collectivités ingénieuses	28,400,000	.....
Total des contributions	630,087,000	475,056,000
Postes non requis		
Contribution à l'Institut canadien des recherches avancées	.....	3,500,000
Contributions au Secrétariat du commerce intérieur	.....	550,000
Contributions en vertu du Programme de mise en valeur de la technologie	.....	1,296,000
Contributions à la province de l'Ontario aux termes de l'entente Travaux d'infrastructure Canada	.....	6,000,000
Contributions en vertu de l'Initiative de redressement de l'économie de l'est de l'Ontario	.....	4,800,000
Total des postes non requis	.....	16,146,000
Total	630,132,000	491,247,000

Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Objectifs

Soutenir et favoriser de nouvelles possibilités de développement économique dans la région de l'Atlantique, en mettant particulièrement l'accent sur les petites et moyennes entreprises, par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets, et par la défense des intérêts de la région de l'Atlantique au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets économiques d'envergure nationale.

Description des secteurs d'activité

Développement

Ce secteur d'activité comporte les éléments d'orientation, de planification et d'exécution des programmes de l'Agence qui sont liés directement au mandat de l'organisme. Il se divise en six sous-activités, soit Action/Développement des entreprises, Coopération, Défense des intérêts et Coordination, Programmes spéciaux, Développement panatlantique et Administration des programmes. Ces sous-activités reflètent clairement la nature des activités de l'Agence.

Administration générale

Ce secteur d'activité comprend le cabinet du Ministre et le bureau du Président; les services du personnel, des finances et des systèmes et les autres services de soutien administratif dispensés au siège social et dans les bureaux régionaux; les activités de vérification interne; les services juridiques; les activités de communication du siège social qui ne sont pas rattachées à des programmes particuliers.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Développement	42,539	274,625	317,164	268,655
Administration générale	13,002	.....	13,002	11,376
	55,541	274,625	330,166	280,031

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Développement</i>		
Subventions à des organismes sans but lucratif pour promouvoir la collaboration et le développement économiques	2,000,000	2,000,000
Subvention au Fonds d'investissement de l'Atlantique	3,000,000	3,000,000
Total des subventions	5,000,000	5,000,000

Industrie
Agence de promotion économique du Canada atlantique

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Contributions		
<i>Développement</i>		
Contributions en vertu de programmes visant à stimuler le développement économique régional de l'Atlantique en ce qui a trait aux petites et moyennes industries et entreprises, et autres programmes et activités de développement régional	259,625,000	218,435,000
(L) Obligations contractées dans la région de l'Atlantique en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	8,000,000	7,000,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises</i>	1,000,000	.....
(L) Obligations contractées pour l'assurance-prêt ou crédit, conformément à la <i>Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique</i>	1,000,000	1,000,000
Total des contributions	269,625,000	226,435,000
Total	274,625,000	231,435,000

Industrie

Agence spatiale canadienne

Objectifs

Les objectifs prioritaires du Programme spatial canadien peuvent se résumer ainsi :

- Développement et mise en application des sciences et des technologies spatiales pour satisfaire les besoins des Canadiens.
- Mise sur pied d'une industrie spatiale canadienne concurrentielle à l'échelle internationale.

Description des secteurs d'activité

Connaissance de l'espace, applications et développement industriel

L'Agence spatiale canadienne travaille avec les universités et l'industrie canadiennes en vue de contribuer au perfectionnement des connaissances spatiales, à la mise au point de nouveaux processus et de nouvelles technologies et applications, de même qu'à l'exploitation et à l'application des sciences et des technologies spatiales. Ces activités mènent à la création d'un secteur canadien axé sur les matériels et services spatiaux, orienté vers les exportations et concurrentiel à l'échelle internationale. Seule ou en collaboration avec d'autres organismes publics, l'Agence spatiale canadienne contribue au développement durable du Canada en reliant entre eux les Canadiens d'un océan à l'autre, en améliorant la gestion de notre environnement et de nos ressources naturelles et en essayant de comprendre comment les phénomènes se produisant dans l'espace peuvent influencer la vie sur Terre.

Ce secteur d'activités permet une meilleure sensibilisation des Canadiens à l'importance des technologies spatiales dans toutes les régions du pays, favorise la coopération et l'établissement de liens avec les organismes œuvrant dans le domaine spatial à travers le monde. Il englobe également toutes les initiatives permettant à l'Agence d'assumer son rôle de leader du Programme spatial canadien.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Connaissance de l'espace, applications et développement industriel	119,335	193,094	32,224	4,000	340,653	304,026
	119,335	193,094	32,224	4,000	340,653	304,026

Industrie
Agence spatiale canadienne

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Connaissance de l'espace, applications et développement industriel</i>		
Subventions pour les partenariats en recherche spatiale	340,000	1,540,000
Subventions pour les bourses d'études en recherche spatiale	150,000	150,000
Subventions pour les bourses d'études postdoctorales	100,000	100,000
Université internationale de l'espace	175,000	175,000
Subventions dans le cadre du Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	50,000	50,000
Total des subventions	815,000	2,015,000
Contributions		
<i>Connaissance de l'espace, applications et développement industriel</i>		
Programme de mise en valeur des sciences spatiales	500,000	800,000
Contribution au Programme d'observation de la terre (EOP) de l'Agence spatiale européenne (ASE)	2,516,000	.....
Contribution au Programme de développement de satellites environnementaux (ENVISAT) de l'ASE	4,228,000	8,092,000
Contribution au Programme de mission de technologie et de relais de données (DRTM) de l'ASE	129,000	320,000
Contribution au Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications (ARTES) de l'ASE	6,000,000	4,702,000
Contribution au budget général de l'ASE	5,400,000	735,000
Contribution au Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace	436,000	445,000
Contributions au Programme de démonstration des charges utiles spatiales	12,200,000	.....
Total des contributions	31,409,000	15,094,000
Postes non requis		
Contribution au Programme européen du satellite de télédétection II de l'ASE	.....	1,777,000
Total des postes non requis	.....	1,777,000
Total	32,224,000	18,886,000

Industrie

Tribunal de la concurrence

Objectifs

L'objectif du Tribunal est de tenir lieu de cour d'archives appelée à entendre et à trancher toutes les demandes formulées en application des parties VII.1 et VIII de la *Loi sur la concurrence* de façon aussi informelle et expéditive que possible, compte tenu des circonstances et de son obligation d'équité.

Description des secteurs d'activité

Tribunal de la concurrence

Au moyen des *Règles du Tribunal de la concurrence*, qui régissent sa pratique et sa procédure, le Tribunal établit les paramètres de procédure informelle et expéditive tout en conservant la souplesse voulue pour tenir compte d'une gamme étendue de variables qui ont une incidence sur le déroulement d'une affaire et sur son obligation d'équité.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Tribunal de la concurrence	1,500	1,500	1,270
	1,500	1,500	1,270

Industrie

Commission du droit d'auteur

Objectifs

Fixer des redevances qui soient justes et raisonnables tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur et délivrer des licences non exclusives qui permettent d'utiliser des œuvres dont le titulaire de droits d'auteur est introuvable.

Description des secteurs d'activité

Commission du droit d'auteur

Créée le 1^{er} février 1989, la Commission du droit d'auteur a succédé à la Commission d'appel du droit d'auteur. En vertu de la *Loi sur le droit d'auteur*, voici les responsabilités qui lui sont confiées :

- établir les tarifs pour l'exécution publique et la communication au public, par télécommunication, d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores (articles 67 à 69);
- établir les tarifs, à l'option des sociétés de gestion visées à l'article 70.1, pour l'accomplissement de tout acte protégé mentionné aux articles 3, 15, 18 et 21 de la *Loi* (articles 70.1 à 70.191);
- fixer les redevances payables par un utilisateur à une société de gestion s'il y a mésentente sur les redevances ou sur les modalités afférentes (articles 70.2 à 70.4);
- établir les tarifs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio ou pour la reproduction et l'exécution publique par des établissements d'enseignement, à des fins pédagogiques, d'émissions ou de commentaires d'actualité et toute autre émission de télévision et de radio (articles 71 à 76);
- établir les tarifs pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées (articles 79 à 88);
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser une œuvre publiée, la fixation d'une prestation, un enregistrement sonore publié ou la fixation d'un signal de communication dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable (article 77);
- examiner, à la demande du Commissaire de la concurrence nommé au titre de la *Loi sur la concurrence*, les ententes conclues entre une société de gestion et un utilisateur et déposées auprès de la Commission lorsque le Commissaire estime que l'entente est contraire à l'intérêt public (articles 70.5 et 70.6);
- fixer l'indemnité à verser, dans certaines circonstances, à l'égard d'actes protégés à la suite de l'adhésion d'un pays à la Convention de Berne, à la Convention universelle ou à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce, mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis (article 78).

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie peut enjoindre la Commission d'entreprendre toute étude touchant ses attributions (article 66.8).

Enfin, toute partie à une entente visant l'octroi d'une licence par une société de gestion peut déposer l'entente auprès de la Commission dans les 15 jours de sa conclusion, échappant ainsi à certaines dispositions de la *Loi sur la concurrence* (article 70.5).

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Commission du droit d'auteur	874	874	870
	874	874	870

Industrie

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Objectifs

En vertu de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*, le ministre chargé de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec doit poursuivre les objectifs suivants :

- a) promouvoir le développement économique des régions du Québec à faibles revenus et à croissance économique lente ou n'ayant pas suffisamment de possibilités d'emplois productifs;
- b) mettre l'accent sur le développement économique à long terme et sur la création d'emplois et de revenus durables;
- c) concentrer les efforts sur les petites et les moyennes entreprises et sur la valorisation de l'entrepreneuriat.

Description des secteurs d'activité

Promotion du développement économique des régions du Québec

En matière de développement économique des régions du Québec, cette activité comprend notamment :

- Conception et mise en œuvre de la politique et de la programmation du gouvernement du Canada.
- Participation à la mise en œuvre de priorités nationales de développement économique, notamment en tant que membre du portefeuille de l'Industrie, afin d'en maximiser les bénéfices dans chaque région du Québec.
- Concertation d'interventions fédérales en assurant une gestion intégrée des enjeux de développement économique au Québec qui interpellent le gouvernement du Canada. Concevoir et réaliser des stratégies et plans d'action multisectoriels fédéraux pour le développement économique des régions du Québec. Concevoir également des mesures d'ajustement économique pour moduler régionalement l'application de certaines politiques nationales.
- Établissement de relations de collaboration avec d'autres intervenants socio-économiques publics et privés, notamment les Sociétés d'aide au développement des collectivités, pour mieux servir les régions et les PME québécoises.
- Représentation au sein de l'appareil gouvernemental canadien, à partir d'analyses des enjeux de développement économique afin d'optimiser l'impact des politiques et programmes nationaux sur le développement de l'économie des régions québécoises.
- Promotion des programmes et services fédéraux renseignant, par l'entremise du réseau de bureaux d'affaires de l'Agence, les PME et les intervenants en développement économique sur les programmes et services des ministères et organismes fédéraux qui leur sont destinés.
- Développement de connaissances et diffusion d'information en développant et diffusant des connaissances sur les enjeux du développement économique des régions et des PME. Informer les résidents des régions du Québec sur les politiques, stratégies et initiatives du gouvernement du Canada qui ont un impact sur le développement économique des régions.
- Conception et mise en œuvre de mandats spéciaux de développement économique et de création d'emplois au Québec, au nom du gouvernement du Canada, pour répondre à des enjeux spécifiques, souvent ponctuels, de nature économique.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgetaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promotion du développement économique des régions du Québec	33,297	229,833	263,130	314,366
	33,297	229,833	263,130	314,366

Industrie

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Subventions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	300,000	300,000
Total des subventions	300,000	300,000
Contributions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Contributions à la province de Québec aux termes de l'entente Travaux d'infrastructure Canada	17,539,000	35,166,666
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	58,000,000	93,000,000
Contributions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	53,286,000	64,363,841
Contributions au Programme de développement des collectivités	20,000,000	20,000,000
Fonds spécial de développement et d'adaptation économique des communautés de pêche du Québec	3,650,000	4,825,000
Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques	75,058,000	55,000,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	2,000,000	.....
Total des contributions	229,533,000	272,355,507
Postes non requis		
Contributions au Programme de renforcement de la productivité manufacturière	.....	100,000
Contributions au Programme d'aide à l'innovation	.....	145,745
Contributions au Programme de développement économique du saumon	.....	63,095
Contributions au Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal	.....	553,687
Contributions au Programme de reconstruction économique temporaire (PRET)	.....	9,773,215
Total des postes non requis	.....	10,635,742
Total	229,833,000	283,291,249

Industrie

Société d'expansion du Cap-Breton

Objectifs

Promouvoir et encourager le financement et le développement industriel de l'île du Cap-Breton et élargir la base économique de l'île.

Description du financement par voie de crédits

Société d'expansion du Cap-Breton

Les paiements serviront aux activités de la Société d'expansion du Cap-Breton afin d'accorder notamment de l'aide aux entreprises pour leur permettre de s'établir, de s'installer ou de poursuivre leur expansion dans l'île du Cap-Breton, pour entreprendre des études et l'élaboration de programmes de promotion; pour aider à la formation et à l'emploi des étudiants; pour aider les municipalités et d'autres organismes relativement à des services qui faciliteront l'expansion économique de l'île du Cap-Breton; et pour aider à appuyer les secteurs de l'économie qui démontrent du potentiel pour la croissance économique.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Société d'expansion du Cap-Breton	10,536	10,536
Total des besoins budgétaires	10,536	10,536

Industrie

Conseil national de recherches du Canada

Objectifs

Améliorer les compétences nationales et promouvoir l'investissement dans la recherche et le développement, dans l'intérêt économique et social du Canada.

Description des secteurs d'activité

Recherche et innovation technologique

Le secteur d'activité, Recherche et innovation technologique, englobe les programmes de recherche du Conseil national de recherches du Canada, ses initiatives de développement technologique, la gestion des installations scientifiques et d'ingénierie nationales ainsi que les projets de recherche et de technologie menés en collaboration avec des entreprises, des universités et des établissements publics. Ces efforts convergent tous vers des secteurs technologiques et industriels cruciaux pour l'économie canadienne où le Conseil national de recherches du Canada est appelé à jouer un rôle et à assumer des responsabilités particulières et où son action est susceptible d'avoir un effet favorable.

Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale

Le secteur d'activité, Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale, consolide le rôle que joue le Conseil national de recherches du Canada en tant qu'intervenant majeur dans la recherche et le développement au sein de l'infrastructure scientifique et technologique globale du Canada. Relèvent notamment de ce secteur d'activité, la diffusion d'information scientifique et technique et la prestation de services d'aide à l'innovation dans le secteur de la recherche industrielle. Le Conseil national de recherches du Canada assure aussi le fonctionnement d'installations clés dans les secteurs de l'ingénierie et de la technologie afin de prêter assistance à certains secteurs industriels particuliers.

Administration du programme

Le secteur d'activité, Administration du programme, offre toute une gamme de services de gestion et de services administratifs conçus pour appuyer le Conseil national de recherches du Canada dans ses efforts en vue d'offrir le rendement d'une organisation dynamique et entrepreneuriale qui exploite au maximum les possibilités de transfert des connaissances et de technologie.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000	
	Budgétaire		Total		
	Fonctionnement	Dépenses en capital			Paiements de transfert
Recherche et innovation technologique	231,507	33,398	24,898	289,803	276,461
Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale	66,137	.....	110,448	176,585	173,604
Administration du programme	52,610	5,378	956	58,944	58,296
	350,254	38,776	136,302	525,332	508,361

Industrie
Conseil national de recherches du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Subventions		
<i>Administration du programme</i>		
Affiliations internationales	956,000	956,000
Total des subventions	956,000	956,000
Contributions		
<i>Recherche et innovation technologique</i>		
Quote-part canadienne des frais de la Corporation du télescope Canada-France-Hawaï	3,268,000	3,253,000
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF	19,277,000	34,318,000
Particle Physics and Astronomy Research Council du Royaume-Uni pour la réalisation du télescope James Clerk Maxwell	1,153,000	1,257,000
National Science Foundation des É.-U. pour appuyer la construction et l'exploitation des télescopes Gemini	1,200,000	1,200,000
<i>Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques	94,448,000	95,567,000
Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie	16,000,000	16,000,000
Total des contributions	135,346,000	151,595,000
Postes non requis		
Contributions à des exécutants extra-muros dans le cadre du programme de recherche en biotechnologie	.....	15,000
Total des postes non requis	.....	15,000
Total	136,302,000	152,566,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Objectifs

Rehausser l'économie du pays et améliorer la qualité de vie des Canadiens par l'application des connaissances à des fins productives : soit appuyer une base de recherche fondamentale diversifiée de haute qualité dans les universités canadiennes, et favoriser et faciliter l'établissement de liens entre les universités et le secteur privé.

Description des secteurs d'activité

Appui à la recherche et à l'érudition

Subventions de recherche aux professeurs des universités canadiennes et partenariats pour appuyer la recherche fondamentale et les projets de recherche en sciences naturelles et en génie, les bourses d'études et de recherche aux étudiants et stagiaires postdoctoraux et le soutien administratif qui y est relié.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Appui à la recherche et à l'érudition	21,874	527,573	549,447	504,957
	21,874	527,573	549,447	504,957

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Appui à la recherche et à l'érudition</i>		
Subventions et bourses	527,573,000	484,780,000
Total	527,573,000	484,780,000

Industrie

Conseil de recherches en sciences humaines

Objectifs

Appuyer la recherche et la formation de grande qualité dans des disciplines qui nous aident à mieux comprendre la nature changeante de notre société, à mieux relever les nouveaux défis auxquels nous devons faire face et à mieux profiter des occasions qui s'offrent à nous; et contribuer à la mise en valeur des avantages de la recherche en encourageant le transfert des connaissances entre les chercheurs, leurs partenaires, les responsables de l'élaboration de politiques et d'autres groupes intéressés au sein de la société canadienne.

Description des secteurs d'activité

Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition

Subventions de recherche à des chercheurs travaillant individuellement ou en équipe ou aux universités pour appuyer la recherche fondamentale en sciences humaines et la recherche concertée et ciblée sur des questions d'intérêt national, bourses à des diplômés effectuant des recherches postdoctorales et à des étudiants inscrits à des programmes de doctorat, bourses pour appuyer la diffusion de la recherche et le soutien administratif qui y est relié.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition	9,627	112,042	121,669	106,726
	9,627	112,042	121,669	106,726

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Promouvoir et soutenir la recherche et l'érudition</i>		
Subventions et bourses	112,042,000	97,956,000
Total	112,042,000	97,956,000

Industrie

Conseil canadien des normes

Objectifs

Encourager une normalisation volontaire, à la fois efficiente et efficace au Canada lorsque celle-ci ne fait l'objet d'aucune mesure législative en vue de faire progresser l'économie nationale, de contribuer au développement durable, d'améliorer la santé, la sécurité et le bien-être des travailleurs et du public, d'aider et de protéger les consommateurs, de faciliter le commerce intérieur et extérieur, et de développer la coopération internationale en matière de normalisation.

Description du financement par voie de crédits

Conseil canadien des normes

Paiements versés au Conseil canadien des normes pour les dépenses engagées dans le but d'atteindre ses objectifs : coordonner les activités des organismes canadiens s'occupant de l'élaboration de normes et de l'évaluation de la conformité; accréditer les organismes s'occupant de l'élaboration de normes et de l'évaluation de la conformité; entériner les Normes nationales du Canada; participer aux activités des organismes internationaux de normalisation à titre de représentant du Canada.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Conseil canadien des normes	5,266	5,283
Total des besoins budgétaires	5,266	5,283

Objectifs

Produire des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme base pour l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et programmes publics et pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, de même que dans l'intérêt général de tous les Canadiens; promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité sur le plan international du système statistique canadien en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires, et en se conformant aux normes et pratiques scientifiques reconnues.

Description des secteurs d'activité

Statistique économique et sociale

La composante statistique économique de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système des comptes nationaux du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements à jour et structuraux sur l'économie canadienne qui servent à étayer la formulation et le rajustement de politiques économiques budgétaires, monétaires et en matière de ressources humaines, de même que la formulation et le rajustement de politiques économiques industrielles et internationales. Le Système des comptes nationaux sert également de cadre de comparaison entre des séries statistiques particulières, afin d'en mesurer la fiabilité, et d'outil d'analyse permettant de cerner des changements quant à l'importance économique de divers secteurs.

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme de l'économie canadienne. Il fournit notamment une mesure de la valeur de la production, des structures de coûts, des marchandises produites et consommées, des flux et des stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, du degré d'utilisation de la capacité, des estimations des dépenses annuelles en capital prévues pour les entreprises et les administrations publiques, ainsi qu'une mesure de la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

La composante statistique des ménages de ce secteur d'activité fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Elle comprend la mesure des revenus et des dépenses des ménages, la mesure de l'emploi, du chômage, ainsi que des coûts et des avantages qui y sont reliés, de même que la mesure du revenu du travail et des facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre. Elle fournit en outre de l'information sur des sujets d'intérêt donnés relativement à la politique sociale.

La composante statistique des institutions de ce secteur d'activité fournit de l'information et des analyses portant sur les installations, les organismes et les systèmes que subventionne l'État afin de répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens ainsi que sur les retombées des services qu'ils offrent. Elle englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les institutions et les industries culturelles. L'information qu'elle fournit porte sur la nature et l'étendue de leurs services et de leurs activités, et sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ils dispensent des services de même que sur l'influence qu'ils exercent sur la société canadienne. L'organisme tente de plus en plus d'aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et d'illustrer comment les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice influent sur les Canadiens.

Industrie

Statistique Canada

Statistique du recensement de la population

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du recensement quinquennal de la population. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire ainsi que les projections démographiques s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population permettent d'établir les limites des circonscriptions électorales, la distribution des paiements de transfert fédéraux et le transfert et la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et autres organismes locaux des provinces.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Statistique économique et sociale	385,208	75,545	309,663	273,262
Statistique du recensement de la population	112,468	12,345	100,123	35,867
	497,676	87,890	409,786	309,129

Industrie

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Objectifs

Promouvoir la diversification économique de l'Ouest du Canada de manière à permettre à cette région d'exercer une plus grande influence sur la politique nationale et la prise de décisions, d'améliorer les services à la clientèle dans l'Ouest et de favoriser la coordination fédérale-provinciale.

Description des secteurs d'activité

Diversification de l'économie de l'Ouest

Orienter plus efficacement, en étroite collaboration avec les parties intéressées de l'Ouest, les politiques, les règlements et les ressources du gouvernement fédéral afin d'en faire des mécanismes plus constructifs de croissance et de diversification de l'économie de l'Ouest.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Diversification de l'économie de l'Ouest	40,866	150,612	191,478	195,055
	40,866	150,612	191,478	195,055

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	5,000,000	5,000,000
Total des subventions	5,000,000	5,000,000

Contributions

Diversification de l'économie de l'Ouest

Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest

111,826,000 107,296,000

Contributions aux petites et moyennes entreprises de l'Ouest œuvrant dans des industries stratégiques en établissant des fonds d'emprunt et d'investissement spécialisés, selon une formule commerciale, de concert avec des fournisseurs de prêt et de capital-risque des secteurs privé et public

6,000,000 5,000,000

Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada aux termes des ententes Travaux d'infrastructure Canada

7,786,000 21,156,000

Industrie
 Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	18,000,000	21,000,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	2,000,000	. . . . .
Total des contributions	145,612,000	154,452,000
Total	150,612,000	159,452,000

16 Justice

Ministère 16-4

Commission canadienne des droits de la personne 16-7

Tribunal canadien des droits de la personne 16-8

Commissaire à la magistrature fédérale 16-9

Cour fédérale du Canada 16-10

Commission du droit du Canada 16-11

Commissariats à l'information et à la protection de la vie
privée du Canada 16-12

Cour suprême du Canada 16-14

Cour canadienne de l'impôt 16-15

Justice

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Justice			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	303,361	212,868
5	Subventions et contributions	318,459	298,807
(L)	Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35,671	28,809
Total du Ministère		657,543	540,533
Commission canadienne des droits de la personne			
10	Dépenses du Programme	14,349	13,312
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,024	1,885
Total de l'organisme		16,373	15,197
Tribunal canadien des droits de la personne			
15	Dépenses du Programme	3,422	3,946
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	105	72
Total de l'organisme		3,527	4,018
Commissaire à la magistrature fédérale			
20	Dépenses de fonctionnement	4,149	4,934
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	507	649
(L)	Paiements conformément à la <i>Loi sur les juges</i>	259,346	251,338
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	479	475
Total de l'organisme		264,481	257,396
Cour fédérale du Canada			
30	Dépenses du Programme	27,845	27,651
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,591	3,613
Total de l'organisme		31,436	31,264
Commission du droit du Canada			
35	Dépenses du Programme	2,861	2,861
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	146	150
Total de l'organisme		3,007	3,011
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada			
40	Dépenses du Programme	7,325	5,428
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,158	974
Total de l'organisme		8,483	6,402

Justice

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Cour suprême du Canada		
45 Dépenses du Programme	11,767	10,983
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat	3,630	3,455
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,306	1,282
Total de l'organisme	16,703	15,720
Cour canadienne de l'impôt		
50 Dépenses du Programme	10,393	11,094
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,078	1,062
Total de l'organisme	11,471	12,156

Justice Ministère

Objectifs

Fournir au gouvernement du Canada ainsi qu'aux ministères et organismes fédéraux d'excellents services juridiques, superviser toutes les affaires liées à l'administration de la justice au Canada qui ne sont pas de compétence provinciale ou territoriale et proposer, dans ce contexte, des initiatives de politique et de programme afin de veiller à ce que le Canada soit une société juste et respectueuse de la loi dotée d'un système de justice accessible, efficace et équitable.

Description des secteurs d'activité

Services gouvernementaux au client

Répondre aux besoins du gouvernement du Canada, de ses ministères et de ses organismes en matière de services juridiques ou législatifs de qualité, de la manière la plus efficace et la plus rentable possible et en conformité avec la loi et la politique gouvernementale.

Droit et orientation

Garantir un système national de justice souple, équitable, efficace et accessible en gérant l'élaboration, la mise à l'essai, la promotion et la mise en œuvre de la politique de justice touchant le droit pénal et le droit de la famille et des jeunes, d'une part, et assurer une administration publique équitable, efficace et responsable en gérant le cadre juridique du gouvernement de manière à respecter le droit administratif, le droit constitutionnel, le droit international, le droit des Autochtones, les droits de la personne et le droit d'accès à l'information, d'autre part.

Administration

Veiller à la gestion stratégique efficace du programme de l'administration de la justice en établissant des cadres et des services administratifs et de gestion intégrée qui permettent la gestion interne optimale du Ministère et de ses ressources.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Services gouvernementaux au client	226,338	.....	226,338	155,629
Droit et orientation	64,676	318,459	383,135	351,313
Administration	48,070	.....	48,070	33,591
	339,084	318,459	657,543	540,533

Justice
Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Droit et orientation</i>		
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada – Subvention d'administration	18,170	18,170
Institut international de droit d'expression française (IDEF)	1,140	1,140
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones	210,631	210,631
Association canadienne des chefs de police destinée au Comité sur les modifications de la loi	12,274	12,274
British Institute of International and Comparative Law	7,220	7,220
Académie de droit international de La Haye	8,620	8,620
Fondation canadienne des droits de la personne	26,600	26,600
Institut national de la magistrature	128,345	128,345
Société canadienne des sciences judiciaires	38,600	38,600
Association canadienne des juges des cours provinciales	48,771	48,771
Subventions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en œuvre de politiques ou de programmes	300,000	300,000
Subventions aux particuliers, organisations professionnelles, sociétés et associations sans but lucratif, autres organisations, sociétés et associations sans but lucratif, et les établissements d'enseignement, pour la mise en œuvre de lignes directrices et de mesures d'application visant les pensions alimentaires pour enfants	100,000	100,000
Subvention pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	21,906,728	19,893,394
Subventions à l'appui du Fonds pour le renouvellement de la justice pour les jeunes	5,572,572	.....
Total des subventions	28,379,671	20,793,765

Justice
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Droit et orientation</i>		
Contribution aux provinces afin de contribuer aux services d'aide juridique	79,827,507	79,827,507
Contributions aux provinces et aux territoires relativement à des accords approuvés par le gouverneur en conseil concernant le partage des coûts des services juridiques offerts en vertu de la <i>Loi sur les jeunes contrevenants</i>	144,750,000	144,750,000
Fonds pour le programme des conseillers parajudiciaires autochtones et autres projets connexes	3,997,500	3,997,500
Contributions aux provinces et aux territoires pour le programme du contrôle des armes à feu	10,390,330	10,390,330
Contributions aux particuliers, organismes canadiens ou internationaux sans but lucratif, provinces, territoires, régions ou municipalités, universités, bandes ou conseils tribaux, pour l'élaboration ou la mise en œuvre de politiques ou de programmes	3,027,792	2,107,219
Contributions en vertu du Fonds pour la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones	5,749,406	5,449,406
Contributions en vertu du Fonds pour la mise en œuvre et l'application des pensions alimentaires pour enfants	17,259,778	19,884,081
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres	9,093,364	7,811,698
Contributions pour les activités à l'appui du Programme de lutte contre la violence familiale	400,000	400,000
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services de vulgarisation et d'information juridiques)	3,270,456	3,395,993
Contributions à l'appui du Fonds pour le renouvellement de la justice pour les jeunes	12,313,428	.....
Total des contributions	290,079,561	278,013,734
Total	318,459,232	298,807,499

Justice

Commission canadienne des droits de la personne

Objectifs

Promouvoir le principe selon lequel chacun doit avoir une chance égale de participer à toutes les sphères de la vie canadienne dans la mesure où cela est compatible avec ses devoirs et ses obligations au sein de la société.

Description des secteurs d'activité

Commission canadienne des droits de la personne

La Commission vise à faire cesser et à réduire les pratiques discriminatoires en traitant les plaintes de discrimination pour des motifs de distinction illicite énoncés dans la *Loi canadienne sur les droits de la personne*; en procédant, aux termes de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, à des vérifications de l'application de la loi auprès des ministères et organismes fédéraux et des entreprises du secteur privé assujetties à la réglementation fédérale; en faisant de la recherche et mettant en œuvre des programmes de sensibilisation publique; et en promouvant les principes des droits de la personne, et ce, en collaboration étroite avec les autres paliers de gouvernement, les employeurs, les fournisseurs de services et les organismes communautaires.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Commission canadienne des droits de la personne	16,373	16,373	15,197
	16,373	16,373	15,197

Justice

Tribunal canadien des droits de la personne

Objectifs

Assurer l'application juste de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* et de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*, en tenant des audiences équitables et efficaces.

Description des secteurs d'activité

Audiences publiques

Le secteur d'activité, Audiences publiques, examine des plaintes de discrimination et détermine s'il y a eu violation des lois. Le greffe crée le meilleur environnement possible pour que les membres du Tribunal puissent tenir des audiences à différents endroits au Canada en leur assurant le soutien administratif continu qui est nécessaire. Le greffe planifie et organise les audiences et assure aux membres l'environnement propice à leur tenue.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Audiences publiques	3,527	3,527	4,018
	3,527	3,527	4,018

Justice

Commissaire à la magistrature fédérale

Objectifs

Fournir le soutien administratif nécessaire pour aider une magistrature indépendante à s'adapter à l'ère de l'informatisation et administrer avec probité et prudence les dépenses autorisées par la Partie I de la *Loi sur les juges*.

Description des secteurs d'activité

Magistrature fédérale

Le Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale offre divers services à la magistrature par l'intermédiaire des gammes de services suivantes : l'administration; le Conseil canadien de la magistrature; et les sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges*.

- Administration – Cette gamme de services fournit à la magistrature fédérale des conseils sur l'interprétation de la Partie I de la *Loi sur les juges*, communique au Ministre une liste à jour des candidats approuvés au poste de juge et fournit un soutien à la magistrature dans le domaine des finances, du personnel, de l'administration, de la formation, de l'édition et de l'informatique.
- Conseil canadien de la magistrature – Cette gamme de services s'occupe de l'administration du Conseil canadien de la magistrature en conformité avec la *Loi sur les juges*.
- Sommes à verser conformément à la *Loi sur les juges* – Cette gamme de services s'occupe du paiement des traitements, des indemnités et de la pension des juges et de leurs survivants en conformité avec la *Loi sur les juges*.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Magistrature fédérale	213,156	51,600	275	264,481	257,396
	213,156	51,600	275	264,481	257,396

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Magistrature fédérale</i>		
Traitements, indemnités et pensions des juges; et pensions aux conjoints et enfants des juges :		
(L) Montants forfaitaires versés au conjoint survivant d'un juge qui décède pendant son mandat, d'une somme équivalant au sixième du traitement du juge au moment de son décès	146,000	146,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (S. R., c. J-1)	51,454,000	51,154,000
Total	51,600,000	51,300,000

Justice

Cour fédérale du Canada

Objectifs

Aider la Cour fédérale du Canada à maintenir un tribunal de droit, d'équité et d'amirauté pour améliorer l'application du droit canadien.

Description des secteurs d'activité

Services du Greffe

Le Greffe atteint cet objectif en offrant toute une gamme de services, qui se répartissent en deux secteurs de services :

- Opérations – Ce secteur de service implique le traitement de tous les documents déposés ou empruntés par les plaideurs; l'enregistrement de toutes les délibérations; la garde des dossiers et bases de données dont la Cour a besoin; la délivrance des documents juridiques pour appliquer les décisions rendues par la Cour et par diverses entités fédérales; et l'exercice de certaines fonctions quasi judiciaires.
- Services généraux – Ce secteur de service implique le soutien aux aspects opérationnels, qu'ils relèvent ou non du Greffe, des finances, de l'administration, des ressources humaines, de la sécurité, et de la gestion du traitement de l'information.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Services du Greffe	31,436	31,436	31,264
	31,436	31,436	31,264

Justice

Commission du droit du Canada

Objectifs

L'objectif de la Commission est de donner des conseils de façon indépendante sur l'amélioration, la modernisation et la réforme du droit canadien, de ses institutions et de ses procédures pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins changeants des Canadiens et de la société canadienne.

Description des secteurs d'activité

Commission du droit du Canada

La Commission du droit du Canada réalise son mandat en favorisant des recherches pertinentes qui incitent directement les Canadiens à renouveler le droit. La Commission élabore et met en œuvre des programmes de recherche qui aideront à comprendre le rôle que le droit peut et doit jouer dans la société canadienne.

La Commission utilise diverses formules pour consulter les juristes et les Canadiens en général. En plus de publier et de distribuer des rapports, la Commission utilise d'autres médias et tribunes, notamment en diffusant les résultats de ses études par des moyens électroniques, en parrainant des congrès et des colloques, en organisant des conférences de presse et des assemblées publiques.

Les résultats des recherches et des consultations de la Commission sont résumés dans des documents publics qui font connaître ses conclusions et ses propositions. Occasionnellement, celles-ci peuvent prendre la forme de recommandations présentées au Parlement.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Commission du droit du Canada	3,007	3,007	3,011
	3,007	3,007	3,011

Justice

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Objectifs

Accès à l'information :

- veiller à ce que les droits reconnus aux plaignants par la *Loi sur l'accès à l'information* soient respectés; les plaignants, les responsables d'institutions fédérales et tous les tiers touchés par les plaintes ont une occasion raisonnable de faire valoir leur point de vue au Commissaire à l'information, et les enquêtes sont approfondies et menées rapidement;
- persuader les institutions fédérales d'adopter, en matière d'information, des pratiques conformes aux dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*;
- soumettre à la Cour fédérale les questions relatives à l'interprétation de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Protection de la vie privée :

- veiller à ce que les droits reconnus aux plaignants par la *Loi sur la protection des renseignements personnels* soient respectés et à ce que la confidentialité des renseignements personnels qui sont conservés par les institutions fédérales au sujet de particuliers soit protégée;
- encourager les institutions fédérales à adopter des pratiques équitables en matière d'information.

Description des secteurs d'activité

Accès à l'information

Le secteur, Accès à l'information, a pour principale activité d'enquêter, de présenter des rapports et de faire des recommandations aux responsables des institutions fédérales à la suite de plaintes présentées par des particuliers qui soutiennent que la *Loi sur l'accès à l'information* n'a pas été respectée.

Le Commissaire peut déposer lui-même une plainte. Il peut comparaître au nom des plaignants, s'ils y consentent, ou avec eux pour demander à la Cour fédérale de revoir la décision d'une institution fédérale de refuser de communiquer des renseignements aux termes de la Loi. Il présente un rapport annuel au Parlement et il peut produire des rapports spéciaux.

Les clients du secteur sont les utilisateurs et les utilisatrices de la Loi, soit tous les citoyens canadiens, les résidents permanents, les personnes ou les sociétés présentes au Canada et les 155 institutions fédérales assujetties à la Loi.

Protection de la vie privée

La principale activité du secteur, Protection de la vie privée, est d'enquêter, de présenter des rapports et de faire des recommandations aux responsables des institutions fédérales et, dans le cas de plaintes, de remettre au plaignant un rapport exposant ses constatations. Le Commissaire examine l'information personnelle conservée dans les banques de données du gouvernement et enquête sur la façon dont les institutions recueillent, utilisent, conservent et aliènent les renseignements personnels.

Avec l'autorisation du plaignant, le Commissaire peut se présenter au nom de ce dernier devant la Cour fédérale en cas de recours en révision d'un refus de communication de la part d'une institution. Le Commissaire présente un rapport annuel au Parlement et peut produire des rapports spéciaux de temps à autre. Le Commissaire réalise aussi à l'occasion des études particulières pour le ministre de la Justice.

Parmi les clients du secteur d'activité, on compte toute personne qui se trouve légitimement au Canada et qui désire consulter l'information la concernant dans les documents du gouvernement, toute personne insatisfaite de la façon dont le gouvernement fédéral traite les renseignements personnels, les députés, les commissaires provinciaux à la vie privée ainsi que les membres du public et des médias qui cherchent à se documenter sur la Loi ou sur des questions de protection de la vie privée.

Justice

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Services généraux

Le secteur d'activité, Services généraux, fournit essentiellement des services administratifs : finances, personnel, technologie de l'information et administration générale (gestion des documents, sécurité, approvisionnement, bibliothèque, réception et services de gestion).

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Accès à l'information	3,554	3,554	2,624
Protection de la vie privée	3,750	3,750	2,814
Services généraux	1,179	1,179	964
	8,483	8,483	6,402

Justice Cour suprême du Canada

Objectifs

Fournir une cour générale d'appel pour le Canada.

Description des secteurs d'activité

Bureau du registraire

Le Bureau du registraire fournit une gamme de services à la Cour, y compris le traitement de tous les documents déposés par les parties et la préparation des affaires pour l'audition et le jugement; la publication et la diffusion des arrêts de la Cour; le maintien de la base d'information nécessaire à la Cour; la communication de renseignements sur la Cour ainsi que la tenue et la conservation des documents et archives de la Cour. Le Bureau administre également les paiements législatifs suivants : les traitements, les indemnités et les pensions des juges; les pensions aux conjoints et aux enfants des juges; et les montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bureau du registraire	15,424	1,279	16,703	15,720
	15,424	1,279	16,703	15,720

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Bureau du registraire</i>		
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur les juges</i> (L.R., 1985, ch. J-1)	1,279,000	1,180,000
Total	1,279,000	1,180,000

Justice

Cour canadienne de l'impôt

Objectifs

L'objectif est de veiller au fonctionnement d'un tribunal indépendant et d'accès facile en vue d'assurer le règlement rapide des différends entre les justiciables et le gouvernement du Canada sur des questions découlant de l'application de la *Loi sur la Cour canadienne de l'impôt* ou de toute autre disposition législative en vertu de laquelle la Cour a compétence exclusive.

Description des secteurs d'activité

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt

Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt fournit une gamme de services à la Cour par l'intermédiaire des secteurs de services suivants :

- Gestion des appels – Ce secteur de services fournit aux parties aux litiges des renseignements et des conseils au sujet des règles de pratique et de procédure de la Cour et offre aux juges de la Cour des services d'établissement ordonné et efficace du rôle des audiences.
- Services intégrés – Ce secteur de services offre un soutien au greffe au chapitre des finances, de l'administration, de la sécurité, de la bibliothèque, des ressources humaines, de l'informatique, de la rédaction et de la révision.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Le greffe de la Cour canadienne de l'impôt	11,471	11,471	12,156
	11,471	11,471	12,156

17 Parlement

Sénat 17-3

Chambre des communes 17-5

Bibliothèque du Parlement 17-8

Parlement

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Parlement			
Sénat			
1	Dépenses du Programme	33,087	30,051
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, au compte de prestations de retraite supplémentaires; et au compte de convention de retraite des parlementaires; allocations de retraite versées aux sénateurs à la retraite en vertu de la partie III de la <i>Loi sur les allocations de retraite des parlementaires</i>	15,358	13,435
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,051	3,935
Total de l'organisme		52,496	47,421
Chambre des communes			
5	Dépenses du Programme	164,610	159,715
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	62,218	60,454
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22,660	22,154
Total de l'organisme		249,488	242,323
Bibliothèque du Parlement			
10	Dépenses du Programme	19,798	17,910
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,968	2,618
Total de l'organisme		22,766	20,528

Parlement

Sénat

Objectifs

Permettre au Sénat d'exercer son rôle constitutionnel et de gérer son propre fonctionnement.

Le Sénat exerce quatre grandes fonctions : représenter les intérêts des régions, des provinces et des minorités; faire enquête sur des dossiers d'intérêt national; délibérer; légiférer.

Les sénateurs exercent ces fonctions soit individuellement par l'entremise de leurs bureaux, ou collectivement par l'intermédiaire des délibérations à la Chambre et aux comités du Sénat. L'administration du Sénat assure les services de soutien nécessaires aux sénateurs pour exécuter leurs fonctions parlementaires.

Description des secteurs d'activité

Sénateurs et bureaux des sénateurs

Prestation aux sénateurs des services prévus par la loi, comme l'autorisent la *Loi sur le Parlement du Canada* et la *Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement*. Les dépenses de fonctionnement des bureaux des sénateurs sont payées conformément aux politiques et aux lignes directrices établies.

Les dépenses comprises dans ces deux catégories sont les suivantes : indemnités de session et de fonction des sénateurs, et cotisations aux régimes de retraite; allocations de retraite; frais de déplacement et de communication; dépenses de recherche et de bureau des sénateurs, y compris les dépenses de personnel et le coût du matériel et des services nécessaires au fonctionnement de leurs bureaux respectifs; fonds de recherche pour les caucus.

Fonctionnement de la Chambre

Prestation du soutien et des services nécessaires aux sénateurs pour leur travail à la Chambre du Sénat, c'est-à-dire délibérer et approuver des projets de loi, présenter des pétitions, discuter des rapports des comités et participer à des cérémonies. Ces fonctions sont exercées conformément au Règlement du Sénat, à la procédure parlementaire, aux règles de préséance et aux décisions du Président.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : rémunération additionnelle des hauts fonctionnaires du Sénat; dépenses de personnel et dépenses relatives au fonctionnement des bureaux des hauts fonctionnaires du Sénat; traitements et autres dépenses de fonctionnement relatives au greffier du Sénat, au sous-greffier, au légiste et au huissier du bâton noir; journaux, compte rendu des débats et publications dans les deux langues officielles; programme des pages du Sénat; échanges parlementaires.

Comités

Soutien aux sénateurs qui font partie de comités permanents, de comités spéciaux et de comités mixtes. Les comités sont chargés d'étudier à fond les projets de loi et d'approuver des projets de loi modificatifs en se fondant sur les témoignages d'experts et sur les conseils juridiques d'experts en droit. Ils examinent des sujets d'intérêt public, font des recommandations et étudient les propositions de dépenses du gouvernement.

Les sénateurs participent aussi aux activités des associations parlementaires et des groupes d'amitié. Ils représentent le Canada dans des forums internationaux où l'on discute de dossiers importants pour la population canadienne.

Les dépenses liées à ce secteur d'activité sont les suivantes : comités et associations parlementaires; compte rendu des débats et service de publication; télédiffusion des délibérations des comités.

Parlement Sénat

Soutien administratif

Soutien nécessaire à la prestation efficace, efficiente et économique des programmes décrits sous les trois autres rubriques de fonctions du Sénat. Fourniture des locaux et de l'équipement, des outils, de l'information, du matériel et des services, et des conseils spécialisés sur tous les aspects des activités.

Les dépenses comprises dans ce secteur d'activité sont les suivantes : services financiers et gestion du matériel; ressources humaines; services de sécurité; services de communication et d'information; gestion de la technologie de l'information; aménagement et entretien des locaux; services de poste, de messagerie et d'imprimerie; réparations, métiers et transports.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Sénateurs et bureaux des sénateurs	26,972	167	27,139	24,198
Fonctionnement de la Chambre	4,300	.....	4,300	3,988
Comités	5,554	290	5,844	5,069
Soutien administratif	15,213	.....	15,213	14,166
	52,039	457	52,496	47,421

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Sénateurs et bureaux des sénateurs</i>		
(L) Pensions aux sénateurs à la retraite (L.R., 1985 ch. M-5)	167,000	167,000
Total des subventions	167,000	167,000
Contributions		
<i>Soutien administratif</i>		
Contributions aux associations parlementaires	289,600	289,600
Total des contributions	289,600	289,600
Total	456,600	456,600

Parlement

Chambre des communes

Objectifs

L'administration de la Chambre des communes soutient les activités que les députés exercent individuellement et collectivement à titre de représentants de 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus.

Description des secteurs d'activité

Circonscription

Il s'agit ici des ressources servant à appuyer le rôle des représentants élus de 301 circonscriptions. À ce titre, les députés s'acquittent de leurs responsabilités de la même manière qu'ils le feraient pour l'exploitation de 301 petites entreprises. Ils reçoivent des services et du soutien conformément à la *Loi sur le Parlement du Canada*, aux règlements du Bureau de régie interne, au Règlement de la Chambre et aux décisions du Président. Les autres services qui soutiennent le travail des députés dans les circonscriptions sont également fournis conformément aux lignes directrices et aux normes établies par le Bureau. Les coûts sont répartis de la façon suivante :

- Traitements et allocations des députés, y compris la contribution au régime de pension des députés;
- Budget des bureaux des députés, y compris la rémunération du personnel, les dépenses de bureau et les déplacements dans la circonscription;
- Communication avec les commettants, y compris les frais de déplacement et de communications;
- Biens et services fournis par la Chambre;
- Autres frais relatifs au personnel;
- Coûts d'administration de l'institution attribuables au soutien de cette activité.

Chambre

Il s'agit ici des ressources servant à appuyer le rôle des représentants élus de la Chambre où ils exercent un droit de vote à titre de députés ou de membres du comité plénier. À la Chambre, les députés doivent se conformer au Règlement de la Chambre, à la procédure parlementaire, à la jurisprudence et aux décisions du Président qui sont sans appel. Dans l'exercice de ces fonctions, les députés ont besoin de toute une gamme de services, dont les suivants :

- Service des comptes rendus des débats, Service de l'index et des références, Service des publications;
- Services de sécurité;
- Services postaux, de distribution et de messagerie;
- Télédiffusion parlementaire;
- Services d'entretien;
- Services de l'expansion du commerce et de transport;
- Recherche et échanges parlementaires;
- Programme des pages;
- Journaux;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

Comité

Ce secteur d'activité assure le financement des activités exercées par les députés au sein des comités permanents, des comités spéciaux ou mixtes et du Bureau de régie interne. Ce rôle est essentiel, car la Chambre des communes confie à ses comités l'étude approfondie de projets de loi ainsi que l'examen minutieux des programmes et politiques du gouvernement. Les députés font également partie d'associations parlementaires et de groupes d'amitié et se joignent à des délégations qui participent à des échanges parlementaires. Des conseils professionnels leur sont proposés sur des questions de fond qui touchent le travail de ces associations et les échanges, et des juristes leur prodiguent des avis et conseils concernant la formulation d'amendements aux projets de loi du gouvernement. Voici la liste des services soutenant ce secteur d'activité :

- Comités et associations parlementaires;
- Recherche et échanges parlementaires;
- Service des comptes rendus des comités, Service de l'index et des références, Service des publications;
- Télédiffusion parlementaire;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

Parlement

Chambre des communes

Caucus

La Chambre soutient les députés dans leurs rencontres avec divers groupes ainsi que dans leurs relations avec les membres de leur caucus. Ce domaine englobe le soutien offert aux bureaux de recherches des partis et aux agents supérieurs de la Chambre (président, vice-président, leaders à la Chambre, whips et leurs adjoints respectifs). Le statut de chaque député est conféré par la Constitution et la *Loi sur le Parlement du Canada*. Les règlements du Bureau de régie interne définissent avec plus de précision la latitude laissée aux députés dans divers domaines. Les composantes de ce secteur d'activité sont les suivantes :

- Rémunération additionnelle des agents supérieurs de la Chambre;
- Budget des bureaux de recherches, des chefs de parti et des autres bureaux des agents supérieurs de la Chambre, y compris les frais de personnel et les frais de fonctionnement;
- Autres frais relatifs au personnel;
- Coûts administratifs de l'institution pour l'appui à ce secteur d'activité.

Institution

Ce secteur d'activité fournit les ressources pour le personnel administratif de la Chambre des communes. Les employés de la Chambre sont chargés de fournir des services aux députés élus pour une législature et, de plus, sont en permanence au service de la Chambre en tant qu'institution. Le Programme d'orientation destiné aux nouveaux députés permet de faire connaître aux nouveaux venus les règlements administratifs du Bureau de régie interne, les politiques administratives ainsi que les règles de procédure et les précédents établis par les législatures antérieures et qui serviront d'appui aux législatures futures. Le personnel de la Chambre s'efforce de toujours bien représenter l'institution et de soutenir le travail des députés dans leur rôle de représentants des 301 circonscriptions, à la Chambre, en comité et en caucus. Les fonds sont affectés à ce qui suit :

- Politique et gestion (Bureaux du greffier, du greffier adjoint, du sous-greffier et du sergent d'armes);
- Services financiers;
- Ressources humaines;
- Services de l'information;
- Services de sécurité;
- Tribune de la presse canadienne;
- Services des immeubles;
- Services de logistique;
- Services des télécommunications;
- Services postaux, de distribution et de messagerie;
- Coûts administratifs pour l'appui à ce secteur d'activité.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire				
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Circonscription	156,232	.....	140	156,092	152,114
Chambre	14,252	.....	77	14,175	14,248
Comité	16,024	754	114	16,664	16,571
Caucus	22,646	.....	52	22,594	20,682
Institution	40,457	.....	494	39,963	38,708
	249,611	754	877	249,488	242,323

Parlement
Chambre des communes

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Comité</i>		
Contributions aux associations parlementaires et de procédure	753,900	753,900
Total	753,900	753,900

Parlement

Bibliothèque du Parlement

Objectifs

Offrir au Parlement, en temps opportun, des services complets et fiables d'information, de documentation, de recherche et d'analyse, ainsi que des collections riches et pertinentes pour appuyer les fonctions de législation et de représentation, et fournir au public de l'information sur le Parlement du Canada.

Description des secteurs d'activité

Services aux parlementaires

En tant que clients principaux de la Bibliothèque, les parlementaires et les membres de leur personnel se voient offrir une vaste gamme de services et de produits pour leur travail individuel ou collectif en Chambre, en comité et dans les circonscriptions ou régions. Les services de recherche et d'analyse sont offerts exclusivement aux parlementaires.

Services aux clients autorisés

Les autres clients autorisés se voient offrir des services d'information et de référence personnalisés et une aide de nature variée, conforme aux lignes directrices relatives au niveau de service. Comme elle le fait pour les parlementaires, la Bibliothèque doit continuellement revoir les services et les produits offerts à ces clients afin de satisfaire à leurs besoins changeants.

Mettre des collections à la disposition du Parlement

La Bibliothèque veille à l'enrichissement et au maintien de ses collections grâce à une acquisition judicieuse et au catalogage attentif des livres et des documents, ainsi qu'à l'analyse des nouveaux médias en vue de leur inclusion possible. Par la préservation des collections historiques, la Bibliothèque fait en sorte que le patrimoine culturel et politique du Canada demeure accessible aux générations actuelles et futures.

Services au public

La Bibliothèque du Parlement fournit un large éventail de services et de programmes au public, dont des visites guidées, des programmes d'animation théâtrale, un centre téléphonique de renseignements, le Forum des enseignantes et des enseignants sur la démocratie parlementaire canadienne et une boutique de souvenirs.

Services liés à l'infrastructure

Une vaste gamme de services de soutien permet à la Bibliothèque de fonctionner efficacement et d'atteindre ses objectifs.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services aux parlementaires	10,299	.....	10,299	9,443
Services aux clients autorisés	1,326	.....	1,326	1,232
Mettre des collections à la disposition du Parlement	3,961	.....	3,961	3,695
Services au public	1,947	203	1,744	1,642
Services liés à l'infrastructure	5,436	.....	5,436	4,516
	22,969	203	22,766	20,528

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999–2000 a été rajusté afin de tenir compte des modifications apportées à la structure pour l'exercice 2000–2001.

18 Patrimoine canadien

- Ministère 18-5
- Conseil des Arts du Canada 18-9
- Société Radio-Canada 18-10
- Société de développement de l'industrie
cinématographique canadienne 18-12
- Musée canadien des civilisations 18-13
- Musée canadien de la nature 18-14
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes 18-15
- Archives nationales du Canada 18-16
- Société du Centre national des Arts 18-18
- Commission des champs de bataille nationaux 18-19
- Commission de la capitale nationale 18-20
- Office national du film 18-21
- Musée des beaux-arts du Canada 18-23
- Bibliothèque nationale 18-25
- Musée national des sciences et de la technologie 18-27
- Agence Parcs Canada 18-28
- Commission de la fonction publique 18-30
- Condition féminine – Bureau de la
coordonnatrice 18-33

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Patrimoine canadien			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	117,069	124,732
5	Subventions et contributions	698,871	546,469
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs	930	930
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	550	458
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	182	182
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,773	12,376
	Crédit non requis		
–	Versements à la Société canadienne des postes	.....	47,300
	Total du budgétaire	831,427	732,496
L10	Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10	10
	Total du Ministère	831,437	732,506
Conseil des Arts du Canada			
15	Paiements au Conseil des Arts du Canada	114,757	116,456
	Total de l'organisme	114,757	116,456
Société Radio-Canada			
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	783,415	756,409
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4,000	4,000
30	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital	113,719	143,472
	Total de l'organisme	901,134	903,881
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne			
35	Paiements à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne	79,397	78,732
	Total de l'organisme	79,397	78,732
Musée canadien des civilisations			
40	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	47,516	46,281
	Total de l'organisme	47,516	46,281
Musée canadien de la nature			
45	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	21,125	20,537
	Total de l'organisme	21,125	20,537
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes			
50	Dépenses du Programme	.....	1,500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4,491	4,442
	Total de l'organisme	4,491	5,942

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Archives nationales du Canada			
55	Dépenses du Programme	41,430	39,938
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,382	5,222
Total de l'organisme		46,812	45,160
Société du Centre national des Arts			
60	Paiements à la Société du Centre national des Arts	21,491	21,536
Total de l'organisme		21,491	21,536
Commission des champs de bataille nationaux			
65	Dépenses du Programme	7,775	7,519
(L)	Dépenses aux termes de l'alinéa 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	850	700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	249	228
Total de l'organisme		8,874	8,447
Commission de la capitale nationale			
70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	40,108	39,173
75	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	23,751	8,749
80	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les subventions et contributions	13,260	13,260
Total de l'organisme		77,119	61,182
Office national du film			
85	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement	59,243	59,170
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film	375	375
Total de l'organisme		59,618	59,545
Musée des beaux-arts du Canada			
90	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	30,285	29,535
95	Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection	3,000	3,000
Total de l'organisme		33,285	32,535
Bibliothèque nationale			
100	Dépenses du Programme	28,919	27,008
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,776	3,407
Total de l'organisme		32,695	30,415
Musée national des sciences et de la technologie			
105	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	20,298	19,677
Total de l'organisme		20,298	19,677

Patrimoine canadien

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Agence Parcs Canada		
110 Dépenses du Programme	243,054	245,857
115 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	11,100	14,000
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	62,300	58,074
(L) Fonds renouvelable des unités d'entreprises de l'Agence Parcs Canada	(1,754)	(473)
(L) Fonds renouvelable des périmètres urbains de l'Agence Parcs Canada	416	416
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30,629	29,375
Total de l'organisme	345,745	347,249
Commission de la fonction publique		
120 Dépenses du Programme	94,596	93,735
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13,250	13,219
Total de l'organisme	107,846	106,954
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice		
125 Dépenses de fonctionnement	8,328	7,769
130 Subventions	8,250	8,250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,063	1,032
Total de l'organisme	17,641	17,051

Patrimoine canadien Ministère

Objectifs

Bâtir une société forte où les Canadiens et les Canadiennes expriment leurs valeurs, participent et sont fiers de leur patrimoine.

Description des secteurs d'activité

Développement culturel et patrimoine

Développement culturel et patrimoine aide à créer un environnement où le patrimoine du Canada est préservé et rendu accessible, où l'expression artistique peut s'épanouir, où les marchés culturels peuvent se développer, assurant ainsi la disponibilité et l'accessibilité des arts, du patrimoine, et des produits et services de la radiodiffusion. Il y parvient grâce à une combinaison d'activités et de programmes variés, grâce aussi à des instruments et des institutions, notamment, des accords internationaux, des organismes culturels, des organismes de services spéciaux, des lois et des règlements.

Identité canadienne

Les Canadiens et les Canadiennes partagent une identité fondée sur des valeurs et des caractéristiques communes. Forts de la diversité de leurs langues, de leur patrimoine culturel, de leur origine ethnique et de leurs liens régionaux, ils ont une vision du Canada où chacun aide à bâtir une société fière et unie.

Identité canadienne favorise la connaissance et l'appréciation des institutions et des réalisations canadiennes, des symboles et des valeurs qu'ils représentent, de la dualité linguistique, du caractère multiculturel du Canada et de la contribution des Autochtones. Il favorise la participation des citoyens et le bénévolat, la justice sociale, la compréhension réciproque, les droits de la personne, l'apprentissage des deux langues officielles, l'excellence dans le sport et la reconnaissance des athlètes et la commémoration d'événements nationaux comme moyens de participer à l'édification d'un Canada fier et fort de son patrimoine.

Gestion intégrée

La Gestion intégrée fournit des avis, des services et des produits stratégiques associés à la planification stratégique et à la coordination des politiques; à la gestion financière; à la gestion des ressources humaines; à la gestion de l'information; aux communications et aux affaires publiques; aux examens ministériels; au soutien administratif et au soutien de l'exécution régionale des programmes. En outre, elle fait la promotion des activités de Patrimoine canadien grâce à la coordination avec les organismes du portefeuille, à des échanges actifs avec les organismes centraux, d'autres ministères fédéraux, les provinces, les territoires et la communauté internationale. Elle coordonne aussi la participation du Canada aux expositions internationales.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001					Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Non-budgétaire			
	Fonctionnement	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Total	Prêts, dotations en capital et avances		
Développement culturel et patrimoine	36,708	258,617	4,103	291,222	10	291,232	270,335
Identité canadienne	41,049	440,986	.....	482,035	.....	482,035	388,071
Gestion intégrée	58,170	.....	.....	58,170	.....	58,170	74,100
	135,927	699,603	4,103	831,427	10	831,437	732,506

Patrimoine canadien
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Subventions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales et à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :		
Subventions à des établissements et à des administrations sis au Canada conformément à l'article 35 de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	1,163,680	1,163,680
Subventions aux musées et autres organisations du Canada aux fins de leur fonctionnement, de projets spéciaux, de la formation, d'enregistrement, de l'achat de matériel et de la construction d'installations	8,400,000	5,662,250
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux.	46,400,000	. . . . .
<i>Identité canadienne</i>		
Subventions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, aux administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	46,083,842	29,083,842
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres niveaux de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et célébrer la Fête du Canada	10,319,800	8,819,800
Subventions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers pour promouvoir le multiculturalisme	16,033,224	16,233,224
Subventions aux lieutenants-gouverneurs de chaque province du Canada à titre d'indemnité de voyage et d'accueil pour les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions dans leur capitale provinciale :		
Terre-Neuve	28,800	22,800
Île-du-Prince-Édouard	19,680	13,680
Nouvelle-Écosse	21,200	15,200
Nouveau-Brunswick	21,200	15,200
Québec	28,800	22,800
Ontario	28,800	22,800
Manitoba	25,000	19,000
Saskatchewan	25,000	19,000
Alberta	25,000	19,000
Colombie-Britannique	28,800	22,800
Subventions à des centres d'amitié autochtones, à des associations représentant expressément les centres d'amitié autochtones, à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones	5,701,560	5,701,560
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	550,000	458,000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents	182,000	182,000
Total des subventions	135,086,386	67,496,636

Patrimoine canadien
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Contributions		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Contributions à des musées à but non lucratif ainsi qu'à des associations muséales nationales et internationales de même qu'à des institutions du patrimoine pour améliorer l'accès au patrimoine canadien :		
Contributions aux musées canadiens pour appuyer leurs activités destinées au public	2,442,850	1,703,100
Contribution à l'Association des musées canadiens	314,250	314,250
Contribution en vertu des modalités de l'entente Canada-France dans le domaine des musées	200,000	200,000
Contributions à des organismes culturels à but non lucratif et à des institutions dans le but d'améliorer les infrastructures culturelles et d'appuyer le développement culturel :		
Contributions à des institutions et organismes culturels canadiens sans but lucratif pour les arts et la technologie, l'amélioration de la gestion, l'achat de matériel technologique de communications	9,929,278	9,769,278
Contribution à la fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (Î.-P.-É.)	1,205,000	1,125,000
Contributions pour appuyer les organismes de publication, d'enregistrement sonore et de multimédia afin d'améliorer leur développement et leur distribution :		
Contributions au Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition	31,643,742	31,643,742
Contributions au Programme d'aide au développement de l'enregistrement sonore	4,200,000	3,900,000
Contributions au Fonds d'investissement en multimédia	5,750,000	5,750,000
Contributions pour la création de fonds de réserve pour pertes sur prêts pour appuyer les industries culturelles	1,600,000	1,600,000
Contributions à l'appui de la distribution de la radiodiffusion	11,400,000	4,600,000
Contributions à l'appui d'initiatives de formation dans le domaine des industries culturelles	2,800,000	1,300,000
Contributions au Fonds canadien de télévision	99,550,000	99,550,000
Contributions à l'appui du service international offert par la SRC au moyen de Radio Canada International	20,520,000	20,520,000
Contributions aux organismes de service nationaux dans les domaines des arts, de la culture, du film, de la vidéo et de l'enregistrement sonore en vue d'appuyer leurs services et des projets spéciaux	390,000	390,000
Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	10,709,000	7,209,000
<i>Identité canadienne</i>		
Contributions à l'égard de programmes relatifs à l'emploi des langues officielles dans des domaines de compétence provinciale et territoriale, y compris les programmes de bourses pour les cours d'été de langue seconde et les programmes d'aide aux écoles indépendantes et aux associations d'écoles indépendantes	217,841,716	169,841,716

Patrimoine canadien
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions à des organismes représentant les communautés minoritaires de langue officielle, à des administrations publiques non fédérales et à d'autres organismes pour favoriser l'usage, l'acquisition et la promotion des langues officielles	14,079,120	9,714,320
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs privé et public et aux autres niveaux de gouvernement dans le but de favoriser la participation à la société canadienne	17,477,110	15,927,410
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des universités, à des institutions et à des particuliers afin de promouvoir le multiculturalisme	186,640	186,640
Contributions à des associations autochtones, à des groupes de femmes autochtones, à des groupes autochtones œuvrant à l'échelon local, à des sociétés de communications autochtones, à des centres d'amitié autochtones et à des associations représentant expressément des centres d'amitié autochtones	59,723,386	35,423,386
Contributions à des organismes nationaux de sport amateur	32,865,000	32,865,000
Contributions à des athlètes amateurs d'élite	9,250,000	9,300,000
Contributions aux organismes commanditaires de jeux omnisports régionaux, nationaux et internationaux	10,440,000	16,540,000
Total des contributions	564,517,092	479,372,842
Postes non requis		
Contributions aux termes d'ententes fédérales-provinciales pour appuyer le développement culturel régional	.....	240,000
Total des postes non requis	.....	240,000
Total	699,603,478	547,109,478

Patrimoine canadien

Conseil des Arts du Canada

Objectifs

Encourager et promouvoir l'étude et la production d'œuvres d'art et leur appréciation et coordonner les activités de l'UNESCO au Canada et la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO à l'étranger.

Description du financement par voie de crédits

Arts

Aide à certains artistes, sous forme de bourses de travail libre et de perfectionnement et de bourses de projet et de voyage, accordées à la suite de concours; subventions annuelles aux organismes artistiques qui permettent à l'artiste de rejoindre le public intéressé; aide à des initiatives particulières conçues pour rejoindre un nouveau public; aide aux institutions ou entreprises nationales qui fournissent, au besoin, des services spéciaux dans le domaine des arts; administration du programme de versements de droit de prêt public aux auteurs.

Commission canadienne pour l'UNESCO

Coordination de l'élaboration des activités de l'UNESCO au Canada et de la participation du Canada aux activités de l'UNESCO à l'étranger; aide au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international dans l'élaboration future des programmes de l'UNESCO, sauf en ce qui concerne les questions politiques et les programmes d'aide aux pays en développement.

Administration

Services ordinaires et spéciaux, et services de soutien nécessaires, y compris la gestion du portefeuille d'investissement et des comptes du Conseil.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Arts	109,743	111,574
Commission canadienne pour l'UNESCO	1,200	1,125
Administration	14,814	14,257
Total partiel	125,757	126,956
Moins :		
Intérêts et dividendes sur placements	10,800	10,300
Annulation de subventions autorisées au cours d'années antérieures et remboursements	200	200
Total partiel	11,000	10,500
Total des besoins budgétaires	114,757	116,456

Patrimoine canadien

Société Radio-Canada

Objectifs

Exploiter un service national de radio et de télévision dont le contenu et le caractère sont principalement canadiens et l'offrir, dans les deux langues officielles, à tous les Canadiens.

Description du financement par voie de crédits

Les principaux secteurs d'activité de la Société pour la réalisation de ses objectifs sont décrits ci-dessous.

Coûts des services de télévision et de radio

Ce secteur d'activité englobe tous les principaux services de diffusion, radio ou télévision, en français ou en anglais, à l'échelon national, régional ou local. Ce secteur comprend :

- la planification de chaque émission et des grilles de diffusion;
- l'acquisition d'émissions auprès d'autres organismes ou entreprises de production;
- la production d'émissions à l'interne;
- les services autofinancés ou exécutés à contrat, comme Radio Canada International, Galaxie, CBC Newsworld et le Réseau de l'information;
- les services de gestion opérationnelle offerts aux divers centres de production et de transmission, comme la supervision des émissions, la recherche en programmation, l'ingénierie, les ressources humaines, les services financiers et administratifs, et la gestion locale;
- les activités de vente et de marketing dont font l'objet les émissions et les messages publicitaires de la Société, y compris les commissions versées aux représentants et les frais liés à la vente des émissions.

Transmission, distribution et collecte

Distribution, dans la mesure du possible, du service national de radiodiffusion dans toutes les parties du pays au moyen des installations de la Société ou d'installations privées. La distribution peut s'effectuer par satellite, par ondes ultracourtes et par ligne terrestre. Ce secteur d'activité comprend également la distribution du signal à chaque récepteur de radio et de télévision au moyen des émetteurs de la Société, par l'entremise de stations affiliées du secteur privé payées pour diffuser les émissions de Radio-Canada, ou par le biais d'installations qui permettent de différer ou de devancer la diffusion des émissions, selon les fuseaux horaires qui découpent le pays.

Administration nationale

Fonctions dont la Société doit s'acquitter sur une base nationale, notamment la haute direction, la formulation des politiques et des normes, la planification stratégique et les relations externes.

Amortissement des immobilisations

Ce poste représente le montant annuel comptabilisé pour l'amortissement des immobilisations de la Société. Le calcul de l'amortissement repose sur la méthode linéaire en vertu de laquelle les sommes amorties sont fonction de la durée de vie utile des immobilisations.

Ce poste ne nécessite pas de fonds d'exploitation, puisque la Société reçoit un financement distinct pour ses dépenses en immobilisations. Cependant, l'amortissement des immobilisations est déclaré séparément, strictement à des fins comptables, comme l'exigent les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Par conséquent, cette dépense est comprise dans les « postes ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants » et elle est déduite au moment où on détermine le total des besoins d'exploitation de la Société pour l'exercice, en fonction du financement gouvernemental.

Recettes

Comprend les recettes publicitaires, les ventes d'émissions, les recettes diverses et les recettes des services spécialisés (CBC Newsworld, le Réseau de l'information, Radio Canada International et Galaxie).

Patrimoine canadien
Société Radio-Canada

Activités d'immobilisations

Représente les dépenses en immobilisations pour le remplacement de l'équipement désuet ou usé, pour les améliorations essentielles au maintien de l'équipement existant afin d'assurer l'efficacité des opérations et pour les autres projets qui permettront de réduire les coûts d'exploitation.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Coûts des services de télévision et de radio	1,226,198	1,160,833
Transmission, distribution et collecte	74,658	84,409
Administration nationale	15,913	14,593
Amortissement des immobilisations	158,266	125,362
Total partiel	1,475,035	1,385,197
Moins :		
Postes ne nécessitant pas des fonds d'exploitation courants	158,582	155,791
Total partiel	1,316,453	1,229,406
Moins :		
Recettes	533,038	472,997
Total des dépenses d'exploitation	783,415	756,409
Fonds de roulement	4,000	4,000
Activités d'immobilisations	113,719	143,472
Total des besoins budgétaires	901,134	903,881

Patrimoine canadien

Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne

Objectifs

Favoriser et encourager le développement des industries du long métrage et de la télévision au Canada.

Description du financement par voie de crédits

Administration

Dépenses et traitement des membres, de la direction, du personnel, des conseillers techniques et professionnels; coût des services de soutien nécessaires à l'évaluation, au choix et à la gestion des projets à encourager.

Placements, prêts, promotion et distribution

Mises de fonds de la Société, y compris l'aide à la production, la distribution et la promotion de longs métrages canadiens qui paraissent rentables et l'aide au doublage et au sous-titrage dans l'une ou l'autre langue officielle.

Fonds canadien de télévision

Aide financière pour la production d'émissions télévisées en vertu de la politique nationale de la radiotélédiffusion.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Administration	13,771	13,106
Placements, prêts, promotion et distribution	43,688	43,688
Fonds canadien de télévision	47,638	47,638
Total partiel	105,097	104,432
Moins :		
Recettes prévues	25,700	25,700
Total des besoins budgétaires	79,397	78,732

Patrimoine canadien

Musée canadien des civilisations

Objectifs

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt, le respect et la compréhension critique de même que la connaissance et le degré d'appréciation par tous des réalisations culturelles et des comportements de l'humanité, par la constitution, l'entretien et le développement aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets à valeur historique ou culturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de ces réalisations et comportements, et des enseignements et de la compréhension qu'ils génèrent.

Description du financement par voie de crédits

Collectionner et rechercher

Gérer, développer, conserver et faire de la recherche sur la collection afin d'améliorer l'exécution des programmes et d'accroître les connaissances scientifiques.

Présenter, éduquer et diffuser

Développer, maintenir et diffuser les expositions, les programmes et les activités pour accroître la connaissance, la compréhension critique de même que le respect et le degré d'appréciation de toutes les réalisations culturelles et du comportement de l'humanité.

Fournir des installations

Gérer et maintenir toutes les installations ainsi que les services de sécurité et d'accueil.

Musée canadien de la guerre

Un musée affilié au Musée canadien des civilisations qui est voué à l'histoire militaire du Canada et à son engagement permanent à l'égard du maintien de la paix.

Services généraux

Gouvernance, gestion de la société, vérification et évaluation, collecte de fonds, activités commerciales, finances et administration, ressources humaines, et systèmes d'information.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Collectionner et rechercher	7,381	7,255
Présenter, éduquer et diffuser	15,113	14,661
Musée canadien de la guerre	6,831	6,090
Fournir des installations	19,616	18,298
Services généraux	11,575	10,727
Total partiel	60,516	57,031
Moins :		
Recettes de la Société	13,000	10,750
Total des besoins budgétaires	47,516	46,281

Patrimoine canadien

Musée canadien de la nature

Objectifs

Accroître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, l'intérêt et le respect à l'égard de la nature, de même que sa connaissance et son degré d'appréciation par tous par la constitution, l'entretien et le développement, aux fins de la recherche et pour la postérité, d'une collection d'objets d'histoire naturelle principalement axée sur le Canada ainsi que par la présentation de la nature, des enseignements et de la compréhension qu'elle génère.

Description du financement par voie de crédits

Recherche

Exploration du passé et préparation des Canadiens à l'avenir par des activités systématiques et de recherche appliquée, de même que par la création et le maintien de réseaux, et le maillage avec les milieux scientifiques du Canada et de l'étranger.

Collections

Développement, préservation et mise à la disposition du public des collections d'objets d'histoire naturelle, de spécimens et de documents répondant aux besoins croissants des secteurs public et privé à l'égard de la recherche, de l'éducation et de la prise de décisions concernant la nature.

Éducation au public

Montage et entretien d'expositions, de programmes, de publications écrites et électroniques et d'activités visant à faire comprendre et apprécier la nature.

Services de gestion

Orientation générale et leadership dans l'élaboration et la mise en œuvre de saines pratiques de gestion au sein du Musée canadien de la nature. Appui les activités du Musée canadien de la nature en fournissant la gestion financière, les ressources humaines, les communications, les services d'information et la technologie, les installations et services de sécurité nécessaires.

Gérance

Développement et implantation des politiques, de la structure et des processus nécessaires pour superviser la direction et la gestion du Musée canadien de la nature dans l'accomplissement de son mandat, notamment : l'orientation stratégique, le développement, la mesure du rendement de la société et les rapports à l'État.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Recherche	3,795	3,707
Collections	5,091	5,232
Éducation au public	8,825	7,664
Services de gestion	4,395	3,892
Gérance	1,882	1,869
Total partiel	23,988	22,364
Moins :		
Recettes de la Société	2,863	1,827
Total des besoins budgétaires	21,125	20,537

Patrimoine canadien

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Objectif

Réglementer et surveiller tous les aspects du système canadien de radiodiffusion en vue de mettre en œuvre la politique de radiodiffusion énoncée dans la *Loi sur la radiodiffusion*; et réglementer les télécommunications au Canada en vue de mettre en œuvre la politique énoncée dans la *Loi sur les télécommunications*.

Description des secteurs d'activité

Voix du Canada

Le secteur d'activité, Voix du Canada, vise à assurer que divers contenus canadiens et un éventail approprié de programmes étrangers sont offerts aux consommateurs. Le CRTC élabore et met au point des politiques et des règlements assurant la disponibilité de ces programmes, l'encouragement à la création et la promotion de contenu canadien et une distribution adéquate des services canadiens et étrangers, le soutien du rôle distinctif de la radiodiffusion publique, l'autoréglementation de l'industrie afin de s'adapter aux enjeux sociaux, lorsque cela est opportun, et enfin, l'élaboration d'une stratégie en matière de questions internationales.

Ce secteur d'activité comprend la fourniture de l'expertise nécessaire pour examiner et élaborer des politiques et des règlements en permettant d'évaluer, d'analyser et de traiter toutes les demandes reçues par le Conseil ainsi que de surveiller le système canadien de radiodiffusion de même que la conformité avec les lois, les conditions de licence et les règlements. Ce secteur d'activité englobe principalement le secteur Radiodiffusion et, pour le moment, certaines activités du secteur Télécommunications liées à l'analyse de questions touchant la distribution de contenus et l'accès à ces contenus. Le directeur exécutif de la Radiodiffusion est responsable principalement de ce secteur d'activité.

Choix pour les Canadiens

Le secteur d'activité, Choix pour les Canadiens, vise à faire en sorte que des industries concurrentielles offriront aux Canadiens un large éventail de services de communications qui soient abordables. Le principal moyen d'y arriver sera l'établissement d'un cadre de réglementation et de supervision qui favorisera la concurrence dans la prestation de ces services, aura davantage recours aux forces du marché pour favoriser une concurrence juste et durable; surveillera la concurrence et réglera dans les cas où les forces du marché n'atteignent pas les objectifs de l'intérêt public; appuiera la convergence lorsque la chose convient et est efficace; favorisera de nouvelles formes de contenu, d'assemblage et de distribution; et établira l'équilibre entre les investissements et la diversité de choix, grâce à des politiques relatives à la propriété et au contrôle canadiens.

Les activités comprennent la prestation de l'expertise nécessaire pour examiner et élaborer des politiques et des règlements en permettant d'évaluer, d'analyser et de traiter toutes les demandes reçues par le CRTC et en conseillant le Conseil sur toute question touchant la réglementation des télécommunications et la distribution de radiodiffusion. Ce secteur d'activité englobe le secteur Télécommunications, et certaines activités du secteur Radiodiffusion, portant sur les questions de la distribution de radiodiffusion. Le directeur exécutif des Télécommunications est le responsable principal de ce secteur d'activité.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Voix du Canada	17,966	15,667	2,299	3,023
Choix pour les Canadiens	16,611	14,419	2,192	2,919
	34,577	30,086	4,491	5,942

Patrimoine canadien

Archives nationales du Canada

Objectifs

Préserver la mémoire collective de la nation et du gouvernement canadien et contribuer à la protection des droits et à l'enrichissement du sentiment d'identité nationale :

- en acquérant, conservant et fournissant l'accès aux documents privés et publics d'importance nationale, et en étant le dépositaire permanent des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en facilitant la gestion des documents des institutions fédérales et des documents ministériels;
- en prenant l'initiative, avec d'autres intervenants, d'appuyer les milieux canadien et international des archives et de contribuer à leur développement.

Description des secteurs d'activité

Acquisition et gestion des fonds d'archives

Acquérir, contrôler et préserver les documents de l'administration fédérale ayant une valeur historique à long terme et les documents du secteur privé qui témoignent du développement du Canada et qui ont une valeur archivistique.

Gestion de l'information gouvernementale

Examiner, évaluer, superviser et mettre à exécution les calendriers des délais de conservation et d'élimination des documents des institutions fédérales; aider ces institutions à gérer leur information; et entreposer, récupérer et disposer des documents qui demeurent sous le contrôle des institutions gouvernementales.

Services, sensibilisation et appui

Faciliter l'accès aux fonds des Archives nationales, renseigner les Canadiens sur les Archives nationales, sur ses fonds d'archives et ses services, apporter son soutien aux services d'archives, aux activités archivistiques et au milieu archivistique canadien.

Services généraux

Fournir aux Archives nationales des services de planification stratégique, de coordination et d'examen des politiques; fournir des services de gestion des ressources humaines et financières, de gestion des installations et du matériel et des services de sécurité aux Archives nationales et à la Bibliothèque nationale du Canada, y compris la fourniture de nouvelles installations pour les Archives nationales; fournir aux Archives nationales des services de gestion de l'information et de technologie.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Acquisition et gestion des fonds d'archives	16,305	.....	16,305	15,835
Gestion de l'information gouvernementale	6,610	.....	6,610	6,049
Services, sensibilisation et appui	7,768	1,765	9,533	9,080
Services généraux	14,364	.....	14,364	14,196
	45,047	1,765	46,812	45,160

Patrimoine canadien
Archives nationales du Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
Conseil canadien des archives	600,000	600,000
Alliance pour le patrimoine audiovisuel canadien	25,000	25,000
Total des subventions	625,000	625,000
Contributions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	640,000	640,000
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation	500,000	500,000
Total des contributions	1,140,000	1,140,000
Total	1,765,000	1,765,000

Patrimoine canadien

Société du Centre national des Arts

Objectifs

Promouvoir le développement des arts d'interprétation.

Description du financement par voie de crédits

Programmes des arts d'interprétation

L'organisation de représentations de l'Orchestre du Centre national des Arts; la présentation d'artistes et de compagnies de musique, de théâtre, de danse et de variétés au Centre; la production et la coproduction de spectacles avec d'autres compagnies d'arts d'interprétation canadiennes, et la commande d'œuvres dans le domaine des arts d'interprétation; l'organisation ou la commandite d'émissions de radio et de télévision émanant du Centre; la présentation de films au Centre; et, à la demande du gouvernement canadien ou du Conseil des Arts du Canada, l'organisation de représentations ailleurs au Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes ou étrangères, et de représentations à l'extérieur du Canada par des compagnies d'arts d'interprétation canadiennes. Les programmes des arts d'interprétation sont soutenus par les services de la billetterie, de la production, du marketing et des services à la clientèle.

Activités de financement

Le soutien aux objectifs de la Société par l'entremise de collectes de fonds, de commandites, de dons individuels et autres partenariats.

Services commerciaux

L'exploitation du garage, du restaurant, des bars d'entracte, du service des banquets et de la location des salles.

Exploitation des édifices

La gestion et l'entretien des édifices ainsi que la prestation de services de sécurité.

Services administratifs

La prestation des services de la haute direction, du conseil d'administration, des communications de la Société, des services financiers, de la planification financière, des ressources humaines, des systèmes d'information de gestion de même que des approvisionnements et services.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Programmes des arts d'interprétation	19,173	19,404
Activités de financement	771	1,310
Services commerciaux	7,956	7,247
Exploitation des édifices	10,311	10,666
Services administratifs	5,566	4,732
Total partiel	43,777	43,359
Moins :		
Recettes de la Société	22,286	21,823
Total des besoins budgétaires	21,491	21,536

Patrimoine canadien

Commission des champs de bataille nationaux

Objectifs

Conserver et mettre en valeur les parcs historiques et urbains que constituent les champs de bataille nationaux de Québec et ses environs.

Description des secteurs d'activité

Conservation et mise en valeur

Les actions de la Commission sont regroupées en un seul secteur d'activité « Conservation et mise en valeur » qui se subdivise en trois gammes de services :

- la conservation – regroupant les services suivants :
 - l'entretien qui voit à l'entretien du site, de son ameublement, de ses bâtiments et de ses infrastructures, à assurer un environnement sûr et stable, à atténuer l'usure et la détérioration et à retarder ou prévenir les dommages;
 - l'aménagement qui s'occupe des activités d'aménagement paysager, d'horticulture et d'arboriculture;
 - la surveillance et la sécurité qui voient au respect des règlements concernant la paix et le bon ordre ainsi que des règlements relatifs à la circulation et au stationnement, à la sécurité des usagers du site et à la surveillance des lieux et propriétés de la Commission;
- la mise en valeur – regroupant les services suivants :
 - l'accueil et l'information qui voient à l'accueil des visiteurs, des usagers du parc et des organismes tenant des activités sur le site et s'occupent de l'information au public et des réservations;
 - l'animation pédagogique qui s'occupe des activités d'animation à caractère éducatif pour la clientèle scolaire, des terrains de jeux et du grand public;
 - la communication qui voit à la promotion des activités et des services et assure la visibilité de la Commission et du gouvernement canadien;
- l'administration – comprenant la direction et les services administratifs et financiers.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital		
Conservation et mise en valeur	8,769	105	8,874	8,447
	8,769	105	8,874	8,447

Patrimoine canadien

Commission de la capitale nationale

Objectifs

Promouvoir la fierté et l'unité canadiennes par l'entremise de la capitale nationale. Cet objectif est atteint en utilisant la capitale pour faire connaître le Canada aux Canadiens; en faisant de la capitale un lieu de rencontre unique au Canada; et en sauvegardant et préservant la capitale pour les générations à venir.

Description du financement par voie de crédits

Aménagement de la région de la capitale nationale

Orienter l'aménagement physique et l'utilisation des terrains fédéraux, et coordonner les travaux de design et d'aménagement de manière à en assurer l'excellence, en tenant compte du rôle et de l'importance de la capitale du Canada.

Gestion et développement des biens immobiliers

Gérer et protéger les biens d'intérêt national de la capitale du Canada afin de les préserver pour les générations à venir.

Promotion et animation de la région de la capitale nationale

Accroître la sensibilisation des Canadiens qui vivent à l'extérieur de la région de la capitale nationale au rôle de la région de la capitale au moyen de campagnes de promotion nationales, de contacts en matière de communication (radiodiffusion) et d'activités de rayonnement et présenter la capitale aux visiteurs comme un lieu permettant de faire l'expérience du patrimoine canadien, de la culture et des réalisations de notre pays au moyen de divers services, activités et programmes.

Services généraux

Encourager une utilisation efficace et productive des ressources et fournir des services généraux centralisés à tous les autres secteurs d'activité.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Aménagement de la région de la capitale nationale	1,649	1,717
Gestion et développement des biens immobiliers	70,947	71,164
Promotion et animation de la région de la capitale nationale	11,313	11,842
Services généraux	19,789	18,935
Total partiel	103,698	103,658
Moins :		
Recettes	26,579	42,476
Total des besoins budgétaires	77,119	61,182

Patrimoine canadien Office national du film

Objectifs

Produire des œuvres audiovisuelles qui reflètent les réalités et les perspectives canadiennes tout en innovant dans divers aspects de la cinématographie, et distribuer et rendre accessible ces œuvres audiovisuelles.

Description des secteurs d'activité

Les opérations de l'Office national du film

L'ONF est une agence culturelle qui relève du ministre du Patrimoine canadien et qui est gérée par un conseil d'administration nommé par le gouverneur général en conseil et présidé par le commissaire à la cinématographie canadienne.

L'ONF est un organisme intégré de production et de distribution de films et autres produits multimédias : les films y sont développés, scénarisés, tournés, traités, publicisés, mis en marché, vendus et distribués. Son centre principal de production et de distribution est à Montréal mais il possède aussi des bureaux à Halifax, Moncton, Toronto, Winnipeg, Edmonton et Vancouver. Il compte également des bureaux à Paris, Londres et New York pour la mise en marché internationale de ses productions. Pour rendre son programme d'activités, il compte sur son propre personnel, mais il a également recours à des pigistes et s'associe au besoin à des partenaires des secteurs public et privé de la production et de la distribution.

Bien qu'il soit autonome et que, par tradition, il œuvre à distance du gouvernement, cet organisme cinématographique public contribue à plusieurs égards aux objectifs de la politique culturelle canadienne en offrant des films socialement et culturellement pertinents, en fournissant du matériel audiovisuel canadien aux milieux éducatifs, en appuyant directement diverses initiatives du gouvernement canadien ici et sur la scène internationale, en conservant et en facilitant l'accès à un riche patrimoine audiovisuel canadien, en soutenant le cinéma de la relève, en favorisant le développement du cinéma régional et celui des groupes de la diversité, en établissant des alliances stratégiques avec les secteurs privé et public, en favorisant la promotion de la culture canadienne à l'étranger et en encourageant la recherche et l'expérimentation dans les technologies des communications.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)

	Budget principal des dépenses 2000–2001			Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Fonctionnement	Budgétaire Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
* Les opérations de l'Office national du film	68,199	319	8,900	59,618	59,545
	68,199	319	8,900	59,618	59,545

*Ce secteur d'activité est financé par un fonds renouvelable. Les prévisions figurant dans le présent tableau représentent les besoins de trésorerie pour l'exercice financier. Ces besoins ne tiennent normalement pas compte du déficit de fonctionnement de l'Office étant donné qu'ils sont calculés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Patrimoine canadien
Office national du film

**Autre ventilation des opérations de l'Office national du film
(Méthode de la comptabilité d'exercice)**

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Dépenses	Recettes	Dépenses excédentaires (recettes)	
Programmation	47,143	8,000	39,143	47,301
Distribution	14,700	900	13,800	5,573
Administration	6,300	.....	6,300	6,296
Total partiel	68,143	8,900	59,243	59,170
Augmentation de l'imputation nette accumulée déduite du fonds renouvelable	375	.....	375	375
Budget principal des dépenses (besoins nets de trésorerie)	68,518	8,900	59,618	59,545

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Les opérations de l'Office national du film</i>		
Subventions pour aider à payer le coût de certains événements cinématographiques d'importance, qui ont lieu au Canada et qui sont d'intérêt national ou international, selon l'avis du conseil d'administration	12,000	12,000
Total des subventions	12,000	12,000
Contributions		
<i>Les opérations de l'Office national du film</i>		
Pour aider des organismes sans but lucratif offrant des programmes de formation cinématographique et participer à la promotion de la cinématographie canadienne	307,000	307,000
Total des contributions	307,000	307,000
Total	319,000	319,000

Patrimoine canadien

Musée des beaux-arts du Canada

Objectifs

Constituer, entretenir et faire connaître, dans l'ensemble du Canada et à l'étranger, une collection d'œuvres d'art anciennes et contemporaines principalement axée sur le Canada, et amener tous les Canadiens et Canadiennes à mieux connaître, comprendre et apprécier l'art en général.

Description du financement par voie de crédits

Collections et recherches

Acquérir, préserver, documenter et étudier des œuvres d'art anciennes et contemporaines, nationales et internationales, afin de bien illustrer le patrimoine canadien en arts visuels et de les présenter dans le cadre des programmes du Musée.

Rayonnement

Instituer de nouveaux partenariats pour améliorer l'accès et la diffusion de la collection du Musée, notamment un programme de conservateurs en résidence, des coacquisitions et des prêts à long terme, ainsi que des expositions itinérantes et le recours aux nouvelles technologies de communication.

Affaires publiques

Favoriser la connaissance, la compréhension et l'appréciation des arts visuels chez les Canadiens et Canadiennes, et faire connaître les collections tant au Canada qu'à l'étranger.

Développement

Identifier de nouvelles sources de financement pour le Musée et son affilié afin d'accroître les recettes autonomes.

Expositions et gestion des collections

Élaborer un programme d'expositions itinérantes et gérer les expositions et les installations présentées au Musée, et veiller à la documentation des collections du Musée.

Installations

Offrir, pour la préservation et l'exposition des collections nationales d'œuvres d'art et des fonds de la Bibliothèque et des Archives, un lieu sûr et adéquat qui soit ouvert et accessible au public.

Administration

Assurer la direction et la surveillance; administrer les ressources et bien les mettre en valeur.

Patrimoine canadien
Musée des beaux-arts du Canada

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Collections et recherches	6,842	6,676
Rayonnement	190	167
Affaires publiques	7,315	5,835
Développement	3,519	3,098
Expositions et gestion des collections	7,366	6,998
Installations	14,436	13,454
Administration	3,674	3,872
Total partiel	43,342	40,100
Moins :		
Recettes de la Société	10,057	7,565
Total des besoins budgétaires	33,285	32,535

Nota : Les données du Budget principal des dépenses de 1999–2000 ont été rajustées afin de tenir compte des modifications apportées à la structure de 2000–2001.

Patrimoine canadien

Bibliothèque nationale

Objectifs

Permettre aux Canadiens de se connaître et de connaître leur pays par l'entremise du patrimoine de l'édition et fournir une passerelle efficace vers les sources nationales et internationales d'information.

Description des secteurs d'activité

Collections Canadiana et Services d'accès

Compile et conserve une vaste collection de documents canadiens publiés afin de servir de ressource culturelle et d'information, à l'intention des Canadiens, dans l'immédiat comme dans l'avenir; constitue une base de données bibliographiques dans le but de répertorier les publications canadiennes, de faciliter l'accès à la collection et d'aider les bibliothèques, les agences de publication commerciale et d'autres fournisseurs d'information à identifier les documents aptes à faire partie de la collection, d'en faire l'acquisition ou de les rendre disponibles; offre des services de référence, de recherche et de renvoi aux Canadiens et aux bibliothèques canadiennes qui sont fondées sur la collection Canadiana de la Bibliothèque nationale, plusieurs collections de plus grande envergure qui soutiennent des études canadiennes et l'expertise du personnel de la Bibliothèque nationale, tous à l'appui d'un vaste éventail de services offerts à la clientèle et qui font partie du soutien que la Bibliothèque nationale offre pour l'étude du Canada; commandite des expositions, des séances de lecture, des conférences, des concerts et d'autres activités afin de donner aux Canadiens l'occasion de connaître, comprendre et apprécier leur patrimoine culturel.

Réseautage de bibliothèques

Facilite l'accès de l'information au public quant à ses propres fonds documentaires et ceux des autres bibliothèques au Canada; collabore avec d'autres bibliothèques dans tout le pays dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des procédures, des normes, des produits et des systèmes appropriés devant servir à la mise en commun des ressources entre bibliothèques; coordonne des services de bibliothèque coopératifs entre les ministères et les organismes du gouvernement fédéral et fournit la politique stratégique et les compétences nécessaires au développement et à la coordination des bibliothèques, au Canada et au niveau international.

Administration de la Bibliothèque et des directions

Comprend des services de soutien au Cabinet de l'administrateur général de la Bibliothèque nationale, à l'élaboration de politiques et à la planification stratégique, à la vérification interne, au programme d'évaluation, à la gestion des ressources d'information, aux systèmes de bureau, et aux communications de la Bibliothèque et à l'administration des directions. Les services administratifs, les services d'aménagement de locaux et les services financiers et de ressources humaines sont mis en commun pour la Bibliothèque nationale et les Archives nationales du Canada.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Collections Canadiana et Services d'accès	15,986	35	16,021	14,212
Réseautage de bibliothèques	10,744	11	10,755	9,901
Administration de la Bibliothèque et des directions	5,919	.....	5,919	6,302
	32,649	46	32,695	30,415

Patrimoine canadien
Bibliothèque nationale

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Collections Canadiana et Services d'accès</i>		
Système international de données sur les publications en série	35,000	40,000
<i>Réseautage de bibliothèques</i>		
Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	11,000	11,000
Total	46,000	51,000

Patrimoine canadien

Musée national des sciences et de la technologie

Objectifs

Promouvoir la culture scientifique et technique des Canadiens par la conservation et la mise en valeur du patrimoine scientifique et technologique du Canada.

Description du financement par voie de crédits

La Société comprend deux établissements : le Musée national des sciences et de la technologie et le Musée national de l'aviation. Les deux établissements partagent les activités conjointes de soutien tels le personnel, les finances, le développement et la gestion des installations.

Les musées ont comme mission de préserver et de faire connaître le patrimoine scientifique et technologique du Canada. La préservation du patrimoine s'accomplit par le développement et la gestion de la collection; la diffusion des connaissances consiste à transmettre l'information obtenue par le développement de la collection, de même que les principes scientifiques et technologiques connexes, et se fait par le biais de programmes publics. Les objectifs généraux suivants orientent les activités afférentes aux fonctions principales de préservation du patrimoine et de diffusion des connaissances :

Préservation du patrimoine

- Développer et gérer une collection représentative d'objets et de documents d'importance historique et technologique pouvant servir aux Canadiens à comprendre comment les sciences et la technologie ont transformé leur existence, le font à l'heure actuelle et continueront de le faire;
- Rendre la collection physiquement et intellectuellement accessible à un vaste public.

Diffusion des connaissances

- Présenter aux Canadiens leur patrimoine scientifique et technologique pour qu'ils apprécient davantage le rôle joué par les sciences et la technologie dans la construction de leur pays;
- Illustrer les lois et les théories fondamentales des sciences et les principes sous-jacents de la technologie, dans le but d'encourager une attitude positive envers les sciences.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Musée national des sciences et de la technologie	13,115	13,400
Musée national de l'aviation	6,375	5,694
Activités conjointes de soutien	4,548	4,243
Total partiel	24,038	23,337
Moins :		
Recettes de la Société	3,740	3,660
Total des besoins budgétaires	20,298	19,677

Patrimoine canadien

Agence Parcs Canada

Objectifs

Protéger et présenter des aspects représentatifs du patrimoine culturel et naturel du Canada afin d'en favoriser la compréhension, l'appréciation et la jouissance par le public, de manière à en assurer à long terme l'intégrité commémorative et écologique.

Description des secteurs d'activité

Gérance des endroits du patrimoine national

- Identifier et établir des endroits du patrimoine national.
- Gérer et protéger les ressources naturelles et culturelles des endroits du patrimoine national, tout en respectant les obligations liées aux traités conclus avec les Autochtones et les ententes de création de nouveaux parcs.
- Collaborer avec les intervenants nationaux et internationaux pour encourager et défendre la protection et la mise en valeur du patrimoine.
- Transmettre les messages clés concernant l'importance nationale en offrant des possibilités d'apprentissage.

Utilisation et appréciation par les Canadiens

- Offrir des possibilités de loisirs, des produits et des services de qualité.
- Utiliser des pratiques commerciales appropriées et établir des relations mutuellement profitables avec les principaux groupes-clients.
- Établir des relations de coopération étroites avec les clients et les intervenants.
- Inciter les canadiens à participer aux activités et à s'engager comme bénévoles et partisans actifs.
- Créer des possibilités de gérance partagée des endroits du patrimoine national.
- Faire mieux connaître les valeurs et les avantages liés à l'écologie et à la commémoration.

Services généraux

- Élaborer et mettre en œuvre des méthodes, des systèmes, des outils et des pratiques de gestion novatrices dans les domaines des finances et de la gestion du personnel, afin de permettre une gestion efficiente et efficace de l'Agence Parcs Canada.
- Préparer des analyses et des rapports pour appuyer la prise de décisions.
- Préparer des présentations et des documents destinés aux organismes centraux et au Parlement.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Gérance des endroits du patrimoine national	108,938	36,954	23	.....	145,915	151,518
*Utilisation et appréciation par les Canadiens	105,796	31,328	189	15,417	121,896	120,879
Services généraux	74,252	3,682	.....	.....	77,934	74,852
	288,986	71,964	212	15,417	345,745	347,249

*Le secteur d'activité, Utilisation et appréciation par les Canadiens, comprend le Fonds renouvelable des périmètres urbains et le Fonds renouvelable des unités d'entreprises.

Patrimoine canadien
Agence Parcs Canada

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Gérance des endroits du patrimoine national</i>		
Subventions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	22,707	22,707
Total des subventions	22,707	22,707
Contributions		
<i>Utilisation et appréciation par les Canadiens</i>		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets reliés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	189,226	189,226
Total des contributions	189,226	189,226
Total	211,933	211,933

Patrimoine canadien

Commission de la fonction publique

Objectifs

Les objectifs stratégiques de la Commission de la fonction publique (CFP) visent, dans le cadre de son mandat législatif, à contribuer à assurer aux Canadiens :

- une fonction publique hautement compétente, non partisane, professionnelle dont les membres sont nommés au mérite;
- une fonction publique représentative;
- une fonction publique qui comprend et sait appliquer des valeurs démocratiques, éthiques et professionnelles;
- une fonction publique qui accroît ses compétences par le perfectionnement et l'apprentissage continu;
- la reconnaissance et le maintien d'une fonction publique non partisane en tant que pierre angulaire du système de gouvernance;
- une CFP qui, au nom de l'intérêt public, agit comme chef de file et gardien indépendant des principes d'une fonction publique professionnelle.

Description des secteurs d'activité

Renouvellement du personnel

Le secteur du renouvellement du personnel comprend des activités qui appuient la dotation déléguée et non déléguée, c'est-à-dire l'élaboration de programmes, l'administration de la délégation de la dotation, l'élaboration de tests et de normes de sélection, l'administration des priorités de dotation, le recrutement et l'avancement, et les initiatives en matière de diversité et d'équité en emploi. Il comprend aussi les programmes de renouvellement, d'échange et de perfectionnement du groupe des cadres de la direction.

Ce secteur est également responsable des initiatives d'équité en emploi et des programmes de perfectionnement pour le compte du Conseil du Trésor.

Apprentissage

Ce secteur regroupe deux gammes de service principales : la formation linguistique et le perfectionnement professionnel à l'intention des employés d'un niveau autre que EX.

Le secteur de la formation linguistique évalue le potentiel de réussite des employés admissibles à la formation linguistique, offre la formation linguistique statutaire ou facultative dans les deux langues officielles et l'orientation associée, de même que des services de formation linguistique. Il est responsable de la conception et de l'élaboration des cours de langue seconde et des outils qui permettent de satisfaire aux exigences linguistiques des postes des ministères, et de la prestation d'une vaste gamme de services consultatifs, d'information et de coordination dans le domaine de la formation linguistique.

La CFP propose une gamme variée de services et de produits d'apprentissage à différents groupes cibles, dont les analystes de politiques, les cadres intermédiaires et les superviseurs, les spécialistes des ressources humaines, les responsables de la fonction de contrôleur, les analystes en communication et d'autres. L'accent est mis sur les messages généraux reliés à l'apprentissage (comme l'appareil gouvernemental, les valeurs et l'éthique) ainsi que sur les produits propres à l'apprentissage au sein du gouvernement, et non sur la formation propre au travail, dont la responsabilité revient aux ministères. La CFP offre des services de formation dans les deux langues officielles aux fonctionnaires fédéraux de tout le Canada pour satisfaire aux politiques du Conseil du Trésor et aux besoins des ministères.

Au fur et à mesure de son remaniement, la CFP mettra d'avantage l'accent sur une utilisation stratégique des ressources pour se concentrer sur la conception et l'élaboration de nouveaux services et produits d'apprentissage qui reflètent l'orientation stratégique du Comité consultatif du Secrétariat du Conseil du Trésor (CCSCT), et sur la mise sur pied d'une structure de gouvernance de deuxième niveau, les conseils consultatifs sur l'apprentissage pour chaque collectivité professionnelle stratégique.

Patrimoine canadien Commission de la fonction publique

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$4,500,000 au titre du fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	6,506
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – besoins nets de trésorerie	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2001	6,506

Recours

Ce secteur entend les appels que logent des fonctionnaires à l'encontre de violations alléguées de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* et de son Règlement, sur des questions telles que les nominations et l'avancement. Il doit également enquêter sur les plaintes concernant des irrégularités touchant le processus de renouvellement du personnel qui ne sont pas sujettes à un appel, enquêter sur des plaintes de harcèlement en milieu de travail, et parvenir à un règlement dans les cas où les plaintes sont fondées. Il fournit aussi de la formation, des conseils et de l'aide aux ministères, aux syndicats, à d'autres organismes et aux particuliers.

Politiques, recherche et relations externes

Ce secteur d'activité permet de mesurer, de faire rapport, de conseiller et d'élaborer des politiques dans les domaines relevant de la CFP. La prestation des services associés à ce secteur d'activité sera assurée par la Direction générale des politiques, de la recherche et des communications.

Ce secteur d'activité appuiera le repositionnement à moyen et à long terme de la CFP au moyen de recherches et d'analyses stratégiques, d'analyses de l'environnement et de liaisons avec les intervenants, principalement en ce qui concerne les questions liées au rôle de la CFP en tant que promotrice et gardienne d'une fonction publique professionnelle, non partisane et représentative, et des valeurs fondamentales de l'administration publique.

Ce secteur d'activité se chargera en outre de renforcer et de coordonner le tronc commun des connaissances de la CFP. Il fournira des données stratégiques à la CFP et, en bout de ligne, au Parlement (par le rapport annuel de la CFP), provenant de la surveillance, de l'évaluation et de l'examen des politiques et des programmes de la CFP, ainsi que de la surveillance de la santé de la fonction publique dans les domaines reliés au mandat de la CFP.

Ce secteur d'activité s'acquittera des fonctions associées aux relations externes, comme le rapport au Parlement, au gouvernement et aux conseillers des organismes centraux sur les questions stratégiques intéressant la CFP, la liaison et l'échange d'information aux paliers fédéral, provincial et international, dans des domaines pertinents au mandat et aux responsabilités déléguées de la CFP.

Services ministériels

Les Services ministériels regroupent les activités du Président et des commissaires, les politiques et systèmes de gestion, les finances, la gestion des ressources humaines, l'informatique, la vérification interne et l'évaluation interne, ainsi que d'autres services administratifs et de soutien.

Patrimoine canadien
Commission de la fonction publique

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Renouvellement du personnel	49,814	.....	49,814	49,566
*Apprentissage	28,080	9,662	18,418	17,922
Recours	5,217	.....	5,217	4,883
Politiques, recherche et relations externes	12,333	.....	12,333	12,119
Services ministériels	22,064	.....	22,064	22,464
	117,508	9,662	107,846	106,954

*Le secteur d'activité, Apprentissage, comprend deux grandes gammes de service : « Formation linguistique » et « Perfectionnement et formation du personnel ». La gamme de service, Perfectionnement et formation du personnel, est financée principalement au moyen d'un fonds renouvelable et, partiellement, grâce à une subvention provenant des crédits de la Commission. Pour un rapprochement entre les besoins de trésorerie et le déficit de fonctionnement du fonds, qui est calculé selon la méthode de comptabilité d'exercice, voir le tableau ci-dessous :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	.....
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	152
Moins :	
Modifications du fonds de roulement	102
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	50
Total des prévisions (besoins nets de trésorerie)	.....

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, se reporter au rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Patrimoine canadien

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Objectifs

Favoriser l'égalité des femmes dans toutes les sphères d'activité de la vie canadienne.

Description des secteurs d'activité

Promotion de l'égalité entre les sexes

Promouvoir l'égalité entre les sexes et assurer la pleine participation des femmes à la vie économique, sociale, culturelle et politique du pays; promouvoir la condition féminine en collaboration avec les ministères et les organismes fédéraux, les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les administrations municipales, les organisations non gouvernementales, l'industrie et les responsables de l'éducation et de la santé; fournir des subventions pour appuyer des projets et les principales activités des organisations de femmes et d'autres organisations bénévoles qui œuvrent pour l'égalité des femmes; fournir des renseignements et un appui technique au grand public, aux groupes clients et aux organisations pour accroître la sensibilisation à des questions liées à l'égalité des femmes, et faciliter des mesures collectives à l'échelle locale, régionale et nationale pour promouvoir l'égalité des femmes; financer la recherche autonome sur des politiques gouvernementales qui influent sur les femmes et leurs progrès vers l'égalité, et collaborer avec d'autres pays et des organisations multinationales pour promouvoir les politiques officielles sur l'égalité entre les sexes.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promotion de l'égalité entre les sexes	9,391	8,250	17,641	17,051
	9,391	8,250	17,641	17,051

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Promotion de l'égalité entre les sexes</i>		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	8,250,000	8,250,000
Total	8,250,000	8,250,000

19 Pêches et Océans

Ministère 19-2

Pêches et Océans

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Pêches et Océans		
1 Dépenses de fonctionnement	905,562	822,310
5 Dépenses en capital	154,392	129,092
10 Subventions et contributions	175,911	272,875
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200	200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96,646	89,539
Total du Ministère	1,332,763	1,314,065

Pêches et Océans

Objectifs

L'objectif du Programme est de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui soutiennent les intérêts économiques, écologiques et scientifiques du Canada concernant les eaux marines et les eaux intérieures; de veiller à la conservation, au développement et à l'utilisation économique durable des ressources halieutiques du Canada dans les eaux marines et intérieures, au profit de ceux qui vivent ou bénéficient de ces ressources; de fournir un service maritime sécuritaire, efficace et respectueux de l'environnement qui répond aux besoins des Canadiens dans une économie mondiale; et de coordonner les politiques et les programmes du gouvernement du Canada qui touchent les océans.

Description des secteurs d'activité

Services à la navigation maritime

Les Services à la navigation maritime assurent la prestation, l'exploitation et l'entretien des aides à la navigation, l'aménagement et l'entretien des voies navigables, la protection du droit public à la navigation et la sauvegarde de l'environnement.

Services de communications et de trafic maritimes

Les Services de communications et de trafic maritimes assurent les communications et la coordination concernant les urgences et la sécurité, le filtrage des navires pour empêcher l'entrée de bâtiments non sécuritaires dans les eaux canadiennes, la réglementation du trafic maritime et la gestion d'un système intégré d'information maritime et de services de correspondance publique. En plus d'assurer la sécurité de la navigation maritime, les Services de communications et de trafic maritimes appuient les activités économiques par une gestion optimale du trafic et de l'efficacité portuaire et par la facilitation de la liaison navire-terre au profit de l'industrie. Toutes ces fonctions sont régies par un cadre réglementaire qui est inspiré essentiellement de la *Loi sur la marine marchande du Canada* et de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Opérations de déglacement

Les Opérations de déglacement sont des services d'escorte de brise-glace, d'entretien des chenaux, de lutte contre les inondations, d'ouverture des ports et de conseils et d'information à l'intention du grand public et des navigateurs traversant ou contournant des eaux envahies par les glaces. Elles coordonnent également le transport des marchandises pour le réapprovisionnement annuel des localités et des camps militaires du Nord au moyen de contrats avec des transporteurs commerciaux.

Sauvetage, sécurité et intervention environnementale

Le secteur d'activité, Sauvetage, sécurité et intervention environnementale, se compose des grands domaines de programme suivants : opérations de recherche et de sauvetage en mer; intervention environnementale et protection civile nationale ministérielle; promotion de la sécurité de la navigation auprès du public maritime par la prévention et la réglementation.

Sciences halieutiques et océaniques

Les écosystèmes marins sont surveillés et évalués au moyen de navires de recherche océanographique, de programmes de contrôle des pêches et de programmes en collaboration avec les pêcheurs. La mesure des paramètres océanographiques, tels que la température, la salinité, les niveaux d'eau et l'amplitude des vagues, se fait par divers intervenants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. Les scientifiques travaillent en équipes interdisciplinaires de concert avec des pêcheurs et des chercheurs universitaires pour évaluer les populations de poissons dans un contexte écosystémique et environnemental plus vaste. Les études climatiques sont surtout axées sur les effets des changements climatiques dans l'océan sur des espèces de poissons comme la morue et le saumon et sur le rôle des océans dans le système climatique planétaire.

La science aquacole vise à rendre viables les nouvelles espèces de poissons d'élevage au Canada et à améliorer l'efficacité de l'élevage des espèces existantes. Les maladies qui frappent les poissons et qui se répandent dans les populations sont combattues par des règlements sur la protection de la santé des poissons, obligeant les installations de production de poissons à obtenir un certificat pour importer des poissons au Canada ou les transporter d'une province à l'autre.

Pêches et Océans

Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement

Le secteur d'activité est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, de plans et de programmes ainsi que de l'administration des lois et règlements ayant trait à la protection et à la conservation des habitats aquatiques et de l'environnement. Cette activité englobe également l'étude et la surveillance des conditions chimiques et physiques qui ont un effet sur la qualité de l'environnement aquatique, de même que la collecte, l'analyse et l'interprétation des données à l'appui d'une exploitation économique durable des ressources aquatiques renouvelables du Canada et à l'appui de l'évaluation, de l'approbation et du contrôle des activités qui influent qualitativement et quantitativement sur l'habitat du poisson.

Hydrographie

Les relevés hydrographiques mesurent les paramètres qui sont nécessaires à la description de la nature exacte et de la configuration du fond marin et du lit des voies navigables intérieures, de leurs relations avec la masse continentale ainsi que des caractéristiques et de la dynamique de ces eaux. Les paramètres mesurés sont notamment la profondeur d'eau, le type de fond, les courants près de la surface, les marées et les niveaux d'eau. Les données réunies servent à la production de cartes de navigation et d'autres publications telles que les Annuaires des courants et marées, les Instructions nautiques, les Guides pour petits bateaux et les Bulletins sur les niveaux d'eau. L'information hydrographique sert également à la détermination des limites des eaux nationales et des frontières maritimes.

Gestion des pêches

La Gestion des pêches est chargée des fonctions de gestion des ressources halieutiques dans toutes les provinces et dans les territoires du Canada, de même qu'à l'intérieur et à proximité des zones de pêche de 200 milles du Canada. Ces zones comprennent les réseaux fluviaux intérieurs et les lacs de toutes les provinces, sauf aux endroits où les pouvoirs en matière de gestion des pêches intérieures ont été délégués à la province ou au territoire. Il s'agit notamment de la gestion des parties canadiennes des cours d'eau transfrontaliers, de la gestion commune des pêches d'interception dans les eaux internationales et de la gestion des pêches autochtones, récréatives et commerciales dans les eaux côtières canadiennes. Il s'agit également de la négociation des ententes internationales pour promouvoir la conservation des ressources halieutiques du Canada, de concert avec d'autres ministères, ainsi que de la négociation et de l'administration des traités et accords internationaux touchant les relations bilatérales et multilatérales dans le domaine des pêches.

La réalisation des objectifs de la Gestion des pêches est appuyée par des programmes de réduction de la capacité tels que le Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes (PARPC), la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique (SPFA) et le Programme d'adaptation et de redressement de la pêche de la morue du Nord (PARPMN). Ces programmes spéciaux répondent à des besoins particuliers et sont limités dans le temps.

Ports

L'exploitation et l'entretien d'un réseau national de ports de pêche et de plaisance supposent la construction et l'entretien de brise-lames et d'installations d'amarrage et de mise à l'eau, ainsi que le dragage, aux profondeurs requises, des chenaux et des bassins. Les activités additionnelles comprennent la fourniture et l'entretien d'aires et de matériel de service pour la manutention du poisson et des engins de pêche, de même que divers services à terre. La gestion du programme, y compris les services de génie et techniques, est assurée au niveau régional dans le cadre de politiques nationales, tandis que les services courants de gestion et d'administration, s'il y a lieu, sont locaux.

Gestion de la flotte

La Gestion de la flotte comprend l'acquisition, l'entretien et l'ordonnement des flottes navales et aériennes du Ministère à l'appui des secteurs de programme suivants : les Services à la navigation maritime; les Services de communications et de trafic maritimes; les Opérations de déglacage; le secteur Sauvetage, sécurité et intervention environnementale; la Gestion des pêches; les Sciences halieutiques et océaniques; et l'Hydrographie. Les fonds nécessaires pour payer les équipages et l'administration des flottes sont fournis par ces secteurs de programme. La Gestion de la flotte prend aussi en charge les besoins d'augmentation de capacité en concluant des ententes avec les autres ministères et le secteur privé pour qu'ils apportent un soutien maritime et aérien supplémentaire aux programmes.

Pêches et Océans

Politiques et services internes

Les responsabilités des Politiques et services internes comprennent l'orientation administrative du Programme, les services de gestion intégrés et régionaux, la prestation des services administratifs, la coordination des politiques et des programmes ministériels, l'élaboration et la promulgation des règlements du Ministère qui sont appliqués à l'échelle nationale.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
	Fonction- nement	Dépenses en capital	Paiements de transfert			
Services à la navigation maritime	121,554	32,786	.....	32,242	122,098	94,209
Services de communications et de trafic maritimes	63,900	11,852	.....	175	75,577	72,093
Opérations de déglacage	53,288	.....	.....	14,424	38,864	28,463
Sauvetage, sécurité et intervention environnementale	120,778	.....	4,192	70	124,900	107,116
Sciences halieutiques et océaniques	122,701	.....	4,976	.....	127,677	113,853
Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement	77,973	.....	30,000	.....	107,973	66,640
Hydrographie	25,597	.....	46	.....	25,643	25,447
Gestion des pêches	191,378	1,130	135,865	.....	328,373	317,175
Ports	40,224	10,534	.....	.....	50,758	51,030
Gestion de la flotte	70,845	81,662	.....	.....	152,507	140,923
Politiques et services internes	164,633	16,428	1,032	3,700	178,393	297,116
	1,052,871	154,392	176,111	50,611	1,332,763	1,314,065

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	15,500	15,500
<i>Hydrographie</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	46,000	46,000
<i>Politiques et services internes</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	152,500	152,500

Pêches et Océans

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
<i>Gestion de l'habitat et sciences de l'environnement</i>		
Subvention au Fonds de dotation du saumon du Pacifique	30,000,000	.....
Total des subventions	30,214,000	214,000
Contributions		
<i>Sauvetage, sécurité et intervention environnementale</i>		
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	4,000,000	3,500,000
Contribution à la Société canadienne de la Croix-Rouge pour son programme de sécurité nautique	192,000	192,000
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	135,700	5,700
Contribution à l'Initiative d'emploi pour les jeunes	925,000	.....
Contributions à l'appui du Programme de rétablissement du saumon du Pacifique	3,900,000	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions pour le versement de prestations de retraite anticipée aux pêcheurs, travailleurs d'usine et chalutiers âgés dont le gagne-pain a été largement supprimé par le moratoire sur la pêche à la morue du Nord	4,580,000	6,150,000
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique	962,000	962,000
Contributions aux pêcheurs de poisson de fond âgés qui satisfont aux modalités du Programme de retraite anticipée de la Stratégie du poisson de fond de l'Atlantique	2,605,000	2,915,000
Contribution au Sous-comité du saumon de la Commission de gestion du poisson et de la faune du Yukon, en vue de mettre en œuvre les responsabilités qui se rapportent aux règlements des revendications territoriales globales	185,700	182,100
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	51,450,000	29,200,000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux entreprises de pêche</i>	200,000	200,000
Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches	75,000,000	.....
Contributions en vertu de la convention définitive des Inuvialuits pour la protection de l'exploitation de la faune aux titres des propriétés sur les terres, de la gestion des ressources et du développement économique et social	432,000	.....
Contribution au développement de la pêche	450,000	.....
<i>Politiques et services internes</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	379,600	379,200
Contributions à l'appui du Programme de pêche sélective dans le Pacifique	500,000	.....
Total des contributions	145,897,000	43,686,000

Pêches et Océans

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Postes non requis		
Contribution à des organismes pour venir en aide à l'industrie canadienne de l'exploitation du phoque	.....	175,000
Programme de retrait de permis de pêche du poisson de fond de l'Atlantique en vertu du Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes	.....	98,000,000
Contributions en vertu du Programme de retrait de permis de pêche commerciale du saumon du Pacifique du Plan d'adaptation et de restructuration des pêches canadiennes	.....	131,000,000
Total des postes non requis	.....	229,175,000
Total	176,111,000	273,075,000

20 Ressources naturelles

Ministère 20-3

Commission de contrôle de l'énergie atomique 20-10

Énergie atomique du Canada limitée 20-12

Société de développement du Cap-Breton 20-13

Office national de l'énergie 20-14

Ressources naturelles

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Ressources naturelles			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	437,727	407,601
5	Subventions et contributions	97,265	62,482
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	41,457	40,296
(L)	Fonds de développement Canada - Nouvelle-Écosse	2,036	4,192
(L)	Fonds de développement Canada - Terre-Neuve	3,000	5,000
(L)	Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	2,172	1,443
(L)	Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	1,325	680
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	6,000	2,000
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers	1,200	600
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada	(1,136)	(837)
	Postes non requis		
–	Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse	.....	1,000
	Total du budgétaire	591,098	524,506
L10	Prêt à Nordion International Inc. pour financer la construction de deux réacteurs nucléaires et des installations de traitement connexes qui seront utilisés pour la production d'isotopes médicaux	7,826	39,371
	Total du Ministère	598,924	563,877
Commission de contrôle de l'énergie atomique			
15	Dépenses du Programme	44,455	43,619
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5,328	5,504
	Total de l'organisme	49,783	49,123
Énergie atomique du Canada limitée			
20	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	104,800	110,300
	Total de l'organisme	104,800	110,300
Société de développement du Cap-Breton			
25	Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	85,975	.....
	Total de l'organisme	85,975	.....
Office national de l'énergie			
30	Dépenses du Programme	25,346	25,154
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,894	3,956
	Total de l'organisme	29,240	29,110

Ressources naturelles

Ministère

Objectifs

Contribuer à l'essor économique du Canada en fournissant aux Canadiens et aux Canadiennes des connaissances scientifiques et économiques d'experts, et en favorisant le développement durable et l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Canada ainsi que la compétitivité des industries de l'énergie, des forêts, des minéraux, des métaux et de la géomatique.

Description des secteurs d'activité

Diffusion de l'information et établissement d'un consensus

Il importe d'investir dans le savoir et l'innovation des systèmes afin de créer des données intégrées et aisément accessibles. RNCan le reconnaît et s'emploie à le faire en constituant et en tenant à jour l'infrastructure de connaissances (*ResSources*) et les bases de données, comme GéoConnexions, nécessaires pour apporter aux Canadiens et aux Canadiennes des données géographiques et scientifiques sur l'état de la masse continentale du Canada et des conseils économiques et environnementaux judicieux concernant des questions liées au développement et à l'utilisation durables des ressources naturelles canadiennes, la santé et la sécurité du public; en recueillant, partageant, diffusant et analysant des données et en préparant des rapports statistiques sur la productivité et la compétitivité de l'industrie canadienne des ressources naturelles. L'information est utilisée pour établir des prévisions et faire rapport sur l'évolution de la demande du marché.

La conservation des avantages tirés des ressources et la création de nouvelles possibilités dans le cadre de l'économie fondée sur le savoir passent par la stimulation d'une coopération et d'un consensus nationaux et internationaux plus efficaces en matière de mise en valeur durable des ressources. À cette fin, le Ministère cogère le processus fédéral d'élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de mesures d'atténuation des impacts environnementaux de l'exploitation des ressources et d'adaptation au changement climatique. RNCan met en œuvre des plans d'action, applique des moyens et procède à des essais à l'appui de pratiques de gestion des ressources forestières nouvelles et novatrices. Dans le cadre d'ententes bilatérales et multilatérales, le Ministère s'emploie à inculquer la mise en valeur et l'utilisation responsables des minéraux et des métaux et déploie des activités de recherche et développement pour stimuler l'essor de l'industrie canadienne de la géomatique. Le Ministère offre des conseils et des services coordonnés de logistique pour appuyer ses programmes de recherche scientifique et transfère ses technologies issues de la S-T et ses pratiques et techniques de gestion durables des ressources aux intervenants et aux utilisateurs.

RNCan fournit aux Canadiens l'information la plus pertinente possible en matière de fiscalité et de réglementation pour leur permettre de prendre des décisions éclairées. À cette fin, le Ministère définit des stratégies, des politiques, des règlements et des mécanismes d'action volontaire nationaux et internationaux à l'appui de la mise en valeur durable des ressources.

Le fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Ce fonds a été établi en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 1993-1994*. Le fonds permet à Géomatique Canada de transférer les coûts des biens et services des contribuables en général aux utilisateurs particuliers qui en bénéficient directement. Ce mécanisme de production de recettes donne à Géomatique Canada la possibilité de recouvrer intégralement les coûts de ses clients canadiens et la latitude d'exiger les prix du marché de ses clients internationaux. Il donne l'occasion de fournir un volume croissant de produits et de services répondant aux besoins des clients canadiens tout en appuyant l'industrie canadienne de la géomatique au moyen des connaissances et de l'expertise nécessaires pour soutenir la concurrence sur les marchés internationaux.

Ressources naturelles Ministère

Le Parlement a précédemment autorisé un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	7,174
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – encaissement net fourni	1,136
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	8,310

Avantages économiques et sociaux

À l'heure de la mondialisation du marché, sciences et technologie de pointe, conseils d'expert stratégiques et innovation sont indispensables pour permettre au Canada de conserver et d'étendre sa part du marché. À cette fin, le Ministère repère les débouchés commerciaux pour vendre nos produits, connaissances, technologies et services axés sur les ressources. Il collabore avec les intervenants pour établir une conjoncture commerciale qui favorise la compétitivité du secteur des ressources naturelles (p. ex. l'administration du régime fiscal du secteur canadien des minéraux). Le Ministère organise des ateliers pour intéresser les investisseurs à la mise en valeur des ressources canadiennes et il se penche sur les préoccupations environnementales et commerciales d'envergure internationale qui concernent le secteur des ressources naturelles. RNCan collabore également avec les gouvernements et l'industrie pour mieux comprendre la géologie du pays et stimuler l'exploration.

RNCan exerce son influence à l'échelle internationale pour faciliter l'exportation des produits et services canadiens tirés des ressources et pour favoriser le transfert des technologies et le partage des connaissances à l'appui de la mise en valeur et de l'utilisation durables des ressources naturelles. En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, il entretient de saines relations avec ses homologues d'autres pays tout en recherchant les possibilités de mise en valeur qui s'offrent à l'étranger. Le Ministère facilite pour le secteur privé des ressources naturelles l'accès aux marchés internationaux des produits, des pratiques de gestion et des services. Il appuie l'industrie canadienne de la géomatique et des sciences de la Terre dans sa participation à des projets internationaux d'importance majeure, dans l'élaboration des normes, l'échange d'information, la recherche et développement, la formation et l'échange de personnel et dans l'application des politiques et programmes gouvernementaux. Le Ministère contribue aussi à faire en sorte que le Canada demeure compétitif et qu'il s'acquitte de ses obligations commerciales. Entre autres, il agit de manière à favoriser l'harmonisation des normes et des codes internationaux, participe à des forums multilatéraux, dispense des conseils pour faciliter les négociations concernant les cadres des relations commerciales ainsi que le règlement des questions qui se posent à l'étranger en matière de commerce et de politique. Parallèlement, et dans le cadre de relations bilatérales, le Ministère est en mesure de mener un échange d'information qui favorise l'harmonisation des réglementations et des politiques et de fournir des idées et des points de vue sur la mise en œuvre des mesures actuelles et envisagées en matière d'efficacité énergétique et de gestion des forêts.

En collaboration avec Affaires indiennes et du Nord Canada, RNCan assure la gestion de programmes qui visent à procurer de l'emploi aux Autochtones dans l'industrie des ressources naturelles. Le Ministère finance des activités autochtones viables et renforce la capacité de gestion de ces collectivités. De plus, il souscrit à des initiatives et à des règlements qui ont pour but de procurer de l'emploi, de favoriser la diversification économique et la prise de décisions éclairées en matière de mise en valeur durable des terres et des ressources dans les collectivités rurales, autochtones et nordiques.

Le fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Le Parlement a précédemment autorisé un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. L'utilisation prévue de cette autorisation du Budget des dépenses apparaît sous le secteur d'activité Diffusion de l'information et établissement d'un consensus.

Ressources naturelles Ministère

Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux

RNCan exerce un rôle de premier plan pour ce qui est de définir les moyens que le Canada doit opposer au changement climatique et qui s'inscrivent dans la stratégie que le Canada doit mettre en œuvre pour atténuer les répercussions sur l'environnement de l'exploitation des ressources, s'adapter au changement climatique et modifier en conséquence son économie de l'énergie. En collaboration avec ses partenaires, le Ministère : i) définit une Stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, ii) définit et fait progresser les intérêts canadiens à remplir les engagements de Kyoto et iii) participe au déploiement du volet canadien du programme international de lutte contre le changement climatique.

Le Ministère gère le Programme de recherche et d'exploitation énergétiques, développe des technologies novatrices et prometteuses d'exploitation durable des ressources ainsi que des sources d'énergie de remplacement, ou en fait avancer l'utilisation, et met en œuvre des programmes et des technologies qui favorisent un meilleur rendement énergétique dans les édifices, l'industrie et les maisons. En partenariat avec ses clients et les intervenants, le Ministère effectue également des recherches en foresterie et le transfert de technologies et de techniques qui contribuent à préserver la santé et la durabilité des forêts, prévoit et gère l'incidence de l'interaction de l'activité humaine et de la nature avec les écosystèmes forestiers, et mène des recherches sur la production sylvicole pour assurer la pérennité des essences d'arbres à croissance difficile et menacée. RNCan met aussi au point et transfère des technologies susceptibles de déboucher sur des processus industriels plus efficaces, sur la production de nouveaux produits à base de minéraux et de métaux qui sont plus performants et favorise la productivité des activités d'extraction et de traitement du minéral. Le Ministère effectue des recherches dans le but d'atténuer les répercussions des effluents et du drainage acide qui résultent des opérations d'extraction et de traitement, fournit un soutien technique à l'exploitation des mines canadiennes en matière de contrôle des toits de mines, d'évaluation des environnements souterrains, de ventilation et de réduction des coups de toit et apporte des améliorations aux procédés de transformation.

En collaboration avec ses partenaires, le Ministère met au point et en œuvre des politiques et pratiques destinées à contrer les risques associés à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources naturelles. Il recommande des stratégies de gestion à long terme des déchets radioactifs et du combustible nucléaire épuisé. RNCan met également au point des stratégies pour accroître la fiabilité structurale de l'infrastructure des gazoducs canadiens.

Le fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Le Parlement a précédemment autorisé un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. L'utilisation prévue de cette autorisation du Budget des dépenses apparaît sous le secteur d'activité Diffusion de l'information et établissement d'un consensus.

Sûreté et sécurité des Canadiens

RNCan joue un rôle de premier plan dans la fourniture d'information et d'expertise aux Canadiens en ce qui a trait aux risques naturels. L'expertise scientifique de RNCan fournit les conseils et les recommandations en matière de recherches permettant de minimiser les risques associés aux risques naturels comme les séismes. De plus, le Ministère fournit des cartes topographiques et des images transmises par satellite afin de répondre aux urgences causées par ces risques et de fournir de l'information sur les types de sol, les régions à risque et les processus d'érosion qui permettent de comprendre la cause des désastres.

Le Ministère fournit un système fiable de levés, des cartes topographiques, des cartes et des publications aéronautiques, des données de télédétection et de l'information géoréférencée couvrant tout le territoire canadien, afin d'appuyer la souveraineté nationale, la défense, la protection de l'environnement, le développement socio-économique et la conduite des affaires du Canada. De concert avec ses homologues, RNCan entretient également la frontière qui sépare le Canada des États-Unis et y effectue des travaux de levé et d'inspection.

RNCan constitue la principale source d'expertise du gouvernement en matière de réglementation et de technologie des explosifs. Le Ministère produit des technologies et mène des inspections relativement à la fabrication, à l'utilisation, à l'entreposage et au transport des explosifs et des pièces pyrotechniques. De concert avec Justice Canada, RNCan œuvre à rendre l'industrie des explosifs plus sécuritaire en reformulant la réglementation des explosifs dans une langue plus simple et en apportant son concours à la formulation d'ententes internationales à ce sujet.

Ressources naturelles Ministère

RNCan définit le cadre stratégique des mesures canadiennes de sûreté et de sécurité qui s'appliquent aux activités du secteur de l'énergie et plus particulièrement au transport de l'énergie, à la mise en valeur des ressources extracôtières et de l'industrie canadienne de l'uranium et de l'énergie nucléaire. Il formule des recommandations au Ministre sur les questions qui intéressent l'Office national de l'énergie, Énergie atomique du Canada Limitée, la Commission de contrôle de l'énergie atomique et les Offices des hydrocarbures extracôtiers de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse. RNCan promulgue des règlements en matière de santé et de sécurité pour assurer l'intégrité des dispositifs de survie et d'évacuation pour l'exploration et la mise en valeur du pétrole et du gaz des régions pionnières.

Le fonds renouvelable de Géomatique Canada relève également de ce secteur d'activité. Le Parlement a précédemment autorisé un prélèvement total de \$8,000,000 au titre du fonds renouvelable de Géomatique Canada. L'utilisation prévue de cette autorisation du Budget des dépenses apparaît sous le secteur d'activité Diffusion de l'information et établissement d'un consensus.

Saine gestion ministérielle

Ce domaine d'activité concerne le fonctionnement interne du Ministère. Il crée une orientation stratégique permettant d'aligner les objectifs ministériels sur les priorités du Ministre et du gouvernement, de fixer des objectifs et de surveiller les résultats, ainsi que de gérer efficacement les ressources attribuées, par les moyens suivants : planification stratégique ministérielle, coordination de la politique à l'échelle du Ministère et gestion au cas par cas; liaison avec le Cabinet et le Parlement; direction et services dans les domaines des finances, de l'administration, des biens immobiliers, des ressources humaines, de la gestion de l'information et de la technologie de l'information; stratégie de communication, conseils et services; administration de la politique environnementale et des activités d'évaluation; appui au conseiller scientifique en chef; vérifications internes et évaluations des programmes.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001						Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire			Non-budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Prêts, dotations en capital et avances		
Diffusion de l'information et établissement d'un consensus	146,125	1,794	15,819	11,276	.....	152,462	136,353
Avantages économiques et sociaux	128,990	1,118	51,994	14,296	7,826	175,632	177,114
Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux	163,304	958	41,381	9,070	.....	196,573	174,966
Sûreté et sécurité des Canadiens	35,173	353	3,754	4,774	.....	34,506	31,902
Saine gestion ministérielle	39,744	57	50	100	.....	39,751	43,542
	513,336	4,280	112,998	39,516	7,826	598,924	563,877

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999-2000 a été rajusté afin de tenir compte des modifications apportées à la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) de 2000-2001. En 1999-2000, le fonds renouvelable de Géomatique Canada était considéré comme étant un secteur d'activité distinct. Toutefois, en 2000-2001, il a été amalgamé aux cinq nouveaux secteurs d'activités.

Ressources naturelles

Ministère

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Diffusion de l'information et établissement d'un consensus</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	146,066	146,066
Subvention au Conseil de la recherche forestière du Québec	25,000	25,000
<i>Avantages économiques et sociaux</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	208,030	327,030
<i>Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	59,718	68,718
<i>Sûreté et sécurité des Canadiens</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	39,542	41,542
<i>Saine gestion ministérielle</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	50,000	50,000
Total des subventions	528,356	658,356
Contributions		
<i>Diffusion de l'information et établissement d'un consensus</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	269,967	215,967
Contribution à la ville de Calgary à l'appui de la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable	400,000	400,000
Contribution à l'appui des nouvelles mesures élargies en vertu du programme de l'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	2,800,000	1,700,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	560,000	560,000
Programme du Fonds de mise en œuvre de GéoConnections	3,000,000	.....
Programme de sondage des fonds marins	227,700	227,700
Association forestière du Canada	40,000	40,000
Programme des forêts modèles	8,350,000	8,175,000
<i>Avantages économiques et sociaux</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	1,006,251	856,251
Programme de sondage des fonds marins	121,500	121,500

Ressources naturelles
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Contribution à l'appui des programmes de recherche et de développement de l'énergie industrielle pour faire de la recherche et augmenter l'efficacité de l'utilisation de l'énergie	4,166,000	4,166,000
Centre de recherches sur la technologie pétrolière	1,200,000	1,000,000
Stratégie emploi jeunesse	558,400	.....
Contribution à l'appui du Réacteur thermonucléaire expérimental	1,000,000	.....
Assistance pour les intérêts d'Hibernia	13,030,000	.....
Institut canadien de recherches en génie forestier	1,675,400	1,675,400
Contribution à Forintek Canada Corporation	3,053,200	3,053,200
Contributions au programme à valeur ajoutée de Forintek Canada Corporation	1,000,000	1,000,000
Contribution au programme forestier des Premières nations	3,140,000	3,630,000
Contribution à la Fondation nationale communautaire de l'arbre	1,000,000	1,000,000
Programme d'assistance pour la tempête de verglas	8,600,000	.....
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	2,036,000	4,192,000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	3,000,000	5,000,000
(L) Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	6,000,000	2,000,000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	1,200,000	600,000
<i>Protection de l'environnement et atténuation des impacts environnementaux</i>		
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie	679,000	679,000
Contribution à l'Agence internationale de l'énergie pour l'Accord sur l'énergie forestière	110,295	110,295
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	166,643	190,643
Contributions à l'appui des nouvelles mesures élargies en vertu du programme d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	13,231,000	10,726,000
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	3,940,000	4,940,000
Contribution à l'appui de la Fédération des municipalités canadiennes	540,000	.....
Programme de sondage des fonds marins	34,200	34,200
Fonds d'action sur le changement climatique	22,620,000	.....
<i>Sûreté et sécurité des Canadiens</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	51,099	56,099
Contribution au Centre interservices des feux de forêt du Canada	100,233	100,233
Programme de sondage des fonds marins	66,600	66,600
(L) Contribution à l'Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtières	2,172,000	1,443,000
(L) Contribution à l'Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtières	1,325,000	680,000
Total des contributions	112,470,488	58,639,088

Ressources naturelles
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Postes non requis		
Institut de l'amiante	100,000
(L) Paiements de péréquation compensatoires à la Nouvelle-Écosse	1,000,000
Fonds d'action sur le changement climatique	17,000,000
Total des postes non requis	18,100,000
Total	112,998,844	77,397,444

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999-2000 a été rajusté afin de tenir compte des modifications apportées à la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) de 2000-2001.

Ressources naturelles

Commission de contrôle de l'énergie atomique

Objectifs

Limiter, à un niveau raisonnable et d'une façon conforme aux obligations internationales du Canada, les risques que comportent, pour la sécurité nationale, la santé et la sécurité des personnes ainsi que pour l'environnement, le développement, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire ainsi que la production, la possession et l'utilisation des substances nucléaires, de l'équipement et de l'information réglementés.

Appliquer les mesures que le Canada s'est engagé à prendre en matière de contrôle international du développement, de la production et de l'utilisation de l'énergie nucléaire, ce qui englobe la non-prolifération des armements nucléaires et des explosifs nucléaires et le soutien aux efforts internationaux pour élaborer, maintenir et renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et le système de garanties.

Description des secteurs d'activité

Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale

La CCEA réglemente le développement, la production, la possession et l'utilisation de l'énergie nucléaire, de même que des substances, de l'équipement et de l'information nucléaires réglementés au moyen d'un régime complet de permis. Ce régime est conçu pour réduire la probabilité que les travailleurs du nucléaire, le public et l'environnement soient exposés à des niveaux inacceptables de rayonnement et aux substances radioactives ou dangereuses associées à la technologie nucléaire. La CCEA réglemente des activités et installations nucléaires telles que les accélérateurs, les réacteurs nucléaires non producteurs de puissance, les installations de combustible nucléaire, les établissements de recherche et d'essais nucléaires, les emballages pour le transport des substances nucléaires, les irradiateurs de type piscine, les réacteurs nucléaires, les radioisotopes, les installations de production de radioisotopes, les mines et les usines de concentration d'uranium et les installations de gestion des déchets nucléaires.

Non-prolifération et garanties

La CCEA réglemente la non-prolifération et les garanties par la mise en œuvre des accords de garanties conclus entre le Canada et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et l'application des dispositions des accords de coopération du Canada concernant la non-prolifération nucléaire et la maintenance à la fois d'un système complet pour comptabiliser et vérifier les matières et les activités nucléaires et d'un régime de permis d'exportation et d'importation. En plus, la CCEA participe aux initiatives multilatérales de non-prolifération nucléaire, de garanties et de sécurité pour renforcer le régime international de non-prolifération et procure des conseils aux hauts fonctionnaires sur l'élaboration et l'application de la politique canadienne de non-prolifération nucléaire et du système de garanties de l'AIEA, ainsi que sur les dossiers internationaux touchant la sécurité des matières et des installations nucléaires.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale	44,757	42	44,799	44,036
Non-prolifération et garanties	4,384	600	4,984	5,087
	49,141	642	49,783	49,123

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999-2000 a été rajusté afin de tenir compte des modifications apportées à la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation (SPRR) de 2000-2001.

Ressources naturelles
Commission de contrôle de l'énergie atomique

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale</i>		
Subventions à l'appui d'organismes sans but lucratif qui perfectionnent les normes de sécurité nucléaire	20,000	12,000
Total des subventions	20,000	12,000
Contributions		
<i>Non-prolifération et garanties</i>		
Contributions pour le Programme d'aide en main-d'œuvre à titre gracieux et pour obtenir les biens et services nécessaires à l'exécution du Programme d'appui canadien à l'Agence internationale de l'énergie atomique	600,000	615,000
<i>Santé, sûreté, sécurité matérielle et protection environnementale</i>		
Contributions à l'appui d'organismes sans but lucratif, les établissements d'enseignement, les agences gouvernementales nationales et internationales, les provinces, les territoires, ainsi que les municipalités et les gouvernements régionaux dont les activités contribuent à l'atteinte des objectifs du Programme de contribution par catégories	22,000	.....
Total des contributions	622,000	615,000
Postes non requis		
Contribution à l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, à l'appui du Système d'information sur l'exposition professionnelle (ISOE)	.....	15,000
Total des postes non requis	.....	15,000
Total	642,000	642,000

Ressources naturelles

Énergie atomique du Canada limitée

Objectifs

Développer l'application de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Description du financement par voie de crédits

Recherche et développement en matière nucléaire

Assurer le fonctionnement des laboratoires nucléaires à Chalk River et à Whiteshell afin d'avoir une base technologique pluridisciplinaire pour le programme d'énergie nucléaire canadien. Les Laboratoires de Whiteshell sont dans une période de transition qui mènera ultérieurement à leur fermeture et à leur déclassement.

Entreprendre des travaux de recherche appliquée et de développement portant sur les réacteurs nucléaires actuels et futurs, les cycles et systèmes de combustible, pour la protection de l'environnement, la gestion des déchets radioactifs et les systèmes de garantie nucléaire, afin :

- i) d'assurer au Canada un approvisionnement en énergie sûr et fiable à long terme;
- ii) d'accroître l'application de l'énergie nucléaire pour surmonter les pénuries d'énergie futures;
- iii) de renforcer l'option CANDU en améliorant le rendement, l'intégrité et la sûreté des réacteurs;
- iv) de démontrer que les déchets radioactifs et leurs sous-produits peuvent être gérés en toute sécurité.

Entreprendre des recherches de soutien dans des domaines tels que les propriétés des matériaux, la chimie dont celle qui est essentielle à la mise au point du combustible et à la gestion des déchets radioactifs, et les effets des rayonnements sur les êtres humains.

Les programmes précités nécessitent d'importantes installations telles que des réacteurs, des boucles d'essais, des accélérateurs, des cellules chaudes, des usines de traitement de déchets ainsi que des services de soutien, notamment des services financiers et administratifs, et des services d'ingénierie et d'entretien.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Recherche et développement en matière nucléaire		
Dépenses de fonctionnement	176,500	184,800
Moins :		
Contributions externes	23,900	32,800
Contributions des activités commerciales	47,800	41,700
Total des besoins budgétaires	104,800	110,300

Nota : La Société mène également des activités commerciales autofinancées dans les domaines suivants : l'ingénierie et la conception de centrales nucléaires, la gestion de projets, les services de soutien et les investissements dans le domaine du nucléaire.

Ressources naturelles

Société de développement du Cap-Breton

Objectifs

Relever et réorganiser l'industrie houillère de l'île du Cap-Breton afin de la rendre économiquement viable.

Description du financement par voie de crédits

Rationalisation de l'industrie houillère

Les paiements serviront aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses en capital nécessaires pour l'exploitation des mines de charbon et des voies ferrées qui les desservent.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Rationalisation de l'industrie houillère		
Total des revenus tirés de l'exploitation minière	80,017	149,786
Moins :		
Total des dépenses pour l'exploitation minière	159,772	138,081
Contributions provenant des opérations minières	(79,755)	11,705
Moins :		
Dépenses en capital de l'industrie houillère	6,220	11,705
Total des besoins budgétaires	85,975	.....

Ressources naturelles Office national de l'énergie

Objectifs

Réglementer, dans l'intérêt public, les aspects des industries du pétrole, du gaz et de l'électricité concernant :

- la construction et l'exploitation de pipelines;
- la construction et l'exploitation des lignes internationales de transport d'électricité et des lignes interprovinciales désignées;
- le transport, les droits et les tarifs des compagnies pipelinières;
- les exportations de pétrole, de gaz et d'électricité, ainsi que les importations de gaz et de pétrole;
- les activités pétrolières et gazières sur les terres pionnières qui ne sont pas assujetties à aucun accord fédéral-provincial.

Offrir des conseils au ministre de Ressources naturelles Canada concernant la mise en valeur et l'utilisation des ressources énergétiques.

Description des secteurs d'activité

Conseil et réglementation en matière d'énergie

Les compagnies réglementées par l'Office accroissent la richesse des Canadiens grâce au transport du pétrole, du gaz naturel et des liquides du gaz naturel, ainsi qu'à l'exportation d'hydrocarbures et d'électricité. En sa qualité d'organisme de réglementation, l'Office a pour rôle d'aider à créer un cadre qui favorise ces activités économiques, dans la mesure où elles sont conformes à l'intérêt public.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonction- nement	Total	
Conseil et réglementation en matière d'énergie	29,240	29,240	29,110
	29,240	29,240	29,110

21 Santé

- Ministère 21-3
- Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux
matières dangereuses 21-7
- Conseil de recherches médicales 21-9
- Conseil d'examen du prix des médicaments
brevetés 21-10

Santé

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Santé			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	1,148,851	999,252
5	Subventions et contributions	864,401	822,677
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66,643	60,686
Total du Ministère		2,079,947	1,882,664
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses			
10	Dépenses du Programme	1,665	1,009
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	264	160
Total de l'organisme		1,929	1,169
Conseil de recherches médicales			
15	Dépenses de fonctionnement	12,759	10,650
20	Subventions	294,675	263,475
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1,199	894
Total de l'organisme		308,633	275,019
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés			
25	Dépenses du Programme	3,250	2,750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	461	411
Total de l'organisme		3,711	3,161

Santé Ministère

Objectifs

Le Ministère a pour mission d'aider les Canadiens et les Canadiennes à maintenir et à améliorer leur état de santé.

Description des secteurs d'activité

Gestion des risques pour la santé

Ce secteur d'activité est chargé de prévoir et de prévenir les risques pour la santé que présentent les aliments, l'eau, les médicaments, les matériaux médicaux et autres produits thérapeutiques, les risques environnementaux et hygiéniques, les maladies, les biens de consommation, les produits antiparasitaires, le sang et les produits du sang, les catastrophes qui se produisent en temps de paix et certains déterminants de la santé tels que le comportement d'une personne, la famille, les conditions sociales et économiques. Ce secteur d'activité est aussi chargé de réagir à ces risques.

Promotion de la santé de la population

Ce secteur d'activité se fonde sur une perception élargie et intégrée de la santé de la population qui tient compte des déterminants sociaux, comportementaux, et économiques de la santé. Il cherche à réduire les inégalités entre les Canadiens et les Canadiennes sur le plan de la santé en élaborant et en soutenant des politiques et des programmes de prévention de la maladie et de promotion de la santé, en collaboration avec d'autres ministères, les gouvernements provinciaux et territoriaux, et les intervenants non gouvernementaux. Ce secteur d'activité favorise les mesures de promotion de la santé qui sont axées sur les déterminants liés directement à la santé ou à d'autres domaines, tout au long du cycle de vie. Ce secteur d'activité met en évidence la nécessité de se concentrer sur les enfants en bas âge pour favoriser un meilleur état de santé à long terme. Les services de ce secteur d'activité sont dispensés suivant un cadre axé sur les trois stades du cycle de vie : i) enfance/adolescence; ii) début de l'âge adulte/maturité; iii) troisième âge.

Santé des Autochtones

Les spécialistes du domaine de la santé et les Autochtones ont établi que, lorsque ceux-ci pourront prendre leurs propres décisions en matière de santé, il sera plus facile d'améliorer leur état de santé par rapport aux autres Canadiens et Canadiennes et de remédier aux préoccupations quant aux services de santé qui leur sont destinés. Le secteur d'activité, Santé des Autochtones, cherche à accroître le contrôle et la gestion des services de santé communautaires par les Autochtones. Divers moyens sont utilisés à cette fin : transferts, accords de contribution intégrés et d'autres mesures de financement des services de santé, valorisation du potentiel et formation. Ce secteur d'activité appuie également des activités qui visent à améliorer la situation des Premières nations et des Inuits du point de vue de la santé.

Soutien et renouvellement du système de santé

Ce secteur d'activité offre un soutien au leadership dans tous les domaines du système de santé canadien. Il met à profit les connaissances et les interventions de l'ensemble du Ministère afin d'assurer la viabilité et le coût abordable de l'assurance-santé, ainsi qu'un meilleur équilibre au sein du système de santé entre les soins, la promotion de la santé, la prévention des maladies et la protection de la santé. Ce secteur d'activité vise à accroître l'efficacité et l'efficience du système en collaboration avec les provinces et les territoires.

Politique, planification et information en matière de santé

Ce secteur d'activité contribue à l'atteinte des objectifs du gouvernement fédéral en matière de santé de la manière suivante : à l'interne, il intègre de façon efficace par rapport au coût les activités et les leviers (surveillance, recherche, politiques, communications, relations fédérales-provinciales et internationales, lois, consultation, planification et examen) de tous les secteurs d'activité afin d'exécuter le programme du gouvernement fédéral dans le domaine de la santé et d'assumer les responsabilités fondamentales de Santé Canada; à l'externe, il favorise la production, la diffusion et l'utilisation de renseignements sur la santé, eu égard aux rôles des partenaires du Ministère dans ce domaine.

Services ministériels

Ce secteur d'activité fournit des services et des conseils aux cadres supérieurs du Ministère pour répondre aux besoins liés à la gestion, à l'utilisation et au contrôle des ressources humaines et financières, aux installations et aux biens, à l'informatique et à la vérification.

Santé
Ministère

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Gestion des risques pour la santé	263,691	.....	13,238	39,748	237,181	244,935
Promotion de la santé de la population	87,424	.....	155,139	.....	242,563	204,519
Santé des Autochtones	676,880	.....	581,374	9,083	1,249,171	1,121,664
Soutien et renouvellement du système de santé	15,176	.....	59,489	.....	74,665	79,037
Politique, planification et information en matière de santé	108,361	.....	35,665	.....	144,026	107,431
Services ministériels	109,474	4,053	19,496	682	132,341	125,078
	1,261,006	4,053	864,401	49,513	2,079,947	1,882,664

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Gestion des risques pour la santé</i>		
Organisation mondiale de la santé	100,000	100,000
Commission internationale de protection contre les radiations	5,000	5,000
Subvention à la Société canadienne du sang : coûts de transition	5,000,000	37,000,000
<i>Promotion de la santé de la population</i>		
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	11,640,000	5,940,000
Subvention à l'Institut national du cancer du Canada pour l'Initiative canadienne pour la recherche sur le cancer du sein	3,000,000	3,000,000
Subventions pour la Stratégie canadienne sur le VIH/sida	8,010,000	8,010,000
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles, pour soutenir des projets ou programmes sur la santé	860,000	867,000
Subvention à la Fondation canadienne de recherche sur les services de santé, afin d'aider à l'établissement et à la gestion du Fonds de recherche sur les services de santé	11,000,000	11,000,000
Total des subventions	39,615,000	65,922,000

Santé
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Gestion des risques pour la santé</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique	87,000	.....
Contribution à l'Initiative de recherches sur les substances toxiques	6,750,000	5,550,000
Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	1,296,000	941,000
<i>Promotion de la santé de la population</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche	31,309,000	16,910,000
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organisations nationales à but non lucratif pour le soutien du développement des programmes de réadaptation innovateurs en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	14,500,000	14,500,000
Contributions à des organismes communautaires à but non lucratif afin d'appuyer le développement et la prestation de services continus de prévention et d'intervention précoce qui visent à diminuer les problèmes de santé et de développement de jeunes enfants vulnérables au Canada	65,726,000	65,726,000
Contribution pour la Stratégie canadienne sur le VIH/sida	20,954,000	20,954,000
<i>Santé des Autochtones</i>		
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	19,045,000	19,045,000
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites	247,013,000	215,530,000
Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou aux groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé	160,547,000	144,890,000
Paiement à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens pour le contrôle et la prestation des services de santé non assurés	24,000,000	10,000,000
Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuits ou aux administrations locales et territoriales pour la prestation de services de santé non assurés	83,761,000	75,396,000
Contributions pour des initiatives nationales spéciales de durée limitée pour les Indiens et les Inuits	16,417,000	15,791,000
Contributions à des universités, à des collèges et à d'autres organismes afin d'accroître la participation d'étudiants indiens et inuits à des programmes d'études débouchant sur des carrières professionnelles dans le domaine de la santé	2,992,000	2,992,000
Contributions au gouvernement de Terre-Neuve pour le coût de la prestation des soins de santé aux collectivités indiennes et inuites	907,000	907,000
Contributions à des associations ou à des groupes indiens et inuits pour les consultations au sujet de la santé des Indiens et des Inuits	979,000	979,000

Santé
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe	1,413,000	1,413,000
Contribution pour le programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les réserves	24,300,000	29,700,000
<i>Soutien et renouvellement du système de santé</i>		
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'aux organisations à but non lucratif dans le domaine des services de santé ou des services sociaux, afin de mettre à l'essai et d'évaluer des façons d'améliorer le système de soins de santé de l'avenir, plus précisément dans les quatre secteurs prioritaires (soins primaires, soins à domicile, assurance-médicaments, prestation intégrée de services) dont ont convenu les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	59,489,000	71,533,000
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Programme de contributions pour la santé des femmes	2,210,000	3,150,000
Contributions aux provinces, aux territoires et aux associations et organismes reconnus à l'échelle nationale pour l'élaboration de systèmes d'information en matière de santé	398,000	86,000
Contribution à l'Institut canadien d'information en matière de santé	832,000	2,495,000
Programme de soutien à l'autoroute de l'information	7,000,000	4,500,000
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique	12,809,000	12,309,000
Contributions à la Société canadienne du sang ou à d'autres organismes de transfusion ou de transplantation désignés, à l'appui d'activités de surveillance des effets indésirables	556,000	404,000
<i>Services ministériels</i>		
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites	4,079,000	3,822,000
Contributions au nom des Indiens et des Inuits, ou à leur égard, pour le coût de la construction, de l'agrandissement ou de la rénovation d'hôpitaux, d'installations de soins de santé et d'autres établissements ainsi que pour l'acquisition de matériel de soins de santé et de matériel connexe	15,417,000	15,417,000
Total des contributions	824,786,000	754,940,000
Postes non requis		
Centre national de distribution des denrées alimentaires	.....	15,000
Contributions pour les programmes d'application de la loi à l'égard de la lutte contre le tabagisme	.....	1,300,000
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des activités d'intérêt national visant à améliorer les services de santé et à l'appui de recherches et de projets témoins en hygiène publique	.....	500,000
Total des postes non requis	.....	1,815,000
Total	864,401,000	822,677,000

Santé

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Objectifs

Permettre aux fournisseurs ou aux employeurs de matières industrielles dangereuses de protéger les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) relatifs à leurs produits et, en même temps, assurer aux travailleurs l'accès à des renseignements exacts relativement aux incidences de ces produits sur la santé et la sécurité.

Description des secteurs d'activité

Conformité des fiches signalétiques

En assurant la conformité des fiches signalétiques et des étiquettes aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT), ce secteur d'activité contribue à renseigner les travailleurs sur les dangers que peut entraîner pour la santé et la sécurité l'exposition aux substances chimiques entrant dans la composition de produits qui font l'objet d'une demande de dérogation. Cela inclut l'évaluation des données scientifiques relatives à chaque ingrédient entrant dans la fabrication du produit, de même que les avis sur les dangers des produits pour la santé et la sécurité selon les critères de la *Loi sur les produits dangereux*, le *Code canadien du travail* et les lois provinciales et territoriales en matière de santé et de sécurité au travail. En cas de non-conformité, une ordonnance officielle est émise afin de corriger la fiche signalétique et de la rendre conforme aux exigences réglementaires.

Cette activité continuera de contribuer directement à réduire les maladies et les blessures relatives aux lieux de travail, ce qui, en retour, aidera à soulager les tensions économiques attribuables aux demandes d'indemnisation et aux coûts des services de santé.

Services à la clientèle

Les responsabilités dans ce secteur incluent l'enregistrement officiel des demandes d'exemption, l'émission de numéro d'enregistrement, la protection des RCC et l'émission d'une décision sur la validité de la demande conformément aux prescriptions de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*. En outre, les Services à la clientèle fournissent des avis et des renseignements aux demandeurs d'exemption et assurent le suivi en matière de satisfaction de la clientèle.

Règlement des différends

Ce secteur d'activité comprend la constitution de commissions tripartites indépendantes pour entendre les appels ou régler les différends des demandeurs d'exemption ou des parties concernées, afin de régler la question ou les différends aussi rapidement et efficacement que possible.

Un appel peut avoir trait à la conformité d'une fiche signalétique, au rejet d'une demande ou à une demande de divulgation, à titre confidentiel, de renseignements commerciaux à une partie concernée pour des motifs de santé et de sécurité au travail.

Des options rentables et justes de règlement de différends, telles que la médiation ou la discussion dirigée, seront offertes à toutes les parties concernées.

Santé

Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Conformité des fiches signalétiques	1,261	1,261	569
Services à la clientèle	380	380	350
Règlement des différends	288	288	250
	1,929	1,929	1,169

Nota : Le Budget principal des dépenses de 1999–2000 a été rajusté afin de tenir compte des modifications apportées à la Structure de planification, de rapport et de responsabilisation pour l'exercice 2000–2001.

Santé

Conseil de recherches médicales

Objectifs

Établir et maintenir, en collaboration avec d'autres, une capacité nationale de créer et d'utiliser de nouvelles connaissances permettant de préserver et d'améliorer la santé, et de prévenir, traiter et éliminer la maladie, au profit et pour le bien-être de tous les Canadiens tant sur le plan social qu'économique.

Description des secteurs d'activité

Promouvoir la recherche dans les sciences de la santé

Favoriser, aider et entreprendre des recherches en sciences de la santé au Canada en générant la base de connaissances en sciences de la santé; formant et perfectionnant des scientifiques canadiens dans le domaine de la santé, dirigeant les efforts de recherche vers des menaces particulières pour la santé et les occasions à saisir; agissant comme catalyseur dans la formation de partenariats pour diversifier et renforcer les sciences de la santé au Canada; faisant en sorte que les Canadiens profitent des avantages de la recherche; coordonnant au niveau national les questions relatives à la recherche en matière de santé; assurant le soutien scientifique, technique et administratif du Conseil.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Promouvoir la recherche dans les sciences de la santé	13,958	294,675	308,633	275,019
	13,958	294,675	308,633	275,019

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Promouvoir la recherche dans les sciences de la santé</i>		
Subventions et bourses pour appuyer la recherche	294,675,000	263,475,000
Total	294,675,000	263,475,000

Santé

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Objectifs

Protéger les intérêts des consommateurs et contribuer aux soins de santé de la population canadienne en s'assurant que les prix fixés par les fabricants des médicaments brevetés ne sont pas excessifs.

Description des secteurs d'activité

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) recueille des renseignements sur les prix fixés au Canada par les fabricants des médicaments brevetés, analyse ces données et, s'il y a lieu, prend des mesures en vue d'obtenir une réduction des prix qui, de l'avis du Conseil, sont excessifs. Les réductions de prix sont obtenues par :

- des mesures prises volontairement par les brevetés;
- au moyen d'engagements de conformité volontaire (ECV) entraînant la réduction des prix et le remboursement des revenus excessifs; ou
- par des ordonnances correctives rendues à la suite d'une audience publique au cours de laquelle les prix ont été jugés excessifs.

Le CEPMB applique, dans la mesure du possible, le principe de la conformité volontaire parce qu'il est plus efficace, fait gagner du temps et coûte moins cher pour toutes les parties. Il est plus facile pour les titulaires de brevet de se conformer volontairement aux exigences grâce aux lignes directrices publiées pour aider les compagnies à fixer des prix qui ne sont pas excessifs.

En vertu de la *Loi sur les brevets*, le Conseil est tenu d'examiner le prix des médicaments dans d'autres pays, le prix d'autres médicaments dans une même classe thérapeutique, les changements de l'indice des prix à la consommation (IPC) ainsi que d'autres facteurs pour déterminer si le prix d'un médicament est excessif. La Loi autorise le ministre de la Santé, en consultation avec les ministres de la Santé provinciaux et d'autres ministres, à prendre des dispositions, par règlement, concernant d'autres facteurs dont le Conseil devra tenir compte pour déterminer si un prix est excessif; ces modifications autorisent de plus le Ministre à attribuer d'autres fonctions et d'autres pouvoirs au CEPMB. De plus, le ministre de la Santé peut charger le Conseil de mener des enquêtes sur certaines questions.

Le CEPMB adresse également un rapport au Parlement sur les tendances des prix et sur les dépenses de recherche-développement faites par l'ensemble de l'industrie des produits pharmaceutiques brevetés et par chacun des titulaires de brevet au Canada.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	3,711	3,711	3,161
	3,711	3,711	3,161

22 Solliciteur général

Ministère	22-3
Service canadien du renseignement de sécurité	22-5
Service correctionnel	22-6
Commission nationale des libérations conditionnelles	22-9
Bureau de l'enquêteur correctionnel	22-11
Gendarmerie royale du Canada	22-12
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	22-14
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	22-15

Solliciteur général

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Solliciteur général			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	19,636	18,841
5	Subventions et contributions	60,558	59,998
(L)	Solliciteur général – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,501	2,419
Total du Ministère		82,747	81,307
Service canadien du renseignement de sécurité			
10	Dépenses du Programme	170,361	168,629
Total de l'organisme		170,361	168,629
Service correctionnel			
15	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement	1,041,114	985,540
20	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	152,200	152,200
(L)	Pensions et autres avantages sociaux des employés	201	201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	127,400	119,925
(L)	Fonds renouvelable CORCAN	(480)	(697)
Total de l'organisme		1,320,435	1,257,169
Commission nationale des libérations conditionnelles			
25	Dépenses du Programme	21,840	21,208
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3,434	3,392
Total de l'organisme		25,274	24,600
Bureau de l'enquêteur correctionnel			
30	Dépenses du Programme	1,568	1,568
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	195	200
Total de l'organisme		1,763	1,768
Gendarmerie royale du Canada			
35	Dépenses de fonctionnement	1,012,560	812,632
40	Dépenses en capital	150,740	112,749
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC	245,236	240,154
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23,370	22,508
Total de l'organisme		1,431,906	1,188,043
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada			
45	Dépenses du Programme	750	739
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61	60
Total de l'organisme		811	799
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada			
50	Dépenses du Programme	3,758	4,520
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	361	358
Total de l'organisme		4,119	4,878

Solliciteur général Ministère

Objectifs

Assurer la direction de la politique d'ensemble pour les programmes du portefeuille et exercer des fonctions d'examen ayant rapport aux organismes du portefeuille.

Description des secteurs d'activité

Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques

Le Ministère élabore, fournit et coordonne des avis opportuns, adaptés à la situation, complets et détaillés sur les politiques afin d'aider le Ministre à assumer ses fonctions : a) d'orienter les organismes du portefeuille et d'en répondre devant le Parlement, b) d'accroître la cohérence des politiques et leur coordination au sein du portefeuille, et c) d'exercer un leadership national dans les domaines de la police et de l'application de la loi, de la sécurité nationale, des services correctionnels et de la mise en liberté sous condition.

Programme de services de police des Premières nations

La mise en œuvre de la Politique sur la police des Premières nations offre des moyens pratiques pour améliorer l'administration de la justice dans les Premières nations grâce à la création et au maintien de services de police professionnels, efficaces et adaptés aux besoins particuliers des collectivités des Premières nations et des Inuits.

La Direction générale de la police des Autochtones est chargée de mettre en œuvre, de maintenir et d'étendre le Programme de services de police des Premières nations, dans le cadre de la Politique sur la police des Premières nations.

Bureau de l'inspecteur général, SCRS

Le Bureau de l'inspecteur général du SCRS existe en vertu de la *Loi sur le Service canadien du renseignement de sécurité*. L'inspecteur général a droit d'accès aux renseignements du SCRS et joue le rôle de vérificateur interne des activités de cet organisme pour le Solliciteur général. Le Bureau de l'inspecteur général vérifie régulièrement si le Service respecte ses politiques opérationnelles. Il vérifie également si les activités du SCRS sont conformes aux lois, aux pouvoirs, aux contrôles et aux normes qui régissent de telles activités. Il présente au Ministre, sur ces sujets, des rapports classifiés dans lesquels sont incorporés les conseils de l'inspecteur général ainsi qu'un certificat exigé par la Loi. Le Ministre et le Comité de surveillance des activités du renseignement de sécurité (CSARS) peuvent ordonner la tenue d'un examen spécial, ou l'inspecteur général peut entreprendre un tel examen de sa propre initiative.

Services exécutifs et Services ministériels

Ce secteur d'activité comprend la Division des services exécutifs, le Groupe des communications, la Direction générale des services ministériels et la Division des services juridiques.

Solliciteur général
Ministère

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgetaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques	8,247	2,958	11,205	10,866
Programme de services de police des Premières nations	3,309	57,600	60,909	60,289
Bureau de l'inspecteur général du SCRS	896	.....	896	877
Services exécutifs et Services ministériels	9,737	.....	9,737	9,275
	22,189	60,558	82,747	81,307

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques</i>		
Société John Howard	509,795	509,795
Association canadienne des sociétés Elizabeth Fry	451,807	451,807
Autres organismes nationaux de bénévolat actifs dans le secteur de la justice pénale	834,542	834,542
Total des subventions	1,796,144	1,796,144
Contributions		
<i>Conseils au Solliciteur général dans ses fonctions d'orientation des organismes, de gestion du portefeuille et de leadership national au niveau des politiques</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du Solliciteur général	1,162,056	1,162,056
<i>Programme de services de police des Premières nations</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations	57,600,000	57,040,000
Total des contributions	58,762,056	58,202,056
Total	60,558,200	59,998,200

Solliciteur général
Service canadien du renseignement de sécurité

Objectifs

Fournir au gouvernement du Canada des renseignements pour la sécurité.

Description des secteurs d'activité

Service canadien du renseignement de sécurité

Recueille, analyse et conserve des informations et des renseignements sur les activités susceptibles de menacer la sécurité du Canada, fait rapport et donne des conseils au gouvernement du Canada au sujet de ces menaces, et fournit des évaluations de la sécurité.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire	Total	
	Fonctionnement		
Service canadien du renseignement de sécurité	170,361	170,361	168,629
	170,361	170,361	168,629

Solliciteur général

Service correctionnel

Objectifs

Contribuer, en tant que composante du système de justice pénale et dans le respect de la règle de droit, à la protection de la société en incitant activement et en aidant les délinquants à devenir des citoyens respectueux des lois, tout en exerçant sur eux un contrôle raisonnable, sûr, sécuritaire et humain.

Description des secteurs d'activité

Prise en charge

Prestation de services liés aux besoins des délinquants, notamment des services de santé physique et mentale, des services alimentaires et vestimentaires ainsi que d'autres services aux délinquants incarcérés.

Garde

Prestation de services relatifs à la surveillance, au contrôle et à l'administration de la peine des délinquants. Construction et entretien des installations servant à loger les détenus.

Réinsertion sociale

Prestation de services et mise en œuvre de programmes à l'intérieur et à l'extérieur des établissements pour favoriser la réinsertion sociale des délinquants, notamment la gestion des cas, les services des psychologues et des aumôniers, les services résidentiels, la formation générale et professionnelle, les emplois et le perfectionnement professionnel, l'acquisition des compétences psychosociales, les traitements contre la toxicomanie, les programmes d'enrichissement personnel et les autres programmes destinés à répondre aux besoins culturels, sociaux, spirituels et personnels des délinquants.

Le Parlement a autorisé un prélèvement total de \$45,000,000 au titre du fonds renouvelable CORCAN. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	<u>(en milliers de dollars)</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	3,853
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – excédent	<u>480</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2001	4,333

Services généraux

Prestation de services généraux tels que la planification stratégique, l'élaboration de politiques visant l'ensemble du SCC, la recherche, les communications, l'évaluation des programmes, la vérification, les services juridiques, les services à la haute direction, les services de gestion chargés du personnel et des finances ainsi que les autres services administratifs de manière à garantir la bonne utilisation des ressources, à éclairer les dirigeants lorsqu'ils doivent prendre des décisions, à responsabiliser davantage les gestionnaires et à faciliter le contrôle opérationnel.

Solliciteur général
Service correctionnel

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Prise en charge	150,696	.....	60	.....	150,756	148,747
Garde	484,249	137,700	.....	.....	621,949	601,856
*Réinsertion sociale	488,603	16,610	716	86,465	419,464	399,712
Services généraux	127,965	.....	301	.....	128,266	106,854
	1,251,513	154,310	1,077	86,465	1,320,435	1,257,169

*CORCAN, une activité financée au moyen d'un fonds renouvelable, est inclus dans ce secteur d'activité. La partie de ce secteur d'activité reliée à CORCAN renvoie aux besoins de trésorerie du fonds pour l'exercice et ne reflète pas directement le bénéfice ou le déficit de fonctionnement que produira le fonds puisque celui-ci fonctionne selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Par conséquent, certaines dépenses en argent inscrites dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement, et certains autres éléments qui doivent être pris en considération dans le calcul du bénéfice ou du déficit ne nécessitent pas de dépenses directes en argent. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochés de la façon suivante :

	(en milliers de dollars)
Déficit de fonctionnement prévu	530
Plus :	
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit de fonctionnement	2,210
Changements dans le fonds de roulement	500
Moins :	
Dépenses en argent non comprises dans le calcul du déficit de fonctionnement :	
Changements dans le fonds de roulement	.....
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	1,700
Total des prévisions (excédent)	480

Pour de plus amples renseignements sur le fonds renouvelable CORCAN, se reporter au Rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Solliciteur général
Service correctionnel

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Prise en charge</i>		
Subvention au Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan pour l'obtention d'une place en psychiatrie	60,000	60,000
<i>Services généraux</i>		
Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents	100,000	100,000
(L) Pensions et autres avantages sociaux des employés	201,000	201,000
Total des subventions	361,000	361,000
Contributions		
<i>Réinsertion sociale</i>		
Contributions en vue de fournir des services aux libérés conditionnels, des services individuels et de groupe pour les détenus et d'assurer l'éducation et la participation du public relativement aux services correctionnels et à d'autres services complémentaires	716,000	716,000
Total des contributions	716,000	716,000
Total	1,077,000	1,077,000

Solliciteur général

Commission nationale des libérations conditionnelles

Objectifs

L'objectif premier de la Commission nationale des libérations conditionnelles est de contribuer à la protection de la société à long terme. En s'acquittant de son mandat, la Commission : continuera de rendre des décisions des plus judicieuses, toujours déterminées en priorité par le souci de protéger la société; tiendra compte des besoins des délinquants, des victimes et de leurs familles; renforcera ses liens avec ses partenaires; reconnaîtra la capacité des délinquants de s'amender; réglera les cas touchant la mise en liberté de la manière la moins restrictive qui soit sans pour autant compromettre la sécurité du public; agira de manière professionnelle, transparente et responsable, notamment sur le plan financier. La direction et le personnel de la Commission favoriseront un climat de confiance, de respect et de transparence, de même que la communication des renseignements.

Description des secteurs d'activité

Mise en liberté sous condition

Les responsabilités de la Commission en matière de mise en liberté sous condition consistent à examiner les cas de délinquants, à rendre des décisions judicieuses relativement à leur mise en liberté sous condition et à fournir le soutien nécessaire à la prise de ces décisions. La Commission doit également donner une formation approfondie axée sur l'évaluation des risques afin d'aider les membres de la Commission dans le processus de prise de décisions; élaborer et interpréter la politique sur la mise en liberté sous condition, coordonner l'exécution du programme en son sein et de concert avec le Service correctionnel du Canada et d'autres partenaires importants, communiquer des renseignements aux victimes et à d'autres intéressés dans la collectivité, fournir de l'information au public au sujet de la mise en liberté sous condition, et, enfin effectuer des évaluations et mesurer le rendement.

Clémence et réhabilitation

Les responsabilités de la Commission dans le domaine de la clémence et de la réhabilitation consistent à examiner les demandes et à rendre des décisions relatives à la réhabilitation ou à délivrer des réhabilitations ainsi qu'à formuler des recommandations concernant l'exercice de la prérogative royale de clémence. Elle doit aussi fournir l'information et le soutien nécessaires à la prise de décisions, donner la formation qui aidera les commissaires à faire preuve de professionnalisme dans les prises de décisions, élaborer et interpréter la politique en matière de réhabilitation et de clémence. Il incombe à la Commission, enfin, de coordonner l'exécution du programme en son sein et avec la GRC et d'autres partenaires clés, et de fournir de l'information au public au sujet de la réhabilitation et de la clémence.

Gestion générale

Les responsabilités de la Commission sur le plan de la gestion générale consistent à assurer un soutien aux principaux secteurs d'activité de la Commission (mise en liberté sous condition, clémence et réhabilitation), notamment par l'élaboration d'un cadre de planification et de responsabilisation; un vaste éventail de services ministériels dans les domaines des finances, des ressources humaines, de l'administration, de la sécurité et de la technologie de l'information.

Solliciteur général
Commission nationale des libérations conditionnelles

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Mise en liberté sous condition	19,721	35	19,756	19,334
Clémence et réhabilitation	1,501	.....	1,501	1,421
Gestion générale	4,017	.....	4,017	3,845
	25,239	35	25,274	24,600

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Mise en liberté sous condition</i>		
Paiements à des organismes sans but lucratif, à des groupes communautaires ou à des organismes privés qui appuient la mission et les priorités stratégiques de la Commission nationale des libérations conditionnelles	35,000	35,000
Total	35,000	35,000

Solliciteur général
Bureau de l'enquêteur correctionnel

Objectifs

Agir en tant qu'ombudsman au nom des contrevenants en examinant à fond et de façon objective un large éventail d'activités administratives et en présentant ses conclusions et ses recommandations à un grand nombre de décideurs, y compris le Parlement.

Description des secteurs d'activité

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel a seulement un secteur d'activité qui, comme détaillé à l'article 167 de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*, est chargé d'enquêter sur les problèmes des délinquants liés aux décisions, recommandations ou omissions ou les deux qui proviennent du Commissaire du Service correctionnel du Canada ou d'une personne sous son autorité ou exerçant des fonctions en son nom qui affectent les délinquants individuellement ou en groupe.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Bureau de l'enquêteur correctionnel	1,763	1,763	1,768
	1,763	1,763	1,768

Solliciteur général Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

Appliquer la loi, prévenir le crime et maintenir la paix, l'ordre et la sécurité.

Description des secteurs d'activité

Services de police fédérale

Les Services de police fédérale sont chargés de fournir au gouvernement fédéral des services de maintien de l'ordre, d'application de la loi, d'enquête, de protection ainsi que des services techniques afin de protéger les citoyens, l'environnement, le commerce, les recettes du gouvernement, la sécurité nationale, les missions étrangères et les dignitaires en visite.

Services de police contractuelle

Les services de police contractuelle sont chargés d'assurer la sécurité des foyers et des collectivités en offrant des services de police à diverses collectivités dans huit provinces (excluant le Québec et l'Ontario) et trois territoires en vertu d'ententes contractuelles de partage des coûts conclues entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones.

Services nationaux de police

Les Services nationaux de police sont chargés de fournir des services techniques spécialisés à la collectivité d'application de la loi et d'améliorer les instruments d'enquête ainsi que la nature, l'étendue et la qualité des informations policières communes utilisées par les policiers, les ministères fédéraux et les organismes d'application des lois et règlements au Canada, ainsi que par certaines organisations policières étrangères, y compris Interpol. Ces services sont utilisés par les secteurs d'activités de police fédérale et de police contractuelle de la GRC et dans une moindre mesure, par le secteur d'activités des Services de maintien de la paix.

Les services techniques spécialisés de la GRC fournis à la collectivité d'application de la loi incluent les laboratoires judiciaires (analyse d'ADN), l'identité (empreintes digitales), les données policières informatisées (casiers judiciaires, communications), le renseignement (crime organisé) et les services de formation supérieure offerts aux policiers canadiens et étrangers et à certains organismes ministériels d'application de la loi.

Services internes

Les Services internes appuient la gestion interne de l'organisation.

Services de maintien de la paix

Les Services de maintien de la paix gèrent la participation efficace et opportune de la police civile canadienne aux activités de maintien de la paix internationale. La prestation de ces services respecte les conditions de la politique étrangère du Canada et le principe du recouvrement intégral des coûts avec d'autres organismes gouvernementaux comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI).

Solliciteur général
Gendarmerie royale du Canada

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services de police fédérale	573,438	25,441	.....	2,668	596,211	515,925
Services de police contractuelle	1,159,469	65,635	.....	884,280	340,824	312,855
Services nationaux de police	220,896	52,919	386	6,961	267,240	189,095
Services internes	180,782	6,745	40,104	.....	227,631	169,464
Services de maintien de la paix	.....	.....	.....	.....	.....	704
	2,134,585	150,740	40,490	893,909	1,431,906	1,188,043

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Services internes</i>		
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada	1,900	1,900
Association internationale des chefs de police	1,900	1,900
Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions	1,000,000	1,000,000
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1985 ch. R-10)	27,000,000	27,000,000
(L) Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	12,000,000	12,000,000
(L) Pensions aux familles des membres de la Gendarmerie royale du Canada qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-10)	100,000	100,000
Total des subventions	40,103,800	40,103,800
Contributions		
<i>Services nationaux de police</i>		
Contributions aux élèves qui ne sont pas membres de la GRC et qui suivent des cours au Collège canadien de police	386,080	386,080
Total des contributions	386,080	386,080
Total	40,489,880	40,489,880

Solliciteur général

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

À titre d'organisme indépendant, examiner les appels portant sur des mesures disciplinaires graves ou sur des décisions de renvoi ou de rétrogradation, ainsi que certains types de griefs présentés par la Gendarmerie royale du Canada.

Description des secteurs d'activité

Examen des cas

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, qui soumet un rapport annuel au Parlement, est un tiers chargé d'examiner de façon indépendante et impartiale les cas que lui soumet la GRC. Le Comité peut tenir des audiences, assigner des témoins, faire prêter serment, et recevoir et accepter des preuves ou autres informations s'il le juge bon. Les conclusions et les recommandations du président ou du Comité sont envoyées aux parties intéressées et au Commissaire de la GRC.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Examen des cas	811	811	799
	811	811	799

Solliciteur général

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Objectifs

Permettre au public de déposer des plaintes au sujet de la conduite de membres de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions et de faire réviser la façon dont la GRC règle ces plaintes par un organisme indépendant et impartial.

Description des secteurs d'activité

Recevoir et réviser les plaintes du public

La Commission des plaintes du public contre la GRC est un organisme gouvernemental impartial et indépendant. Elle reçoit les plaintes du public et les envoie à la GRC pour enquête. Elle peut également réviser le règlement de la plainte fait par la GRC si le plaignant n'est pas satisfait. En outre, la Commission peut mener des enquêtes, convoquer des audiences publiques, assigner des témoins, faire prêter serment à des témoins, accepter les éléments de preuve qu'elle juge pertinents et formuler des conclusions et des recommandations à l'intention du commissaire de la GRC et du Solliciteur général du Canada. La présidente de la Commission peut déposer des plaintes. Également, elle doit soumettre un rapport annuel au Solliciteur général dans lequel elle résume les activités de la Commission au cours de l'année et formule ses recommandations pour dépôt aux deux chambres du Parlement.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Recevoir et réviser les plaintes du public	4,119	4,119	4,878
	4,119	4,119	4,878

23 Transports

Ministère 23-3

Office des transports du Canada 23-10

Tribunal de l'aviation civile 23-11

Transports

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)		Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Transports			
Ministère			
1	Dépenses de fonctionnement	145,963	135,449
5	Dépenses en capital	81,395	84,880
10	Subventions et contributions	284,668	315,765
15	Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	38,641	38,236
20	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	48,378	40,578
25	Paiements à VIA Rail Canada Inc.	170,304	170,304
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	52	49
(L)	Le pont Victoria, Montréal – Abolition des péages et réfection de la voie de circulation routière du pont	11,315	11,315
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	48,401	45,042
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent	1,631	1,573
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	47,600	46,600
Total du Ministère		878,348	889,791
Office des transports du Canada			
30	Dépenses du Programme	18,719	18,384
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2,723	2,725
Total de l'organisme		21,442	21,109
Tribunal de l'aviation civile			
35	Dépenses du Programme	885	874
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	100	98
Total de l'organisme		985	972

Transports Ministère

Objectifs

Assurer des normes élevées pour un réseau de transport sécuritaire par :

- des normes et un cadre de réglementation détaillés et progressifs;
- des programmes de certification, de surveillance, de respect et d'inspection efficaces.

Contribuer à la prospérité du Canada par :

- des politiques à jour;
- l'élimination des obstacles institutionnels et législatifs;
- le financement sélectif des éléments clés du réseau.

Protéger l'environnement physique par :

- l'évaluation des répercussions des décisions de politique et de la réglementation sur l'environnement;
- la promotion et le respect des normes environnementales.

Travailler avec nos partenaires et clients par :

- une consultation efficace sur des initiatives de transport;
- la mise en œuvre et la gestion d'entreprises communes.

Renforcer nos services en :

- comprenant les besoins de nos clients;
- fournissant une prise de décisions la plus rapprochée possible des clients.

Fournir un milieu de travail stimulant et favorable en :

- traitant les gens avec confiance et respect;
- élaborant et en mettant en œuvre des stratégies efficaces de ressources humaines;
- fournissant un système de mérite et de reconnaissance conforme à nos valeurs.

Description des secteurs d'activité

Politiques

Le secteur d'activité, Politiques, englobe l'élaboration de politiques de transport et de changements législatifs qui contribuent à l'efficacité et à l'efficience du réseau de transport du Canada. Il comprend aussi la surveillance et l'analyse de ce réseau de transport, la préparation de rapports annuels (*Loi sur les transports au Canada*), les études économiques, et l'évaluation des programmes. Le financement et l'analyse liés aux sociétés d'État sont également fournis.

Programmes et cessions

Le secteur d'activité, Programmes et cessions, est chargé de négocier la cession des havres, des ports et des aéroports à des intérêts locaux; d'exploiter les aéroports, les havres et les ports jusqu'à leur cession; d'exploiter les aéroports, les havres et ports éloignés appartenant au gouvernement fédéral; d'administrer les programmes de subvention pour les aéroports, les ports, les routes et les ponts; de remplir des fonctions de propriétaire et de surveillance pour le Ministère, y compris pour les havres, les ports et les aéroports et les sites du système de navigation aérienne; d'administrer un programme de gérance de l'environnement visant les avoirs du fédéral liés au transport.

Sécurité et sûreté

Le secteur d'activité, Sécurité et sûreté, élabore des lois, des normes et des règlements nationaux et met en œuvre des programmes de surveillance, de mise à l'essai, d'inspection, d'éducation, de recherche et développement et de subventions afin de promouvoir la sécurité et la sûreté dans les modes de transport aérien, maritime, ferroviaire et routier et fournit des services d'aéronefs au gouvernement et à d'autres organismes de transport.

Administration du Ministère

Le secteur d'activité, Administration du Ministère, fournit au Ministère des services financiers, administratifs, informatiques, de ressources humaines, de communications internes et externes, juridiques et exécutifs.

Transports Ministère

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Politiques	243,405	532	62,663	50	306,550	296,806
Programmes et cessions	113,859	62,217	270,990	228,687	218,379	278,662
Sécurité et sûreté	296,304	13,955	9,930	46,890	273,299	237,757
Administration du Ministère	76,131	4,691	.....	702	80,120	76,566
	729,699	81,395	343,583	276,329	878,348	889,791

Nota : Le secteur d'activité, Politiques, comprend des paiements aux sociétés d'État suivantes : Marine Atlantique S.C.C. (\$48,378, crédit 20) et VIA Rail Canada Inc. (\$170,304, crédit 25). Le secteur d'activité, Programmes et cessions, comprend des paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (\$38,641, crédit 15). Les pages suivant le tableau des paiements de transfert contiennent de plus amples renseignements sur les activités de ces sociétés d'État.

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Politiques</i>		
Subvention à la province de la Colombie-Britannique à l'égard de la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	22,040,300	22,040,300
<i>Sécurité et sûreté</i>		
Subvention à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à l'égard du Programme de supervision de la sécurité	100,000	.....
Total des subventions	22,140,300	22,040,300
Contributions		
<i>Politiques</i>		
Contributions liées aux services ferroviaires voyageurs autres que ceux de VIA :		
Chemin de fer Québec North Shore & Labrador	2,000,000	2,000,000
Algoma Central Railway Inc.	2,100,000	466,000
Commission de transport Ontario Northland	2,706,000	2,653,000
Contributions à la prestation de services de traversier et de cabotage pour marchandises et voyageurs	7,763,000	7,630,000
Paiement à la Commission canadienne du blé pour l'acquisition et la location à bail de wagons-trémies afin de transporter du grain dans l'Ouest canadien	20,963,000	19,000,200
Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve mutés aux Chemins de fer nationaux du Canada	1,230,000	1,230,000
Association du transport du Canada	188,000	188,000
Contribution aux Chemins de fer nationaux du Canada pour le Programme de remise en état du pont de Québec	600,000	600,000
Accords d'exploitation de services de traversier avec NFL Holdings Ltd. :		
Service entre Saint John et Digby	3,072,345	1,723,960

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
<i>Programmes et cessions</i>		
Contributions à l'exploitation d'aéroports municipaux ou autres aéroports :		
Programme initial	1,810,900	2,176,174
Aéroports qui ne font pas partie du Réseau national d'aéroports aux termes de la Politique nationale des aéroports	500,000	4,371,630
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	35,000,000	35,000,000
Terre-Neuve – Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Davis Inlet, Charlottetown Square Island, Black Tickle, Paradise River, Fogo Island, Fox Harbour, Cartwright, Makkovik, Mary's Harbour, Nain, Rigolet, Port Hope Simpson, Postville, Hopedale et Williams Harbour)	749,200	741,000
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :		
Nouveau-Brunswick	43,150,000	50,000,000
Entente pour le développement du réseau routier de l'Outaouais	5,000,000	4,700,000
Terre-Neuve – Routes régionales	20,000,000	20,000,000
Accord sur l'autoroute transcanadienne – Terre-Neuve	34,000,000	34,000,000
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42)	11,315,000	11,315,000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland	47,600,000	46,600,000
Contribution à la province de l'Île-du-Prince-Édouard pour services de maintien de l'ordre à l'égard du pont de la Confédération	220,000	220,000
Aide de transition suite à l'élimination des subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique :		
Terre-Neuve	1,100,946	4,000,000
Contribution à la Ville de Smithers au titre des coûts de remise en état de la piste 15/33 à l'aéroport de Smithers	1,350,000	.....
Contribution à la Ville de North Bay au titre des coûts associés à l'agrandissement ou au remplacement de l'aérogare de North Bay	4,140,000	3,800,000
Fonds de cession des ports	64,039,609	48,000,000
Accorder une aide financière à la Hudson Bay Port Company, en vue du transfert du Port de Churchill	300,000	1,448,300
Fonds de transport durable	715,000	.....
<i>Sécurité et sûreté</i>		
Code national de sécurité - mise à niveau des systèmes	1,750,000	.....
Paiements à l'appui des améliorations apportées aux croisements, approuvées aux termes de la <i>Loi sur la sécurité ferroviaire</i>	7,495,000	7,495,000
Contributions à l'Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du Programme Opération Gareautrain	200,000	200,000
Versements aux autres gouvernements ou organismes internationaux pour l'exploitation et l'entretien des aéroports, des installations de navigation aérienne et des voies aériennes	384,700	384,700
Total des contributions	321,442,700	309,942,964

Transports
Ministère

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Postes non requis		
Accords d'exploitation de services de traversier avec NFL Holdings Ltd. :		
Service entre Yarmouth et Bar Harbour	2,024,647
Contributions tirées du Fonds de réserve d'amélioration du réseau	2,500,000
(L) Paiements versés en vertu des ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent et conformément au paragraphe 80(5) de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C. 1998, ch. 10, art. 81).	1,573,000
Contributions aux provinces pour défrayer le coût des améliorations des systèmes routiers dans le but d'augmenter leur efficacité globale et de promouvoir la sécurité, tout en encourageant, d'un point de vue régional et économique, le développement industriel et le tourisme :		
Nouvelle-Écosse	1,800,000
Aide de transition suite à l'élimination des subventions au transport des marchandises dans la région de l'Atlantique :		
Nouvelle-Écosse	7,351,004
Nouveau-Brunswick	500,000
Île-du-Prince-Édouard	2,433,017
Québec	15,747,368
Initiative stratégique d'investissement en capital – Routes	1,171,000
Contribution à la Ville de Cranbrook pour couvrir les frais associés à la rénovation et à l'agrandissement du garage d'entretien aéronautique	600,000
Contribution à la Prince Rupert Airport Society pour couvrir les frais associés au renouvellement de la surface de piste, des voies de circulation et des aires de trafic ainsi qu'aux travaux d'installations électriques effectués à l'aéroport de Prince Rupert	2,432,700
Contribution à la Société de développement de l'aéroport de Sault Ste. Marie au titre des coûts associés à la réfection de la piste 11-29 à l'aéroport de Sault Ste. Marie	1,260,000
Code national de sécurité :		
Terre-Neuve	172,840
Île-du-Prince-Édouard	147,560
Nouvelle-Écosse	283,120
Nouveau-Brunswick	206,920
Québec	524,000
Ontario	968,360
Manitoba	252,920
Saskatchewan	265,160
Alberta	450,800
Colombie-Britannique	346,800
Territoires du Nord-Ouest	129,000
Territoire du Yukon	129,520
Total des postes non requis	43,269,736
Total	343,583,000	375,253,000

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

Objectifs

Fournir au public des voies sûres et efficaces sur plusieurs ponts et tunnels à Montréal (Québec).

Description des secteurs d'activité

Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.

La Société administre, contrôle, exploite et entretient le pont Jacques-Cartier, le pont Champlain qui inclut une partie de l'autoroute Bonaventure, le pont Mercier et le tunnel Melocheville, à Montréal (Québec). Aucun péage n'est imposé sur le pont Jacques-Cartier depuis 1962 et sur le pont Champlain, depuis le mois de mai 1990.

Les paiements budgétaires sont requis pour couvrir l'excédent des décaissements sur les recettes de la Société provenant de l'exploitation des ponts, des chaussées et de la section de l'autoroute relevant de sa compétence.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	38,641	38,236
Total des besoins budgétaires	38,641	38,236

Transports

Ministère

Renseignements additionnels – Marine Atlantique S.C.C.

Objectifs

Exploiter des services sûrs, fiables et efficaces de transport maritime et des services connexes dans la région atlantique du Canada pour contribuer à la réalisation des objectifs gouvernementaux.

Description des secteurs d'activité

Marine Atlantique S.C.C.

Assurer une aide financière à Marine Atlantique S.C.C. à partir des coûts budgétés moins les recettes des usagers pour certains services de traversier pour lesquels le Canada a accepté la responsabilité, notamment les services prévus par l'Acte de l'Union et la Confédération. La société d'État assure les services suivants :

- a) respecter les engagements constitutionnels (services entre North Sydney et Port-aux-Basques);
- b) assurer d'autres services que ceux prévus par la Constitution (entre North Sydney et Argenticia).

De plus, la société mène d'autres activités liées aux transports.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Marine Atlantique S.C.C.	48,378	40,578
Total des besoins budgétaires	48,378	40,578

Transports
Ministère
Renseignements additionnels – VIA Rail Canada Inc.

Objectifs

Gérer les services ferroviaires pour le transport des voyageurs de façon à en améliorer l'efficacité, l'efficacité et la rentabilité.

Description des secteurs d'activité

VIA Rail Canada Inc.

VIA Rail est responsable de la gestion de la plupart des services ferroviaires pour le transport des voyageurs au Canada en vertu de l'entente conclue avec le ministre des Transports. VIA Rail doit assurer les services prescrits par le Ministre dans des ententes fondées sur les coûts budgétés moins les recettes. VIA Rail à son tour gère et fait la mise en marché de services, entretient son équipement et passe des marchés avec le CN et le CP pour obtenir le droit de faire circuler des trains de voyageurs sur leurs réseaux respectifs et leur faire assurer l'exploitation de ces trains ainsi que la prestation d'autres services de soutien.

VIA Rail reçoit également des fonds pour l'acquisition et la rénovation d'installations et de matériel et d'autres immobilisations.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
VIA Rail Canada Inc.	170,304	170,304
Total des besoins budgétaires	170,304	170,304

Transports

Office des transports du Canada

Objectifs

Contribuer à la mise en place d'un réseau de transport national à la fois efficient et accessible, qui répond aux besoins des expéditeurs, des transporteurs, des voyageurs et des autres utilisateurs.

Description des secteurs d'activité

Le programme de l'Office des transports du Canada a pour but de traiter les questions assujetties à la *Loi sur les transports au Canada* et à des lois connexes, dans les secteurs ferroviaires, aériens et maritimes de compétence fédérale. L'Office examine des demandes, entend des plaintes et mène des enquêtes. Il applique diverses dispositions sur l'accès concurrentiel et le règlement des différends pour régler des questions mettant en cause une compagnie de chemin de fer et d'autres parties (expéditeurs, municipalités, entreprises de services publics, propriétaires fonciers, autres transporteurs ferroviaires). Il établit chaque année le barème des prix maximums pour le transport du grain de l'Ouest et applique les modalités législatives pour l'établissement des coûts. L'Office défend les intérêts des consommateurs et des transporteurs en s'assurant que les transporteurs aériens exploitant des services à destination, en provenance et à l'intérieur du Canada remplissent certaines exigences minimales sur le plan économique. Pour ce faire, il administre un système de délivrance de licences de transport aérien, des ententes internationales et des tarifs internationaux. Les intérêts des consommateurs sont aussi protégés par l'entremise d'un système de certificats d'aptitude pour les compagnies de chemin de fer. Enfin, l'Office a pour tâche de supprimer des services et installations de transport de compétence fédérale tout obstacle abusif qui nuit à la circulation des personnes ayant une déficience.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Office des transports du Canada	21,438	4	21,442	21,109
	21,438	4	21,442	21,109

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Contributions		
<i>Office des transports du Canada</i>		
Paiements au Groupe de recherche sur les transports au Canada	4,000	4,000
Total	4,000	4,000

Transports

Tribunal de l'aviation civile

Objectifs

Pourvoir le milieu de l'aviation d'un processus indépendant permettant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports.

Description des secteurs d'activité

Révisions et appels

Assure le fonctionnement d'un Tribunal de l'aviation civile indépendant chargé de répondre aux demandes provenant du milieu de l'aviation concernant la révision des décisions d'application des règlements ou de délivrance des permis prises par le ministre des Transports aux termes de la *Loi sur l'aéronautique*; et tenir des audiences pour les appels. À la suite d'une audience, le Tribunal peut, selon le cas, confirmer la décision du Ministre, y substituer sa propre décision, ou encore renvoyer l'affaire au Ministre pour réexamen.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Révisions et appels	985	985	972
	985	985	972

24 Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère 24-3

Bureau d'information du Canada 24-14

Société canadienne d'hypothèques et de
logement 24-15

Société canadienne des postes 24-16

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire du portefeuille

Crédits (en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère		
<i>Programme des services gouvernementaux</i>		
1	1,645,045	1,520,010
5	303,792	314,672
(L)		
(L)	52	49
(L)	59,266	55,059
(L)		

(L)		

(L)	(18,884)	(18,460)
(L)	563	563
(L)		

(L)	(1,100)	(1,100)
(L)	3,394	6,350
(L)	.....	.....
	1,992,128	1,877,143
<i>Programme des sociétés d'État</i>		
10	3,000	3,045
–	.....	7,756
	3,000	10,801
Total du Ministère		
	1,995,128	1,887,944
Bureau d'information du Canada		
15	19,558	19,485
(L)	1,090	795
Total de l'organisme		
	20,648	20,280
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
20	1,893,524	1,888,685
(L)	(224,400)	(221,900)
Total de l'organisme		
	1,669,124	1,666,785
Société canadienne des postes		
25	257,210	14,210
Total de l'organisme		
	257,210	14,210

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des services gouvernementaux

Objectifs

Notre but est d'optimiser les recettes fiscales dans la prestation des services communs et des services centraux dispensés aux ministères, organismes et autres clients, en accordant toute l'importance voulue aux valeurs que représentent pour le gouvernement la prudence, la probité et la transparence. En mettant l'accent sur ce que le Ministère fait de mieux, à savoir fournir au gouvernement des services communs et centraux rentables, TPSGC aide les ministères à se concentrer sur ce qu'ils font de mieux.

Description des secteurs d'activité

Services immobiliers

Le secteur d'activité des Services immobiliers (SI) est axé sur deux fonctions principales : la gestion des biens immobiliers et les services immobiliers. Financés par un crédit net approuvé, les SI assument à titre de gardiens la direction et l'intendance des immeubles fédéraux à bureaux et des installations d'utilisation commune, ainsi que de différents ouvrages de génie (p. ex., ponts et barrages). Dans le cadre de cette fonction, les SI fournissent un milieu de travail productif à quelque 160,000 fonctionnaires fédéraux (100 ministères et organismes) et gèrent un ensemble de locaux d'une superficie d'environ 6 millions de mètres carrés financé par un crédit annuel net d'environ 1,3 milliard de dollars. Cet ensemble de locaux comprend entre autres des trésors nationaux, tels la Cité parlementaire et de nombreux édifices patrimoniaux répartis dans l'ensemble du Canada.

Le secteur des SI fournit aussi des services immobiliers spécialisés et à valeur ajoutée d'ordre technique et professionnel (notamment dans les domaines de l'architecture et du génie, de l'immobilier et de la gestion des immeubles et des installations) aux autres ministères et organismes. Ces services sont entièrement facultatifs, offerts contre rémunération à des tarifs comparables à ceux du marché et gérés par l'entremise du Fonds renouvelable des services immobiliers. Les SI administrent également, au nom du gouvernement fédéral, les paiements tenant lieu d'impôts et le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, qui s'occupe de l'aliénation des immeubles dont le gouvernement n'a plus besoin.

Service des approvisionnements

Le volet des Approvisionnements fournit des services communs d'acquisition de biens et de services pour le gouvernement fédéral. Il gère le processus d'acquisition en aidant les ministères clients à définir leurs besoins, en lançant des appels d'offres, en évaluant et en choisissant les soumissions, ainsi qu'en négociant et en gérant des marchés. Il offre également des services auxiliaires, notamment la réalisation d'études de marché pour déterminer les produits offerts par les fournisseurs, la planification de produits, la réalisation d'études sur les méthodes d'approvisionnement, la tenue à jour de bases de données statistiques et d'outils servant à la production de rapports, l'établissement de cadres stratégiques, l'examen et la publication de politiques ainsi que l'entretien de l'infrastructure technologique qui sert de soutien aux fonctions électroniques utilisées pour les acquisitions. Il assume aussi la responsabilité de tous les aspects des grands projets de l'État liés aux acquisitions.

Ce secteur se charge aussi des activités spécialisées suivantes : inspections maritimes et services techniques; soutien de l'analyse des coûts; gestion des biens de production de l'État; services de sécurité industrielle et d'enquêtes de sécurité sur le personnel pour TPSGC et les industries; élaboration et mise à jour de normes d'application générale et services d'évaluation de la conformité; gestion des biens saisis (à la suite d'un crime); service central de transport de marchandises, services de gestion de voyages et de déménagement d'articles de ménage et enfin, services de consultation en matière de transport.

Le volet de la Distribution des biens de la Couronne (DBC) fournit des services d'aliénation à tous les ministères et organismes fédéraux. Les méthodes d'aliénation des biens comprennent la vente, le transfert, l'échange, le don, la location, le prêt et la destruction.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des services gouvernementaux

Receveur général

Le secteur d'activité du Receveur général comprend les fonctions suivantes : réception, transfert, garde, décaissement, rapprochement et surveillance des fonds publics pour le gouvernement du Canada. Il émet les paiements du receveur général, rembourse et valide ces effets ainsi que les mandats d'assurance-emploi. Il tient les comptes du Canada et fournit des rapports provisoires, prépare les Comptes publics du Canada et tient le système de comptabilité central à jour. Du fait des activités précitées, le receveur général fournit aux ministères et organismes des services financiers facultatifs connexes.

Rémunération de la fonction publique

Le secteur de la Rémunération de la fonction publique se charge d'administrer les processus de paye et de pension du gouvernement, notamment d'élaborer et d'entretenir des systèmes informatiques ainsi qu'une infrastructure nationale de bureaux de services afin de permettre aux ministères d'administrer la paye et les avantages sociaux conformément aux conventions collectives et aux politiques en matière de rémunération établies par le Conseil du Trésor et aux fins de l'administration de la *Loi sur la pension de la fonction publique*. Ce secteur d'activité offre également des services spécialisés relatifs aux pensions au ministère de la Défense nationale et à la Gendarmerie royale du Canada pour l'administration de leurs régimes.

Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique

Les Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique (SGTI) jouent le rôle de mandataire pour l'infrastructure fédérée de gestion de l'information-technologie de l'information (GI-TI) du gouvernement du Canada, qui constitue un circuit de prestation sûr pour le commerce électronique et la prestation des services électroniques dans l'ensemble du gouvernement. Ils offrent aussi des services de GI-TI optionnels dans la réalisation des programmes des ministères fédéraux dont ceux de TPSGC. Les SGTI exercent leur leadership pour appuyer les initiatives pangouvernementales visant à résoudre les problèmes essentiels de GI-TI, par exemple la mise en place d'un circuit de communication électronique sûr, la gestion des risques liés à la GI-TI et le renouvellement de la communauté de GI-TI. Ils offrent leurs services dans le cadre d'accords de partenariat avec le secteur privé et des institutions du secteur public.

Voici la nature des services offerts par les SGTI :

- Services stratégiques, axés sur l'élaboration de stratégies pour le portefeuille du gouvernement et de partenariats technologiques clés, sur le renouvellement de la communauté de GI-TI à l'aide de l'Institut et sur le partage des logiciels au sein du gouvernement fédéral et entre paliers de gouvernement à l'aide du Service d'échange de logiciels;
- Services sûrs de commerce électronique et de technologies nouvelles, axés sur la prestation des services de commerce électronique et sur le déploiement de l'infrastructure fédérée, qui constituent un circuit électronique sûr de prestation pour le gouvernement;
- Services de gestion des applications, axés sur la productivité, la qualité et l'amélioration des applications de soutien communes et de la gestion de l'information;
- Services de réseau et d'informatique, axés sur la responsabilisation et l'optimisation de bout en bout des services de réseau et d'informatique pour la GI-TI;
- Services de télécommunications, axés sur le courtage des services de télécommunications auprès du secteur privé afin de répondre aux besoins des ministères de petite taille et de taille moyenne;
- Services de gestion, axés sur la modernisation des pratiques de gestion et d'administration afin d'accroître l'efficacité des SGTI.

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des services gouvernementaux

Conseils et Vérification Canada

Conseils et Vérification Canada (CVC) est un organisme de service spécial qui fournit, contre rémunération, des services optionnels de consultation et de vérification aux ministères et aux organismes fédéraux partout au Canada. Les services de CVC peuvent également être mis à la disposition des gouvernements étrangers et des organismes internationaux. CVC aide ses clients à offrir un meilleur service en améliorant la gestion, les opérations et l'administration du secteur public, tout en respectant les priorités et les besoins du gouvernement. Il met l'accent sur l'excellence du service à la clientèle et le partage des compétences du secteur public. L'organisme porte également une grande attention aux aspects qui intéressent particulièrement le gouvernement fédéral et évolue en fonction des besoins des gestionnaires de la fonction publique et des priorités gouvernementales. Voici quelques exemples des services qu'offre Conseils et Vérification Canada : gestion et examen des programmes, élaboration et examen de technologies de l'information, gestion financière et approches liées à la gestion des risques et à la fonction de contrôleur, et une gamme de services de vérification. Plus de la moitié des services de CVC sont assurés par la sous-traitance confiée au secteur privé, tandis que les autres sont fournis par des ressources internes.

Bureau de la traduction

Le Bureau de la traduction est devenu un organisme de service spécial en 1995. Les services de traduction (dans les deux langues officielles et dans plus de cent autres langues) offerts aux autres ministères et organismes fédéraux sont facultatifs et fournis selon le principe du recouvrement des coûts. Le Bureau reçoit des crédits pour assurer des services d'interprétation et de traduction au Parlement et pour fournir à d'autres ministères et organismes fédéraux des services de terminologie et certains services d'interprétation de conférence. Il continue aussi d'uniformiser la terminologie utilisée au sein de la fonction publique fédérale. Enfin, ses services apportent une aide essentielle au gouvernement dans la prestation des programmes et services dans les deux langues officielles.

Services de coordination des communications

Les services du secteur d'activité des Services de coordination des communications comprennent la coordination de la publicité et de la recherche sur l'opinion publique, de la surveillance des médias, des services d'acquisition et de communications à valeur ajoutée, et l'administration des droits d'auteur de la Couronne. De plus, les services d'accès public du Secteur comprennent la publication de la *Gazette du Canada*, le Programme des services aux dépositaires, les services d'édition du gouvernement du Canada, Référence Canada, le site Web du Canada (site Internet principal du gouvernement canadien) et Publiservice.

Ces services jouent un rôle de premier plan pour ce qui est de permettre au gouvernement canadien de réaliser ses objectifs en matière de communications. Ils répondent à un besoin de la politique publique ou constituent des services communs partagés par tous les communicateurs du gouvernement tout en s'adressant à des ministères clients particuliers (services d'approvisionnement, par exemple). De plus, ils contribuent à l'atteinte des objectifs plus vastes du gouvernement en matière de communications (Référence Canada, surveillance électronique des médias, harmonisation de l'affichage et du merchandising aux stands occupés par plusieurs ministères dans le cadre de foires et d'expositions, et le Programme des services aux dépositaires, par exemple).

Soutien opérationnel

Le Soutien opérationnel comprend deux gammes de services : une série de services de soutien regroupés sous la Gestion de l'information-Technologie de l'information (GI/TI) – Opérations ministérielles d'une part, et la Gestion ministérielle d'autre part.

La gamme de services de Gestion de l'information-Technologie de l'information (GI-TI) – Opérations ministérielles, comprend le soutien de gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI) aux opérations et aux secteurs d'activité de TPSGC.

La gamme de services de la Gestion ministérielle, comprend le soutien aux cabinets du ministre et du sous-ministre, la prestation de services intégrés à l'échelle nationale dans les domaines des finances, des communications, de la vérification et de l'examen, des ressources humaines, de la gestion du matériel, de la sécurité, du règlement des différends contractuels, de la politique et de la planification ministérielles, de la gestion de portefeuille, de la fonction de secrétaire ministériel et des services juridiques.

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des services gouvernementaux

Fonds renouvelables

Fonds renouvelable des Services immobiliers

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$450,000,000 sur le Fonds renouvelable des Services immobiliers. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	369,764
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – besoins nets de trésorerie	<u> </u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	369,764

Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$5,000,000 sur le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	9,283
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – excédent	18,884
Moins :	
Paiement au Trésor	<u>18,884</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	9,283

Fonds renouvelable des Services optionnels

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$200,000,000 sur le Fonds renouvelable des Services optionnels. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	182,438
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – besoins nets de trésorerie	<u> 563</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	181,875

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des services gouvernementaux

Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$45,000,000 sur le Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	<u>(en milliers de dollars)</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	47,616
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001	<u>.....</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	47,616

Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$25,100,613 sur le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	<u>(en milliers de dollars)</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	18,537
Plus :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – excédent	<u>1,100</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	19,637

Fonds renouvelable du Bureau de la traduction

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$75,000,000 sur le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	<u>(en milliers de dollars)</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	77,242
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001 – Besoins nets de trésorerie	3,394
Plus :	
Autorisation de radier les pertes de fonctionnement	<u>2,000</u>
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	75,848

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des services gouvernementaux

Fonds renouvelable de la Production de défense

Le Parlement a autorisé précédemment un prélèvement total de \$100,000,000 sur le Fonds renouvelable de la Production de défense. Voici comment il est prévu d'utiliser cette autorisation du Budget des dépenses :

	(en milliers de dollars)
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 1 ^{er} avril 2000	100,000
Moins :	
Budget principal des dépenses de 2000–2001	.....
Montant prévu de l'autorisation non utilisée au 31 mars 2001	100,000

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001				Total	Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire					
	Fonctionnement	Dépenses en capital	Paiements de transfert	Moins : Recettes à valoir sur le crédit		
Services immobiliers	1,917,235	303,792	1,696*	840,905	1,381,818	1,320,787
Service des approvisionnements	204,148	.....	.....	98,865	105,283	104,869
Receveur général	119,006	.....	.....	20,319	98,687	98,285
Rémunération de la fonction publique	46,629	.....	.....	2,276	44,353	43,385
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	132,540	.....	.....	132,540	.....	.....
Conseils et Vérification Canada	71,047	.....	.....	72,147	(1,100)	(1,100)
Bureau de la traduction	164,580	.....	.....	118,897	45,683	43,967
Services de coordination des communications	90,284	.....	.....	14,582	75,702	59,566
Soutien opérationnel	341,392	.....	.....	99,690	241,702	207,384
	3,086,861	303,792	1,696	1,400,221	1,992,128	1,877,143

Nota : Le Programme des services gouvernementaux est partiellement financé au moyen de fonds renouvelables, dont le Fonds renouvelable des Services immobiliers, le Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, le Fonds renouvelable des Services optionnels, le Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, le Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, et le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction. Pour de plus amples renseignements à ce sujet, voir le Rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

*Les subventions versées aux municipalités en vertu d'une autorisation législative, totalisant \$412,000,000, seront récupérées par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers et portées au crédit des paiements législatifs.

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des services gouvernementaux

Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Dépenses	Recettes	Dépenses excédentaires (recettes)	
Services immobiliers	570,963	570,196	767	.....
Aliénation des biens immobiliers	3,616	22,500	(18,884)	(18,460)
Services optionnels	92,966	91,607	1,359	1,049
Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique	132,540	132,540	.....	.....
Conseils et Vérification Canada	71,947	72,147	(200)	(200)
Bureau de la traduction	122,270	118,897	3,373	6,487
Production de défense	.....	.....	.....	.....
Déficit/(Excédent) de fonctionnement	994,302	1,007,887	(13,585)	(11,124)
*Rajustements pour obtenir les besoins nets de trésorerie/(excédent)	(2,442)	.....	(2,442)	(1,523)
Budget principal des dépenses - besoins nets de trésorerie/(excédent)	991,860	1,007,887	(16,027)	(12,647)

*Puisque l'excédent ou le déficit de fonctionnement est calculé selon la méthode de la comptabilité d'exercice, cet élément ne reflète pas directement les besoins de trésorerie du fonds qui sont inclus dans le Budget des dépenses. Certains éléments qui devraient être pris en considération pour le calcul de l'excédent ou du déficit ne nécessitent pas une dépense directe en argent. Certaines dépenses en argent incluses dans le Budget des dépenses n'influent pas sur le solde de fonctionnement. Ces deux types de dépenses peuvent être rapprochées de la façon suivante :

Renseignements additionnels sur les fonds renouvelables

(en milliers de dollars)	Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique						
	Services immobiliers	Aliénation des biens immobiliers	Services optionnels	Conseils et Vérification Canada	Bureau de la traduction	Production de défense	
Déficit/(Excédent) de fonctionnement prévu	767	(18,884)	1,359	.....	(200)	3,373	.....
Éléments hors caisse compris dans le calcul du déficit/(excédent) de fonctionnement	(2,600)	.....	(963)	(746)	(1,200)	(1,078)	.....
Total partiel	(1,833)	(18,884)	396	(746)	(1,400)	2,295	.....
Rajustement du fonds de roulement	.....	.....	.....	.....	(200)	(116)	.....
Nouvelles acquisitions d'immobilisations	1,833	.....	167	746	500	1,215	.....
Total des prévisions - besoins nets de trésorerie/(excédent)	.....	(18,884)	563	.....	(1,100)	3,394	.....

Nota : Pour de plus amples renseignements sur les fonds renouvelables, se reporter au Rapport sur les plans et les priorités du Ministère.

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des services gouvernementaux

Paielements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000-2001	Budget principal des dépenses 1999-2000
Subventions		
<i>Services immobiliers</i>		
(L) Paiement de subventions versées aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices	412,000,000	421,319,000
(L) Recouvrement auprès des ministères ayant la garde des biens immobiliers	(412,000,000)	(421,319,000)
Subvention non financière à la Société Royale du Canada	159,115	.....
Total des subventions	159,115	.....
Contributions		
<i>Services immobiliers</i>		
Association canadienne de normalisation	12,000	12,000
Contributions à la Hudson Bay Port Company	1,525,000	.....
Total des contributions	1,537,000	12,000
Total	1,696,115	12,000

Travaux publics et Services gouvernementaux
 Ministère
Programme des sociétés d'État

Objectifs

Autoriser et effectuer des paiements à certaines sociétés d'État conformément aux ententes approuvées par le gouverneur en conseil.

Description des secteurs d'activité

Queens Quay West Land Corporation

Fonctionner comme une entreprise de gestion immobilière et d'aliénation, en ce qui concerne le site Harbourfront à Toronto et verser une subvention de fonctionnement au Harbourfront Centre.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001		Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire Fonctionnement	Total	
Queens Quay West Land Corporation	3,000	3,000	3,045
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	.....	.....	7,756
	3,000	3,000	10,801

Travaux publics et Services gouvernementaux
Ministère
Programme des sociétés d'État
Renseignements additionnels – Queens Quay West Land Corporation

Objectifs

Fonctionner comme une entreprise de gestion immobilière et d'aliénation, en ce qui concerne le site Harbourfront à Toronto et verser une subvention de fonctionnement au Harbourfront Centre.

Description du financement par voie de crédits

Queens Quay West Land Corporation

Les paiements émis permettent de respecter les engagements pris dans le cadre des accords de transfert avec la ville de Toronto, certains promoteurs et les autres parties intéressées afin de fournir une subvention d'exploitation au Harbourfront Centre.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Queens Quay West Land Corporation		
Dépenses de fonctionnement :		
Paiement au Harbourfront Centre	3,000	3,045
Total des besoins budgétaires	3,000	3,045

Travaux publics et Services gouvernementaux

Ministère

Programme des sociétés d'État

Renseignements additionnels – Société du Vieux-Port de Montréal Inc.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Société du Vieux-Port de Montréal Inc.		
Dépenses en capital et de fonctionnement :		
Paiement à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	7,756
Total des besoins budgétaires	7,756

Travaux publics et Services gouvernementaux

Bureau d'information du Canada

Objectifs

Le Bureau d'information du Canada renforcera chez les Canadiennes et les Canadiens le sentiment d'appartenir à un pays moderne et dynamique, et il mettra en lumière le rôle que joue le gouvernement du Canada ainsi que le renouvellement de la fédération.

Description des secteurs d'activité

Le Bureau d'information du Canada

Le Bureau d'information du Canada :

- met à la disposition des Canadiennes et des Canadiens une information exacte au sujet du Canada, de ses citoyens et de ses réalisations, et fait en sorte que les Canadiennes et les Canadiens soient conscients du rôle que joue le gouvernement du Canada, par ses activités, ses programmes et ses services, dans la réalisation des objectifs nationaux et la satisfaction des besoins de la population;
- appuie les Canadiennes et les Canadiens qui souhaitent contribuer à la promotion de l'identité canadienne et à l'édification d'un Canada meilleur en établissant des liens et des partenariats avec des groupes et des particuliers;
- fournit conseils et soutien au président du Comité des communications du Cabinet.

Programme ventilé par secteur d'activité

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001			Budget principal des dépenses 1999–2000
	Budgétaire		Total	
	Fonctionnement	Paiements de transfert		
Bureau d'information du Canada	15,748	4,900	20,648	20,280
	15,748	4,900	20,648	20,280

Paiements de transfert

(dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Subventions		
<i>Bureau d'information du Canada</i>		
Subventions à l'appui d'activités et de projets visant à favoriser la compréhension et l'appréciation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	2,000,000	.....
Total des subventions	2,000,000	.....
Contributions		
<i>Bureau d'information du Canada</i>		
Contributions à l'appui d'activités et de projets visant à favoriser la compréhension et l'appréciation de l'identité canadienne et une prise de conscience sociale	2,900,000	4,900,000
Total des contributions	2,900,000	4,900,000
Total	4,900,000	4,900,000

Travaux publics et Services gouvernementaux Société canadienne d'hypothèques et de logement

Objectifs

Promouvoir l'abordabilité et le choix en matière de logement, assurer l'accès au financement résidentiel ainsi que la concurrence et l'efficacité dans ce domaine et protéger l'accès à un financement résidentiel suffisant à un prix modique; planifier, faire des recherches et offrir des services et des renseignements dans les domaines du financement résidentiel, de l'abordabilité et du choix, des milieux de vie et de l'urbanisme; promouvoir et développer l'exportation des produits, des services et du savoir-faire canadiens en matière de recherche dans le domaine du logement; appuyer le développement et l'étude de ce savoir-faire à l'extérieur du Canada et y participer; contribuer au bien-être de l'ensemble du secteur de l'habitation.

Description du financement par voie de crédits

Société canadienne d'hypothèques et de logement

L'activité liée au financement résidentiel comprend l'assurance contre le manquement des emprunteurs à leurs obligations à l'égard de prêts hypothécaires résidentiels, ainsi que la garantie du principal et des intérêts dus aux détenteurs de titres fondés sur des prêts hypothécaires assurés. Ces activités sont financées par des primes et des droits de garantie.

La Société entreprend des recherches sur le logement et la diffusion d'information, assure des services liés au logement, aménage et vend des terrains lui appartenant ou appartenant au gouvernement fédéral, et travaille contre rémunération en partenariat avec les provinces à des aménagements fonciers.

La SCHL repère les débouchés et offre des renseignements et des conseils d'ordre pratique à l'industrie de l'habitation pour l'exportation du savoir-faire et des produits canadiens.

La SCHL administre les initiatives d'aide au logement pour le gouvernement fédéral, offre des prêts et d'autres investissements pour ces initiatives au moyen d'emprunts sur les marchés financiers et entreprend des recherches sur le logement. L'aide au logement prend la forme de construction de logements, de subventions et de rénovations. Cette aide s'adresse aux Canadiens les plus nécessiteux.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Dépenses budgétaires	1,893,524	1,888,685
Dépenses non budgétaires (nettes):	(224,400)	(221,900)
Total des besoins	1,669,124	1,666,785

Travaux publics et Services gouvernementaux Société canadienne des postes

Objectifs

L'objectif de la Société est de mettre sur pied et d'exploiter un service postal.

Description du financement par voie de crédits

Paiements concernant les programmes publics

Ces paiements portent sur des services que la Société assure en franchise en vue d'appuyer les programmes publics du gouvernement (le courrier parlementaire franc de port et les documents à l'usage des aveugles) et pour soutenir, pendant la période de transition, la mise en œuvre de(s) régime(s) de pension de la Société canadienne des postes.

Sommaire du financement par voie de crédits

(en milliers de dollars)	Budget principal des dépenses 2000–2001	Budget principal des dépenses 1999–2000
Paiements concernant les programmes publics et soutien pendant la période de transition	257,210	14,210
Total des besoins budgétaires	257,210	14,210

25 Index

Index

A

Académie de droit international de la Haye, 16-5
Accord Canada-Québec sur l'immigration, 7-5
Accord de libre-échange nord-américain, 13-10
Accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, 1-34
Accord sur le commerce intérieur, 13-10
Accord sur les marchés publics, 13-10
Accord sur les relevés hydrométriques, 12-5
Administration du pipe-line du Nord, 1-34, 1-57, 2-3, 2-21
Affaires étrangères et Commerce international, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL, 1-32, 1-57, 2-1, 2-2
Affaires indiennes et du Nord canadien, 3-3
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN, 1-34, 1-35, 1-57, 3-1, 3-2
Agence canadienne d'évaluation environnementale, 1-41, 1-61, 12-2, 12-6
Agence canadienne d'inspection des aliments, 1-36, 1-58, 5-3, 5-9
Agence canadienne de développement international, 1-33, 1-57, 2-2, 2-10, 2-11, 2-12, 2-13, 2-14, 2-15
Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones, 2-7
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, 1-43, 1-63, 15-3, 15-14, 15-15
Agence de promotion économique du Canada atlantique, 1-43, 1-62, 15-2, 15-8, 15-9
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA, 1-56, 1-58, 4-1, 4-2
Agence internationale de l'énergie, 2-6, 20-8
Agence internationale de l'énergie atomique, 2-8, 20-11
Agence Parcs Canada, 1-56, 1-65, 18-4, 18-28, 18-29
Agence pour l'énergie nucléaire, 2-6
Agence spatiale canadienne, 1-43, 1-62, 15-2, 15-10, 15-11
Agriculture et Agroalimentaire, 5-4, 5-5, 5-6, 5-7
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE, 1-36, 1-58, 5-1, 5-2
Aide à la réinstallation, Citoyenneté et Immigration, 7-5
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés, 6-4
Aide mutuelle, 10-6
Allocations aux anciens combattants, 6-4
Allocations de guerre pour les civils, 6-4
ANCIENS COMBATTANTS, 1-37, 1-59, 6-1, 6-2
Anciens du Yukon, 3-2
Archives nationales du Canada, 1-48, 1-64, 18-3, 18-16, 18-17
Association canadienne de normalisation, 8-4, 24-10
Association canadienne des anciens combattants du Royaume-Uni, 6-4
Association canadienne des chefs de police, 16-5
Association civile de recherches et de sauvetage aériens, 10-5
Association de la communauté du service extérieur, 2-6
Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada, 22-13
Association des chemins de fer du Canada dans le cadre du programme Opération Gareautrain, 23-5
Association des municipalités rurales de la Saskatchewan, 3-5
Association des musées canadiens, 18-7
Association forestière du Canada, 20-7
Association internationale de développement, 1-42, 1-61, 13-2, 13-5
Association internationale des chefs de police, 22-13
Association universitaire canadienne d'études nordiques, 3-9
Associations parlementaires et de procédure, 17-7
Assurances de la fonction publique, 8-2

B

Bande Cris et Naskapis du Québec, 3-5
Bande indienne Miawpukek, 3-6
Bande indienne Sehelte, 3-6
Banque interaméricaine de développement, 2-14

Bibliothèque du Parlement, 1-46, 1-64, 17-2, 17-8
Bibliothèque nationale, 1-49, 1-65, 18-3, 18-25, 18-26
British Institute of International and Comparative Law, 16-5
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports, 1-39, 1-59, 9-2, 9-10
Bureau d'information du Canada, 1-54, 1-67, 24-2
Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens, 1-47
Bureau de l'enquêteur correctionnel, 1-52, 1-66, 22-2, 22-11
Bureau du Canada pour le millénaire, 1-39, 1-60, 9-2, 9-13
Bureau du surintendant des institutions financières, 1-42, 13-3, 13-11

C

Caisse de bienfaisance de l'Aviation royale du Canada, 10-5
Caisse de bienfaisance de la Marine royale du Canada, 10-5
Caisse de bienfaisance des détenus, 1-52
Célébrations de la Fête du Canada, 18-6
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail, 1-40, 11-2, 11-10
Centre canadien de gestion, 1-38, 1-59, 9-2, 9-7, 9-8
Centre d'étude sur les conflits, 10-5
Centre de recherches pour le développement international, 1-33, 2-3, 2-13, 2-17, 2-18
Centre international des droits de la personne et du développement démocratique, 2-15
Centre interservices des feux de forêt du Canada, 20-8
Centre national de distribution des denrées alimentaires, 21-6
Chambre des communes, 1-46, 1-64, 13-9, 17-2, 17-5, 17-6, 17-7
Cimetière commémoratif des Nations Unies en Corée, 6-4
Citoyenneté et Immigration, 7-3, 7-4, 7-5
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION, 1-37, 1-59, 7-1, 7-2
Code canadien du travail, 21-7
Collège canadien de police, 22-13
Collège de médecine de l'Université de la Saskatchewan, subvention, 22-8
Comité canadien conjoint de publicité relative à la prévention des incendies, 11-6
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, 1-39, 1-60, 9-3, 9-16
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada, 1-53, 1-66, 22-2, 22-14
Comité sur les modifications de la loi, 16-5
Commerce international, ministre du, 2-2
Commissaire à la magistrature fédérale, 1-45, 1-63, 16-2, 16-9
Commissaire aux langues officielles, 1-39, 1-60, 9-2, 9-12
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada, 1-45, 1-64, 16-2, 16-12, 16-13
Commission canadienne des affaires polaires, 1-35, 1-58, 3-2, 3-10
Commission canadienne des droits de la personne, 1-45, 1-63, 16-2, 16-7
Commission canadienne des grains, 1-36, 1-58, 5-3, 5-10
Commission canadienne du blé, 23-4
Commission canadienne du lait, 1-36, 5-2, 5-8
Commission d'établissement du Nunavut, 3-9
Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle, 1-41
Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean, 1-41
Commission de contrôle de l'énergie atomique, 1-50, 1-65, 20-2, 20-10, 20-11
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, 1-37, 1-59, 7-2, 7-6
Commission de la capitale nationale, 1-48, 18-3, 18-20
Commission de la fonction publique, 1-49, 1-65, 18-4, 18-30, 18-31, 18-32
Commission des champs de bataille nationaux, 1-48, 1-65, 18-3, 18-19
Commission des Cris et des Naskapis, 3-6
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada, 1-53, 1-66, 22-2, 22-15
Commission des relations de travail dans la fonction publique, 1-39, 1-60, 9-3, 9-15
Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, 1-41
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth, 6-4
Commission des traités de la Colombie-Britannique, 3-6
Commission du droit d'auteur, 1-43, 1-63, 15-2, 15-13

Index

Commission du droit du Canada, 1-45, 1-64, 16-2, 16-11
Commission du parc international Roosevelt de Campobello, 2-7
Commission indienne de l'Ontario, 3-7
Commission internationale de protection contre les radiations, 21-4
Commission mixte internationale, 1-34, 1-57, 2-3, 2-19
Commission nationale des libérations conditionnelles, 1-52, 1-66, 22-2, 22-9, 22-10
Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, 2-7
Commissions internationales des pêches, 1-49
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – Allocations aux anciens employés des services des chemins de fer, des navires à vapeur et des télécommunications de Terre-Neuve, 23-4
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada – Versements à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, 23-5
Compte d'allocations de retraite des parlementaires, 1-64, 17-2
Compte de convention de retraite des parlementaires, 1-64, 17-2
Compte de prestations de retraite supplémentaires, contribution de l'État, 17-2
Compte de prestations de retraite supplémentaires, Contributions de l'État, 1-64
Compte de stabilisation du revenu net, 1-58, 5-2, 5-6
Compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse, 20-2, 20-8
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice, 1-49, 1-65, 18-4, 18-33
Conférence sur l'uniformisation des lois du Canada, subventions, 16-5
Conseil canadien de la magistrature, 1-45, 16-2
Conseil canadien de la sécurité, 5-7
Conseil canadien des archives, 18-17
Conseil canadien des ministres de l'Environnement, 12-5
Conseil canadien des normes, 1-44, 15-3, 15-21
Conseil canadien des relations industrielles, 1-40, 1-61, 11-2, 11-8
Conseil chargé d'apporter de l'aide aux membres des bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington, 1-57, 3-2
Conseil consultatif canadien de la radio, 15-7
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés, 1-51, 1-66, 21-2, 21-10
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 1-51, 1-66, 21-2, 21-7, 21-8
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, 1-48, 1-64, 18-2, 18-15
Conseil de la recherche forestière du Québec, 20-7
Conseil de mise en œuvre de l'accord de paix, 2-7
Conseil de recherches en sciences humaines, 1-44, 1-63, 15-3, 15-20
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, 1-44, 1-63, 15-3, 15-19
Conseil de recherches médicales, 1-51, 1-66, 21-2, 21-9
Conseil des Arts du Canada, 1-47, 18-2, 18-9
CONSEIL DU TRÉSOR, 8-1, 8-2
Conseil national de recherches du Canada, 1-44, 1-63, 15-3, 15-17, 15-18
Conseil privé, 9-4, 9-5, 9-6
CONSEIL PRIVÉ, 1-38, 1-59, 9-1, 9-2
Convention de la Baie James et du Nord québécois, 3-5, 3-7
Convention finale des Inuvialuits, 3-9
Corporation commerciale canadienne, 1-32, 2-2, 2-9
Corporation du télescope Canada-France-Hawaï, 15-18
Cour canadienne de l'impôt, 1-46, 1-64, 16-3, 16-15
Cour fédérale du Canada, 1-45, 1-63, 16-2, 16-10
Cour suprême du Canada, 1-46, 1-64, 16-3, 16-14
Cours de langue pour les immigrants au Canada, 7-5
Cris de la Baie-James, 3-5
Cris Oujé-Bougoumou et Naskapis du Québec, 3-5

D

Défense nationale, 10-3, 10-4, 10-5, 10-6
DÉFENSE NATIONALE, 1-40, 1-60, 10-1, 10-2
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, 1-40, 1-60, 11-1, 11-2
Directeur général des élections, 1-39, 1-60, 9-2, 9-11
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien, 1-44, 1-63, 15-4, 15-24, 15-25

E

Énergie atomique du Canada limitée, 1-50, 20-2, 20-12
Ententes sur le développement économique et régional, 5-6
Ententes Travaux d'infrastructure Canada, 15-7, 15-15, 15-24
Environnement, 12-3, 12-4, 12-5
ENVIRONNEMENT, 1-41, 1-61, 12-1, 12-2
Établissement et adaptation des immigrants, 7-5

F

Facilité de réduire la pauvreté et favoriser la croissance du Fonds monétaire international, 1-61, 13-2
Fédération internationale des associations de bibliothécaires, 18-26
Fiducie des Édifices des Pères de la Confédération, Charlottetown (I.-P.-É.), 18-7
Financement du programme des partenariats indiens pour l'environnement, 3-6
Finances, 13-4, 13-5
FINANCES, 1-42, 1-61, 13-1, 13-2
Fondation canadienne des droits de la personne, 16-5
Fondation canadienne pour la vérification intégrée, 13-9
Fondation de l'art inuit, 3-3
Fondation du Commonwealth, 2-7
Fondation du saumon du Pacifique, 19-6
Fonds d'institutions financières internationales, 1-33, 1-57, 2-2
Fonds de développement Canada - Nouvelle-Écosse, 1-65, 20-2
Fonds de développement Canada - Terre-Neuve, 1-65, 20-2
Fonds des Nations Unies pour les populations autochtones, 2-7
Fonds pour la stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones, 16-6
Fonds renouvelable CORCAN, 1-66, 22-2, 22-6
Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers, 1-67, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada, 1-67, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable de Géomatique Canada, 1-65, 20-2, 20-4, 20-5, 20-6
Fonds renouvelable de l'Office national du film, 1-65, 18-3
Fonds renouvelable de la Production de défense, 24-8, 24-9
Fonds renouvelable des passeports, 1-57, 2-2, 2-4, 2-5
Fonds renouvelable des Services gouvernementaux de télécommunications et d'informatique, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable des Services immobiliers, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable des Services optionnels, 1-67, 24-2, 24-6, 24-9
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction, 1-67, 24-2, 24-7, 24-9
Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel, 18-31
Fonds spécial pour le développement du nord de l'Ontario, 15-7
Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers, 1-65, 20-2, 20-8
Fonds volontaire des Nations Unies pour les victimes de la torture, 2-6
FORINTEK Canada Corporation, 20-8

Index

G

Gendarmerie royale du Canada, 1-52, 1-66, 22-2, 22-12, 22-13
Gouvernement de Terre-Neuve, 21-5
GOUVERNEUR GÉNÉRAL, 1-42, 1-62, 14-1, 14-2
Groupe de recherche sur les transports au Canada, 23-10

I

Indemnisation des détenus des pénitenciers en cas d'accidents, 22-8
Indemnisation des marins marchands, 11-6
Industrie, 15-5, 15-6, 15-7
INDUSTRIE, 1-43, 1-62, 15-1, 15-2
Initiative de partenariat rural canadien, 5-7
Institut canadien d'études stratégiques, 10-5
Institut canadien d'information en matière de santé, 21-6
Institut canadien de conservation, 1-47
Institut canadien de recherche en génie forestier, 20-8
Institut canadien des affaires internationales, 10-5
Institut canadien des recherches avancées, 15-7
Institut des relations intergouvernementales, Université Queen's, 9-6
Institut international de droit d'expression française (IDEF), 16-5
Institut national de la magistrature, 16-5

J

Justice, 16-4, 16-5, 16-6
JUSTICE, 1-45, 1-63, 16-1, 16-2

L

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada, 15-5
Le Réseau du leadership, 1-39, 1-60, 9-3, 9-17
Lieutenants-gouverneurs, 1-64, 18-2
Ligue des cadets de l'air du Canada, 10-5
Ligue des cadets de l'armée du Canada, 10-5
Ligue navale du Canada, 10-5
Loi canadienne sur les droits de la personne, 16-8
Loi d'aide au développement international (institutions financières), 1-33
Loi de 1950 sur les crédits de défense, 1-40
Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1-62, 13-2, 13-8
Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, 13-10
Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, 1-60, 11-2, 11-6
Loi fédérale sur les prêts aux étudiants, 1-60, 11-2, 11-6
Loi nationale sur l'habitation, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-54, 1-67, 24-2
Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique, 1-62, 15-2, 15-9
Loi relative à l'autonomie gouvernementale de la bande indienne Sechelte, 3-6
Loi sur l'aéronautique, 1-53
Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments, 1-58, 5-9
Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada, 1-58, 4-2
Loi sur l'Agence Parcs Canada, 1-56, 1-65, 18-4
Loi sur l'aide au développement international (institutions financières), 2-15
Loi sur l'assurance-chômage, 11-5
Loi sur l'assurance-emploi, 1-38, 1-56
Loi sur l'emploi dans la fonction publique, 18-31
Loi sur l'équité en matière d'emploi, 16-8
Loi sur l'expansion des exportations, 1-57
Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels, 1-47, 18-2, 18-6
Loi sur l'immigration, 7-3
Loi sur la citoyenneté, 7-3
Loi sur la concurrence, 1-43, 15-12, 15-13
Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 10-5

Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 22-13
Loi sur la gestion des finances publiques, 1-32, 1-36, 1-41, 1-48, 1-51, 1-59, 1-60, 1-65, 5-2, 9-2, 9-3, 18-3
Loi sur la mise au point des pensions du service public, 1-59, 8-2, 8-4
Loi sur la pension spéciale du service diplomatique, 1-57, 2-2, 2-6
Loi sur la protection des végétaux, 1-58, 5-9
Loi sur la protection du revenu agricole, 1-58, 5-2, 5-6, 5-7
Loi sur la réadaptation des anciens combattants, 6-4
Loi sur la santé des animaux, 1-58, 5-9
Loi sur la sécurité ferroviaire, 23-5
Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-54
Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton, 1-44
Loi sur la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 1-47
Loi sur le Conseil canadien des normes, 1-44
Loi sur le Conseil des Arts du Canada, 1-47
Loi sur le Conseil national de recherches, 1-63, 15-3
Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses, 21-7
Loi sur le droit d'auteur, 15-13
Loi sur le financement des petites entreprises, 1-62, 15-2, 15-7, 15-9
Loi sur le financement des petites entreprises du Canada, 1-63, 15-3, 15-4, 15-15, 15-25
Loi sur le gouverneur général, 1-62, 14-2, 14-3
Loi sur le ministère de l'Industrie, 1-43, 15-2, 15-14
Loi sur le Parlement du Canada, 1-38, 1-64, 17-2
Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition, 1-52
Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur, 13-10
Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, 13-5
Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, 1-64, 17-2
Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, 1-62, 13-2, 13-8
Loi sur les brevets, 21-10
Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec, 3-6
Loi sur les douanes, 13-10
Loi sur les indemnités de services de guerre, 1-59, 6-2, 6-4
Loi sur les Indiens, 3-4
Loi sur les inventions des fonctionnaires, 1-38
Loi sur les jeunes contrevenants, 16-6
Loi sur les juges, Pensions, 16-14
Loi sur les mesures spéciales d'importation, 13-10
Loi sur les offices des produits agricoles, 1-58, 5-2, 5-6
Loi sur les pensions, 6-4
Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, versements, 10-5
Loi sur les prêts aux entreprises de pêche, 1-65, 19-2, 19-6
Loi sur les prêts aux petites entreprises, 1-62, 1-63, 15-2, 15-3, 15-4, 15-7, 15-9, 15-15, 15-25
Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative, 1-58, 5-2, 5-6
Loi sur les produits dangereux, 21-7
Loi sur les programmes de commercialisation agricole, 1-58, 5-2, 5-6
Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, 1-37, 1-59, 6-2, 6-4
Loi sur les traitements, Conseil privé, 1-38
Loi sur les transports au Canada, 23-3
Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, 1-62, 13-2, 13-8
Lois sur la taxe d'accise, 13-10

M

Marine Atlantique S.C.C., 1-53, 23-2, 23-4
Ministère, 1-32, 1-34, 1-35, 1-36, 1-37, 1-38, 1-40, 1-41, 1-42, 1-43, 1-45, 1-47, 1-50, 1-51, 1-53, 1-54
Ministre du Commerce international, 1-57
Monnaie canadienne, 1-61, 13-2, 13-4, 13-5
Musée canadien de la guerre, 18-13
Musée canadien de la nature, 1-47, 18-2, 18-14
Musée canadien des civilisations, 1-47, 18-2, 18-13
Musée des beaux-arts du Canada, 1-48, 18-3, 18-23, 18-24

Index

Musée national de l'aviation, 18-27
Musée national des sciences et de la technologie, 1-49, 18-3, 18-27

N

Négociations sur l'autonomie gouvernementale des Autochtones, 9-6
Nordion International Inc., 20-2

O

Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers, 1-65, 20-2, 20-8
Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers, 1-65, 20-2, 20-8
Office des transports du Canada, 1-54, 1-67, 23-2, 23-10
Office du baccalauréat international, 2-6
Office national de l'énergie, 1-50, 1-65, 20-2, 20-14
Office national du film, 1-48, 1-65, 18-3, 18-21, 18-22
Organisation de coopération et de développement économiques, 2-6
Organisation de l'aviation civile internationale, 1-32, 2-7
Organisation des États américains, 2-7
Organisation des Nations Unies, 2-7
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, 2-7
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), 1-40, 2-7, 10-6
Organisation internationale de surveillance maritime par satellite, 10-5
Organisation internationale du travail, 2-7
Organisation internationale pour les migrations, 7-5
Organisation maritime internationale, 2-7
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, 2-6
Organisation mondiale de la santé, 2-7, 21-4
Organisation mondiale des douanes, 2-6
Organisation mondiale du commerce, 2-6
Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, 2-7
Organisations internationales de produits de base, 2-6

P

Paiements de péréquation Nouvelle-Écosse, 20-2
PARLEMENT, 1-46, 1-64, 17-1, 17-2
PATRIMOINE CANADIEN, 1-47, 1-56, 1-64, 18-1, 18-2
PÊCHES ET OCÉANS, 1-49, 1-65, 19-1, 19-2
Pension de retraite des lieutenants-gouverneurs, 1-64, 18-2, 18-6
Pensions aux sénateurs à la retraite, 17-4
Pipe-line de la route de l'Alaska pour le transport du gaz naturel, 2-21
Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique, 10-5
Prestations d'adaptation pour les travailleurs, 1-60, 11-2
Prestations de retraite supplémentaires, 1-60, 11-2, 18-2, 18-6
Prestations pour bravoure, 6-4
Programme de relance de l'activité économique, 5-7
Programme Camps de l'inforoute, des sciences et de l'entrepreneurship, 15-7
Programme canadien d'agro-infrastructure, 5-6
Programme canadien de gestion d'entreprise agricole, 5-7
Programme Collectivités ingénieuses, 15-7
Programme d'accès aux études de droit pour les Autochtones, 16-5
Programme d'accueil, 7-5
Programme d'adaptation aux fermetures de bases de l'Ontario, 15-7
Programme d'administration, 1-34, 1-35, 1-57, 3-2, 3-3
Programme d'aide à l'entraînement militaire, 10-6
Programme d'aide à l'innovation, 15-15
Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition, 18-7
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires, 23-5
Programme d'aide en main-d'oeuvre à titre gracieux, 20-11
Programme d'assurance-récolte, 1-58, 5-2, 5-6
Programme d'Entreprise autochtone Canada, 15-7
Programme d'expansion des entreprises, 1-62, 15-2, 15-7

Programme d'innovation en agroalimentaire, 1-58, 5-2
Programme d'innovation en matière de produits laitiers, 5-8
Programme d'observation de la terre (EOP) de l'Agence spatiale européenne (ASE), 15-11
Programme de démonstration des charges utiles spatiales, 15-11
Programme de développement de satellites environnementaux (ENVISAT) de l'ASE, 15-11
Programme de développement des marchés d'exportation, 2-6
Programme de développement économique du saumon, 15-15
Programme de développement industriel et régional, 1-62, 15-2, 15-7
Programme de diversification de l'économie de l'Ouest, 15-24
Programme de mise en valeur de la technologie, 15-7
Programme de mise en valeur des sciences spatiales, 15-11
Programme de mission de technologie et de relais de données (DRTM) de l'ASE, 15-11
Programme de partenariat syndical-patronal, 11-7
Programme de pâturages communautaires, 1-36
Programme de prêts basés sur le prix des produits agricoles, 5-7
Programme de recherche de pointe sur les systèmes de télécommunications (ARTES) de l'ASE, 15-11
Programme de recherche en biotechnologie, 15-18
Programme de relance industrielle pour l'est de Montréal, 15-15
Programme de renforcement de la productivité manufacturière, 15-15
Programme de sensibilisation des jeunes à l'espace, 15-11
Programme de services de police des Premières nations, 22-4
Programme de sondage des fonds marins, 20-7
Programme des affaires du Nord, 1-35, 1-58, 3-2, 3-8, 3-9
Programme des affaires indiennes et inuites, 1-34, 1-57, 3-2, 3-4, 3-5, 3-6, 3-7
Programme des anciens combattants, 1-37, 1-59, 6-2, 6-3, 6-4
Programme des avances de crédit printanières, 5-6
Programme des conseillers parajudiciaires autochtones, 16-6
Programme des politiques économiques, sociales et financières, 1-42, 1-61, 13-2, 13-4, 13-5
Programme des services gouvernementaux, 1-54, 1-67, 24-2, 24-3, 24-4, 24-5, 24-6, 24-7, 24-8, 24-9, 24-10
Programme des sociétés d'État, 1-54, 24-2, 24-11
Programme du Commonwealth pour la jeunesse, 2-7
Programme du contrôle des armes à feu, 16-6
Programme du Développement des ressources humaines, 11-3, 11-4, 11-5, 11-6, 11-7
Programme du service de la dette publique, 1-61, 13-2, 13-6
Programme européen du satellite de télédétection II, 15-11
Programme fédéral de transferts aux provinces, 1-42, 1-62, 13-2, 13-7, 13-8
Programme national de l'adaptation à l'analyse des risques et à la maîtrise des points critiques, 5-7
Programme optionnel d'exportation, 5-8
Programme pour l'autonomie des anciens combattants, 6-4
Programmes complémentaires de sécurité du revenu, 5-2, 5-6
Programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement, 20-8
Programmes de transition pour les viandes rouges, 1-58, 5-2
Projet TRIUMF, 15-18

Q

Queens Quay West Land Corporation, 24-2, 24-11, 24-12

R

Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants, 1-59, 6-2, 6-4
Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays, 1-59, 6-2, 6-4
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes, 13-8
Régime de pensions du Canada, dépenses recouvrables au titre du, 1-56
Régime national de distinctions honorifiques, 14-3

Index

Régimes de la fonction publique de prestations, 8-4
Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication, 1-48
Règlement de la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants, 11-5
Règlement sur le paiement d'indemnités dans le cas d'accidents d'aviation, 6-4
Relations culturelles, subventions, 2-6
Rentes versées aux Indiens - Paiements en vertu de traités, 1-57, 3-5
Réseau canadien d'information sur le patrimoine, 1-47
Réseau canadien pour l'avancement de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement, 15-7
RESSOURCES NATURELLES, 1-50, 1-65, 20-1, 20-2

S

Santé, 21-3, 21-4, 21-5, 21-6
SANTÉ, 1-51, 1-66, 21-1, 21-2
Science and Engineering Research Council du Royaume-Uni, 15-18
Secrétariat, 8-2
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne, 1-34, 1-57, 2-3, 2-20
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, 1-39, 1-59, 9-2, 9-9
Secrétariat du Commonwealth, 2-7
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, 1-37, 1-38, 1-59
Semaine nationale de la sécurité à la ferme, 5-7
Sénat, 1-46, 1-64, 17-2, 17-3, 17-4
Service aérien omnibus de colis destinés au Nord, 1-35
Service canadien du renseignement de sécurité, 1-51, 22-2, 22-5
Service correctionnel, 1-52, 1-66, 22-2, 22-6, 22-7, 22-8
Service de transport des expositions, 1-47
Services d'aide juridique, contribution aux provinces et aux territoires, 16-6
Services de santé dispensés aux Indiens et aux Inuits, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, 3-9
Société canadienne d'hypothèques et de logement, 1-54, 1-67, 24-2, 24-15
Société canadienne des postes, 1-35, 1-55, 3-2, 18-2, 24-2, 24-16
Société d'expansion du Cap-Breton, 1-44, 15-3, 15-16
Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne, 1-47, 18-2, 18-12
Société de développement du Cap-Breton, 1-50, 20-2, 20-13
Société de l'usine-pilote de protéines, d'huile et d'amidon (PHA), 5-6
Société dite Last Post Fund, 6-4
Société du Centre national des Arts, 1-48, 18-3, 18-18
Société du Vieux-Port de Montréal Inc., 24-2, 24-13
Société John Howard, 22-4
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc., 23-2, 23-4
Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée, 1-53
Société Makivik, 3-5
Société pour l'expansion des exportations, 1-57, 2-2, 2-16
Société Radio-Canada, 1-47, 18-2, 18-10, 18-11
Solliciteur général, 22-3, 22-4
SOLLICITEUR GÉNÉRAL, 1-51, 1-66, 22-1, 22-2
Sommets de la Francophonie, 2-7
Statistique Canada, 1-44, 1-63, 15-3, 15-22, 15-23
Subventions dans le domaine des relations avec les universités, 2-6
Système international de données sur les publications en série, 18-26

T

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 1-39, 1-60, 9-3, 9-14
Technologies stratégiques, 15-7
Télescope James Clerk Maxwell, 15-18
Thompson, M. R.P., 10-5
Transports, 23-3, 23-4, 23-5, 23-6
TRANSPORTS, 1-53, 1-67, 23-1, 23-2
Travaux publics et Services gouvernementaux, 24-3, 24-4, 24-5, 24-6, 24-7, 24-8, 24-9, 24-10

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX, 1-54, 1-67, 24-1, 24-2
Tribunal canadien des droits de la personne, 1-45, 1-63, 16-2, 16-8
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 1-40, 1-61, 11-2, 11-9
Tribunal canadien du commerce extérieur, 1-42, 1-62, 13-3, 13-10
Tribunal de l'aviation civile, 1-54, 1-67, 23-2, 23-11
Tribunal de la concurrence, 1-43, 1-62, 15-2, 15-12
Tribunal des anciens combattants (révision et appel), 1-37, 1-59, 6-2, 6-5

U

Union internationale des télécommunications, 15-7
Université de l'Alberta, 15-18
Université de la Colombie-Britannique, 15-18
Université de Victoria, 15-18
Université internationale de l'espace, 15-11
Université Simon Fraser, 15-18

V

Vérificateur général, 1-42, 1-62, 13-3, 13-9
Versements d'allocations au conjoint, 1-61, 11-2, 11-6
Versements de sécurité de la vieillesse, 1-61, 11-6
Versements du supplément de revenu garanti, 1-61, 11-2, 11-6
VIA Rail Canada Inc., 23-4
VIA Rail Canada Inc., paiements à, 1-53, 23-2

W

Whittington, Mme Mary, 10-6